

1881

~~18-51~~

Procès-Verbaux
de la
Commission des Finances

SÉNAT

Archives.

Paris, le 188

78. - 50.

E



Documents remis par le Secrétaire
Général de la Présidence au nom
de la Com. des Finances.



Monsieur le Archiviste du Sénat

Il a été remis aux Archives par le Secrétaire Général
de la Présidence en contenant des documents qui lui
ont été remis par la Com. des Finances au cours
de la discussion du Budget.

SÉNAT

Archives.

Paris, le 188

~~78.~~ - 50.

E



Documents remis par le Secrétaire
Général de la Présidence au nom
de la Cour des Comptes.

1487



COMMISSION des Finances pour l'année 1881.

(Nommée le 25 Janvier 1881).

MM.

1 ^{er} BUREAU	{ FAYE. BRUN (CHARLES).
2 ^e BUREAU	{ FERROUILLAT. MALENS.
3 ^e BUREAU	{ DAUPHIN. BERNARD.
4 ^e BUREAU	{ CALMON. CORDIER, <i>Vice-Président.</i>
5 ^e BUREAU	{ DE FREYCINET, <i>Président.</i> BOCHER.
6 ^e BUREAU	{ BUFFET. GOUIN.
7 ^e BUREAU	{ HÉBRARD, <i>Secrétaire.</i> VARROY, <i>Vice-Président.</i>
8 ^e BUREAU	{ ROGER-MARVAISE, <i>Secrétaire.</i> FOUCHER DE CAREIL.
9 ^e BUREAU	{ CAILLAUX. LAMBERT DE SAINTE-CROIX, <i>Secrétaire.</i>

M. M.

Finances
Postes et Télégraphes. { Calmon
Bouffet
Cordier.

Envoyer tout ce qui est finances à M. M.

Travaux publics { Varray, de Freycinet,
Caillaux.

Intérieur. Cultes
Algérie. { Faye
Bocher
Malens.

Guerre et Marine { Guin, Ch. Brun, Hébrard

Instruction publique.
Beaux Arts.
Agriculture et Commerce. { Fouchet de Careil.
Lambert de la Croix.
Feronvillat.

Affaires Étrangères.
Justice. Légion d'
Honneur. Imprimerie N^{le}. { Dauphin
Bernard
Roger Morvaire.



Séance du Mardi, 25 Janvier
1881.

Présidence de M. Bocher, d'âge.

La séance est ouverte à 5^h 1/4.

Sont présents: MM. Bernard,
Bocher, Buffet, Caillaud, Calman,
Corvier, Dauphin, Faye, Fouchet de
Careil, de Freycinet, Gouin, Hébrard,
Lambert de St. Croix, Nolens, Roger.
Norraise, Varroy.

M. Bocher, Président d'âge,
prend place au fauteuil, assisté
de M. Hébrard, Secrétaire d'âge.

La Commission étant au
complet, sauf M. Ferronilla, absent
pour cause de tanté, et M. Ch. Brun
qui vient de quitter le Palais,
il est procédé au scrutin pour
l'élection du Président.

En voici le résultat:

Nombre des votants ... 16.

Suffrages exprimés ... 14.

Majorité absolue ... 8

Ont obtenu:

MM. de Freycinet ... 8 voix

Calman ... 3 "

Bocher ... 3 "

2 bulletins blancs.

M. de Freycinet ayant obtenu
la majorité absolue des suffrages,
est proclamé Président de la Commission
des Finances pour l'année 1881.

Il est procédé au scrutin pour
l'élection de 2 Vice-Présidents.

Le dépouillement du scrutin donne les résultats suivants :

M. Calmon	10 voix
Varroy	9
Cordier	7
Gouin	3
Caillaux	2

M. Calmon et Varroy, ayant obtenu la majorité absolue des suffrages, sont proclamés Vice-Présidents.

M. Calmon, malgré les instances de ses collègues, ayant décliné la Vice-Présidence, il y a lieu à un 2^e tour de scrutin pour l'élection du 2^e Vice-Président.

Voici le résultat du scrutin.

M. Cordier	11 voix
Gouin	5 "

M. Cordier, ayant obtenu la majorité absolue des suffrages, est proclamé Vice-Président.

Il est procédé à la nomination de trois Secrétaires.

Le dépouillement du scrutin donne les résultats suivants :

M. Hébrard	14
Roger. Harvaire	13
Lambert de St. Croix	10
Gouin	2
Faye	1

M. Hébrard, Roger. Harvaire, Lambert de St. Croix, ayant obtenu la majorité absolue des suffrages sont proclamés Secrétaires de la Commission, pour l'année 1881.

Le bureau de la Commission des Finances se trouve ainsi constitué.

5
M. de Freycinet Président
Varray { Vice-Présidents.
Cordier {
Hébrard {
Roger-Narvaire. { Secrétaires
Lambert de St Croix {
La séance est levée à 5 h 3/4.

Le Secrétaire,
A. Humbert

Séance du 27 janvier 1881.

Présidence de M. de Freycinet.

La séance est ouverte à 1 h 1/2.

Sont présents: MM. Bocher, Ch. Brun, Bruffet, Calmon, Faye, Bernard, Faucher de Careil, de Freycinet, Lambert de St Croix, Roger-Narvaire, Varray.

M. Roger-Narvaire, l'un des Secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la précédente séance.

Le procès-verbal est adopté.

M. le Président remercie la Commission de l'honneur qu'elle lui a fait en l'appelant à la présidence. Il s'inspirea toujours des excellentes traditions de ses éminents prédécesseurs et compte bien recourir, lorsqu'il le faudra, à leurs conseils et à leur expérience.

M. le Président rappelle que, l'année dernière, la Commission s'est partagée pour l'étude des projets de loi de crédits émanant des différents ministères en 3 sous-Commissions correspondant à trois groupes de ces

ministère. La Commission entend-elle maintenir, cette année, la même répartition?

M. Colmon fait observer que ces trois Sous-Commissions ne se sont jamais réunies et qu'il serait peut-être préférable de revenir au système que l'on avait adopté, il y a deux ans, et qui consistait à partager les dix-huit membres de la Commission en neuf Sous-Commissions de deux membres chacune, correspondant aux neuf départements ministériels. Lorsqu'un projet de loi spécial, émanant de tel ou tel ministère arrivait au Sénat, M. le Président chargeait les deux membres de la Sous-Commission représentant ce ministère d'examiner le projet et l'un des deux venait lire un rapport sommaire que la Commission, en séance générale, adoptait avec ou sans modification.

M. Faye approuve cette manière de voir.

M. Roger. Mauvaise dit qu'il faut, autant que possible, diviser le travail, de manière à ne pas laisser au rapporteur général du budget le travail énorme qui s'est passé, ces deux dernières années, accumulé sur une seule tête.

M. Buffet ne voit pas bien la nécessité de se subdiviser dès à présent en Sous-Commissions. Les projets de budget sont à peu près les mêmes tous les ans et la besogne est généralement mieux faite et plus rapidement expédiée en Commission générale. Sans doute, lorsqu'il y a, sur certains points particuliers, des démarches à faire,

on peut en confier le soin à une
Sous-Commission, mais il est toujours
temps de la nommer au moment
où le besoin s'en fait sentir.
Pourquoi établir, dès à présent, une
classification anticipée?

M. Fayé répond que ces Sous-Commissions
sont créées bien moins en vue de l'examen
du budget que de l'étude des projets de
crédits spéciaux qui arrivent, toute l'année,
des différents ministères. Cette subdivision,
faite à l'avance, permet au Président,
lorsqu'un de ces projets de loi est déposé
sur le bureau du Sénat, d'en confier
immédiatement le rapport à la Sous-
Commission compétente sans avoir
besoin de réunir la Commission tout
entière.

M. le Président ajoute qu'il
reste bien entendu que la Commission
se réserve toujours le droit, si une
question importante vient à surgir,
de nommer une Sous-commission spéciale
chargée de l'étudier indépendamment
des neuf Sous-Commissions que l'on
propose, en ce moment d'établir.

M. Ch. Brun fait observer que
le nombre de deux commissaires est
bien restreint. Il propose de répartir
les neuf Ministères en six Sous-Com-
missions de trois membres chacune.

Le système de la division de la
Commission en six groupes de trois
membres pour la répartition des projets
de loi de crédits est mis aux voix et
adopté.

La Commission décide ensuite
que ces six groupes seront composés
de la manière suivante:

1^{er} Groupe. - Finances, Postes et
Télégraphes :

MM. Calmon,
Corvier,
Biffet.

2^e Groupe. - Travaux publics :

MM. de Freycinet,
Varray,
Caillaux.

3^e Groupe. - Intérieur et Algérie.

MM. Malens,
Bocher,
Faye.

4^e Groupe. - Guerre et Marine.

MM. Ch. Brun,
Genin,
Hébrard.

5^e Groupe. - Instruction publique,

Beaux-Arts, Agriculture et Commerce

MM. Lambert de St. Croix,
Fervillat,
Fouquet de Careil.

6^e Groupe. - Justice, Affaires étrangères,
Légion d'Honneur, Imprimerie Nationale.

MM. Bernard,
Roger Marvaite,
Dauphin.

M. Bernard appelle l'attention
de la Commission sur une proposition
de loi qu'il a déposée, à la fin de l'année
dernière, sur le tarif des droits d'enregistrement
s'appliquant aux contrats faits
entre les communes et les particuliers
pour les concessions d'eau. Cette propo-
sition a été renvoyée à l'ancienne
Commission des finances qui n'a pas
eu le temps de l'examiner. Elle reste
donc à l'état de projet et l'honorable
membre demande qu'une Sous-Commission

9
est créée, dès à présent, pour en commencer
l'examen.

La Commission décide qu'il sera
statué sur cette question à la prochaine
séance.

M. Ch. Brun est chargé du rapport
sur le projet de loi portant ouverture
d'un crédit au Ministre de la Marine
pour la création de chemins de fer
au Sénégal et M. Varroy du rapport
sur le projet de loi portant ouverture
d'un crédit au Ministre des Postes
et Télégraphes pour l'établissement
d'un câble télégraphique entre Dakar
et St Vincent.

La séance est levée à 2^h 1/2.

Le Secrétaire,
Lambert Grocy

Séance du 7 février 1881.

Présidence de M. de Freycinet.

La séance est ouverte à deux heures.

Sont présents: MM. Bocher, Ch. Brun,
Buffet, Stebrard, Garin, Faye, Touchet
de Careil, de Freycinet, Lambert de
St Croix, Malens, Varroy.

M. l'amiral Cloué, Ministre de
la Marine et des Colonies et M. . . .
inspecteur général de la Marine,
assistent à la séance.

M. le Président rappelle à M.
le Ministre de la Marine que la
Commission a désiré l'entendre
pour lui demander quelques renseignements
sur le projet de loi, voté par la Ch.

des Députés, concernant

1^o une ouverture de crédit pour la construction d'un chemin de fer au Sénégal de Niéme à Bafoulabé;
2^o la concession du chemin de fer de Dakar à St. Louis.

M. le Président invite M. Lambert de St. Croix à formuler les questions qu'il a manifesté l'intention d'adresser à M. le Ministre.

M. Lambert de St. Croix dit qu'une note parue, la veille, au journal officiel, répond à deux des principales questions qu'il voulait adresser à M. le Ministre. Cette note, en effet, donne des nouvelles des deux missions parties en 1880, l'une sous les ordres du capitaine Galieni et l'autre sous ceux du commandant Derrien.

M. le Ministre dit qu'il a reçu du capitaine Galieni une correspondance très volumineuse, pleine de faits intéressants et rassurants en même temps, avec une carte qu'il a fait lithographier et qui sera distribuée à tous les membres du Sénat.

M. le Président demande quel est l'état de nos relations avec les indigènes.

M. le Ministre répond que jusqu'à Kita, rien n'est à redouter de leur part, mais que, passé Kita, il est possible qu'on soit attaqué. La colonne d'exploration sous les ordres de M. le Colonel Desbordes, est arrivée le 27 janvier à Bafoulabé, et, de là, elle marchera résolument vers le Niger. En ce moment, la mission du commandant Derrien, qui est une mission purement topographique, est occupée à faire des relevés entre

Névine et Bafoulabé.

M. Lambert de St. Croix demande s'il n'existe pas quelque difficulté pour les transports.

M. le Ministre répond qu'en effet on manque de bêtes de somme.

Sur une nouvelle question de M. le Président, relativement au caractère agressif des populations, M. le Ministre répond qu'on lui avait proposé de faire au delà de Kita une expédition pour venger une attaque dont le capitaine Goldeni avait été l'objet, mais qu'il a refusé, parce que nous sommes assez forts pour ne pas tirer de coups de fusil. C'est une conquête pacifique que la France doit faire dans ces contrées.

M. Lambert de St. Croix dit que les études topographiques faites par le commandant Derrsen entre Névine et Bafoulabé lui semblent un peu superficielles et qu'il serait peut-être bon d'attendre l'envoi d'études plus complètes, avant de s'engager dans la construction de ce chemin de fer. Sans doute il peut être très utile d'aller chercher un grand marché sur les bords du Niger, mais encore faut-il le faire en connaissance de cause. Il y a 120 Kil. de Névine au Niger. On sait, d'après les observations faites, qu'on peut faire le petit tronçon de chemin de fer qu'on propose d'autoriser aujourd'hui, mais à quoi servira-t-il si l'on ne peut aller plus loin que Bafoulabé. Ce n'est pas sans doute pour protéger le petit fortin établi en cet endroit qu'on va se lancer dans une pareille dépense. L'honorable membre se demande

s'il y a péril en la demeure et si l'on ne devrait pas attendre les renseignements précis que ne manquera pas de donner la mission du colonel Desbordes, qui est arrivée le 17 janvier à Bafoulabé et qui en est partie avec une escorte de 700 travailleurs pour faire des explorations entre ce point et le Niger. On saura alors quelles sont les dispositions du roi Ouhnamou.

M. le Ministre répond que ce sont les ennemis du roi Ouhnamou, les pillards Bambaras qui ont attaqué et pillé la petite troupe du capitaine Galieni. M. Lambert de St. Croix pense que les études topographiques qui ont été faites entre Médine et Bafoulabé sont incomplètes, ce sont celles qui ont été faites au delà de Bafoulabé jusqu'à Kita qui ne sont pas assez avancées pour que le Gouvernement puisse proposer au Parlement un projet de chemin de fer dans cette région, mais il se croit assez éclairé pour le faire en ce qui concerne la section de Médine à Bafoulabé. Ce sont de simples travaux de vérification que fait, en ce moment, le commandant Devrien sur cette section, et il a raison de les faire.

M. le Président dit qu'il ressort des paroles de M. le Ministre que les études de cette ligne sont assez complètes pour ne pas rendre aventureuse la création d'un chemin de fer projeté. Quant à la ligne de Bafoulabé au Niger, elle est réservée et son exécution dépendra du résultat des explorations de la mission du colonel Desbordes.

M. Ch. Brun ajoute que les études

de la 1^{re} ligne sont tellement avancées
qu'on commence déjà en France le
matériel destiné à la construction
des ports que nécessitera le passage
des rivières.

M. le Ministre fait remarquer à
la Commission que les projets venant
passés avec la C^{ie} des Batignolles ne
deviendront définitifs que s'ils sont
signés par le Ministre avant le 20 de
ce mois. Il est clair, en effet, que, si
on la faisait attendre plus longtemps,
le temps manquerait à la C^{ie} pour faire
les constructions qu'on lui demande.
Il y a donc urgence à ce que le Sénat
se prononce le plus vite possible,
et, dans tous les cas, avant le 20
février sur le projet de loi qui lui
est soumis.

M. l'Inspecteur général explique
comment la Chambre des Députés
a refusé le projet primitif présenté
par le Gouvernement (comprenant l'em-
branchement de S^t Louis à Nèvine) en
disant: vous avez le Sénégal, qui est
navigable jusqu'à Nèvine, vous pouvez
toujours vous en servir.

M. Lambert de S^t Croix fait observer
que la première condition pour qu'une
opération de cette nature réussisse,
c'est qu'on puisse communiquer avec
la mer. On voit bien: de S^t Louis à
Nèvine, vous avez le Sénégal, mais
ce fleuve n'est navigable que pendant
trois mois de l'année et c'est à peine
si, le reste du temps, il y a un tirant
d'eau suffisant pour de toutes petites
embarcations. Il faudrait alors améliorer
la navigation du Sénégal et changer

le régime des eaux. Or, si on fait ces études et si on évalue les dépenses qui pourraient en résulter?

M. l'inspecteur général répond que cette amélioration serait très difficile à réaliser et coûterait plus cher que la construction d'un chemin de fer. Le courant n'est pas assez rapide et le pays, qui est marécageux, engendrerait des fièvres qui ne manqueraient pas d'atteindre les hommes condamnés à une aussi longue navigation. Mais la Commission de la Ch. des Députés n'a pas refusé tout à fait d'admettre l'embranchement, elle l'a seulement ajourné, en attendant que des études plus complètes aient été faites sur l'opération tout entière.

M. Faye ne comprend pas que, dans ces conditions, on commence par attaquer, au centre et dans un pays peu sûr, un chemin de fer qui doit porter des marchandises de la mer dans l'intérieur de l'Afrique. Il cherche en vain les raisons qui ont pu porter la Chambre à rejeter au 2^e plan la section de St Louis à Médine.

L'honorable membre voudrait aussi savoir si, en supposant que, par la force des choses, on était obligé d'aller pas pousser plus loin que Bafooulabé, il y aurait pour la France un avantage à posséder un chemin de fer dont le terminus serait ce point central.

M. le Ministre répond que l'on est à peu près sûr d'aller beaucoup plus loin que Bafooulabé et que si l'on

rencontre quelques obstacles pour arriver
au Niger, ce ne sera qu'au delà de Kita.
On sera alors assez près de la vallée
du Niger pour amener déjà sans ces
contrées un commerce considérable.
Le roi Oumarou tenait des pourparlers
avec l'Angleterre, il s'agit pour la
France de devancer les Anglais et
d'arriver avant eux au Niger.

M. Varray demande si l'on connaît
à peu près la hauteur du col entre
le Niger et le Sénégal.

M. l'inspecteur général répond
que le plateau qui domine le Niger
n'a pas plus de 300 mètres d'élévation.
De plus, on a de l'eau partout et il
n'y a pas d'écoulements à redouter.

M. Varray constate que dans ces
conditions, le passage est très facile.

M. Fiebrard voudrait savoir si,
dans le cas où l'on ne construirait
que ce tronçon isolé de Névine à Bafou-
labe, ce chemin de fer aurait encore
une vitalité suffisante.

M. le Ministre dit que ce chemin
de fer aurait toujours un trafic suffisant
parce qu'on fait construire, en ce moment,
de petites embarcations à vapeur
qui pourront naviguer sur le Sénégal
même dans la période des eaux basses.
Il y aura, à cette époque, un mouvement
moins actif, mais le fleuve pourra
toujours être utilisé.

M. Lambert de St. Croix croit cependant
savoir que Bafoulabe n'est ni une ville,
ni un centre militaire, ni un centre
commercial. On s'est arrêté là simple-
ment parce que c'est le confluent
de deux rivières, et que c'est un

environnement favorable pour y établir
une voie ferrée.

M. le Ministre répond qu'on a choisi
ce point parce que c'est là que ce sont
arrêtées les levées de plan qu'on a
faites.

M. l'Inspecteur général dit que
Bafoulabé existait autrefois et le père
du roi Ahmavon le considérait comme
un point stratégique très important.
Ce n'est point évidemment un centre
commercial, il n'y en a pas dans ces
régions et Névine n'existe que depuis
que le G^{al} Faidherbe l'a rendue accessible
par les bateaux. Mais toutes les caravanes
qui arrivent à Névine partent de
Bafoulabé et la France aura toujours,
en réalité pénétré de 100 kil. de plus
dans le pays. Or, le point important,
c'est d'arriver au Niger le plus vite
possible.

M. Fournier de Careil trouve que, dans
cette question, on ne tient pas assez
compte des faits accomplis. Ce fait
accompli, c'est l'occupation d'un point
stratégique nommé Bafoulabé. On ne
peut plus maintenant se replier en
bon ordre, et cette occupation importante
doit être rattachée au reste de la colonie.

L'honorable membre partage, du
reste, sur tous les points, la manière
de voir de M. l'inspecteur général.

M. Gouin dit que tout le monde
paraît d'accord sur ce point qu'il faut
arriver le plus promptement possible
au Niger. Il s'étonne que M. le Ministre
n'ait pas insisté plus vivement pour
obtenir que le chemin fer de St Louis à
Névine soit fait en même temps que

celui de Médine à Bafoulabé.

M. l'inspecteur général répond que l'administration est restée cinq mois en pourparlers avec la Commission du budget et qu'elle a fini par accepter, parce que c'était une concession qu'on lui faisait, le tronçon de Médine à Bafoulabé.

M. Lamoignon de St. Croix fait observer que les 900,000 fr. que le Gouvernement demande pour l'entretien des troupes chargées de la protection des travaux ne semblent pas indiquer une aussi grande sécurité qu'on veut bien le dire.

M. le Ministre répond que, pour être respecté, il faut être fort et que ces dépenses, du reste, comprennent également l'entretien du personnel qui fera les travaux.

M. Varray voudrait que l'on fit une petite modification au cahier des charges concernant la concession du chemin de fer de Dakar à St. Louis.

Il demande que l'on porte de 2 mètres à 2 m.50 la largeur de l'entassement entre les bords des rails sans les gares.

M. l'inspecteur général répond qu'il croit être sûr que la C^{ie} ne fera aucune difficulté à cet égard.

M. Varray demande, en second lieu, que l'on spécifie dans le même cahier des charges, que les mines, carrières et autres établissements commerciaux, contrairement à ce qui a lieu en France, auront la faculté de se raccorder au chemin de fer.

M. le rapporteur répond que le

bureau technique de la C^{ie} du Batignolles,
auquel il s'est adressé, accepte cette
clause sans observation.

M. le Président appelle l'attention
de M. le Ministre sur le dernier §
de l'art. 6 relatif au complément
de la garantie d'intérêts, en cas
d'insuffisance des produits du chemin
de fer et à l'évaluation des frais d'entretien
et d'exploitation. Il y est dit qu'un
tarif à forfait de ces frais sera établi
d'un commun accord entre les deux
parties contractantes, si faire se peut,
dès que les conditions de l'exploitation
seront suffisamment définies. Mais si
cet accord ne peut s'établir entre le
Gouv^t et la C^{ie}, le Ministre est-il
suffisamment armé contre des dépenses
engagées ou abusives, (en matière de
personnel, par ex. p., auxquelles cette
dernière pourrait se laisser aller?
C'est, être aurait, on peut stipuler que,
dans le cas où l'accord n'aurait pas
lieu pour l'établissement du tarif,
on s'en rapporterait à l'arbitrage de trois
experts?

M. l'inspecteur général répond que
la question n'a pas été posée, mais il
est à peu près certain que la C^{ie}, dans
le cas d'un désaccord de ce genre,
n'aurait pas fait de difficulté pour consentir
à s'en rapporter à son arbitrage.

M. le Président dit que pour ne pas
retarder l'adoption du projet de loi
et pour éviter le renvoi du cahier des
charges à la Chambre, la C^{ie} pourrait bien
bien accepter par lettre cet arbitrage.

M. l'inspecteur général s'engage
à écrire le jour même à la C^{ie} et à lui

faire accepter cette convention additionnelle que M. le rapporteur voudra bien résigner.

M. Bucher demande s'il existe dans le dossier des documents qui permettent d'apprécier le trafic futur du chemin de fer de Névine à Bafoulabé.

M. le Ministre répond qu'il s'agit de faire le plus vite possible la conquête pacifique d'une contrée qui renferme 60 à 80 millions d'habitants, et que le trafic du chemin de fer serait toujours suffisant quand il ne s'agirait que de fournir à ces indigènes le sel qui leur manque absolument.

M. le Ministre et M. l'inspecteur général se retirent.

M. Lambert de St. Croix demande qu'on discute séparément les deux questions qui font l'objet du rapport et qu'on commence par celle du chemin de fer à construire entre Névine et Bafoulabé. (Assentiment.)

M. Ch. Brun, rapporteur, donne lecture de la partie du rapport qui concerne la cette dernière question.

M. Lambert de St. Croix développe les considérations qu'il a déjà fait valoir au début de la séance. On ne possède, en réalité, sur ces contrées lointaines que les renseignements des voyageurs qui naturellement sont portés à voir tout en beau. On n'a pas encore fait d'explorations sérieuses au delà de Bafoulabé et l'on fait commencer au commandant Odersien les études qu'on a déjà faites entre ce dernier point et Névine. Il serait sage, avant de s'engager dans cette grande entreprise, d'attendre les résultats des deux missions

Galieni et Desbordes, afin de ne s'aventurer
dans le pays qu'autant qu'on sera sûr
d'arriver à Bamakou d'abord et ensuite
au Niger. Est-il nécessaire, en effet,
de faire un chemin de fer qui va coûter
de 12 à 13 millions pour ravitailler
le fortin de Bafoulabé? Non, il ne faut
s'engager dans cette dépense, qui ne
sera pas de 10 ou de 13 millions, mais
de 120 au total, que si l'on est certain
d'aboutir à la vallée du Niger. On a
motivé l'urgence du projet de loi par
la crainte que l'on éprouve de voir
les Anglais nous devancer dans cette
région. Au fond, comme on l'a dit à
la Chambre, il s'agit plutôt de devancer
ceux qui veulent pénétrer dans l'intérieur
du Soudan par le Sahara.

M. le rapporteur répond que l'intérêt
de la France est d'arriver au Niger
avant tout autre peuple. Or, il est bien
plus facile d'y aller par le Sénégal,
à travers des populations sympathiques,
que par le Sahara; Biskra est à 1800 k.
de Tombouctou, tandis qu'au Sénégal
on est pour ainsi dire dans le Soudan.
Il ne s'agit, pour le moment, que
d'une dépense de 11.500.000^f, dépense qui
sera loin, dans tous les cas, d'être
perdue, parce que grâce au fleuve,
aux richesses forestières du pays, et au
commerce des arachides que l'on peut
faire tout le long du parcours, le
chemin de fer de Nédine à Bafoulabé
sera toujours assuré d'un trafic rémuné-
rateur et l'on développera, de ce côté,
les richesses de la Colonie.

M. Buffet constate que M. l'inspecteur
général de la Marine a dit que Bafoulabé

ne serait jamais un grand centre commercial. A quoi servira alors le tronçon de chemin de fer de Médine à Bapostaté? Evidemment c'est là ce qu'on appelle une allége pour ne pas avoir ensuite de si gros crédits à demander. Et puis, quand ce chemin de fer sera construit, on vendra dire, mais il est absurde de ne pas le continuer d'un côté jusqu'à la mer, et de l'autre, jusqu'à la vallée du Niger. C'est un engrenage dans lequel le Parlement sera pris.

L'orateur demande qu'avant de se lancer dans cette aventure, on tienne un peu mieux compte de cette affaire, non seulement au point de vue commercial, mais surtout au point de vue politique. L'exemple de ce qui s'est passé dans l'Irse, dans l'Hindoustan, et sur d'autres points du globe doit être un enseignement pour la France, qui, à l'heure actuelle, au lieu d'aller tenter ses expéditions lointaines, doit au contraire prévoir les conséquences, fera certainement mieux de consacrer pour sa défense toutes ses ressources en hommes et en argent.

En conséquence, l'honorable membre demande que la question soit ajournée jusqu'à ce qu'elle soit plus sérieusement étudiée, et non pas seulement en dépôt au rapport, mais que cet ajournement soit proposé par le rapport lui-même pour que le Sénat soit appelé à voter sur cette proposition.

M. Varroy défend le projet de loi, en s'appuyant sur le peu de difficultés techniques que rencontrera, sur son tracé,

la construction du chemin de fer.
Il est convaincu, comme M. le rapporteur,
qu'il est essentiel pour la France
d'arriver au Niger et que, du moment
qu'on veut y aller, il faut bien prendre
les moyens pour atteindre ce but.
Or il est toujours bon de construire
le chemin de fer de Médine à Ziguinchor,
puisque l'on a la ressource du Sénégal,
de St Louis à Médine. Il sera toujours
facile ensuite de continuer le chemin
vers la mer.

M. Hébrard parle dans le même
sens et trouve qu'il est bien plus sage
de faire tout de suite l'étape qui
porte l'influence française le plus
avant vers le Niger, étant donné
surtout la modicité relative de la
dépense, que de faire immédiatement
un premier tronçon que l'on peut remplacer
tant bien que mal par une voie navigable.

M. le Président dit que l'intention
du Gouvernement colonial est de tracer
d'une manière définitive les frontières
des possessions françaises. Elles l'étaient
déjà en théorie, elles le seront désormais
en fait.

M. Gouin voit avec plaisir le Gouvernement
s'engager dans une entreprise de cette
nature, qui présente, suivant lui, un
très grand avenir. Les 13 millions
qui on demande pour la construction
de ce chemin de fer seront de l'argent
bien employé, et l'honorable membre
préfère voir le 3 % amortissable employé
à cette dépense plutôt qu'à celle de
petits chemins de fer d'intérêt local
qui ne présentent souvent aucun
avenir.

23

M. Buffet demande que le rapport
conclue à l'ajournement de la question
et que la Commission soit d'abord invitée
à voter sur ce point.

Cette proposition est mise aux voix
et n'est pas adoptée.

M. Faye demande qu'on introduise
dans le rapport autre chose que les renseignements
sur le chemin de fer de St Louis
à Nèvine, par lequel, suivant l'honorable
membre, on aurait dû commencer.

M. le Président dit qu'il va mettre
aux voix les conclusions du rapport,
en ce qui concerne le crédit à ouvrir
pour la section de Nèvine à Bapoulabé.
La Commission discutera ensuite
sur la question de savoir si l'on
introduira dans le rapport le vœu
formulé par M. Faye.

La 1^{re} partie du rapport est mise
aux voix et adoptée par 8 voix contre 3.

M. Varray s'oppose à l'introduction
dans le rapport d'un vœu tendant à
demander au Gouvernement la construction
immédiate de la section de St Louis à
Nèvine. Il ne faut pas tant se hâter,
parce que, lorsqu'on ne sait pas dans
quelles conditions pourra s'effectuer
le prolongement du chemin de fer vers
le Niger, on pourra concevoir cette ligne
dans des conditions plus favorables,
puisque, suivant M. le rapporteur, il y
a une maison de St Louis qui accepterait
d'établir ce chemin de fer, sans garantie
d'intérêts.

Sur la proposition de M. le Président,
la Commission décide que le Gouvern^t
sera invité à poursuivre ses études
pour que les deux lignes qui suivent

prolonger le chemin de fer vers la mer et vers le Niger soient établies le plus rapidement possible.

M. le rapporteur donne lecture de la dernière partie du rapport concernant la concession de la ligne de Dakar à St. Louis.

Cette dernière partie est mise aux voix et adoptée.

La Commission, consultée, adopte ensuite l'ensemble du projet de loi par 6 voix contre 2.

La séance est levée à 6 h.

Le Secrétaire,

Lambert St. Croix

Séance du 18 février 1887.

Présidence de M. de Freycinet.

La séance est ouverte à 1 h.

Sont présents: MM. Calmon, Cordier, Faye, Foucher de Careil, Gonin, Hébrard de Freycinet, Lambert de St. Croix, Roger, Narvaïse, Varroy.

M. Roger, Narvaïse, l'un des Secrétaires, donne lecture des procès-verbaux des deux dernières séances.

Les procès-verbaux sont adoptés.

M. Cordier donne lecture du rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés portant ouverture au Ministre des Postes et Télégraphes, sur l'ex. 1880, d'un crédit de 1,700,000 fr. pour l'établissement d'un câble transatlantique de Dakar à St. Vincent.

M. Lambert de St. Croix demande s'il n'y a pas de ligne télégraphique.

15
sous-marine sont l'établissement serait
plus nécessaire et plus urgent que
celui de la ligne de Dakar à St-Vincent.
On semble, en ce moment, réserver pour
le seul Sénégal toutes les faveurs
et tous les crédits.

M. le rapporteur démontre qu'il
n'est pas en ce moment de ligne sous-
marine plus urgente que celle dont
l'établissement est proposé afin de
compléter l'ensemble de nos relations
commerciales internationales. Il
s'agit pour la France de ne plus
être à la merci des autres pays
pour le commerce des gommes et des
arachides.

M. Lambert de St-Croix critique
le terme d'honneur national dont
s'est servi M. le rapporteur. C'est
là un bien grand mot pour des projets
de cette nature, et qui met dans une
situation difficile ceux des membres
du Sénat qui seraient d'avis de
repusher ou d'ajourner ces projets.

M. le rapporteur déclare qu'il
est à la disposition de la Commission
pour effacer ce mot de son rapport,
si elle le juge convenable, mais qu'il
persiste à croire qu'il y a là, pour
la France, un point d'honneur national.

M. Faye dit qu'on pourrait substituer
aux mots: honneur national ceux de:
grand intérêt national (assentiment).

Sur les observations de M. Halen,
deux autres rectifications de détail
sont apportées au rapport, dont les
conclusions sont ensuite mises aux
voix et adoptées.

M. Faye donne lecture du rapport.

sur le projet de loi, adopté par la
Chambre des Députés, portant approbation
des conventions conclues pour l'organi-
sation, en France et dans les relations
internationales, du service des colis
postaux.

M. le rapporteur répond à plusieurs
demandes d'éclaircissements qui lui
sont adressées par plusieurs membres
de la Commission.

Les conclusions du rapport sont
ensuite mises aux voix et adoptées.

M. le Président demande, pour
le bon ordre des travaux, si la Commis-
sion veut bien désigner le membre de chaque
sous-commission auquel le Président
devra confier le rapport des projets
et des propositions de loi, au fur et à
mesure de leur dépôt sur le bureau
du Sénat, ou bien si elle autorise le
Président à choisir ce membre, ad libitum.

La Commission décide que le
Président aura la faculté de choisir
celui des membres qu'il jugera
convenable.

M. le Président confie à M. Gouin
la rédaction du rapport sur un projet
de loi portant ouverture au Ministre
de la Marine et des Colonies d'un crédit
de 24 millions sur ressources extraordinaires.

La séance est levée à 2^h 1/2.

Le Secrétaire,
Faméus et Leroy

24
Séance du 19 février 1881.

Présidence de M. de Freycinet.

La séance est ouverte à 5 h.

Sont présents: MM. Bernard, Ch. Brun, Calmon, Corvier, Buffet, Faye, Fournier de Careil, Gouin, de Freycinet, Lambert de St. Croix, Molens, Roger, Narvaize, Varray.

M. l'amiral Cloué, Ministre de la Marine et des Colonies, assiste à la séance.

M. le Président expose que le but de la réunion est de délibérer sur les deux modifications qui viennent d'être apportées par la Chambre des Députés au texte de la convention faite par l'Etat avec la C^e qui a tenu le chemin de fer de Dakar à St. Louis. Cette convention devait être signée par le Ministre, le 20 février, sous peine de déchéance. Il serait donc à désirer que la Commission pût se mettre d'accord pour présenter aujourd'hui même un rapport sommaire ou verbal sur ces modifications, de façon à ce que le projet de loi fût définitivement voté aujourd'hui.

1059
M. Roger. Narvaize donne lecture du résumé télégraphique des débats qui viennent d'avoir lieu, sur cette question, à la Chambre des Députés. Il en résulte que la 1^{re} modification apportée en ces conventions consiste dans la suppression de la 2^e partie du 1^{er} § de l'art. 3 qui disait: "que la

moitié du capital action devrait être effectivement versée sans qu'il soit tenu compte des actions libérées ou à livrer autrement qu'en argent," et la 2^e dans la substitution, à l'art. 6, de la classe suivante: "En cas de désaccord, le tiers arbitre sera nommé par le Président du Tribunal de commerce de St-Louis," à celle qui avait été votée par le Sénat et qui disait que le 3^e expert, s'il y avait lieu serait désigné par les deux premiers.

M. le Président constate que sur ce dernier point il ne peut y avoir de difficulté. Tout le monde est d'accord pour accepter la modification proposée et votée par la Chambre des Députés. (Approbation.)

Une discussion s'engage entre MM. Roger. Narvaize, Gouin, Buffet, Faye et Bernard sur la question de savoir ce qu'a voulu faire la Chambre en supprimant la dernière partie du 1^{er} § de l'art. 3.

M. Gouin démontre que la Chambre a fait ainsi disparaître une clause qui aggravait la situation de la C^{ie} vis-à-vis de l'Etat et l'a remise dans le droit commun, c'est-à-dire sous l'application de la loi de 1867, qui n'exige, pour que la société soit constituée, que le versement effectif du quart du capital action.

M. Buffet demande à M. le Ministre s'il est absolument indispensable de voter ce projet de loi aujourd'hui. On pourrait ajourner la discussion à lundi parce qu'il est réellement impossible de délibérer sans avoir

13
le compte rendu in extenso des débats
de la Chambre des Députés. On n'est
point du tout éclairé par le résumé
de l'agence Havas sur les mobiles
qui ont dicté à la Chambre la suppression
du paragraphe en question.

M. le Ministre répond qu'il a peur,
si la convention n'est pas signée
d'ici, qu'on ne lui impose, pour un
nouveau traité, des conditions beaucoup
moins favorables. Le prix du fret augmente
chaque jour, et l'on paye déjà les bateaux
à vapeur un tiers plus cher qu'il y a
deux mois. Il y a aussi les fournisseurs
qui peuvent augmenter leurs prétentions.

M. Bernard expose, comme M. Gorin,
que la modification apportée par la
Chambre a tout simplement remplacé
la Société sous l'empire du droit
commun.

M. Faïge dit qu'il ne comprend
pas pourquoi la Chambre a, en somme,
fait disparaître une clause qui était
une garantie de plus pour l'Etat.

M. Buffet insiste sur la nécessité
de connaître la situation qui a eu
lieu, sur ce point à la Chambre, avant
de prendre un parti.

M. Bernard craint qu'on n'ait
soulevé cette discussion à la Chambre
que pour créer un embarras et empêcher
ainsi le vote de la loi en temps utile.

M. Buffet demande une explication
de ces paroles.

M. Bernard répond que ces paroles
ne s'adressent pas à l'honorable
M. Buffet, mais qu'il persiste à craindre
qu'on ait voulu par ce moyen retourner
retarder précisément le vote de la loi.

M. le Président ne voit aucun inconvénient à voter la nouvelle rédaction de la Chambre des Députés qui place la Société sous l'empire du droit commun. Il n'aperçoit pas, du reste, la garantie que la clause supprimée donnait à l'Etat.

M. Lambert de St Croix s'excuse qu'en présence d'une discussion aussi obscure, il s'abstiendra de voter.

M. le Président fait observer que l'heure avancée ne permettrait pas que le vote pût avoir lieu aujourd'hui. Il vient d'apprendre, du reste, que la séance publique est levée et propose d'ajourner la suite de la discussion à lundi.

La Commission décide qu'elle se réunira lundi, 9^h avant la séance. La séance est levée à 6^h $\frac{1}{4}$.

Le Secrétaire,
Lambert de St Croix

Séance du 21 février 1881.

Présidence de M. de Freycinet.

La séance est ouverte à 1^h.

Sont présents: MM. Bocher, Ch. Brun, Buffet, Caillaux, Calmon, Dauphin, Faye, Hébrard, Fouches de Careil, de Freycinet, Lambert de St Croix, Roger. Marvaire, Varray.

M. l'Amiral Cloué, Ministre de la Marine, assiste à la séance.

L'ordre du jour appelle la suite

89
de la discussion sur les modifications
apportées par la Chambre des Députés
à la convention relative au chemin
de fer de Dakar à St Louis.

M. le Ministre informe la Commission
que tous les fournisseurs avec lesquels
il avait traité ont bien voulu consentir
à un surris, mais à un surris très limité
parce qu'ils sont eux-mêmes pressés
par le temps et exposés à des amendes,
sans le cas où certains délais seraient
dépassés.

M. Caillaux demande si combien
s'élève la totalité des marchés passés
en argent.

M. le Ministre répond que ce chiffre
est au dossier, mais qu'il ne l'a
pas présent à l'esprit.

M. Caillaux ne croit pas que le
crédit de 1 million que M. le Ministre
a demandé puisse être dépensé cette
année.

M. Varray dit que, par suite
de la faculté de report qui appartient
au Ministre, les sommes qui n'auront
pas été dépensées cette année seront
affectées aux travaux qui resteront
à exécuter l'année prochaine. De
cette façon, en admettant que de nouvelles
difficultés soient faites, à cette époque,
par le Parlement, les travaux ne
seront pas interrompus.

M. Caillaux demande à M. le Ministre
quels ont été les concurrents qui ont
pris part à l'adjudication de la concession.

M. le Ministre répond que les adju-
dicataires ont été au nombre de trois :
la C^{ie} des Batignolles, la C^{ie} Jaurès
et la maison Lavallée.

M. le Président invite la Commission à examiner la 1^{re} des modifications apportées par la Chambre à la convention, c'est-à-dire celle qui porte sur l'arbitrage.

M. Faye dit qu'il accepte l'addition votée par la Chambre des Députés, consistant à dire que le 3^e arbitre sera nommé par le Président du Tribunal de commerce de St Louis, bien que cette addition soit inutile et que la Commission et le Sénat aient eu raison, contrairement à ce qu'a dit M. Rouher, de garder le silence, parce que, en cas de désaccord, pour la nomination du 3^e arbitre, c'est toujours le tribunal civil du litige qui le nomme. L'art. 1017 du code de procédure le dit expressément.

La modification est mise aux voix et adoptée.

M. Roger. Narvaire dit qu'en ce qui concerne la 2^e modification, celle qui efface la dernière partie du 1^{er} § de l'art. 3, M. Rouher lui paraît être sans se tromper lorsqu'il a dit que la société serait régie par la loi de 1845 qui excluait les sociétés de chemins de fer tous les apports en nature. Cette loi de 1845 est une loi spéciale aux grands chemins de fer, qu'elle déclarait d'utilité publique et qui partaient de Paris pour aller aux extrémités de la France. Il y avait dans la convention passée entre l'Etat et la C^{ie} des Batignolles, une clause restrictive que la Chambre a fait disparaître, la société est rentrée sous l'empire du droit commun, mais

9
ce droit commun, c'est non par la loi
spéciale de 1847 sur certains chemins
de fer, mais la loi générale de 1867
sur les sociétés.

M. Gouin croit que la loi de 1847
subsiste toujours et doit régir encore
toutes les sociétés de chemins de fer.

M. Dauphin combat cette opinion
et veut prouver que toutes les sociétés,
quelles qu'elles soient, sont régies
par la loi de 1867. On peut y déroger,
bien entendu, mais il faut que ce
soit par une convention expresse
et, sans l'espèce, écrite dans la loi.

M. Buffet partage cet avis et
trouve qu'il est très loisible indispensable
ou de maintenir la clause qui a
été supprimée par la Chambre ou de
viser dans la nouvelle loi, pour la
remettre en vigueur, l'art. 11 de la
loi de 1847 qui interdisait toute espèce
d'apports en nature. Ce qu'il faut
avant tout empêcher c'est la violation
d'obligations libérées pour peines
et soins.

M. Roger. Narvaize vit que le
maintien de la clause est à peu près
indifférent, parce que l'Etat est suffi-
samment garanti par les avances
qui seront faites par la Cie conformément
aux prescriptions de l'art. 3.

Après quelques autres observations
échangées entre MM. Buffet, Faye,
Caillaux et Narvaize, la discussion
est close et le texte modifié par la
Chambre des Députés est mis aux voix
et adopté.

M. le Président demande ensuite
à la Commission si elle consent à

recevoit M. Emile Labiche qui a
demandé à être entendu sur un
point particulier, du projet de loi.
(Arrondissement.)

M. Emile Labiche est introduit.

L'honorable orateur expose que
les observations qu'il a à présenter
ont trait au côté financier du projet
de loi et spécialement au taux de
la garantie d'intérêt qu'il trouve
trop élevé. Il y a entre ce taux de
3 % et le cours actuel de la rente
absolument le même écart que celui
qui a permis à la banque d'émission
du chemin de fer de Orléans à Guelma
de réaliser les bénéfices que l'on sait.
Or, il faudrait empêcher un pareil fait
de se reproduire, car l'Etat qui, s'il
payait en 3 % amortissable, n'aurait
à donner à la C^{ie} que 17 millions,
ne donnerait en titres de rente 25 millions.

M. le Président fait observer que
dans le projet existant par la C^{ie},
il peut y avoir des mécomptes et que
la C^{ie} a précisément accepté ce forfait
que parce qu'on lui offrait une compen-
sation sans le taux de 5 % fixé
pour la garantie d'intérêt.

M. Labiche répond qu'il lui
meux vaudrait alors évaluer franchement
le kilomètre à 100,000^f. et donner un
intérêt moindre.

M. Hébrard croit qu'en effet l'Etat
ferait mieux, en principe, sans les
conventions de ce genre, de supprimer
ces deux facteurs de l'évaluation du
prix des travaux et du taux de l'intérêt
garanti, et de fournir directement à
la C^{ie} l'argent nécessaire pour la

construction du chemin de fer, mais, dans l'espèce, il était difficile d'adopter une autre méthode que celle qui a été suivie, la combinaison est rationnelle et le Sénat doit l'adopter.

M. Ch. Brun, rapporteur, fait observer que si l'on touche au taux de la garantie d'intérêt, il faudra recommencer toute l'affaire et procéder à de nouvelles adjuctions.

M. Lefebvre se retire.

La Commission décide ensuite qu'elle ne proposera aucune modification à la convention telle qu'elle a été adoptée par la Chambre des Députés.

M. Ch. Brun donne lecture du rapport qu'il a préparé dans ce sens.

Le rapport est adopté.

La séance est levée à 3^h 20 min.

Le Secrétaire,

Lambert St Groz

Séance du 24 février 1881.

Présidence de M. de Freycinet.

La séance est ouverte à 1^h 1/2.

Sont présents: MM. Ch. Brun, Buffet, Bernard, Calmon, Corvies, Faye, Ferrouillat, Fouchier de Careil, Gourin, Mébrard, Nalen, Roger. Narvaize, Varroy.

M. Roger. Narvaize, l'un des Secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la dernière séance.

Le procès-verbal est adopté.

M. le Président donne lecture d'une

lettre de M. le Ministre de la Marine et
des Colonies, demandant à la Commission
de vouloir bien proposer au Sénat, en
ce qui concerne le projet de loi relatif
aux chemins du Sénégal, qui lui a été
renvoyé, de disjoindreudit projet et
de voter séparément les art. 4. et 5
ayant trait au chemin de fer de Nèvine
à Bafoulabé. Ces articles formeraient
un projet de loi spécial et le Sénat
prendrait son temps pour se prononcer
sur la convention relative à la concession
du chemin de Dakar à St Louis.

M. Lambert de St. Croix dit qu'il
a proposé lui-même cette disjonction
à M. le Ministre qui l'a refusée.
Il ne l'eût certainement pas fait
s'il eût eu en connaissance des
derniers télégrammes publiés par
les journaux sur le peu de sécurité
que semblent devoir offrir les travaux
à exécuter dans ces contrées insuffisam-
ment explorées.

M. le rapporteur dit qu'il ne fera
jamais rien si l'on s'arrête à des
difficultés de détail qui doivent néces-
sairement se présenter dans ces pays
lointains. Il est évident que ces travaux
ne peuvent se faire aussi facilement
qu'en France. Toutes les fois, du reste,
qu'il est question de la ligne de Nèvine
à Bafoulabé, on l'attaque en lui opposant
des arguments tirés du chemin de fer de
Dakar à St Louis, et quand on discute
cette dernière ligne, on met en avant,
pour retarder l'adoption du projet,
les difficultés d'exécution de la ligne
du Haut Sénégal. Il fauttrait cependant
en finir, soit qu'on adopte ou qu'on

35
rapporte le projet de loi.

M. Buffet dit que ce reproche ne peut pas s'adresser à lui, car il trouve qu'on ne devrait pas statuer avec tout de précipitation sur les deux lignes, et qu'il conviendrait d'attendre des renseignements plus précis et plus complets.

M. le Président fait remarquer que la question des deux lignes de chemin de fer n'est nullement en discussion en ce moment et qu'il s'agit simplement de se prononcer sur la demande de disjonction adressée à la Commission par le Ministre.

M. Gouin demande qu'en présence des insinuations qui ont été faites, dans la discussion publique, relative-ment à la convention intervenue entre l'Etat et la Société des Bagnols, on n'ait pas l'air de passer condamnation sur cette dernière question et qu'on prenne huit ou dix jours, s'il le faut, pour statuer sur l'ensemble du projet et éclairer le public sur cette prime de 7 millions qui, au dire de certains orateurs, serait bénévolement abandonnée par l'Etat.

M. le Président répond que la Commission reste toujours saisie du projet de loi, en ce qui concerne la concession du chemin de fer de Dakar à St Louis qui sera plus tard l'objet de son examen.

M. Gouin dit que, sous le bénéfice de ces observations, il retire sa demande d'ajournement.

La disjonction, proposée par le Ministre, est mise aux voix et adoptée.

M. Ch. Brun est chargé de présenter,
le jour même, un rapport, de manière
à ce que le projet puisse être voté
aujourd'hui.

La séance est levée à 2^h 1/4.

Le Secrétaire,
Lambert et Croix

Séance du 26 février 1881.

Présidence de M. de Freycinet.

La séance est ouverte à 1^h 1/2.

Sont présents: MM. Bocher, Ch. Brun,
Buffet, Caillaux, Colson, Bernard,
Faye, Fouches de Careil, Hébrard, Guin,
Lambert de St. Croix, Malen, Roger.
Narvaize, Varroy.

M. Roger. Narvaize, l'un des Secrétaires,
donne lecture du procès-verbal de la
dernière séance.

Le procès-verbal est adopté.

M. Guin, rapporteur du projet
de loi, adopté par la Chambre des Députés,
portant ouverture au Ministère de la
Marine et des Colonies d'un crédit
de 24,816,123^{fr}, au titre du budget des
dépenses sur ressources extraordinaires,
demande la permission, avant de faire
le rapport définitif, de soumettre à
la Commission l'observation suivante.

L'honorable membre s'est demandé,
en lisant le projet de loi et le rapport
fait à la Chambre des Députés par M.
Blancin, si tous les crédits demandés
avaient un caractère tel qu'on puisse,
sans difficulté, les imputer sur les

ressources de 3 % amortissable. Il a en
des doutes à cet égard et il est allé
trouver M. le Ministre de la Marine qui
a reconnu, avec une grande loyauté,
que, sur ces 24 millions, il y en avait
13 qui pourraient être considérés comme
des dépenses d'entretien, destinées à
se renouveler chaque année. M. le Ministre
a demandé que, pour 1881, on puisse
bien les conserver au budget sur ressources
extraordinaires, mais que pour l'exercice
1882, il ne voyait pas d'inconvénient
à les faire rentrer dans le budget
ordinaire.

M. le rapporteur demande à la
Commission de décider s'il ne serait
pas bon, dans ces conditions, tout en
accordant le crédit, qui est justifié,
de prier M. le Ministre des Finances
de porter ces 13 millions au budget
ordinaire, en les comprenant dans
les crédits supplémentaires de l'ex.
1881. Le surplus serait imputé sur
le budget extraordinaire sur ressources
spéciales.

M. Varroy appuie la proposition
de M. Garnier, et rappelle que déjà,
à deux reprises différentes, la Com.
des finances du Sénat, pour des dépenses
de garanties d'intérêts liées aux C.
de chemins de fer de l'Ouest et de
Lyon, s'est opposé à ce que ces dépenses
fussent imputées sur les ressources
de 3 % amortissable et les a fait
supporter par les excédants libres
des budgets antérieurs.

L'honorable membre énumère
les crédits qui ont été demandés,
depuis 1878, par les différents ministères

et qui, en vertu des prévisions faites au moment de la création du 3 % amortissable, ont été néanmoins converties au moyen de ce fonds d'emprunt. Il arrive ainsi, avec les prévisions, au chiffre de 500 millions parisiens et trouve que c'est une raison de plus pour que la Commission persiste dans la voie où elle est entrée et demande que les ressources du 3 % amortissable ne soient pas détournées de la destination pour laquelle elles ont été spécialement créées.

M. Gorin ajoute que la Commission, en agissant ainsi, rendra service et au 3 % amortissable en lui enlevant ses dépenses qu'il ne comporte pas et au Ministère des finances qui sera sérieusement armé pour se défendre contre les demandes de crédits qui lui seront faites par les différents ministères. On y regarde de plus près lorsqu'il faut imputer des dépenses sur le budget ordinaire que lorsqu'on peut les jeter dans le sac commode du 3 % amortissable.

M. Bernard croit qu'il serait convenable d'entendre sur ce point MM. les Ministres des Finances et de la Marine.

M. Bacher partage complètement la manière de voir de M. Darroze et demande qu'à ce propos, on appelle l'attention du Gouvernement sur l'inconvénient qu'il y a à voter séparément, comme on le fait chaque année, le budget ordinaire et le budget extraordinaire. Il maintient d'ailleurs ses vœux dans les matières financières.

et d'en avoir suivi, tous les jours, le mouvement, on ne peut établir de comparaison entre les deux budgets et se rendre un compte exact de la situation financière.

M. Buffet se rallie aux observations qui ont été présentées par l'honorable M. Goussier, mais il voudrait qu'on aille encore plus loin, et qu'en dehors des 13 millions qui sont des dépenses d'entretien, et sur l'imputation desquelles il ne peut y avoir le moindre doute, on examinât si les surplus du crédit demandé, bien qu'ayant le caractère de dépenses pour travaux neufs, doivent être converties au moyen de fonds d'emprunt. Il y aura toujours des bâtiments, des quai, des magasins à construire, et, si l'on impute ces dépenses sur les ressources spéciales du budget, c'est l'emprunt à perpétuité, la voie la plus déplorable si un Gouvernement puisse entrer.

M. Ch. Brun donne des explications techniques sur le matériel de la flotte. Il faut distinguer les dépenses d'entretien de celle que nécessite le renouvellement de la flotte. Ces dernières sont souvent difficiles à distinguer des autres, mais elles ont évidemment le caractère de dépenses extraordinaires.

M. Bocher fait observer que ces dépenses peuvent faire partie du budget extraordinaire, sans qu'elles soient, pour cela, imputables sur les ressources spéciales du budget. Il y a en, de tout temps, un budget extraordinaire,

comportant des dépenses couvertes
avec des ressources ordinaires. Ces
dépenses de la marine, qui tendent
à renouveler le matériel de la flotte,
pour le mettre en harmonie avec
les progrès de la science ou l'équipement
des nations voisines, rentrent évidemment
dans cette catégorie. Ce que la Commis-
sion, du reste, a à décider en ce moment,
est bien plutôt une question de principe
qu'une question d'application. Il
s'agit de savoir si l'on peut, contraire-
ment à sa destination spéciale, employer
les ressources du 3 % amortissable
à payer d'autres dépenses que ces dépenses
productives comme les grands travaux
de canaux et de chemins de fer.

Après d'autres observations échangées,
entre M. Buffet, Gouin, le Président,
la Commission décide qu'elle entendra,
lundi prochain, à 3 h., M. le Ministre
des Finances et de la Marine, et, à 3 h.,
les concessionnaires du chemin de
fer de Dakar à St Louis, qui ont demandé
à répondre, devant la Commission, à
certaines allégations qui ont été produites
à la tribune du Sénat.

La séance est levée à 2 h. 1/2.

Le Secrétaire,
Faméart & Co

Séance du 20 février 1887.

Présidence de M. de Freycinet.

La séance est ouverte à 2 heures.

Sont présents : M. M. Bocher, Ch. Brun, Buffet, Calmon, Caillaux, Cordier, Faye, de Freycinet, Fournes de Carail, Gaurin, Hébrard, Lambert de St Croix, Malen, Roger. Narvaize, Varroy.

M. Magnin, Ministre des Finances, M. l'amiral Cloué, Ministre de la Marine, assistent à la séance.

M. Roger-Narvaize, l'un des secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la précédente séance.

Le procès-verbal est adopté.

M. le Président dit que la lecture du procès-verbal a été approuvée à M. le Ministre de la Marine et à M. le Ministre des Finances quel avait été l'esprit des observations échangées au sein de la Commission relativement au projet de loi qui porte ouverture au Ministre de la Marine d'un crédit de 24 millions.

La 1^{re} question, qui concerne spécialement M. le Ministre de la Marine, porte sur la ventilation qu'il y aurait à faire entre les dépenses qui devraient entrer dans le budget ordinaire et celles qui devraient être supportées par le budget extraordinaire sur ressources spéciales.

M. le Président invite M. le rapporteur à vouloir bien indiquer quelques

unes des dépenses visées par le projet de loi qui, devant se renouveler tous les ans, ont le caractère de dépenses ordinaires et doivent être couvertes, à ce titre, par les ressources ordinaires du budget.

M. Gorin, rapporteur, expose que sur les 24 millions, il y en a 16 qui sont affectés à ses dépenses d'approvisionnement de la flotte et que, sur ces 16 millions, il y a 13,500,000^f qui sont de véritables dépenses d'entretien devant se reproduire chaque année. En dehors de ces 16 millions, il y a 4 millions pour l'artillerie, s'appliquant à ses dépenses qui ont bien un caractère extraordinaire, et enfin 4 millions pour ses travaux hydrauliques qui semblent présenter un véritable caractère de travaux extraordinaires et sont de nature à être supportés par le 3 % amortissable.

M. le Ministre de la Marine dit qu'en effet, sur les 16 millions affectés aux approvisionnements généraux de la flotte, il y en a 13,500 qui s'appliquent à ses dépenses qui se renouvelleront toujours; mais comme on ne peut lui donner sur le budget ordinaire ce qui lui est rigoureusement dû, il faut bien qu'il le demande au budget extraordinaire. Cette question, en reste, regarde plus spécialement M. le Ministre des Finances.

Les 2,500,000^f formant le complément des 16 millions concernant les torpilles pour la défense des côtes et représentent des dépenses extraordinaires en ce sens qu'on peut les considérer comme des

dépenses d'entretien.

Quant aux 4 millions de l'artillerie ce sont des dépenses nouvelles, mais il y en aura évidemment d'analogues à faire dans le cours des exercices suivants. Il n'en est pas de même des 4 autres millions demandés pour des travaux à faire dans les ports et sur les côtes, ces dépenses répondent à des besoins extraordinaires qui ne se reproduiront plus une fois qu'on leur aura donné satisfaction.

M. Lambert de St. Croix s'émontre qui en ce qui concerne les torpilles pour la défense des côtes et surtout les bateaux torpilleurs, on se trouve bien là, comme pour les constructions navales, en présence de dépenses ordinaires qui se renouvelleront tous les ans.

M. le Directeur général du matériel répond que ces dépenses cesseront évidemment un jour, mais qu'il y aura certainement quelque chose à verser à cet égard dans les prochains exercices.

M. Lambert de St. Croix dit qu'il est loin de méconnaître la nouveauté de ces dépenses, mais qu'elles ne doivent pas figurer, suivant lui, dans le budget des 3 % amortissable.

M. le rapporteur dit qu'il résulte des paroles de M. le Ministre de la Marine que le crédit de 24 millions demandé comprend : 1° 13 millions qui sont de véritables dépenses d'entretien ; 2° 2,500,000 affectés aux torpilles et aux torpilleurs, pour lesquels il y aurait une ventilation.

à faire, 3^e 4 millions pour l'artillerie, dont la presque totalité représente des dépenses qui doivent se renouveler, 4^e et enfin 4 millions pour travaux hydrauliques, qui ont véritablement un caractère exceptionnel et extraordinaire.

M. le Ministre de la Marine fait observer qu'il se trouve, pour ces 24 millions, dans la même situation que pour les chemins de fer du Sénégal et qu'il avait cru que l'on pourrait conserver, pour l'exercice 1881, les imputations qu'avait votées la Chambre des Députés.

M. Lambert de St Croix dit que toutes ces dépenses, même celles qui concernent les travaux hydrauliques, sont de véritables dépenses ordinaires, en ce sens qu'il y en aura d'autres imputées qui viendront prendre la place de celles qui auront été faites.

M. le rapporteur rappelle que dans le budget de 1875, voté avant la guerre, il y avait un budget extraordinaire sur ressources ordinaires et un budget extraordinaire sur ressources spéciales. La plupart des dépenses visées par le projet de loi seraient rentrer dans le premier de ces budgets.

M. Ch. Brun fait observer, avec M. le Ministre de la Marine, qu'il s'agit de crédits à dépenser, en 1881, pour des travaux urgents et qu'il pourrait y avoir un grand inconvénient à renvoyer le projet de loi devant la Chambre des Députés. Au reste,

avec le raisonnement que vient de
tenir, M. Lamont de St. Croix, il n'y
aurait plus de dépenses, aussi bien
pour le Ministère de la Marine que
pour les autres Ministères, qu'on
pourrait considérer comme des dépenses
extraordinaires.

M. le Président demande à M.
le Ministre des Finances s'il voit
un inconvénient à ce que les 24
millions demandés pour la marine
soient, en tout ou en partie, prélevés
sur l'ensemble des ressources générales
du budget, au lieu d'être inscrits
à la 3^e section.

M. le Ministre des Finances
déclare que, si la Commission,
après un examen sérieux des
credits demandés, trouve que
certains d'entre eux s'appliquent
à des dépenses ordinaires, à des dépenses
qui doivent se renouveler, quand
même elles ne s'appliqueraient
pas au même objet, mais à un
objet analogue, il ne fera aucune
objection et se rangera à l'avis
de la Commission. On lui rendra
ainsi un grand service en lui
permettant de contrôler d'une manière
plus sérieuse et plus effective les
dépenses des différents ministères
et de résister avec plus de force
à certaines demandes de ses collègues.
Surtout le tout est une question
de mesure. Il serait peut-être
imprudent, par exemple, de faire
supporter la totalité des 24 millions
par le budget de 1881, sans avoir pour
prévoir encore les excédants, bien

que les 6 premières semaines
accroissent une plus-value de 30
millions sur le rendement des
des impôts. Ce serait plus difficile
encore pour le budget de 1882 qu'il
pourrait absolument remanier. Mais
il est certain qu'il faut réserver
le 3% amortissable pour les grands
travaux publics et pour les dépenses
tout-à-fait extraordinaires de la guerre
et de la Marine, comme celle par ex.
qui consistent en travaux de fortifications
soit sur les côtes soit à l'intérieur.

M. le Président demande à M.
le Ministre s'il entend que les travaux
extraordinaire de la guerre et de la
Marine qui seront exécutés dans
l'avenir devront être supportés
comme ceux des canaux et des chemins
de fer par le 3% amortissable.

M. le Ministre croit qu'il y a
là une distinction à faire et qu'il
serait imprudent de décider, à l'heure
qu'il est, que tous les travaux de la
guerre et de la Marine rentreraient dans
le budget ordinaire. Il faut se rappeler
qu'il n'y a plus de compte de liquidation.
Sans doute, il serait préférable que
le 3% amortissable ne fût plus employé
qu'aux grands travaux publics, mais
le moment n'est pas encore venu,
bien qu'il soit peu éloigné, où l'on
pourra dire: nous ne prendrons plus
rien sur l'emprunt pour compléter
notre armement et nos moyens de
défense.

M. Varroy croit que ce qui fait
la difficulté, en ce qui concerne la
marine, c'est qu'elle n'a pas de programme

comme le Ministère de la Guerre. Elle n'a jamais distingué ses deux budgets; il n'y a jamais eu de prévisions bien arrêtées à son égard et l'on est toujours verté sans le vague sur les crédits à lui accorder.

M. Caillaux craint que cette confusion des deux budgets n'existe également pour le Ministère de la Guerre et qu'on ne courre le danger de voir se reproduire indéfiniment des dépenses dont le programme n'est pas arrêté. S'il en était ainsi, le jour où on s'arrêterait dans la voie des emprunts, il faudrait augmenter le budget ordinaire dans des proportions si considérables qu'il serait, en réalité, en déficit.

L'honorable membre demande, pour ce motif, que les 24 millions soient reportés en totalité au budget ordinaire. Il ne voit pas qu'il y ait de distraction à faire dans les crédits, puisque le ministre n'en fait pas lui-même. Quant au retard qu'il pourra subir, par suite du renvoi du projet à la Chambre, M. le Ministre peut y parer facilement au moyen de ses fonds de report.

M. le rapporteur rappelle qu'en 1871, on a fort maltraité le Ministère de la Marine dont on a diminué le budget ordinaire de 30 ou 40 millions. Il faut bien lui donner aujourd'hui ce dont il a besoin, mais en imputant ces crédits sur les ressources générales du budget, on rendra un véritable service au Ministère des Finances et au Gouvernement.

M. Borner dit que la conclusion

à tirer de ce qui vient d'être dit,
c'est que le budget ordinaire de
la marine est notoirement insuffi-
sant et que l'on demande à l'emprunt,
contrairement à ce qui se fait chez
les nations voisines, notamment
en Angleterre, des crédits pour la
guerre et pour la marine que devraient
seules procurer les ressources générales
du budget. On a ainsi faussé la situation
budgétaire et en présence de l'état
actuel de nos finances, qui est
excellent, on devrait rentrer dans
les règles de toute bonne administration
financière.

M. le Ministre des Finances
répond que M. Boucher élargit beaucoup
la question. Il y a pour la guerre
et pour la marine un budget ordinaire
de 170 millions dont on pourrait se
contenter s'il n'y avait pas certains
travaux extraordinaires à exécuter.
Mais il ne faut pas oublier que pour
ces dépenses extraordinaires il y a
au budget un chapitre 5, où se trouve
inscrit un crédit de 170 millions
(qui sera de 180 en 1882 et peut être
de 210 millions en 1883), et qui est
destiné, pour une partie, à payer les
intérêts des obligations à court terme,
qui représente, pour une 2^e partie, les
annuités nécessaires au service des
intérêts et de l'amortissement du 3 %
amortissable, et dont le solde sert
à retirer les obligations à court terme.
Le budget ordinaire renferme toutes
les garanties qu'on peut demander
à un budget.

M. le Ministre de la Marine

des Finances se retirent.

M. le Président met aux voix la question de savoir si l'on fera rentrer la totalité des 24 millions dans le budget ordinaire ou si les crédits seront décomposés en crédits ordinaires et crédits extraordinaires.

La Commission décide que les crédits seront décomposés.

M. le rapporteur demande à la Commission de fixer les bases de cette ventilation. Il propose de mettre 20 millions au budget ordinaire et les 4 millions des travaux hydrauliques au budget sur ressources spéciales.

M. le Président croit que la Commission ne donnerait pas ainsi satisfaction à M. le Ministre des finances. Il serait peut-être plus logique de porter les $\frac{2}{3}$ de la somme, soit 16 millions, au budget ordinaire et l'autre tiers, soit 8 millions, au budget extraordinaire.

M. Halent demande que ce rapport soit fait en commun par les trois membres de la sous-commission de la guerre et de la marine.

Cette proposition est adoptée et le Président fait remarquer que cette proposition allait de droit.

M. le Président demande à la Commission si maintenant elle veut entendre les représentants de la C^{ie} concessionnaire du chemin de fer de Bakou à St Louis (Assentiment).

M. les représentants de la C^{ie} des Batignolles sont introduits et prennent place au milieu des membres de la Commission.

M. le Président rappelle que, lors

de la discussion du projet de loi
relatif au chemin de fer de St Louis
à Dakar, les critiques ont porté sur
deux points de la convention: 1^{er} sur
la clause de l'art. 3 stipulant que
la moitié du capital actions devra
être versée effectivement, sans qu'il
soit tenu compte des actions libérées
ou à libérer autrement qu'en argent,
2^e et sur le taux de 5% de la garantie
d'intérêt qui a été trouvée trop
élevée, par rapport au cours actuel
de la rente 3%.

M. Lemaire, administrateur
de la société de construction des
Batignolles, dit qu'il n'a rien à
répondre sur le premier point.
La rétraction du 1^{er} § de l'art. 3 est
tout-à-fait indifférente à la Cie,
qui, du reste, y est absolument
étrangère. Elle adhère d'avance à
la rédaction que le Sénat ou la
Chambre jugeront convenable d'adopter.

Sur le second point M. Lemaire
s'attache à réfuter les objections
présentées à la tribune au Sénat par
M. Emile Labiche, dans la séance
du 22 février dernier. Pour justifier
ce préavis préjudice de 7 millions
que la convention ferait subir à
l'Etat, M. Labiche a été amené à dire
que l'adjudication n'avait pas été
sérieuse. Or jamais adjudication n'a
présenté de plus vieilles garanties
de concurrence. Les soumissionnaires
ont été au nombre de trois, M. ^{Dorval} Lavalley,
déjà concessionnaire de l'Est Algérien,
M. Lavalley, déjà concessionnaire du
port et du chemin de fer de l'Est de

la Réunion et la Société de construction
des Batignolles. Le 1^{er} demandait comme
garantie d'intérêt 3.980^t par kil, le 2^e,
3.796^t et la Société des Batignolles 3.400^t.
seulement. Comment ne pas attacher
d'importance à une adjudication faite
dans ces conditions? Quelle est la concession
de chemin de fer qui ait été faite d'une
façon plus irréprochable.

M. Labiche avait que, d'après la
convention, les traverses de la voie
sont livrées aux concessionnaires
à raison de 1^t la pièce. C'est une
erreur. Le prix de 1^t par traverse
s'applique uniquement au droit
d'exploiter les traverses sur pied. Il
reste à acheter, exploiter et transporter
le tout avec de la main d'œuvre
d'Europe et la Société, en réalité, aura
intérêt à acheter des traverses en
France.

Il en est de même de ce qu'a
dit que M. Labiche de la main
d'œuvre. Il a prétendu qu'on aurait
au Sénégal des travailleurs à 7^t
par jour, plus une ration de riz. Il
ignore combien le nègre est paresseux
et peu propre à des travaux de ce genre.
C'est d'Europe encore qu'il faudra
faire venir les ouvriers.

M. Caillaux voudrait savoir de
quelle façon se compose l'évaluation
au kilomètre à 6.000^t.

M. Lemaire répond qu'il faudrait
qu'il communiquât, pour cela, le
travail de ses ingénieurs et qu'il
n'est pas sans les habitudes de la
maison de donner connaissance
de ces documents intimes.

M. Caillaux croit que la clause de la convention portant que la Société ne pourra faire d'émission d'obligations qu'au fur et à mesure que des sections de 20 kilomètres au moins seront construites lui semble absolument impraticable.

M. Lemaire répond que toutes les clauses de la convention seront rigoureusement exécutées.

Différentes observations sont ensuite échangées entre M. Caillaux, Buffet et Lemaire, puis un collègue de ce dernier, présent à la séance, donne lecture de deux notes sur le point capital du débat, sur le taux de 5 % qui a été trouvé trop élevé.

Il ressort de la première que ce taux, étant donné les trois aléas des émissions, par suite d'une dépréciation du crédit public, de la construction du chemin de fer et de son exploitation, par suite d'erreurs dans les évaluations de la C^{ie}, pourrait descendre, si les trois éventualités les plus fâcheuses se produisaient, à 2^{fr} 50 et 3^{fr} 60, amortissement compris, et que la C^{ie} n'a pas la marge qu'on a vite pour faire des bénéfices sur l'opération financière ou pour constituer des actions d'apport comme on l'a craint.

La seconde a pour but de démontrer qu'il faut que l'Etat construise à meilleur compte que la C^{ie} concessionnaire, non pas pour réaliser une économie, mais pour ne pas augmenter les charges que lui imposerait la

concession du chemin de fer.

M. les représentants de la Société de construction des Batignolles se retirent.

Une discussion s'engage ensuite sur la question de savoir si la discussion sur le projet de loi concernant la concession du chemin de fer de Oshak à St Louis aura lieu sur le rapport que préparera M. Ch. Brun, ou si elle doit s'ouvrir avant la rédaction de ce rapport.

A la suite d'observations échangées entre MM. Buffet, Hébrard, Faye, Roger, Narvaïse, Gonin, le Président, la Commission décide que M. Ch. Brun préparera un rapport provisoire sur lequel s'ouvrira la discussion.

La séance est levée à 6^{h.}

Le Secrétaire,

Lambert St Croix

Séance du 9 Mars 1887.

Présidence de M. de Freycinet.

La séance est ouverte à 2^{h.}

Sont présents: MM. Bernard, Ch. Brun, Buffet, Caillaux, Calmon, Carvier, Faye, Ferronillat de Freycinet, Gonin, Lambert de St Croix, Nalens, Roger, Narvaïse, Varsoy.

M. Roger, Narvaïse, l'un des Secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la précédente séance.

Le procès-verbal est adopté.

M. Gouin donne lecture du rapport sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministère de la Marine d'un crédit extraordinaire de 34 millions.

Après quelques observations de M. Varray sur certains points de détail, une discussion s'engage sur la question de savoir si l'on doit insérer dans le rapport la promesse faite par M. le Ministre des Finances à M. le rapporteur de faire rentrer dans le budget ordinaire, dans le courant de l'année, si les excédents réalisés le permettent, les 8.400.000^{fr} que l'on fait supporter pour le moment, par le budget extraordinaire sur des ressources spéciales.

M. Faye trouve que ce serait donner un excellent argument à ceux qui veulent combattre le projet de loi.

M. Buffet ne voit aucune inconvénient à ce que la déclaration du Ministre figure dans le rapport, car, dans le cas même où elle n'y figurerait pas, c'est toujours un argument que l'on peut invoquer.

M. Lambert de St. Croix dit que c'est, au contraire, cette déclaration qui l'empêcherait de combattre le projet de loi, s'il en avait l'intention. Le rapport, en la mentionnant, expose la situation telle qu'elle est et donne satisfaction aux inquiétudes que cette imputation de crédits sur le budget extraordinaire avait pu faire naître dans l'esprit de certains membres du

54
Sénat.

L'honorable membre demande donc que la déclaration de M. le Ministre des Finances soit consignée dans le rapport et que, dans le cas où la Commission ne partagerait pas cette manière de voir, M. le rapporteur veuille bien mentionner l'opinion de la minorité de la Commission.

M. le Président fait remarquer que toute la question est de savoir si la déclaration verbale de M. le Ministre des Finances devra prendre place dans le rapport ou si elle doit figurer seulement dans le procès-verbal de la séance.

M. Calmon demande que la phrase du rapport relative à cette déclaration soit communiquée à M. le Ministre, qui en autorisera ou en rejettera l'insertion.

M. Caillaux trouve que c'est la seule chose qu'il y ait à faire et s'agit à M. de Lambert de St. Croix pour demander que, dans tous les cas, l'opinion de la minorité soit insérée dans le rapport.

M. le Président fait observer que c'est de droit.

Les conclusions du rapport sont mises aux voix et adoptées.

M. le Président informe la Commission que M. le Président de la Commission de la réforme judiciaire n'a pas voulu faire mettre à l'ordre du jour le projet de loi dont ladite commission vient de terminer l'examen, avant de savoir si les tableaux qui sont insérés dans le projet de loi et qui portent des augmentations de traitement

ne devraient pas être préalablement
soumis à la Commission des Finances,
pour qu'elle donne son avis.

M. le Président croit à première
vue, que la Commission des Finances
n'a pas besoin d'être saisie d'un
projet de loi qui ne porte pas d'ouver-
ture de crédit.

Des observations en sens contraire
sont échangées à cet égard entre
M. B. Buffet, Lambert de St. Croix,
Roger, Narvaize et Cordier.

La Commission, après avoir
consulté le règlement du Sénat,
décide à l'unanimité qu'elle ne
croit pas devoir être saisie du projet
de loi.

M. le Président donne lecture
d'une lettre des concessionnaires
du chemin de fer de Dakar à St. Louis
qui déclarent qu'il leur serait impos-
sible de consentir à aucun rabais.

M. Ch. Bonin donne lecture de
son projet de rapport sur la concession
du chemin de fer qui a été disjointe
du projet de loi sur les chemins de fer
du Sénégal et renvoyée à un nouvel
examen de la Commission.

M. le Président fait observer que
M. le rapporteur a omis de mentionner
l'engagement pris par la C^{ie} de n'admettre
aucune obligation libérée autrement
qu'en argent.

M. Varray dit que les observations
présentées par M. Latiche le rendent
très perplexe, non pas tant à cause
de l'évaluation du kilomètre à
68,000^f, qu'il ne trouve pas pour sa part,
trop exagérée, mais au point de vue

54
des principes qui doivent présider
à l'examen d'un projet de loi de
cette nature. Si, en l'examinant
de nouveau, on pourrait arriver à
l'améliorer, évidemment il ne faudrait
pas y mettre obstacle. Ainsi, en ce qui
concerne la question des évaluations, il y
a lieu de se demander si, en laissant
à la C^{ie} la construction et l'exploitation
du chemin de fer, l'Etat qui peut
emprunter à 4%, n'aurait pas
avantage à se substituer aux obligations.
Pourquoi ne pas faire pour cette ligne
de Dakar à St. Louis ce qui a été imposé
pour certains chemins de fer construits
en Algérie, pourquoi ne soumettrait-
on pas ces évaluations et ces questions
au conseil général des ports et rades?
On aurait ainsi une grande force
pour les proposer ensuite à l'adoption
du Sénat.

M. Caillaux trouve le taux
à 5% absolument exagéré. Tous les
titres qui sont garantis par l'Etat
offrent la même sécurité, qu'ils
s'appliquent à des chemins de fer
français, algériens ou sénégalais.
Il y a là, en réalité, une perte de
1% représentant un bénéfice de millions.
Il en est de même de l'évaluation
du kilomètre faite par M. l'inspecteur
général de la marine.

L'honorable membre est d'avis
qu'il vaut mieux pour l'Etat
concéder l'exécution du chemin de
fer à une C^{ie} que de construire lui-
même, mais cette C^{ie} pourrait, après
adjudication, construire le chemin
de fer à forfait, à 6000^f le kilomètre,

s'il le faut, et le Trésor, au fur
et à mesure de l'exécution des travaux,
le rembourserait sur le pied convenu.
Il est bien entendu que ces différentes
évaluations seraient minutieusement
contrôlées par le Conseil général
des Ponts et Chaussées. On concevrait
enfin l'exploitation du chemin de
fer à la C^{ie}, mais non pour une durée
de 75 ans, concession à long terme,
du genre de celles qu'on a tant
reprochées à l'Empire, mais pour un
délai très court, trois ou quatre
ans, par exemple. On verrait alors
ce que peut être un chemin de fer
au Sénégal et on établirait ensuite
un cahier des charges définitif.

L'orateur dit, en terminant,
qu'il persiste à trouver absolument
impraticable la clause par laquelle
la C^{ie} s'est engagée à ouvrir l'explo-
itation de la nouvelle ligne par sections
de 20 kilomètres, et demande, si elle
est maintenue, que M. le Ministre
prenne l'engagement de la faire
rigoureusement observer.

M. le rapporteur répond que
l'examen des différents systèmes
qui viennent d'être proposés équivaut
à un ajournement presque indéfini
du projet de loi.

M. Lambert de St. Croix appuie
les observations présentées par M. N.
Verroy et Caillaud et demande que
le projet de loi passe par la filière
ordinaire, c'est-à-dire qu'il soit
renvoyé au Conseil général des Ponts
et Chaussées et au Conseil d'Etat.

M. le Président dit qu'au point

de pure technique, ce renvoi ne souffre aucune difficulté. Sous les travaux de l'Algérie, M. le Ministre de l'Intérieur a toujours consulté son collègue des Travaux publics afin de s'assurer que les diverses évaluations ne pouvaient donner prise à la critique.

M. Roger. Narvaize partage cette manière de voir.

M. Buffet demande qu'en dehors de ce renvoi au Ministère des Travaux publics pour la partie purement technique du projet, on soumette également à l'examen du ministre compétent la combinaison financière qui a été si longtemps discutée dans le sein de la Commission.

M. le Président met aux voix la question de savoir si le Ministre de la Marine sera prié de consulter sur le projet de loi son collègue des Travaux publics.

La Commission se prononce pour ce sens et décide ensuite que l'attention de M. le Ministre de la Marine sera appelée sur les deux points suivants:
1^{er} M. le Ministre voudra bien examiner s'il ne serait pas bon pour l'Etat d'intervenir directement aux lieux et place des obligations auxquelles la C^{ie} serait obligée de faire appel, et si en conférer, s'il le juge opportun, avec M. le Ministre des Finances;
2^o M. le Ministre de la Marine est également invité à faire introduire dans la convention la clause, acceptée du reste par la C^{ie} qu'il n'y aura d'obligations libérées autrement qu'en argent.

La Commission décide, en outre,
qu'elle s'en rapporte à M. le Président
pour faire parvenir ses diverses
décisions à M. le Ministre de la
Marine.

La séance est levée à 5^h.15 m.

Le Secrétaire,
J. Amlemond-Leroy

Copie d'une lettre adressée
le 10 Mars, à M. le Ministre de la
Marine et des Colonies, par M. de Freycinet,
Président de la Commission des Finances.

Paris, le 10 Mars 1881.

Monsieur le Ministre,

Après un nouvel examen du
projet de loi relatif à la concession
du chemin de fer de Dakar à St-Louis,
la Commission des Finances a pensé
qu'il y aurait avantage à ce que
vous voulussiez bien consulter
votre collègue, M. le Ministre des
Travaux publics, l'avis du Conseil
supérieur des Ponts et chaussées
comparaît avec, selon elle, aux
contestations qui se sont élevées
sur les conditions techniques d'éta-
blissement, ainsi que sur le coût
présumé de la ligne. Elle m'a, en
conséquence, chargé de vous exprimer
ce vœu.

Elle m'a également chargé
d'appeler votre attention sur les

points suivants:

1^o Ne serait-il pas possible d'adopter une combinaison qui, permettant à l'Etat de fournir tout ou partie du capital de construction fixé à forfait, diminuerait les frais de tout l'écart qui existe entre le taux d'intérêt de la rente 3% amortissable et le taux auquel le constructeur est forcé lui-même d'emprunter au public? L'annuité garantie par l'Etat se trouverait, si l'on, réduite en proportion.

2^o Ne conviendrait-il pas de ramener à 75 ans, terme actuel de la concession des chemins de fer sur le continent et de l'amortissement de la rente 3% amortissable, la durée de 99 ans prévue pour la concession du chemin de fer de Dakar à S^t Louis.

3^o Enfin la Commission pense que, dans le cas prévu d'une concession, le 1^{er} alinéa de l'art. 3 devrait être complété par une rédaction excluant la possibilité de la libération d'actions, autrement qu'en argent. Cette clause a été spontanément acceptée par les représentants de la C^{te} des Batignolles dans l'entrevue qu'ils ont eue avec la Commission, le 2 courant.

La Commission ajournera ses travaux en attendant que vous ayez pu répondre à ces diverses questions.

Agriez, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Le Président de la Commission
des Finances.

Signé: de Freycinet.

Séance du 25 Mars 1881.

Présence de M. de Freycinet.

La séance est ouverte à 3 h.

Sont présents: MM. Bernard, Bocher, Ch. Brun, Buffet, Calmon, Faye, de Freycinet, Gonin, Lambert de St Croix, Corvier, Halen, Roger. Narvaize, Varray.

M. Foucher de Careil s'excuse de ne pouvoir assister à la séance. (funérailles du Gal Clinchant).

M. Roger. Narvaize, l'un des secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la dernière séance.

Le procès-verbal est adopté.

M. le Président donne lecture de la lettre qu'il a adressée à M. le Ministre de la Marine pour lui communiquer les décisions de la Commission, relatives à la concession du chemin de fer de Dakar à St Louis.

La rédaction de la lettre est approuvée.

Sont introduits et prennent place parmi les membres de la Commission:

MM. Lalande, St de la Chambre de Commerce de Bordeaux,

Dietz. Nouin, Vice-Président de la Chambre de Commerce de Paris,

Fauve, Président de la Chambre de Commerce du Havre,

Martell, Président de la Chambre de Commerce de Cognac,

Baour, membre de la Chambre de Commerce de Bordeaux;

Bonnet, représentant la Chambre
de commerce de Bordeaux à Paris,
Dauphinot, sénateur de la Norve,
Tissotier et Dupont, sénateurs de
la Gironde.

M. le Président invite MM. les
délégués à développer les observations
qu'ils ont demandé à présenter sur
le projet de loi, adopté par la Chambre
des Députés, portant approbation de la
convention passée avec la C. des Messa-
geries maritimes pour l'exploitation
d'un service postal entre la France
et la Nouvelle Calédonie.

M. Diez. Nomini prend le premier
la parole.

M. le Ministre des Postes et Télégraphes
en proposant à la Chambre des Députés
la création de ce nouveau service, a
dit qu'il s'agissait, en même temps
que d'un intérêt postal d'un grand
intérêt commercial. Les délégués ont
accueilli avec plaisir cette déclaration.
Malheureusement le projet de loi,
tel qu'il a été voté par la Chambre
des Députés, ne donne pas satisfaction
à cet intérêt commercial, et c'est pour
le défendre que MM. les délégués des
Chambres de commerce de Paris, de Bordeaux,
du Havre, de Cognac et de Reims ont
demandé à être entendus par la Com.
des finances du Sénat.

Le point d'attache de Marseille
ne répond pas aux espérances que le
commerce de ces différentes villes
avait conçues. On avait pensé que dans
l'intérêt de l'industrie lainière
du Nord de la France, la nouvelle ligne
toucherait d'abord au Cap, que, de là,

des courants très favorables porteraient
les navires dans les trois ports
principaux de l'Australie, pour
aboutir ensuite à la Nouvelle Calédonie.

La France est peut-être le
pays qui consomme le plus de laines
finer de l'Australie. N'y avait-il
pas un intérêt national et même
patriotique à ce que les industriels
de Roubaix, de Tournai, du Cateau,
de Reims etc. aient à leur portée,
c'est-à-dire sans la Manche ou sans
l'Atlantique un grand marché des
laines de l'Australie comme ils en
ont déjà un au Havre pour celles
de la Plata? Un semblable marché
est impossible à Marseille, en ce sens
que le Nord ne peut en profiter par
suite du prix élevé des transports.
De Marseille, en effet, la Chambre de
Commerce de Paris l'a fait ressortir,
le transport des laines par wagons
coûte 7.50^c ou 8^c par tonne, tandis que
de Londres on les fait venir pour 2.50.

On avait pensé, de plus, qu'il y
avait intérêt à rattacher la ligne
nouvelle à Bordeaux qui possède
déjà un marché très important de peaux
de mouton venant de l'Australie ou
de la Plata. Bordeaux est indiqué
comme le point central de cette industrie
pour le midi. En effet Carcès, Narbonne,
Carcassonne sont obligés d'aller à Londres
acheter les peaux de mouton qui viennent
de l'Australie. L'entrepôt des autres
provinces à tirer du Cap ou de l'Australie
serait, en outre, bien mieux placé à
Bordeaux ou au Havre qu'à Marseille
qui est trop éloigné des centres mers.

facturiers.

Il est évident, d'un autre côté, que la ligne anglaise dont se servent déjà les centres manufacturiers va immédiatement faire escale au Havre et à Bordeaux pour enlever à Marseille toute sa matière exportable.

Toutes ces raisons militent en faveur de l'établissement d'un service par l'Atlantique.

Au point de vue de l'industrie parisienne, il est à remarquer que la plupart de nos produits voyagent non seulement sous pavillon anglais, mais avec des étiquettes anglaises, à tel point qu'au Canada où la population est de race française, on s'étonne que ce qu'on s'était habitué à considérer comme des produits français arrive sous la forme de produits anglais. Ce sont des commissionnaires anglais qui viennent acheter ces produits à Paris et qui les remarguent pour les envoyer à l'étranger. N'y a-t-il pas là encore un intérêt immense à ce que nos produits voyagent sous pavillon français?

Il y a encore un grand intérêt pour la France à se créer un courant commercial là où elle n'en a pas encore. Or, il y a de la part du Cap et de l'Australie (l'exposition de Melbourne vient de le prouver), une tendance marquée à trafiquer avec la France. N'y a-t-il pas lieu de chercher à développer ces dispositions au moyen d'un nouveau service postal?

Ces arguments, dit en terminant l'orateur, sont de nature à peser sur les délibérations du Sénat.

être ne voudra-t-il pas s'attribuer
ce qui a fait la Chambre des Députés?
mais il peut toujours retenir la
question et proposer, s'il le juge
nécessaire, la création d'une 2^e
ligne qui desservirait l'Atlantique.
Ce nouveau service aurait son point
d'attache au Havre et sa tête de
ligne effective à Bordeaux, où l'on
embarquerait les dépêches du Govt.
et les passagers. Les paquebots se
rendraient de Bordeaux à Lisbonne
et à Navire, de là au Cap, puis à
Avelaïde, à Melbourne et à Sidney
pour gagner ensuite la nouvelle
Calédonie.

M. le Président demande quelle
serait la durée du trajet.

M. Dietz. Normin répond qu'elle
serait de 41 ou même de 38 ou 39 jours.

M. le Président. Et de Marseille
à la N^{ve} Calédonie par l'isthme de
Suez?

M. Dietz. Normin. C'est à peu près
la même durée, à trois ou quatre jours
près en plus.

M. Dietz. Normin ajoute qu'en ce
moment, il existe sans les grands
centres manufacturiers, à Roubaix, à
Courcoing, à Lille, des maisons qui
vont acheter directement des laines
finies en Australie. Ces acheteurs,
avec la ligne partant de Marseille,
seraient encore obligés de charger
leurs marchandises sur des navires
anglais pour la faire revenir en France.

M. La Jonde regrette que l'on
n'ait pas eu devoir consulter, dès
l'origine, non seulement les représentants

des ports mais surtout les chambres de commerce des différents centres manufacturiers.

Quant à lui, il représente spécialement les intérêts de la ville de Bordeaux, et il comprend que ce ne sont pas ces intérêts seuls, mais l'intérêt général qui doit surtout préoccuper les membres de la Commission. Seulement, l'intérêt particulier de Bordeaux coïncide, dans cette question, avec l'intérêt général du pays.

M. le Ministre des Postes a eu l'idée patriotique de relier la France au moyen d'une ligne maritime postale, à l'importante colonie de l'Australie et à la Nouvelle Calédonie. Il a vu que l'objet principal de cette création était surtout un but commercial. Or, à ce point de vue, l'intérêt qui domine tous les autres, c'est l'importation des laines de l'Australie. La France en consomme tous les ans, environ 60 millions de kilogrammes, représentant une valeur de 300 millions de francs. Aujourd'hui le marché des laines australiennes n'existe qu'à Londres. On sait combien il est difficile de déplacer un marché, on n'y réussit qu'à la condition de mettre celui que l'on veut créer à la portée des centres de consommation. Il tombe donc sous le sens que si l'on veut créer en France avec quelque chance de succès, un marché des laines de l'Australie, il faut que le point d'arrivée de ces laines soit rapproché des centres manufacturiers qui les emploient. Ce point d'arrivée doit être le port du Havre et cela pour

deux raisons: la 1^{re}, c'est que le Havre est, après Ouessant, le plus grand marché du continent des laines fines venant de la Plata; la 2^e et la plus importante, c'est que le Havre est bien mieux placé que Londres et surtout que Marseille, pour desservir les centres manufacturiers qui consomment des laines australiennes, c'est-à-dire Elberf, Reims, Roubaix, Courcoing, Amiens, Compiègne, Sedan.

Si le point d'arrivée est Marseille, le but commercial poursuivi par M. le Ministre des Postes, qui est d'amener en France 60 millions de kilogrammes de laines fines, représentant 300 millions de francs; ce but commercial sera totalement manqué, parce que les acheteurs, ayant à choisir entre le marché de Marseille et celui de Londres, donneront toujours la préférence à ce dernier. Ils auront d'abord à supporter beaucoup moins de frais de transport et ils trouveront ensuite à Londres un marché beaucoup mieux approvisionné.

Si l'on veut bien considérer la ligne projetée qui au point de vue postal, il y a lieu de se demander si ce caractère, à lui seul, pourrait justifier un sacrifice aussi lourd que celui qui va être imposé aux contribuables par la subvention que l'on accorde à la Compagnie. Il y a également lieu de se demander si les bateaux de la C^{ie} étant obligés de passer par la Réunion, les lettres françaises ne prendront pas, dans

beaucoup de sur la voie des paquebots
anglais pour arriver plus promptement
en Australie.

L'orateur demande que l'on consulte
les différents centres manufacturiers
pour s'assurer de l'exactitude des
observations qu'il vient de fournir
à la Commission et que l'on examine
ensuite la question de savoir
s'il convient de substituer à la
ligne projetée une ligne partant
d'un des ports de la Manche ou de
l'Atlantique avec escale à Bordeaux
ou s'il ne vaudrait pas mieux
créer deux services parallèles
pour atteindre le but commercial
que l'on poursuit.

M. Dauphinat appuie ce que
viennent d'exposer les deux précédents
orateurs. Ces observations, du reste,
se trouvent reproduites dans les
délibérations des chambres de commerce
de Reims, de Courcœur, de Tournai
et de Roubaix, qui ont été adressées
à M. le Ministre de l'Agriculture
et du Commerce et qu'on peut consulter
au Ministère. La laine fine n'existant
pas en France, il est certain qu'à
moins de couper en deux leur fabrication,
il faut bien que les centres manufactu-
riers qui l'emploient aillent la
chercher là où elle se trouve, c'est-à-
dire en Australie. Ils ont, à ce point
de vue, le plus grand intérêt à ce
qu'elle arrive dans un port où ils
puissent la faire venir sans frais de
transport trop considérables. Or, il est
impossible, pour les villes du Nord,
de la faire venir de Marseille. Différents

maisons de Fourmies et de Roubaix
ont commencé à aller acheter
directement ces laines en Australie.
Il serait peut-être bon, pour être
éclairé sur ce côté de la question,
d'attacher le retour des délégués
que le Gouvernement français a
envoyés à l'exposition de Melbourne
et qui vont sur le point de revenir.

M. Faure dit qu'il a peu de chose
à ajouter aux explications qui viennent
d'être données par MM. Dietz-Martin,
Lalande et Dauphinot. En dehors de
la question maritime et militaire,
il est évident que la ligne postale
projetée est faite pour desservir
des intérêts commerciaux, et c'est
pour cela qu'on impose au pays
la subvention considérable qu'on lui
demande. Or, en faisant partir cette
ligne de Marseille, on ne viera pas
le courant commercial que l'on a
en vue. Le minimum consommé que
des laines communes d'Orient (et en
petite quantité) pour la fabrication
des tapis, tandis que le Nord emploie
60 millions de kilog. de laines australiennes,
sans compter les laines du Cap, qu'il
n'ira jamais chercher à Marseille.
Il y a, de plus, dans ces deux importantes
colonies les uns et les peaux de mouton
dont on fait un grand commerce à Bordeaux,
ainsi qu'une foule d'autres produits
et notamment des céréales. Il faut
que ces marchandises arrivent près
des centres de consommation, c'est-à-
dire dans les ports de la Manche et
de l'Atlantique. C'est le seul moyen
de déplacer le marché de Londres.

Outre que la ligne postale projetée ne servira qu'à transporter des voyageurs anglais.

Mais il n'y a pas seulement l'importation, il y a aussi l'exportation. Pour les produits de Paris vont-ils s'embarquer à Plymouth ou à Londres. Croit-on qu'ils vont s'embarquer à Marseille? Évidemment non. On continuera à les charger sur les bateaux de Seine et Loire ou à les expédier, par le chemin de fer, à Orléans et l'on ne donnera pas à la nouvelle ligne postale l'élément qu'elle est en droit d'attendre, en même temps que l'on n'aura pas créé de nouveaux débouchés au commerce d'exportation.

Il ne faut pas oublier que les ports de l'Atlantique ne sont pas seulement des marchés commerciaux où vient s'alimenter l'industrie du pays, mais encore des entrepôts, de véritables marchés internationaux. C'est ainsi que, pour les laines, le bon marché attire parfois au Havre des industriels de Verviers et même des États-Unis, de même que lorsque le marché de Bordeaux baisse sur celui de Liverpool, on voit des acheteurs anglais venir s'approvisionner à Bordeaux de cuirs et de peaux de mouton.

Ce qu'il importe avant tout de créer, c'est une ligne susceptible de développer de nouveaux courants commerciaux, et d'augmenter les approvisionnements des entrepôts français et d'accroître, par conséquent, le commerce d'exportation.

Si les choses sont tellement engagées qu'il ne soit plus possible de revenir sur ce qu'a décidé la chambre des députés, l'orateur demande que l'on veuille bien au moins tenir compte des intérêts qui n'ont pas été entendus; car on a dit qu'il n'y avait pas eu de soumissionnaires pour une ligne partant des ports de l'Atlantique; mais personne n'a su qu'il était question d'établir une nouvelle ligne postale entre la France et la nouvelle Calédonie, les chambres de commerce n'en ont pas été informées et c'est par hasard qu'elles l'ont appris.

M. le Président fait observer que le projet de loi a été déposé par le gouvernement le 21 janvier dernier et le rapport distribué le 17 février suivant. Il s'est écoulé, entre ces deux dates, un intervalle d'un mois pendant lequel les chambres de commerce auraient pu formuler leurs observations.

M. M. Faure et Dietz-Monnin répondent que les commerçants, en général, ne suivent pas d'un oeil aussi attentif les travaux législatifs. On a toujours l'habitude, en pareil cas, d'informer les chambres de commerce et de leur demander leur opinion.

M. Faure dit qu'au point de vue militaire et maritime, s'il s'agissait, en cas d'insurrection, d'envoyer des secours à la nouvelle Calédonie, ce n'est pas de la métropole que les premiers secours partiraient, mais de Saigon. Donc, même à ce point de vue, la ligne postale de Marseille ne présente aucun avantage marqué.

L'orateur se résume en disant que si l'on veut, malgré tout, conserver la ligne de Marseille il faut que le gouvernement prenne l'engagement, à bref délai, de créer une deuxième ligne postale desservant les ports de l'Atlantique. On trouvera facilement pour cette entreprise des soumissionnaires, quel que soit le taux de la subvention, et

On aura atteint ce double but de développer un nouveau courant commercial et de rendre utile la ligne de Marseille qui sans cela ne le serait pas.

M. Cordier demande quel est le prix du fret des laines d'Australie venant en France.

M. Faure répond qu'il est, en général, de un demi denier par livre jusqu'à Londres. Le prix le plus haut est $\frac{1}{8}$ de denier, le prix le plus bas $\frac{3}{8}$ mes.

M. Dietz-Moinet dit que ce fret représente environ 800.000 frs par an.

M. Faure ajoute que les industriels français payent de 2 frs 50 à 3 frs plus que les industriels anglais.

M. le Président voudrait savoir quelle est la différence des frais de transport des laines d'Australie venant par exemple, à Reims par Marseille ou transportées dans la même ville par la voie du Havre.

M. Faure répond que le transport du Havre à Reims, pour 1000 kilogrammes de laine, coûterait 31 frs tandis qu'il est de 77 frs de Marseille à Reims. Il y a donc une différence de 46 frs.

M. le Président demande quelle est la différence qui existe entre le prix du fret d'Australie au Havre, et celui d'Australie à Marseille.

M. Faure répond qu'il est le même. Il serait peut-être même un peu meilleur marché par le Havre, parce qu'il y a le canal de Suez ou moins.

Sur une nouvelle demande de M. le Président, M. Faure répond que le prix de transport d'une tonne de laines de Londres à Reims, est de 46 frs, tandis qu'elle n'est que de 32 frs du Havre à la même ville. Il faut de plus ajouter aux 46 frs les frais de transbordement, d'assurances maritimes et de commission.

L'honorable Délégué demande à ajouter un mot sur la colonie du Cap. Il y a là une large mine à exploiter, car la population de cette contrée ne demande qu'à se servir des produits français et témoigne à chaque instant de ses sympathies pour la France. Des lettres de commandes arrivent constamment du Cap aux négociants français, mais on manque de moyens de transport. Lorsque des produits arriveront dans ce pays, sous pavillon français, des relations considérables s'établiront immédiatement entre le Cap et la France. La compagnie de Hambourg qui dessert cette contrée y fait d'immenses affaires.

M. Martell approuve complètement ce qui vient d'être dit par M. M. les Délégués de Bordeaux, de Reims et du Havre. En ce qui concerne le commerce de la ville de Cognac qu'il représente, l'honorable Délégué dit qu'il y aurait un grand avantage à pouvoir embarquer les eaux-de-vie à destination de l'Australie à Bordeaux plutôt que de les envoyer à Londres, après l'Angleterre. L'Australie est, depuis longtemps, le pays avec lequel Cognac fait le commerce le plus considérable, il y enverrait par voyage, une moyenne de 250 à 300 tonnes de marchandises. Or, ce commerce, si l'on se contente de créer une ligne pour l'Australie partant de Marseille, donnera toujours la préférence à la voie anglaise, le transport des eaux-de-vie de Cognac à Londres, par mer, coûtant beaucoup moins cher que le transport par wagons de Cognac à Marseille.

M. Dietz-Monnin dit que les exportations parisiennes ne connaissent également que la voie anglaise et ne connaîtront jamais celles de Marseille. La compagnie des chemins de fer de l'Ouest offre, à ce point de vue, aux exportations des facilités de transport pour aller au Havre que la ligne de Lyon-Méditerranée ne pourra jamais offrir pour aller à Marseille. La France et Paris ont de plus un intérêt national, à ce que leurs produits

apparaissent en Australie et au cap sous pavillon français. Il n'est pas digne de la grandeur du commerce de la France de n'arriver dans ces contrées que sous pavillon anglais, allemand ou Belge. Enfin il y a une indication qui peut donner la mesure du courant commercial qui peut être développé en Australie, c'est que le comptoir d'escompte vient de fonder deux succursales à Sydney et à Melbourne.

M. le Président demande quelle serait la différence entre le taux de la subvention accordée par le projet en discussion et celui que l'on demanderait pour une ligne partant du Havre avec escale à Bordeaux.

M. Lalande répond que si l'on déduit du chiffre total de la subvention accordée à la ligne de Marseille les 800.000 fr. déjà données à la C^{ie} des messageries maritimes pour l'embranchement d'Aden à la Réunion, il reste environ 2.400.000 fr. L'Honorable délégué est convaincu que cette somme serait plus que suffisante pour établir une ligne partant du Havre avec escale à Bordeaux. On a dit à ce propos que le port de Bordeaux n'était pas propre à recevoir de très grands navires. C'est une erreur, et la preuve, c'est qu'il les reçoit. On vient de créer à Bordeaux une ligne de vapeurs sur New-York parmi lesquels il y en a deux de 3,500 et de 4,000 tonneaux.

M. Cordier demande quel est le tirant d'eau.

M. Lalande répond qu'il est de 6 m 50.

M. Baour fait remarquer qu'il ne s'agit pas de considérer Bordeaux comme port; il y aura une escale à Bordeaux; mais le véritable port pour les navires de la ligne postale sera Pauillac où pourront aborder des steamers de 5.000 tonneaux.

M. le Président demande quel serait

le chiffre de la subvention dans l'hypothèse où l'on conserverait la ligne de Marseille.

M. M. Lalande et Faure répondent que malgré la concurrence que créerait à la ligne du Havre la ligne de Marseille, on trouverait encore des adjudicataires pour l'établissement de la première, avec une subvention de £, 400, 000 frs. Si le projet adopté par la chambre des députés était écarté, on trouverait certainement des adjudicataires avec une subvention beaucoup moins élevée.

M. Buffet ne comprend pas comment le trajet par les ports de l'Océan, qui, sur la carte, est beaucoup moins court que le trajet par Marseille en passant par le canal de Suez, pourra néanmoins, comme on l'a dit, se faire en moins de temps.

M. Dietz-Konnig répond que la C^{ie} Péninsulaire orientale qui part de Londres et passe par le canal de Suez met 49 jours pour aller en Australie, tandis que l'Orient line, qui double le Cap, ne met que 40 ou 41 jours.

M. Baour explique que le cap est à 33 degrés de latitude sud; or, il existe par 39 degrés des vents généraux qui soufflent pendant la plus grande partie de l'année de l'Ouest à l'Est, et qui conduisent invariablement les navires en Australie. Il y a là une facilité de navigation dont on ne peut se rendre compte en consultant seulement la carte.

D'un autre côté, lorsqu'on débouche de la mer rouge, on trouve pendant six mois de l'année des vents alisés qui sont absolument contraires à la navigation vers la Réunion. Ces deux causes réunies expliquent l'apparente contradiction qui semble préoccuper l'honorable M. Buffet.

M. le Président fait observer que ces vents généraux sont favorables pour l'aller, ils doivent être contraires pour le retour.

M. Baour répond qu'on n'est pas obligé en mer de suivre le même chemin et qu'en remontant seulement de 10 degrés on trouve des vents alisés qui soufflent dans la direction contraire et qui facilitent le retour.

M. M. les délégués se retirent, après avoir remercié la commission d'avoir bien voulu les entendre.

Sur les observations de M^r le Président et de M. Buffet, la commission décide ensuite qu'elle convoque pour les entendre les représentants du port de Marseille, en second lieu, le directeur de la compagnie des Messageries maritimes, et ensuite M. M. les ministres des postes et de la marine.

La prochaine séance est fixée au mercredi 30 Mars à 2 heures.

La séance est levée à 4 heures 45 minutes.

Le Secrétaire,

Lamproy & Co

Séance du 30 Mars 1881

Présidence de M. de Freycinet

La séance est ouverte à 2 heures.

Sont présents: M. M. Bernard, Brun, Buffet, Calmon, Cordier, Faye, de Freycinet, Foucher de Careil, Guin, Lambert de St Croix, Malens, Roger-Marvaise, Varroy.

M. Bocher s'excuse de ne pouvoir assister à la séance de ce jour.

M. Roger-Marvaise, l'un des secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la dernière séance.

Le procès-verbal est adopté.

M. Cordier donne lecture du rapport sur le projet de loi, adopté par la chambre des députés, ayant pour objet de prolonger le délai pendant lequel les certificats d'insentaire pourront être admis en paiement des droits sur les sucres.

Après quelques observations de M. M. Duffet, le rapporteur, Daye et Malens, le rapport est adopté.

L'ordre du jour appelle la suite de l'examen du projet de loi relatif au service maritime postal projeté entre Marseille et la Nouvelle Calédonie.

M. le Président dit qu'il a fait convoquer les diverses personnes que la commission a manifesté le désir d'entendre, mais que M. le Ministre de la marine, qui assiste en ce moment, au renfloement de Richelieu, ne pourra pas venir, de même que M. le Directeur des Messageries maritimes, retenu dans la Loire Inférieure par les opérations du conseil de révision.

M. Demetrius Agelasto, Délégué de la chambre de commerce de Marseille est introduit et prend place parmi les membres de la commission.

M. le Président résume les objections qui ont été présentées à la dernière séance par les représentants des ports de l'Océan contre l'établissement d'un service qui aurait son point d'attache à Marseille et invite M. Agelasto à vouloir bien exposer les raisons pour lesquelles il croit que le service postal entre la France et la Nouvelle Calédonie doit rester tel que l'a voté la chambre des députés.

M. Agelasto répond que ce qui doit surtout préoccuper le Législateur au point de vue postal comme au point de vue commercial, c'est la rapidité du voyage. Or, la voie la plus courte pour aller de France à la Nouvelle Calédonie, en touchant à la Réunion et à l'Australie, est certainement celle qui part de Marseille

et qui traverse le canal de Suez. Il y a, pour l'aller et le retour, une économie de 1150 lieues par rapport à la ligne qui prendrait la voie du Cap.

M. le Président fait observer que par suite de certaines considérations nautiques exposées par M. M. les représentants des ports de l'Atlantique, le trajet par le Cap, bien que plus long sur la carte, serait d'une durée au moins égale à celle du trajet par le canal de Suez et peut-être même d'une durée moindre.

M. Agelasto ne croit pas cette opinion fondée et il en trouve la preuve péremptoire dans ce fait que la compagnie anglaise qui fait, à l'aller, le voyage par le Cap, prend toujours au retour la voie de Suez, parce qu'elle est plus rapide.

M. M. Buffet et le Président font remarquer que la Cie anglaise, n'étant pas dans l'obligation de passer par la Réunion, ne se trouve pas dans les mêmes conditions que la ligne française projetée.

M. Agelasto croit, avec la chambre de commerce de Marseille, que le trajet est beaucoup moins long, et sera bien plus rapide en partant de Marseille.

M. le Président rappelle les observations présentées par M. M. les délégués des ports de l'Océan au point de vue purement commercial. En établissant une ligne partant du Havre, avec escale à Bordeaux, on créerait dans la première de ces villes, à la portée des centres qui les emploient, un grand marché des laines d'Australie que consomment exclusivement les villes manufacturières du Nord. Elles ne feront jamais venir ces laines de Marseille, à cause du prix élevé des transports; mais elles cesseraient d'aller les chercher à Londres, si elles pouvaient les acheter sur le marché du Havre. On donnerait en même temps un grand essor au commerce d'exportation de la France en ce qui concerne les vins, les saumons, etc.

et les articles de l'industrie parisienne.

M. Agelasto croit que ce marché des laines australiennes peut tout aussi bien être créé à Marseille qu'à Havre. Il arrive déjà à Marseille environ 150,000 balles de laine par an venant du Maroc, de l'Algérie et du bassin de la Méditerranée. Une partie de ces laines, celles de Russie surtout, sont expédiées à Roubaix, à Lille, à Courcoing. Lorsque la Cie des messageries maritimes aura un service direct de Marseille en Australie, les laines de cette contrée seront également transportées dans les villes du Nord par le chemin de fer, car il est évident que la Cie Lyon-Méditerranée qui aura à lutter contre la concurrence anglaise, réduira ses tarifs de manière à pouvoir triompher de cette dernière.

M. Guin dit qu'il serait intéressant de connaître la quantité exacte des laines que Courcoing et Roubaix font venir actuellement de Marseille. Cette quantité doit être bien peu considérable, car ce sont surtout des laines fines que consomment les fabriques du nord.

M. Agelasto répond qu'il ne peut fournir ces renseignements.

M. le Président fait observer que le point d'attache de Marseille rendrait pour les négociants du nord les allées et venues bien incommodes.

M. Agelasto répond qu'aujourd'hui le commerce se fait surtout au moyen d'envoi d'échantillons.

M. Cordier dit qu'il est de notoriété publique que les commerçants d'Elbeuf, de Courcoing, de Reims et de Roubaix vont personnellement à Londres faire leurs assortiments et s'arrangent de façon à ce que leurs voisins ignorent, à cet égard, leur manière de procéder. Leur présence sur le marché est donc absolument nécessaire.

M. Lambert de St. Croix fait remarquer qu'on a donné une autre raison de la possibilité

de créer au Havre un marché des laines australiennes, c'est qu'il en existe déjà un pour les laines de la Plata.

M. Agelasto dit qu'il est étonné qu'il existe au Havre un marché si considérable des laines de la Plata.

Il donne ensuite lecture d'une dépêche de la chambre de commerce de Marseille relativement à la quantité des laines du Maroc et des bassins de la Méditerranée qui arrivent dans ce port.

M. Varroy dit que ce qu'il serait important de connaître, c'est la quantité exacte de ces laines qui est expédiée par le chemin de fer de Marseille à Bourbourg, à Reims ou à Roubaix.

M. Agelasto se retire et M. Cocheru, ministre des Postes et des Télégraphes, est introduit.

M. le Président, après avoir résumé les dispositions des représentants des différents ports, lui donne la parole.

M. le ministre fait l'historique du projet de loi et dit que ce que l'on a voulu surtout créer, au point de vue commercial, c'est un service pouvant lutter de rapidité avec le service anglais. Or, il y a entre le tracé partant de Marseille et celui qui partirait du Havre en passant par le Cap, une différence de 1100 lieues et de sept jours pour l'aller et le retour en faveur du premier.

M. Buffet dit que les représentants des ports de l'Océan ne contestent pas que la ligne du Cap ne soit plus longue que l'autre, mais ils prétendent que la navigation par cette dernière voie se ferait en aussi peu de temps et peut-être même en moins de temps.

M. le Ministre répond que cela peut être vrai pour un voyage, mais il conteste, en s'appuyant sur l'horare de l'Orient line, que cette rapidité puisse exister pour un service régulier d'aller et retour. L'Orient line, du reste, n'ose pas revenir par le Cap, à cause des difficultés de

la navigation. Le retour en effet pour un service régulier est impossible.

M. Lambert de Sainte-Croix rappelle l'opinion contraire exposée, dans la dernière séance, par M. Baour de Lorrain et combat l'avis de M. le ministre.

M. le ministre répond qu'il n'a pas dit que ce retour était tout-à-fait impossible, mais qu'il présentait de grandes difficultés. On peut, du reste, consulter sur ce point, M. le comte de Cloué et Saureguiberry.

M. Lambert de Sainte-Croix demande si la commission a entendu, au point de vue de l'intérêt commercial, les représentants des ports de l'Océan.

M. le ministre répond que Baynal, député de Bordeaux, faisait partie de la commission et qu'après avoir voté contre le projet du Gouvernement il a déclaré qu'après explications, il n'avait plus à insister pour le point d'attache de Bordeaux. Il en a été de même de M. Peulevey, qui a été entendu par la commission et qui demandait que la nouvelle ligne partît du Havre, de même aussi de M. Crystan qui aurait voulu la voir partir de Dunkerque.

On a fait, en outre, appel aux diverses compagnies maritimes françaises, qui n'ont pas voulu formuler de propositions, sauf une, celle des paquebots transatlantiques, qui proposait d'aller à la Nouvelle Calédonie et de là en Australie, en se dirigeant d'abord sur Panama.

M. le Président s'informe si, dans les demandes, on imposait à ces compagnies, l'obligation de partir de Marseille.

M. le ministre répond que le point d'attache était en blanc.

M. Lambert de Sainte-Croix croit qu'il sera impossible à une ligne partant de Marseille et passant par la Réunion de faire concurrence

à la ligne anglaise.

M. le Ministre est persuadé du contraire. Le gouvernement paye à la C^{ie} une subvention moins élevée que celle que donne l'Angleterre et exige en même temps une plus grande vitesse.

M. Buffet fait observer que la concession de la nouvelle ligne à la C^{ie} des messageries maritimes est de 17 ans. Or, la concession de la ligne de Marseille à la Réunion, qui forme la première partie du trajet, expire dans huit ans. Si dans huit ans, le gouvernement trouvait plus avantageux d'organiser d'une autre façon le service de Marseille à la Réunion, qu'advierait-il de l'autre partie de la ligne concédée pour 17 ans? Est-ce que la seconde n'entraînera pas forcément la prolongation de la concession de la première?

M. le Ministre répond que la ligne de Marseille à Aden et à la Réunion était comprise déjà dans la ligne parallèle faisant le service de l'Indo-Chine. Par le projet actuel, on la détache de ce service et si, d'un côté, on est obligé de prolonger la concession de la ligne de la Réunion jusqu'au terme de quinze ans, d'un autre côté le gouvernement reprend sa liberté pour le service de l'Indo-Chine qu'il pourra faire passer, s'il y a lieu, par le cap de Panama.

M. le Président demande à M. le Ministre s'il s'est préoccupé de la question purement commerciale de la création d'un marché des laines de l'Australie à portée des centres manufacturiers de l'Est et du Nord.

M. le Ministre répond que l'importance du projet de loi était surtout pour lui, dans le service postal et dans le service administratif à créer pour les besoins du ministère de la marine, il s'est aussi préoccupé du point de vue commercial, mais il est persuadé que ce point de vue n'est pas sacrifié, car la C^{ie} des messageries maritimes, ne recevant que 30 frs de subvention par ligne

marine, ne peut réaliser de bénéfices que par le transport des marchandises. Or, elle a tout intérêt à en transporter le plus possible et à donner satisfaction à tous les intérêts commerciaux, ceux du nord comme à ceux du midi.

Il est certain qu'elle s'entendra, pour le transport des laines d'Australie, avec la ^{ci} Paris Lyon-Méditerranée, qui établira un tarif spécial et à prix réduits entre Marseille et les villes du nord.

M. le Ministre expose ensuite qu'il est tombé d'accord avec les représentants des ports de l'Atlantique et de la Manche pour demander au Parlement ou plutôt pour appuyer la création d'un second service par le Cap pour le moment où cesseront les services de New-York et du Mexique dont la concession expire en 1884 et en 1887.

M. Lambert de St-Croix trouve cette double ligne absolument inutile.

M. Faye demande pourquoi l'on a abandonné l'idée de la création d'un service de Singapour à la Nouvelle Calédonie.

M. le Ministre répond que c'est à cause des difficultés de la navigation, et aussi parce qu'il y a encombrement sur la ligne de l'Indo-Chine et qu'on n'arriverait pas à desservir l'Australie ni même les services du ministère de la marine.

M. Buffet dit qu'il se préoccupe surtout du point de vue commercial, car il repousserait le projet de loi s'il ne s'agissait que d'un intérêt postal. Cet intérêt, en effet, n'est pas assez considérable pour entraîner une dépense annuelle de 2,400,000 fr. Ce serait un véritable abus. mais il a été frappé des raisons données par les délégués des chambres de commerce de Paris et des ports de l'Océan pour qu'un service fut créé dont le point d'attache serait le port du Havre. Ces raisons lui ont paru aussi fortes que celles qu'a données le représentant de la chambre de commerce de Marseille ont été faibles. La question dominante

est donc celle de savoir quel est le meilleur des deux tracés.

M. le ministre répond qu'il n'aurait probablement pas proposé le projet de loi s'il ne s'était agi que du seul service postal; mais qu'il s'agit surtout de créer un service maritime français pour desservir les colonies de la Réunion et de la Nouvelle Calédonie au point de vue administratif et au point de vue du transport des troupes.

M. le Ministre défend ensuite le point d'attache de Marseille par les mêmes raisons que celles qu'il a données au début de la séance.

Il ajoute que la Cie des messageries maritimes serait assez disposée, si le besoin en était reconnu, à poursuivre sa route par le détroit de Gibraltar de Marseille jusqu'en Angleterre et à desservir de cette façon les ports de l'Océan. Pour cela, elle demanderait une subvention dont M. le ministre ne peut pas préciser le chiffre, mais qui serait peut être de 450 à 700,000 frs.

M. Cordier appelle l'attention du gouvernement sur les conséquences graves qu'il pourrait y avoir à subventionner une ligne qui toucherait aux ports de l'Océan. On arriverait ainsi à créer un courant artificiel au lieu d'un courant naturel et à tuer tout simplement le cabotage français.

Quelques observations sont encore échangées entre M. M. Lambert de St. Croix, Buffet et le ministre.

La séance est levée à 9^h 1/4.

Le Secrétaire,

Lamoult-Groux

Séance du 6 Avril 1881

Présidence de M. de Freycinet.

La séance est ouverte à 2 heures.

Sont présents: M. M. Bernard, Ch. Brun, Bocher, Buffet, Caillaux, Dage, Foucher de Careil, Gouin, Lambert de St^e Croix, Malens, Roger Marvaise, Varroy.

M. Roger Marvaise, l'un des secrétaires, donne lecture des procès-verbal de la dernière séance.

Le procès-verbal est adopté.

M. le Président donne communication d'un document qu'il a fait demander au ministère des Travaux publics, relativement aux prix officiels perçus par les diverses compagnies de chemins de fer pour le transport des laines brutes par la voie de Marseille et celle du Havre aux différents centres manufacturiers français.

Par la voie de Marseille les laines coûteraient par tonne, pour arriver à Reims 68 frs, à Sedan 74 frs 50, à Courcoing et à Roubaix 66 frs, à Elbeuf 69 frs et à Rouen 83 frs.

Ces mêmes laines transportées du Havre coûteraient à Reims 30 frs 70, à Sedan 41,40, à Courcoing et à Roubaix 26,40, à Elbeuf 7,50, à Rouen 6 frs.

M. le Président informe aussi la commission qu'il a reçu de M. le Ministre du Commerce les délibérations des différentes chambres de commerce qui ont émis un avis sur cette question de la création d'un service maritime postal entre la France et la nouvelle Calédonie. Ces dossiers seront transmis à M. Cordier qui s'excuse de ne pouvoir assister à la séance de ce jour.

M. Buffet demande si le rapporteur a été nommé.

15
M. le Président répond que la sous-commission a provisoirement désigné M. Cordier.

M. Buffet dit qu'il n'a jamais été convoqué aux réunions de la sous-commission.

M. l'amiral Cloué, ministre de la marine et M. Cacherj, ministre des postes et des télégraphes, sont introduits dans le sein de la commission.

M. le Président résume les divers arguments qu'ont fait valoir, à la dernière séance, M. le délégué des chambres de commerce du Havre, de Bordeaux, de Paris, de Reims et de Dunkerque en faveur de la création d'un service postal et commercial en même temps ayant son point d'attache dans l'un des ports de l'Océan.

M. le ministre de la marine dit que lorsqu'il s'est agi de la création de cette nouvelle ligne maritime, on n'a eu d'abord en vue que le service postal. C'est ensuite que la question des laines de l'Australie et des peaux de mouton est venue s'y greffer. Quand on a eu à choisir le point de départ de la ligne postale, on a dû prendre naturellement le point le plus rapproché du lieu de destination. Or, ce point est Marseille. La preuve, c'est que les anglais ont choisi Brindisi comme tête de ligne pour un service analogue et se sont bien gardés de placer leur point d'attache dans un port de la côte britannique. On avait déjà le service postal de l'Indo-Chine qui part de Marseille; il s'agissait d'y greffer à Singapour une ligne allant à la nouvelle Calédonie par le détroit de Torres, mais sur ce parcours le trafic est nul et il y a des difficultés de navigation tellement grandes que la Cie des messageries maritimes a dû y renoncer. Il y aurait eu, en outre, une augmentation considérable du chiffre des assurances. Il fallut donc aviser à un autre projet,

les messageries maritimes ont le privilège de parcourir de Marseille à Aden et seules, elles ont fait des offres très-acceptables pour aller de là à la Nouvelle Calédonie en passant par la Réunion, Maurice et l'Australie. Ce qui a décidé surtout le gouvernement à les accepter, c'est la nécessité où il se trouve de tenir les colonies en correspondance entre elles.

On pouvait adopter un troisième tracé, celui qui partirait d'un port de l'Océan, et aboutirait à la Réunion et à la Nouvelle Calédonie par le cap de bonne Espérance. M. B. Candouet frères de Bordeaux ont proposé une ligne commerciale avec cette traversée, mais ce serait une ligne irrégulière, sans vitesse et impropre, par conséquent à un service public. Aussi n'ont-ils présenté aucune objection contre la concession faite à la Cie des messageries maritimes.

Une autre compagnie a offert d'aller à la Nouvelle Calédonie et de là en Australie en se dirigeant d'abord sur Panama. Il eût fallu rompre charge à ce point et le gouvernement a pensé qu'on pourrait seulement adopter cette voie lorsque le canal de Panama aura été percé.

Au point de vue purement nautique, M. le ministre de la marine établit qu'il y a 11,000 milles marins de Marseille à la Nouvelle Calédonie en passant par Suez et Aden, tandis qu'il y en aurait 14,000 du Havre à la même destination en passant par Dakar et le cap de bonne Espérance. Il y aurait une différence de 3,000 lieues marines qui représentent dix jours de traversée de plus pour le second tracé.

On a parlé des courants favorables de l'Atlantique qui pourraient abréger la durée du voyage. C'est là une théorie purement imaginaire et qu'aucun homme du métier ne peut prendre au sérieux. Tout le monde connaît ces fameux courants; mais c'est à peine s'ils peuvent faire

gagner sept ou huit lieues par jour. En outre, la mer est tellement grosse dans ces parages, et la navigation si difficile qu'il serait impossible d'y établir un service de passagers. Au retour principalement, ce service deviendrait absolument impossible.

M. Buffet dit que si l'intérêt postal de la nouvelle ligne est l'intérêt dominant, cet intérêt ne lui semble pas assez considérable pour justifier les sacrifices que l'on demande à l'Etat. Dans tous les cas, si l'on doit donner satisfaction à cet intérêt, il faut le faire le plus économiquement possible et l'embranchement de Singapour coûterait évidemment beaucoup moins cher.

M. le ministre de la marine objecte que les difficultés de la navigation à travers le détroit de Torres rendent cette traversée impossible pour un service public. Le voyage offrirait, en outre, trop de périls pour les passagers.

M. Buffet dit que les passagers qui vont à Nouméa n'ont pas le droit de se montrer bien difficiles.

M. le ministre de la marine répond que parmi ces passagers il y a des officiers de la marine française qu'il a le devoir de protéger et qu'il protégera toutes les fois que leur vie ou leurs intérêts seront en question.

M. Buffet déclare qu'il n'a pas entendu faire aucune allusion aux officiers de la marine française.

M. Lambert de St^e Croix demande si l'on ne pourrait pas adopter une ligne partant d'un port de l'Océan et passant par le détroit de Gibraltar.

M. le ministre des postes répond que l'on rencontrerait toujours à Aden et à Suez la ligne privilégiée et qu'il n'est pas possible de concéder deux chemins sur le même parcours.

M. Caillaux demande si l'on ne pourrait pas, à leur retour de l'Australie, faire venir les navires de Marseille à Bordeaux par

le détroit de Gibraltar.

M. le ministre des postes répond que la chose est parfaitement possible et qu'il a reçu, le 19 février dernier, de la compagnie des messageries maritimes une demande de concession pour le prolongement de la ligne jusqu'au Havre avec escale à Bordeaux. La Cie demanderait pour ce service une subvention de 20,000 frs pour aller jusqu'au Havre et de 90,000 frs si elle était obligée de faire escale à Pauillac. Il serait convenu, dans ce cas, qu'elle ne pourrait prendre de marchandises du Havre pour Bordeaux, et réciproquement, car ce serait alors, comme l'a très bien dit M. Cordier, un cabotage subventionné.

M. Buffet dit qu'il faut bien s'entendre avec la Cie sur ce point.

M. le ministre des postes répond que cela est si bien entendu que la Cie lui a demandé l'autorisation une fois arrivée au Havre de pouvoir aller jusqu'en Angleterre pour y transporter des marchandises. Ce parcours, bien entendu, ne serait pas subventionné.

M. Rocher demande si le chiffre de la subvention a été discuté et arrêté entre le ministre et la compagnie.

M. le ministre répond que c'est un simple renseignement qu'il a demandé à la Cie pour pouvoir répondre aux questions qui lui seraient faites à ce sujet.

M. Rocher voudrait savoir (car pour lui, c'est la vraie solution de la question), si dans le cas où l'on ferait cette concession à la Cie, cette dernière ne consentirait pas à quelque sacrifice sur le chiffre de la subvention pour diminuer les charges de l'Etat.

M. le ministre croit pouvoir répondre qu'il obtiendra, le cas échéant, une diminution du chiffre de la subvention.

M. Rocher tiendrait assez à voir disparaître

de la concession l'autorisation de pouvoir aller jusqu'à Londres.

M. le ministre dit qu'il fera près de la C^{ie} des efforts dans ce sens et qu'il ne désespère pas de réussir.

M. Lambert de Ste Croix fait observer que la C^{ie} aura comme fret d'exportation les 250,000 tonnes par voyage dont a parlé M. le Président de la chambre de commerce de Cognac, plus les vins de Bordeaux, ceux de Cette qui passent par Bordeaux et tous les articles de Paris.

M. Faye insiste sur l'observation présentée par M. Rocher. Si la C^{ie} pourrait aller jusqu'en Angleterre, on manquerait peut-être le but qu'on se propose, qui est de déplacer de Londres le marché des laines fines de l'Australie.

M. le ministre des postes réplique qu'il n'a pas discuté ce point spécial avec la C^{ie}.

Il ajoute qu'il avait apporté le tarif des prix perçus par la C^{ie} de Paris - Lyon - Méditerranée par tonne de laine expédiée de Marseille à Reims, Courcoing, Lille et autres centres manufacturiers du nord de la France, mais que les chiffres portés sur ce tarif communiqué par M. Noblemare, ne concordent pas avec ceux du document qui a été lu au commencement de la séance et qui émane du ministère des travaux publics.

Une discussion s'engage à ce sujet entre M. M. Buffet, Goiran, Varroy, et la commission décide que de nouveaux renseignements seront demandés, à cet égard, au ministère des travaux publics. On lui demandera en même temps si le tarif spécial pour les laines venant de l'Algérie a été, comme on l'a dit, retiré sur la demande du comité consultatif des chemins de fer.

M. Buffet signale l'inconvénient qu'il y a à accorder une subvention à une compagnie pour le transport de certaines marchandises. Si, par exemple, dans le cas où un marché s'établirait

au Havre, la navigation particulière se chargeait de ce transport sans subvention, la Cie abaisserait ses tarifs de manière à ruiner les entreprises particulières et les élèverait ensuite pour se couvrir de la perte momentanée qu'elle aurait subie de ce chef. Ne pourrait-on pas, dans le cahier des charges, exiger des compagnies que lorsqu'elles abaissent leurs tarifs, elles ne puissent pas les surélever avant un certain temps?

L'orateur demande ensuite à faire une dernière observation sur l'art. 29 de la Convention. Il désirerait savoir le motif pour lequel le gouvernement a renoncé à l'avantage qui avait été stipulé, dans le projet primitif, en faveur des religieux et religieuses qui peuvent être attachées aux hôpitaux et autres maisons hospitalières de la Nouvelle Calédonie. A-t-on voulu donner satisfaction à cet esprit de haine qui règne en ce moment contre tous ceux qui portent un habit religieux?

M. le ministre des postes répond qu'il n'a pas besoin d'affirmer que le gouvernement n'a nullement obéi à cet esprit de haine dont on vient de parler. Si l'administration a consenti à cette modification de l'art. 29, c'est qu'on n'a pas le droit de mettre à la charge de l'Etat le transport des personnes qui ne sont pas payées par l'Etat.

M. Buffet réplique que cette charge avait été cependant imposée antérieurement à la Cie, qui l'avait acceptée.

M. le ministre répond que c'était une charge dont la Cie tenait compte et qu'elle reportait sur un autre élément de la convention, sur le transport des marins.

M. Lambert de St. Croix dit que cette question qui n'a peut-être pas une grande importance pour les religieux de la Réunion ou de la Nouvelle Calédonie, peut en avoir une très sérieuse pour ceux de l'Orient. Ce fait d'avoir effacé du nouveau cahier des charges une obligation

91
qui a toujours figuré dans les anciens, en ce qui concerne le transport des religieux, pourrait produire un très mauvais effet en Orient.

M. le ministre dit qu'il n'est pas question de changer le cahier des charges qui concernent le transport des religieux en Orient.

M. Buffet fait remarquer que le transport à prix réduit des religieux payés par l'Etat ne peut s'appliquer qu'au clergé paroissial. Or, aucun membre de ce clergé ne va en Nouvelle Calédonie. Il ne reste donc dans l'art. 89, qu'une mesure hostile à la religion et outrageante pour ses serviteurs. Il ne mettrait jamais son nom au bas d'un traité de cette nature.

M. les ministres se retirent. M. Doniss du Pin, directeur de la C^{ie} des messageries maritimes, est introduit.

M. le Président résume l'état de la question et demande à M. le directeur des messageries maritimes si la compagnie verrait un inconvénient à adopter un parcours qui partirait du Havre, pour aller, par le Cap, à la Nouvelle Calédonie en passant par la Réunion et l'Australie.

M. le Directeur répond qu'à l'aller, le voyage serait assez facile, à cause des vents alizés que l'on remonte sur une partie du tracé, mais qu'au retour, ayant ses vents en poupe, la navigation serait extrêmement dure et presque impossible.

M. le Président demande combien on mettrait de jours en plus en passant par le Cap.

M. le Directeur répond qu'à l'aller, le nombre de jours serait à peu près le même, bien qu'il y ait environ 800 lieues de plus.

Pour le retour, aucune ligne ne passant par le Cap (car l'Orient line revient par Suez), il lui serait assez difficile, sans avoir étudié la question, de dire de combien de jours le voyage serait prolongé.

M. le Président fait ressortir les

avantages qu'il y aurait, au point de vue commercial, à amener sur les marchés du Havre les laines fines de l'Australie.

M. le Directeur dit qu'il espère les amener également à Marseille et que c'est à un élément de recettes sur lequel à compte la Cie. Ces laines évidemment seraient plus rapprochées au Havre des autres manufacturiers qui les emploient, mais lorsque la Cie a pris le service de l'Indo-Chine, le marché des soies était également tout entier à Londres; on est parvenue à l'amener en grande partie à Marseille.

M. Lambert de St Croix fait remarquer que cela tient à ce que Lyon se trouve bien plus près de Marseille que Reims, Lille ou Rouen.

M. le Président fait observer que, comme l'a dit un membre très-compétent de la commission, M. Cordier, les négociants tenaient à aller faire personnellement leurs assortiments à Londres pour ne pas divulguer certains secrets de leur fabrication. Il est probable qu'ils se décideraient difficilement à aller à Marseille et qu'ils continueraient à aller à Londres.

M. le Directeur dit qu'il a néanmoins l'espoir d'arriver à Marseille avec des chargements de laines de l'Australie.

M. M. Rocher et Lambert de St Croix insistent sur la nécessité qu'il y a à desservir les usines situées près des ports de l'Océan et sur le prix considérable du transport des marchandises, par chemin de fer, du port de Marseille jusqu'à ces usines.

M. Lape demande quelle serait la différence de fret par tonne de laines d'Australie arrivant à Marseille et transportées au Havre en passant par Gibraltar.

M. le Directeur répond qu'il n'est pas possible de le dire, parce que le fret ne

se calcule pas exactement sur la distance. Cela varie d'un voyage à l'autre, mais, dans tous les cas, la différence ne serait pas très grande.

M. M. Faye, Lambert de St. Croix et le Président reviennent sur les avantages qu'il y aurait à faire venir directement les laines d'Australie au Havre, ce qui pourrait amener le déplacement du marché de Londres. Toutes les laines qui arrivent en ce moment à Londres et qui sont achetées pour les usines du nord et de l'Est n'échapperont-elles pas à une ligne qui n'ira que jusqu'à Marseille?

M. le Directeur dit que la Cie espère, avec les laines que elle amènera à Marseille, avoir un élément de recettes suffisant pour vivre. Maintenant, si le besoin s'en fait trop vivement sentir, on peut établir un second service qui partirait du Havre.

M. Buffet insiste sur l'observation présentée par M. Cordier au sujet de la nécessité où se trouvent les manufacturiers d'aller faire sur place leurs achats de laines de l'Australie. Sont-ils à Marseille aussi souvent et aussi facilement qu'ils vont à Londres?

M. le Président croit que les mêmes ventes pourront se faire à Marseille. Les négociants du nord et de l'Est n'auront plus ainsi les importateurs anglais à payer.

M. Gouin fait observer que les négociants français trouveront toujours à Londres un marché mieux approvisionné.

M. Ch. Brun appelle l'attention de M. le Directeur sur l'exportation des articles de Paris. Le commerce parisien a-t-il intérêt à les envoyer par le Havre plutôt que par Marseille?

M. le Directeur croit que le commerce de Paris enverra par le Havre la majorité de ses produits, mais qu'il pourra aussi les envoyer par Marseille.

M. le Directeur ajoute que du reste, il n'attache pas à cette question autant d'importance que les membres de la commission, parce que, lorsque la ligne sera établie et fonctionnera, la Cie du chemin de fer de Lyon abaissera évidemment ses tarifs.

M. le Président demande si la Cie des messageries maritimes a examiné la question d'un service partant de Singapour.

M. le Directeur répond que la Cie a écarté ce tracé parce que la navigation est très-difficile par le détroit de Torres, que les anglais y ont perdu plusieurs navires et parce qu'enfin il n'y a pas d'éléments de trafic suffisants, le nord de l'Australie n'étant point un pays producteur.

M. Ch. Brun demande s'il n'existe pas à Marseille des produits propres à l'exportation.

M. le Directeur répond qu'il y a les huiles et les soies.

Interrogé sur la question du chiffre de la subvention que demanderait la Cie pour transporter les marchandises de Marseille au Havre par Gibraltar, M. le Directeur répond que la Cie demanderait la continuation de la même subvention, si les mêmes navires doivent faire le trajet, car le trafic de passagers serait nul; mais que si l'on consentait à un transbordement, on pourrait se servir de cabotage caboteurs qui coûteraient infiniment moins cher.

M. Fayé demande combien de temps nécessiterait le transbordement à Marseille.

M. le Directeur - Au moins 48 heures ou 2 jours.

M. le Président - Quel serait le prix de transbordement?

M. le Directeur - Peut-être 2 frs par tonne.

M. Denion du Pin se retire.

La séance est levée à 7 heures.

Le Secrétaire,
Lamy et a S'Yron

Séance du 8 Avril 1881

Présidence de M. de Freycinet

La séance est ouverte à 3 heures.

Sont présents: M. M. Bernard, Ch. Brun, Bocher, Buffet, Caillaux, Calmon, Dauphin, Faye, Ferronillet, Toucher de Careil, de Freycinet, Gouin, Hébrard, Lambert de St. Croix, Malens, Roger-Marvaise, Varroy.

M. Malens est chargé de la rédaction du rapport sur le projet de loi, adopté par la chambre des Députés, relatif aux fortifications de la place de Grenoble.

M. Toucher de Careil est autorisé à déposer sur le bureau du Sénat le rapport sur le projet de loi adopté par la chambre des députés, autorisant l'exemption du droit de statistique sur les objets destinés à l'exposition d'électricité.

M. le Président rappelle que M. le ministre de la guerre vient de déposer sur le bureau du sénat et que le sénat a renvoyé à l'examen immédiat de la commission des finances un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture d'un crédit supplémentaire de 5,695,000 frs pour subvenir aux frais des opérations contre les Kroumirs sur les frontières de Tunisie.

Il donne lecture de l'exposé des motifs du projet de loi ainsi que d'un extrait du compte-rendu officiel de la discussion qui a eu lieu à la chambre à l'occasion du même projet de loi.

M. Faye dit que l'expression « pour les premières opérations » lui semble peu heureuse. Il est inutile d'annoncer à l'avance que le crédit ne sera pas suffisant.

M. Buffet dit qu'il n'en voit pas non plus la nécessité.

M. Lambert de Ste Croix trouve que la première chose qu'il ait à faire la commission, c'est de demander aux ministres des explications à ce sujet.

M. Buffet demande qu'avant d'appeler les ministres, la commission échange quelques observations, afin d'être bien fixée sur les questions qu'elle a à leur poser.

En premier lieu, elle a, suivant l'honorable membre, à leur demander toutes les explications qui peuvent être données dans le sein de la commission sur l'origine du conflit, sur les dépêches échangées avec les gouvernements étrangers, sur la chute du ministère italien etc, et, en second lieu, à leur demander ce qu'on pourra mettre de ces explications dans le rapport. Personne ne désire créer, à ce sujet, d'embarras au gouvernement; mais cette question préoccupe vivement le public, on craint qu'il n'en sorte la guerre et la commission des finances a vis-à-vis de l'opinion publique une responsabilité qu'elle doit avoir à cœur de dégager. Il faut qu'on puisse dire qu'elle a fait tout son devoir, qu'elle a demandé tous les renseignements qu'elle était en droit d'exiger, il faut, de plus, que son rapport soit moins incolore, moins muet que celui de la chambre des députés.

M. le Président dit que la commission sera mieux en mesure d'apprécier ces deux ordres de questions, lorsqu'elle aura entendu M. M. les ministres.

M. M. Jules Ferry, président du conseil, Barthélemy-Saint-Hilaire, ministre des affaires étrangères et Farre, ministre de la guerre, sont introduits et prennent place au bureau.

M. le Président demande à M. M. les ministres s'ils peuvent préciser le but et l'étendue des opérations qu'ils ont en vue, s'ils croient que

98

ces opérations peuvent créer certaines difficultés internationales, quel rapport, par exemple, elles peuvent avoir avec la crise ministérielle qui vient de se déclarer en Italie. Il est bien entendu que le gouvernement appréciera dans quelle mesure il peut répondre et indiquera en même temps quelles sont celles de ses réponses qui doivent rester confidentielles, et secrètes, quelles sont celles, au contraire, dont il pourra être parlé dans le rapport.

M. le Président du Conseil répond que dans le débat qui vient d'avoir lieu au Parlement italien, il a été reconnu, de la façon la plus formelle, que la France avait le droit de réprimer les agressions qui s'étaient produites sur ses frontières d'Algérie. Les divers orateurs qui ont pris part à la discussion ont rivalisé de courtoisie vis-à-vis de la France, disant qu'il ne pouvait s'élever de conflit entre cette nation et l'Italie, et qu'on ne pourrait jamais empêcher cette dernière de témoigner à la France la reconnaissance qu'elle lui doit.

M. le Président dit que l'Italie pourrait craindre qu'il n'y eût, à un moment donné, une occupation de la Tunisie par la France. M. Cairoli, se plaçant sur ce terrain, a fait allusion à un échange d'explications qui auraient eu lieu, à ce sujet, entre le gouvernement français et le gouvernement italien.

M. Barthélemy, S^t Hilaire répond que M. Cairoli a inexactement rendu les déclarations qu'il a faites à ce propos, au général Cialdani. Ce dernier lui ayant demandé quelles étaient les intentions du gouvernement français, dans cette affaire de la Tunisie, Monsieur le ministre des affaires étrangères a répondu que les frontières algériennes venaient d'être encore une fois attaquées par les Brumirs en Algérie, que ces agressions duraient depuis 10 ans, et qu'il était temps d'en finir, le bey de Tunis étant

impuissant à les réprimer.

Pour y arriver, a ajouté le ministre, nous allons entrer sur un territoire qui appartient nominativement à la régence de Tunis, mais sur lequel elle n'a aucune autorité effective. Quelle va être l'attitude du bey? Va-t-il nous donner son concours contre les Kroumirs? Va-t-il nous attaquer à son tour et nous déclarer la guerre? Ce sont des questions que l'avenir seul peut résoudre. Ce que nous voulons, en ce moment, c'est établir la sécurité sur notre frontière d'une manière aussi durable que possible.

M. le Ministre des affaires étrangères ajoute que dans une conversation qu'il a eue encore hier avec le général Cialdini, il a fait les mêmes déclarations et qu'il vient d'écrire à M. le Marquis de Noailles pour rétablir le sens de sa première conversation. Il semble que M. Cairoli pour se courir, l'aurait pris d'un peu trop haut avec la France.

M. le Président demande quelles sont, à cet égard, les dispositions des autres puissances.

M. le ministre des affaires étrangères répond qu'en ce qui concerne l'Allemagne, elle verrait sans aucune inquiétude la France s'établir en Tunisie. Il y aurait même là à faire une diversion aux préoccupations qui sont nées de nos malheurs.

Quand à l'Angleterre, elle se trouve assez embarrassée de la protection qu'elle a donnée, dans la récente affaire de l'Infida à un quiff de Gibraltar. Elle a trop le sentiment de la justice pour insister sur cette affaire. Évidemment elle ne paraît pas satisfaite de ce que la France va faire en Tunisie, mais très-certainement son gouvernement n'ira même pas jusqu'à nous en indiquer son mécontentement.

L'Autriche et la Russie montrent

sur cette question une indifférence absolue.

En somme, il n'y a rien à redouter des puissances étrangères.

M. le Président demande si l'on a quelque raison de penser que ces tribus ont été secrètement excitées contre la France par le bey.

M. le ministre des affaires étrangères répond que l'une des causes de l'agression des Kroumirs est l'agitation particulière que cherche à répandre parmi les populations musulmanes un jour dont il est assez facile de deviner les inspirateurs. Ce journal écrit en arabe et publié à Cagliari est répandu à profusion dans le monde musulman de la Syrie au Maroc, en Egypte, dans la Créopolitaine, même en Algérie. Et surtout en Tunisie, il représente les français sous un jour odieux. Nous sommes pieux, généreux, n'ayant plus de virilité et tout prêt à la servitude, oppresseurs des faibles et dumbles devant les forts etc.

M. le Président constate qu'en résumé le gouvernement a conservé à l'égard de toutes les puissances, sa complète liberté d'action pour les éventualités qui pourraient plus tard se produire.

M. Barthélemy St-Hilaire. Absolument.

M. Lambert de St-Croix dit qu'il est question dans le discours de M. Carroli, d'un engagement qui aurait pris le gouvernement français de ne pas envoyer un vaisseau à Tunis.

M. le ministre des affaires étrangères fait d'abord remarquer que l'on n'a encore qu'une analyse de ce discours et qu'il attend lui-même le compte rendu officiel pour savoir ce qu'il aura à répondre au cabinet italien.

Ce qu'il y a de vrai c'est que le général Cialdini lui ayant posé cette question :

Ondit que vous allez envoyer votre flotte à Tunis?
Le ministre a répondu: nous n'y songeons nullement pour le moment; ce qui a donné naissance à ce bruit, ce sont les moyens de transport que l'on prépare à Toulon pour les troupes qui vont aller remplacer celles qui sont tirées des garnisons algériennes.

M. le Président fait observer que c'était ^{un} simple renseignement et non pas un engagement.

M. Rocher interroge M. le ministre sur les causes de la chute du ministère italien.

M. le ministre répond que le cabinet italien est tombé sur une question d'ajournement qui impliquait une sorte de blâme à son égard. La droite, suivant M. le général Cialdini, ne voulait à aucun prix, laisser au cabinet l'honneur d'abolir le cours forcé, elle a profité de l'incident des affaires de Tunisie, pour le faire tomber au moyen d'une coalition parlementaire.

M. Buffet pense que si l'on s'est servi, pour former cette coalition, de l'affaire de la Tunisie, c'est que cette question devait provoquer dans le Parlement une émotion favorable à l'opposition. Et, en effet, malgré les déclarations rassurantes du ministre, déclaration allant même au delà de la réalité, la majorité a voté contre l'ajournement demandé par le gouvernement. Il est bien difficile, dans ces conditions, de voir l'indifférence dont on parlait tout à l'heure.

M. le ministre répond que cette question n'est pas, comme on l'a dit, une question nationale en Italie et que la chute du ministère Cairoli tient à des causes antérieures et parlementaires.

M. le Président demande quelle sera l'importance du corps expéditionnaire?

M. Farré, ministre de la guerre,

répond qu'il sera de 20 000 hommes. Pour empêcher de nouvelles attaques sur la frontière, il y a rassemblé les troupes qui étaient immédiatement à sa disposition et qu'il a tirées des garnisons de Constantine, de Guelma et des environs. Celles des postes frontières y ont été laissées et des moyens de transport ont été improvisés pour faire venir de la métropole le reste du corps expéditionnaire. On aura ainsi un petit corps composé de 9 à 10 bataillons d'infanterie, de 2 escadrons de cavalerie, de 6 batteries de montagne et de deux batteries de campagne. M. le ministre ajoute que toutes les précautions seront prises pour que l'alimentation et l'approvisionnement de ce corps aient lieu dans les meilleures conditions possibles; dans huit ou dix jours on sera en état de commerce.

M. le ministre de la guerre donne ensuite quelques explications techniques sur la région qui va être le théâtre de la lutte.

M. Hébrard demande à M. le ministre de la guerre s'il a des renseignements exacts sur le nombre de fusils que peuvent posséder les Kroumirs.

M. le ministre répond qu'il peut y avoir 12,000 fusils chez les Kroumirs, mais que probablement les tribus musulmanes voisines, qui ont des intérêts communs, viendront se joindre à eux. C'est pour ce motif qu'on va les attaquer de front.

M. Hébrard demande si ce chiffre de 20,000 hommes est suffisant.

M. le ministre répond qu'il est très-suffisant. En 1896 et 1897 la colonne qui a fait la campagne de la grande Kabylie était de 20.000 hommes.

M. Bocher fait observer que l'armement des Kabyles était probablement très inférieur à celui des Kroumirs.

M. le ministre dit que l'armement des Kroumirs doit être le même. Ils ont des fusils à pistons comme on armoit les Kabyles, l'arme de précision du reste, n'est jamais l'arme du sauvage. Elle exige une instruction et des approvisionnements de cartouches qui ne sont pas dans les habitudes des peuples nomades. D'un autre côté, les Kabyles étaient certainement plus civilisés que ne le sont les Kroumirs.

M. Hébrard demande si M. le ministre de la guerre est d'accord avec son collègue des affaires étrangères pour savoir dans quelle mesure on peut passer ouvertement sur le territoire tunisien proprement dit.

M. le ministre de la guerre répond que du moment qu'on passe sur le territoire des Kroumirs, on est sur le territoire tunisien.

M. le ministre des affaires étrangères ajoute que le bey est présent.

M. Lambert de St. Croix demande dans quelle situation se trouve notre colonie tunisienne. Doit-on considérer comme vrai ce que porte une dépêche, publiée par tous les journaux et adressée à M. le Colonel Biv?

M. le ministre des affaires étrangères répond très-nettement que cette agitation qu'on dit régner à Tunis n'existe pas.

M. Guin demande quelle est l'attitude du bey.

M. le ministre répond qu'il a été prévenu qu'on allait entrer sur son territoire. On attend maintenant sa réponse. Protestera-t-il ou se joindra-t-il à la France pour réprimer les Kroumirs? Il faut attendre les faits, car on ne peut aujourd'hui que former, à ce sujet, des hypothèses et des conjectures.

M. Varroy demande s'il y a un lien quelconque entre ces agressions des Kroumirs et le massacre de la mission du lieutenant-colonel Platters.

137
M. le ministre des affaires étrangères répond que non, si ce n'est toutefois l'agitation générale générale, et l'effervescence de toutes les populations musulmanes.

M. Buffet dit qu'il y a complète unanimité sur la nécessité du crédit demandé, mais qu'en présence des inquiétudes qui se sont manifestées dans le public, surtout après ce qui vient de se passer dans le parlement italien, il croit important d'insérer dans le rapport que le caractère unique de l'expédition qui va être entreprise est la répression des agressions dont notre frontière de l'Algérie est l'objet. Depuis plus dix ans de la part des Kroumirs et autres peuplades de la Tunisie. Ce caractère précis, limité de l'expédition une fois établi, la responsabilité de la commission des finances et du gouvernement sera sauvegardée et si le bey, par son attitude, change en déclaration de guerre ces simples opérations militaires, c'est à lui seul que s'en prendra l'opinion publique.

L'honorable membre demande si M. le ministre des affaires étrangères verrait un inconvénient à ce que les dépêches déjà échangées sur cette question fussent communiquées.

M. le ministre répond qu'il ne lui est pas possible dans ce moment de publier les dépêches. Il prépare un livre jaune qui sera terminé pour la rentrée des chambres. On y trouvera toutes les dépêches, tous les documents et tous les renseignements qui permettront de juger la situation en pleine connaissance de cause. Une pareille communication serait aujourd'hui prématurée peut-être, et en tous cas, elle n'est pas possible matériellement.

M. Lambert de St^e Croix demande si le gouvernement verrait un inconvénient à ce qu'on déclarât, dans le rapport, et dans des

termes qui seraient soumis à son approbation, que le but de l'expédition est de réprimer les agressions et les attaques des tribus voisines de la frontière, et de les réprimer d'une manière sérieuse et durable.

M. le ministre des affaires étrangères répond qu'il n'y voit aucun inconvénient.

M. le Président dit qu'il faudrait que cette phrase fut rédigée de façon à ne pas servir d'encouragement au bey de Tunis.

M. Bocher dit qu'en effet après ce qui s'est passé au parlement italien, il y a là une question de tact assez difficile à résoudre. Il ne faudrait pas non plus faire paraître des résolutions que l'on n'a pas. La France, dans cette question, n'a pas la préséance de l'Angleterre, elle n'a pas non plus sa bienveillance; elle a la malveillance de l'Italie. Dans ces conditions, on se trouve en présence du double danger de trop dire ou de ne pas dire assez.

M. le Président du Conseil dit que plus on liera le gouvernement, plus on affaiblira son action, qui est surtout une action morale sur le bey de Tunis. Quand ce dernier sera bien convaincu que personne ne le soutient, il se soumettra.

M. Buffet insiste sur la nécessité de rassurer l'opinion publique et de préciser, dans le rapport, le but vrai, unique de l'expédition, qui est d'assurer d'une manière permanente la sécurité des frontières de l'Algérie.

M. Hébrard dit qu'il ne s'agissait que de la conduite à tenir vis-à-vis du bey de Tunis et des puissances étrangères, les déclarations que viennent de faire M. M. les ministres seraient complètement rassurantes. Mais cette affaire, d'après ce qui vient d'être dit de l'effervescence qui règne dans le monde musulman, pourrait prendre d'ici à quelques jours une physionomie nouvelle si, par suite de ce réveil de passions

105

anciennes, réveil provoqué soit par le bey de Tunis, soit par des agents de l'Etat, soit par ce journal de Cagliari dont on a parlé, une concentration extraordinaire de troupes devenait nécessaire, M. le ministre de la guerre pense-t-il qu'il serait en mesure d'écraser une insurrection de ce genre du jour au lendemain ?

M. le ministre de la guerre dit qu'il a répondu d'avance à cette question, en déclarant qu'il n'avait pas voulu dégarmer les postes-frontières de l'Algérie. Ils ont tous été conservés et il n'a pris, pour l'expédition projetée, que quelques troupes appartenant aux postes de l'intérieur.

Maintenant, il ne faut pas s'exagérer le mouvement du monde musulman, il est loin d'avoir l'importance de celui qui s'est manifesté après les événements de 1871. Les pays arabes sont aujourd'hui dans la plus grande tranquillité. Dans les provinces d'Alger, d'Oran et même dans le sud, on cherche vainement ce qui pourrait devenir un foyer d'insurrection.

L'insurrection ne pourrait se produire que du côté du Maroc, et là, tout est prêt pour la réprimer facilement. Il serait facile, en tous cas, de renforcer les postes de la frontière par des troupes de l'intérieur, car on ne prend de ces troupes que 6 à 7,000 hommes.

M. le ministre ne peut pas donner, à cet égard, une assurance absolue, mais il est bien convaincu qu'il n'y a pas d'éléments d'insurrection en Algérie.

M. Hébrard dit qu'on verrait avec le plus grand plaisir M. le ministre de la guerre prendre, à ce sujet, des précautions même excessives.

M. M. les ministres se retirent.

M. Buffet dit qu'il attache la plus grande importance à ce que le but et

le caractère de l'expédition soient précisés dans le rapport, dans les limites qui ont été indiquées par M. le ministre des affaires étrangères.

M. Gouin se demande si, en présence des déclarations qui ont été faites au parlement italien, il ne vaudrait pas mieux rester dans le vague, comme l'a fait M. le rapporteur de la commission du budget.

M. Buffet demande que M. le rapporteur soit nommé, et qu'il arrête immédiatement une rédaction qui sera soumise à l'approbation de la commission.

Sur la demande de M. Rocher, la rédaction du rapport est confiée à M. le Président.

La commission suspend la séance à 4 heures $\frac{1}{2}$ et décide qu'elle sera reprise à 5 heures.

La séance est reprise à 5 heures.

M. le Président donne lecture du rapport qu'il vient de rédiger et demande qu'il soit préalablement communiqué à M. le ministre. (Assentiment.)

Une discussion s'engage sur la question de savoir si le bey de Tunis doit être qualifié de suzerain, ou de suzerain dans une certaine mesure, des tribus qui sont entrées en révolte contre la France.

La commission décide qu'il vaut mieux ne rien dire à cet égard.

M. le Président du Conseil et M. le Ministre des affaires étrangères sont introduits de nouveau au sein de la commission.

Il leur est donné lecture du rapport dont ils approuvent complètement la rédaction. Une seule discussion s'engage sur l'épithète de durable de M. le rapporteur a cru devoir donner à la répression qui est le but de l'expédition projetée. Sur les observations de M. Barthélemy-Saint-Hilaire, le mot durable est maintenu.

M. Buffet demande à M. le Président

107

du Conseil si, dans le cas où l'attitude du bey, rendrait la guerre inévitable, il croit, aux termes de la constitution, pouvoir se passer du consentement des chambres.

M. le Président du Conseil répond que si le bey considère l'entrée des troupes françaises sur son territoire comme une déclaration de guerre, cette entrée ayant été autorisée par le Parlement, le gouvernement se croit par là même autorisé à poursuivre les opérations.

La séance est levée à 5 heures $\frac{1}{2}$.

Le Secrétaire,

Lamotte et L'Groux

Séance du 17 Mai 1881

Présidence de M. de Freycinet

La séance est ouverte à une heure.

Sont présents: M. M. Bocher, Caillaux, Cordier, Foucher de Careil, Hébrard, Goussier, Dauphin, Malens, Roger-Marvaux, Varroy.

M. Roger-Marvaux, l'un des secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la dernière séance.

M. Hébrard demande qu'en raison des circonstances actuelles et des déclarations ministérielles qu'il contient, le procès-verbal continue à être mis à l'abri de toute indiscretion.

Après une discussion à laquelle prennent part M. M. Caillaux, Goussier, Cordier, Bocher, Foucher de Careil, Dauphin et le Président, la commission décide que le procès-verbal restera entre les mains de M. le Président jusqu'à ce qu'il ait été lu une seconde fois.

devant tous les membres de la commission après avoir été préalablement soumis à l'appréciation des ministres intéressés.

M. le Président informe la commission qu'il a reçu, pendant la prorogation du Parlement, la réponse de M. le ministre de la marine concernant la question du chemin de fer de Dakar à Saint-Louis. La commission, on se le rappelle, avait désiré que M. le ministre de la marine consultât sur cette affaire son collègue des Travaux publics, lequel prendrait, à son tour, l'avis du Conseil général des ponts et chaussées. Toutes ces pièces ont été remises par M. le Président à M. Ch. Brun rapporteur et cependant le dossier paraît avoir été renvoyé par ce dernier.

M. Gouin explique que M. Ch. Brun, qui n'a pu se rendre à la séance de ce jour, lui a exprimé le désir de ne plus être chargé de ce rapport. Cette déclaration cependant n'a pas un caractère officiel, et l'honorable membre croit qu'il serait possible, en insistant, de faire revenir M. Brun sur sa détermination.

M. le Président charge officieusement M. Gouin de faire savoir à M. Ch. Brun que la commission insiste pour qu'il veuille bien rester rapporteur de ce projet de loi.

M. Bocher demande à M. le Président si des événements assez graves ne viennent pas, à ce propos, de se produire au Sénégal.

M. le Président répond qu'il ne sait de ces événements que ce qu'on en a dit les journaux. Il paraît y avoir eu, au Sénégal, des événements en sens contraire, car si d'un côté, nos troupes ont été attaquées et nos travailleurs inquiétés entre Saint-Louis et Médine, d'un autre côté on a reçu d'excellentes nouvelles de la mission Galiani et les dispositions du roi Hamadou seraient tout à fait favorables à l'exécution des travaux.

109

M. Gouin dit qu'il serait peut être bon que la commission connût la réponse du Conseil général des ponts et chaussées.

M. le Président répond que M. Ch. Mon communicuera à la commission tous les renseignements qui ont trait à cette affaire.

M. le Président a reçu également du ministère des travaux publics un document relatif aux tarifs des compagnies de chemins de fer pour le transport des laines de l'Australie de Marseille aux différents centres manufacturiers. Il résulte de cette note que la différence entre le tarif communiqué par M. le ministre des Travaux publics et celui qui émane de la direction du chemin de fer de Lyon, provient de ce que ce dernier s'applique à la tonne de laine par ballots pressés, tandis que celui du ministère a visé le wagon complet pour laines non pressées. En somme, la concordance entre les deux tarifs est complète.

M. le ministre des Travaux publics a également répondu à diverses questions qui lui avaient été adressées sur la possibilité d'obtenir des compagnies une réduction du tarif en ce qui concerne les laines et les divers produits venant de l'Australie.

Dans ces conditions, M. le Président pense qu'il serait opportun de procéder à la nomination du rapporteur.

Sur la proposition de M. Calmon, M. Cordier est nommé rapporteur du projet de loi, ayant pour objet la création d'une ligne maritime postale entre la France et la nouvelle Calédonie.

M. Bocher demande si l'on connaît la réponse de la compagnie des messageries maritimes en ce qui concerne le projet de continuation de la ligne de Marseille aux ports de l'Océan en passant par le

Détroit de Gibraltar.

M. le rapporteur expose l'état de la question et croit que ce projet n'a pas grande chance d'aboutir, parce qu'il faut éviter jusqu'à l'apparence d'une concurrence faite par une compagnie subventionnée au cabotage des ports de l'Océan. Les ports du Havre et de Bordeaux ne méconnaissent pas l'avantage qu'il y a à faire partir de Marseille la nouvelle ligne postale; ils demandent seulement, en se plaçant surtout au point de vue commercial, qu'il soit établi une ligne parallèle partant du Havre avec escale à Bordeaux.

M. Guin dit que l'établissement de cette ligne serait d'autant plus facile que M. le ministre s'est réservé le droit, dans le cahier des charges, d'imposer à la Cie un second départ mensuel.

M. Rocher croit qu'il serait peut-être difficile de subventionner une ligne purement commerciale.

M. Guin répond que cette ligne partant du Havre pourrait faire également un service postal.

M. Varroy demande si cette ligne qui partirait du Havre devrait passer par le Havre.

M. le rapporteur répond affirmativement.

M. le Président dit qu'il serait bon que M. le rapporteur s'informât auprès des ministres compétents de la situation où ils se trouvent vis-à-vis des représentants des ports de l'Océan.

M. Cordier informe la commission que M. Faye a bien voulu se charger de la rédaction du rapport sur le projet de loi n° 222 concernant divers crédits supplémentaires et extraordinaires.

La séance est levée à 2 heures 1/2.

Le Secrétaire

Lamartine & Leroy

Séance du 21 Mai 1884

Présidence de M. de Freycinet

La séance est ouverte à une heure.

Sont présents: M. M. Bernard, Ch. Brun, Buffet, Rocher, Caillaux, Calmon, Dauphin, Ferrouillat, Toucher du Careil, Guin, de Freycinet, Lambert de St. Croix, Malens, Roger Marvaux.

M. Roger Marvaux, l'un des secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la dernière séance.

M. Caillaux fait remarquer que la discussion qui a eu lieu sur le procès-verbal de la séance dans laquelle la commission s'est occupée de l'expédition de Tunisie, a été complètement passée sous silence dans le procès-verbal dont il vient d'être donnée lecture.

M. le Président répond qu'on n'a pas cru sans doute devoir reproduire les détails de cette discussion parce que tout le monde a été d'accord pour décider que le procès-verbal de la séance du 8 avril resterait jusqu'à nouvel ordre entre les mains du Président où il serait à la disposition de chaque membre de la commission. Cette discussion sera rétablie si M. Caillaux en exprime le désir.

M. Caillaux ne demande pas qu'on rétablisse cette partie de la dernière séance, puisqu'on a statué sur le procès-verbal qui a fait l'objet de l'incident, mais il voudrait qu'il fut constaté que cette partie de la séance a été supprimée.

M. Buffet dit qu'il vient d'entendre indiquer que la question allait être reprise. Si elle ne devrait pas l'être, il aurait une observation à présenter.

M. le Président répond que la question ne sera pas reprise aujourd'hui. Le procès verbal a été communiqué à M. le Président du Conseil qui ne l'a pas encore rendu.

M. Buffet dit qu'alors il tient à ce que le procès verbal lui soit communiqué dans le plus bref délai afin de savoir si les idées qu'il a exprimées ont été fidèlement rendues.

M. le Président répond qu'il n'a pas eu de voir réclamer encore ce procès-verbal qui devrait être lu successivement par M. le Président du Conseil, par M. le ministre de la guerre et par M. le ministre des affaires étrangères.

M. Buffet dit qu'on aurait dû communiquer aux ministres une copie du procès-verbal et non le procès-verbal lui-même. Cela est abusif, et la commission n'avait pas même le droit d'agir ainsi.

L'honorable membre désire avant que certains faits soient accomplis, savoir si le procès-verbal relate exactement ce qui s'est passé, et il n'admet pas qu'il puisse être à la discrétion de qui que ce soit, même d'un ministre, pour prendre connaissance d'un procès-verbal de la commission. Si les ministres retardaient cette communication, il se verrait forcé de porter la question à la tribune, et de demander au Sénat si l'on peut soustraire aux membres de la commission la connaissance du procès-verbal de l'une de ses séances.

M. Foucher de Careil fait remarquer que c'est M. Buffet lui-même qui a demandé que des mesures de précaution fussent prises à l'égard de ce procès-verbal.

M. Buffet répond qu'il n'a pas fait d'objections contre les mesures de précaution demandées, mais que ce n'est pas lui qui en a fait la proposition. Si le procès-verbal relate ce fait, il contient une inexactitude,

113
et c'est une raison de plus pour en demander communication dans le plus bref délai possible.

M. le Président fait observer que si l'honorable membre avait assisté à la dernière séance, l'incident ne prendrait pas dans sa bouche des proportions aussi considérables. Il a communiqué ce procès-verbal aux ministres, conformément à ce qui avait été décidé par la commission, et comme il n'y a pas eu de séance depuis cette époque, il n'a pas cru devoir le leur réclamer. Il compte le faire aujourd'hui et si les ministres ont des observations à présenter, ils seraient convoqués dans une prochaine séance en même temps que tous les membres de la commission pour entendre la lecture du procès-verbal qui serait ensuite définitivement adopté.

M. le Président propose à la Commission de décider que cette séance aura lieu mercredi.

M. Buffet propose lundi.

M. Bocher dit qu'il est important d'avoir ce procès-verbal le plus tôt possible; il faut qu'on puisse en prendre communication avant que le traité contracté avec le bey de Tunis soit soumis à l'approbation du Sénat.

M. le Président insiste sur la convenance qu'il y aurait à convoquer les ministres pour la lecture du procès-verbal, car si quelques membres de la commission demandaient à y introduire des modifications, il serait bon que ces modifications fussent soumises à l'appréciation des ministres qui ont pris part à la discussion.

Cette proposition est mise aux voix et adoptée.

M. le Président consulte ensuite la commission sur la date de la prochaine séance.

M. Bernard demande que M. le Président s'entende à ce sujet avec les ministres.

M. Calmon propose la date de mercredi.

M. Gouin dit qu'on pourrait fixer la prochaine séance à lundi. Si les ministres ne peuvent pas s'y rendre ce jour-là, on remettrait à mardi ou à mercredi la lecture du procès-verbal.

M. Buffet demande que le procès-verbal lui soit préalablement communiqué dans un endroit désigné où il pourra en prendre connaissance.

La commission consultée fixe à lundi le jour de sa prochaine séance et décide en même temps que si les ministres ne pourraient y assister lundi, la séance serait remise à mardi et comme dernier délai à mercredi, dans le cas où les ministres ne pourraient venir le mardi.

Elle décide en outre que le procès-verbal de la séance du 5 avril sera remis au secrétariat de la Présidence où les membres de la commission pourront en prendre connaissance.

M. Buffet demande que le procès-verbal de la séance de ce jour relate la discussion qui vient d'avoir lieu (assentiment).

M. le Président déclare l'incident clos.

Il donne ensuite la parole à M. Ch. Brun qui doit communiquer à la commission de nouveaux documents qu'il a reçus du ministère de la marine concernant la concession du chemin de fer de Dakar à St. Louis.

M. Ch. Brun dit qu'il n'a pas reçu d'autre document que le rapport de la commission spéciale du conseil général des ponts et chaussées.

L'honorable membre ordonne lecture.

M. Buffet demande à faire

115
une observation sur la question de rendre désormais l'Etat obligatoire pour toutes les concessions de chemins de fer. Le rapport dit que cette question est exclusivement du ressort de M. le ministre des finances, l'honorable membre demande qu'elle soit effectivement soumise à ce dernier. Elle ne peut l'être d'une manière plus opportune qu'à l'occasion de ce chemin de fer de Dakar à St. Louis, car si le système financier appliqué aux concessions de chemins de fer devait être modifié dans le sens de la remise directe par l'Etat de l'argent à la Cie, cette mesure, suivant l'orateur, devrait s'appliquer surtout et même uniquement aux chemins construits à l'étranger. Il n'y a pas de raison, en effet, pour que le taux de la garantie d'intérêts soit accru en raison de plus ou moins d'éloignement de l'endroit où s'exécuteront les travaux.

M. Ch. Brun fait observer que le rapport ne doit pas seulement que la question ne peut être résolue que par M. le ministre des finances, mais qu'elle est trop importante pour pouvoir être soulevée à propos des chemins de fer de Dakar à St. Louis dont la construction est de la plus grande urgence.

M. le rapporteur ajoute qu'il serait bien dur d'avoir laissé la Cie faire des dépenses en vue de l'adjudication, et de venir lui dire ensuite que le système de l'adjudication ne courrait plus, et qu'il doit être abandonné.

M. Caillaux répond qu'avec cette manière de voir, on ne pourrait plus examiner aucun projet de loi, et que les intérêts de la Cie seraient, dans tous les cas, sauvegardés, car l'Etat a toujours remboursé des dépenses faites dans de semblables conditions.

La dernière considération que vient de présenter M. Brun, doit donc être écartée.

L'honorable membre appelle l'attention de M. le rapporteur et de la commission sur un système financier qui a été appliqué déjà aux concessions de chemins de fer en 1874 et en 1877, et qui consiste, non pas à fixer, à forfait, comme autrefois, le taux de la garantie d'intérêts à 5 fr 75 ou 5 fr 50, mais à garantir aux compagnies un certain capital au taux d'émission. Les droits de Trésor seraient ainsi sauvegardés, et l'Etat même bénéficierait, l'on remédierait aux inconvénients signalés par M. Labiche et autres orateurs.

M. le rapporteur cite le précédent plus récent du chemin de fer de Sétif à Minerville. Au mois d'Aout 1880, on a garanti à la Cie concessionnaire 5 % d'intérêts pour un capital de 69 millions.

En somme, la construction du chemin de fer de Dakar à St Louis est une opération très aléatoire, et si l'on réduit le bénéfice que l'on peut faire sur les obligations, la Cie demandera à hausser d'autant le prix de revenu de ses actions.

M. Caillaux dit que c'est reconnaître par là-même que le taux de 5 % est exagéré.

M. Buffet déclare se rallier complètement au système indiqué par M. Caillaux.

Après quelques autres observations échangées entre M. M. Ch. Brun, Bocher, le Président de la commission décide que le ministre des finances sera convoqué et interrogé sur ce point à l'une des plus prochaines séances.

La séance est close à 2 heures $\frac{3}{4}$

Le Secrétaire,
Lambert et Grong

114
Séance du 23 Mai 1881

Présidence de M. de Freycinet.

La séance est ouverte à une heure.

Sont présents: M. M. Bernard, Bocher, Ch. Brun, Buffet, Caillaud, Cordier, Calmon, Ferronillat, Louchet du Careil, Hébrard, Gouin, Lambert de St. Oria, Malens, Roger-Marvaissé, Varroy.

M. Roger-Marvaissé, l'un des secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la dernière séance.

M. Ch. Brun dit que le procès-verbal semble lui attribuer, à propos des dépenses déjà faites par la Cie concessionnaire des Batignolles, une opinion qu'il n'a fait que citer comme étant celle du rapporteur de la commission spéciale du conseil général des ponts et chaussées.

M. Buffet réplique qu'il n'a pris en aucune façon l'initiative de la censure jugée nécessaire pour mettre le procès-verbal de la séance du 8 avril à l'abri de toute indiscretion. Le procès-verbal de cette séance qu'il a, du reste consulté, ne le présente pas comme étant l'auteur de la proposition. Il n'a même connue la mesure adoptée que lorsque la séance a été levée.

M. le Président dit que lorsqu'il a proposé à la commission de se réunir mercredi, c'était une simple indication de date et non une proposition ferme.

La commission décide que ces observations seront consignées au procès-verbal de la séance de ce jour.

Le procès-verbal est adopté.
M. Ch. Brun, rapporteur du projet

de loi sur la concession du chemin de fer de Dakar à St. Louis, demande s'il ne conviendrait pas, avant d'appeler M. le ministre des finances, de déterminer à l'avance, pour ne pas faire revenir plusieurs fois M. le Ministre, les diverses questions que la commission désire lui poser.

M. le rapporteur ajoute qu'il voudrait bien avoir en même temps, les documents qui se rapportent au système financier appliqué aux concessions de chemins de fer, dont M. Caillaud a parlé dans la dernière séance.

M. Caillaud répond que ces documents sont les lois de 1874 et 1877.

M. Toucher de Careil croit que M. le rapporteur trouverait tous les renseignements désirables dans les procès-verbaux de la commission sénatoriale d'enquête sur les chemins de fer.

M. le rapporteur dit qu'il voudrait principalement connaître les motifs qui ont fait abandonner par le Gouvernement le système préconisé par M. Caillaud lorsqu'il s'est agi de la construction du chemin de Sétif à Mcinerville.

M. M. Jules Ferry, président du Conseil et le général Farcy, ministre de la guerre, sont introduits dans le sein de la commission et prennent place au bureau.

M. Barthélemy St. Hilaire, également convoqué, s'excuse, par lettre, de ne pouvoir assister à la séance.

M. le Président informe M. M. les ministres que la commission a cru devoir les convoquer pour qu'ils puissent entendre la lecture du procès-verbal de la séance du 8 avril, où ils ont fourni des explications sur l'expédition de Tunisie et afin qu'ils puissent, de concert avec les membres de la commission, présenter sur ce procès-verbal les observations qu'ils jugeront convenables.

15
M. Roger-Marras donne lecture
du procès-verbal de la séance du 8 avril.

M. Buffet ^{dit} qu'il a lu attentivement
avant la séance le procès-verbal dont il vient d'être
donnée lecture et qu'il a remarqué que certaines
modifications y avaient été introduites.

M. le Président du Conseil
répond que la sténographie a été corrigée comme
toutes les autres sténographies.

M. Buffet réplique que la
plupart de ces modifications lui ont paru
très-heureuses, et qu'il les approuve, mais
qu'il a été fait au procès-verbal une addition
qu'il ne peut admettre. On a mis dans la
bouche de M. Barthélemy St-Hilaire ces mots :
"Et nous ferons pour cela tout ce que les événements
rendront nécessaire." Ces paroles n'ont pas été
prononcées et l'honorable membre demande qu'elles
soient supprimées. A la fin de la séance, en
effet, il a demandé à M. le Président du Conseil
si, dans le cas où l'attitude du bey obligerait
le Gouvernement à lui déclarer la guerre, il
croirait pouvoir se passer de l'autorisation du
Parlement lequel a seul, aux termes de la
Constitution actuelle, le droit de prendre une
semblable détermination. M. le Président du
conseil a répondu que si le bey de Tunis
nous attaquait, nous serions bien obligés de
nous défendre, mais il y a une très-grande
différence entre se défendre et déclarer la guerre.
En maintenant dans le procès-verbal
l'addition qui y a été faite, la commission des
finances semblerait s'associer à une doctrine
contraire à la Constitution et créerait un précédent
dont pourraient s'armer les ministres de l'armée.

M. le Président du Conseil
répond que le gouvernement ne s'est jamais
engagé à ne réprimer uniquement que les
Kroumirs, mais qu'il a toujours déclaré

qu'il prendrait les mesures nécessaires pour assurer à l'avenir la sécurité des frontières en Algérie.

L'addition dont se plaint M. Buffet a été inspirée par le sentiment général qu'ont éprouvé les membres du gouvernement à la lecture de ce procès-verbal qui semble restreindre l'expédition de Tunisie à une simple affaire contre les Kroumirs; le gouvernement, du reste, ne tient nullement au maintien de ces mots et n'a jamais eu l'intention de se passer de l'autorisation du Parlement pour déclarer la guerre.

M. le général Fauré fait la même déclaration.

M. M. les ministres se retirent.

M. Buffet insiste pour que le passage signalé par lui dans le procès-verbal soit supprimé.

Après une discussion à laquelle prennent part M. M. Rocher, Hébrard, Buffet, le Président et Lambert de Sainte-Croix, la commission décide que le passage sera supprimé.

D'autres observations sont échangées entre les membres de la commission.

Le procès-verbal de la séance du 8 avril dernier est mis aux voix et adopté.

La séance est levée à 2 h. $\frac{1}{2}$

Le Secrétaire,

Lambert de Sainte-Croix

171
Séance du 24 Mai 1881

Présidence de M. de Freycinet.

La séance est ouverte à 1 heure.

Sont présents: M. M. Ch. Brun, Cordier, Ferronillat, de Freycinet, Guin, Hébrard, Lambert de St. Croix, Malens, Roger-Marras et Varroy.

M. Roger-Marras, l'un des secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la précédente séance.

Le procès-verbal est adopté.

M. Cordier, sur la demande de M. le Président, déclare qu'il n'est pas encore en mesure de déposer le rapport sur le projet de loi portant approbation de la Convention passée le 1^{er} janvier 1881 avec la Compagnie des Messageries Maritimes pour l'exploitation d'un service maritime postal entre la France et la nouvelle Calédonie, desservant la Réunion et l'Australie.

L'honorable membre explique qu'il a dû recevoir plusieurs députations de diverses chambres de commerce qui avaient des observations à présenter. Quelques chambres doivent encore donner leur avis; le rapport ne pourra être rédigé et présenté à la Commission que quand tous les renseignements auront été recueillis, ce qui exigera encore un certain temps.

M. Cordier ajoute qu'il peut annoncer cependant, dès à présent, que son rapport aura pour conclusion l'approbation du projet présenté par le gouvernement, en prenant acte des promesses faites par M. le Ministre des Postes et Télégraphes, en ce qui concerne les ports de Bordeaux et

du Havre, dans le cas où un doublement du service postal serait jugé nécessaire.

M. le Président fait observer que ces conclusions ne sont que provisoires, elles ne sont, en quelque sorte, que le caneras d'une discussion que la commission se réserve la liberté de reprendre, s'il y a lieu, lorsque le rapport lui sera présenté.

M. le Président constate cependant que les conclusions que vient de proposer l'honorable membre lui paraissent avoir rallié la majorité; si toutefois quelques membres de la commission avaient à présenter des observations particulières, ils pourraient le faire dès à présent?

M. Cordier dit que la question est en quelque sorte préjugée, attendu que, ainsi que vient de le rappeler M. le Président, lorsque le projet de loi a été examiné pour la première fois au sein de la commission, la plupart des membres présents, et ils étaient nombreux, se sont ralliés sans observation aux conclusions qui viennent d'être présentées.

M. Guin demande si, en vue de donner satisfaction aux ports de l'Ouest, on ne pourrait pas décider dès à présent que, s'il devait être institué à l'avenir, deux départs postaux par mois pour la nouvelle Calédonie, l'un de ces deux services se fera, en allant, par le Cap, et en revenant par Suez.

On pourrait interroger M. le ministre sur ce point. Une promesse de ce genre faite aux ports de l'Ouest, leur donnerait une satisfaction complète.

M. Cordier répond que l'itinéraire qui vient d'être proposé par l'honorable M. Guin n'est pas exactement celui que

123
réclament les ports de l'Ouest. Ceux-ci, en effet, demandent que l'on passe par le Cap, que l'on touche l'Australie, puis Nouméa et que l'on revienne par le Cap. Ils ont un sérieux intérêt à toucher le Cap en deux endroits différents. - A Bordeaux, on prétend même qu'il y aurait sur ce point à établir des relations presque aussi intéressantes qu'avec l'Australie.

Si l'on adoptait l'itinéraire proposé par M. Guin, il serait impossible de réaliser les résultats que l'on a en vue; on ne peut songer en effet à prendre des cargaisons à Cap-Town, et à leur faire parcourir cet immense circuit par l'Australie, Nouméa avec retour par Suez et Gibraltar.

M. Guin insiste en disant qu'il résulte des explications fournies par M. le ministre de la marine et par les hommes compétents que le retour par le Cap présente des inconvénients, et des inconvénients assez réels pour que la ligne anglaise effectue habituellement son retour par Suez.

Dans ces conditions, il serait intéressant de savoir si ce dernier itinéraire donnerait aux ports de l'Ouest la satisfaction qu'ils réclament.

M. Cordier, s'appuyant de la carte, donne sur les différents itinéraires proposés diverses indications pratiques touchant plus particulièrement les points de station possibles. Il conclut en déclarant que le meilleur parti à prendre est d'adopter le projet présenté par le Gouvernement, tant à prendre acte des promesses faites par M. le ministre en faveur des ports de l'Ouest.

M. Malens tout en approuvant, en principe, ces conclusions est d'avis qu'il serait bon de s'assurer, au préalable, qu'il n'existe dans la convention passée avec les Messageries, aucune clause qui puisse mettre, un jour, obstacle à la création d'une seconde ligne, si le Gouvernement jugeait cette création nécessaire. Il est indispensable que la liberté du gouvernement reste entière sur ce point.

M. Roger-Marraïse dit que le Gouvernement se considère si bien comme entièrement libre à cet égard que lors de la discussion du projet de loi à la Chambre des Députés, il s'est formellement engagé à créer plus tard un second service.

M. le Président rappelle que le gouvernement est lié par le monopole, déjà existant des Messageries maritimes, mais que la convention actuellement en discussion ne lui impose aucune obligation nouvelle.

M. Malens donne lecture de l'article 6 de la Convention où il est dit: « Dans le cas où M. le ministre des Postes et des Télégraphes jugerait qu'il y aurait lieu de porter annuellement de 15 à 26 le nombre des voyages exécutés entre la France, l'Australie et la Nouvelle Calédonie, etc. ».

L'honorable membre pense que cette rédaction n'est pas suffisamment claire et en demande la signification exacte.

M. le Président déclare que, dans sa pensée, les mots « la France » qui se trouvent dans l'art. 6 ne peuvent signifier autre chose que « entre Marseille etc. » Il n'en veut pour preuve que la déclaration faite par M. le ministre, à savoir que

lorsqu'il avait été question d'organiser un service par le Havre et Bordeaux, la Compagnie avait refusé de s'en charger.

M. Mealeus désirerait que ce point fut définitivement éclairci; la chose la plus simple, en apparence, devient obscure et compliquée dès que les contestations s'élèvent, il serait bon de se mettre, par avance, à l'abri de difficultés qui peuvent surgir.

M. le Président invite M. Cordier à appeler, dans son rapport, l'attention du Sénat et du Gouvernement sur l'ambiguïté du mot « La France » employé pour « Marseille » dans l'article 6 de la Convention.

M. Lambert de St. Croix demande que le rapport émette, au nom de la Commission, le vœu que le service postal soit bi-mensuel.

M. Ch. Brun dit qu'il est d'avis que la Commission ne doit pas émettre un vœu de cette nature. Le Gouvernement ne doit établir un second service que s'il juge que cette création est nécessitée par les besoins du service. Il n'appartient pas à la Commission de dicter dès à présent au Gouvernement la conduite qu'il aura à tenir par la suite.

M. le Président parle dans le même sens. Il ajoute que le vœu exprimé par l'honorable M. Lambert de St. Croix, sans être formellement indigné, pourra implicitement résulter des termes du rapport; par la nature même des arguments qui seront mis en avant, le Sénat comprendra que la Commission estime qu'il serait désirable que le service fut bi-mensuel; il n'est pas nécessaire pour cela, de créer une obligation au Gouvernement.

Mr. Lambert de St^e Croix dit qu'il n'a pas entendu créer, par lui, une obligation pour le Gouvernement, et que le mot de "désirable", inséré dans le rapport de la façon que vient d'indiquer Mr. le Président, lui donnerait pleinement satisfaction.

Aucun membre ne demandant plus la parole, la Commission passe à l'examen du projet de loi concernant la concession du chemin de fer de Dakar à Saint-Louis (Sénégal).

Mr. le Président annonce que Mr. Ch. Brun a préparé son rapport, mais qu'avant de le rédiger d'une façon définitive, il voudrait avoir l'opinion exacte de la Commission. Plusieurs fois déjà, il est arrivé qu'à mesure que l'on tombait d'accord sur un point, il surgissait des difficultés nouvelles sur d'autres points. Mr. le Rapporteur désirerait avoir l'opinion arrêtée de la Commission. Mr. le Président rappelle que la question du mode d'emprunt est restée en suspens; sur ce point les avis sont divisés, mais la question ne pourra être tranchée qu'en présence de Mr. le ministre des finances.

Mr. Ch. Brun dit qu'avant d'aborder l'examen du projet de loi, il voudrait poser une question préjudicielle, et accidentellement que le projet en discussion a été soumis à la Commission des Finances, maintenant que le Sénat a voté le crédit nécessaire pour la construction du chemin de fer de Médine à Bafoulabé, il ne s'agit plus que d'une question de concession; Dès lors, l'examen du projet pourrait être renvoyé à la Commission spéciale des chemins de fer qui, dans la matière, connaît mieux les détails, la législation, les traditions. Cette Commission est parfaitement compétente pour se prononcer,

122
L'honorable membre demande si la Commission des Finances ne pourrait pas se dessaisir et renvoyer l'examen du projet de loi relatif au chemin de fer de Dakar à S^t Louis, à la Commission des chemins de fer.

Me. le Président craint que le Sénat s'étonne que la commission des Finances ait attendu aussi longtemps pour se dessaisir, et ne s'explique pas la cause de ce renvoi tardif.

Me. Ch. Brun répond qu'il y a une raison à ce retard : il a fallu consulter une fois le Conseil des Ponts et Chaussées, depuis qu'il a donné sa réponse, de nouvelles questions ont été soulevées et il faudrait le consulter de nouveau. Dans ces conditions, Me. Ch. Brun pense que la commission des chemins de fer habituée à traiter de semblables questions auxquelles il est, lui, complètement étranger, aurait plus de compétence et d'autorité pour examiner le projet de loi. Il y a notamment un point sur lequel Me. Ch. Brun hésite beaucoup à se prononcer; on a parlé de changer les bases de la Convention financière, or, l'honorable membre ne pense pas que l'on ait ce droit. Des trois industriels qui se sont présentés, celui qui a fait l'adjudication est le seul qui ait fait un travail sérieux, il s'est donné beaucoup de peine, il a communiqué le résultat de ses travaux à ses concurrents, et voilà que maintenant on voudrait changer les conditions de l'adjudication ?

Me. Ch. Brun estime que cela n'est pas juste. Assurément, ajoute-t-il, il n'y a pas là de droits acquis, mais il y a une situation respectable; le Conseil

des Ponts et Chaussées consulte sur ce point, répond de l'on a bien, en fait, le droit de voter sur la convention financière, mais qu'il faut, pour cela, des raisons excessivement graves.

M. Ch. Brun dit que, quant à lui, il désapprouverait absolument une modification apportée aux bases mêmes de la convention; il pense que l'on n'a pas le droit de modifier les clauses d'un traité établi et accepté.

M. Lambert de St^e Croix fait observer, en premier lieu, que ce n'est pas la Commission qui est responsable du retard apporté dans l'examen du projet de loi, mais bien le Sénat lui-même par le fait même du renvoi de ce projet à la Commission des Finances. La difficulté qui s'est produite n'est pas nouvelle, le Sénat a trouvé simplement, que les termes de la Convention pourraient être désavantageux pour l'Etat. C'est pour cela qu'il a renvoyé le projet à la Commission des Finances. La Commission ne fait donc que se conformer au vote du Sénat et il faut bien constater que le retard ne vient pas d'elle.

M. Lambert de St^e Croix dit en second lieu qu'il est de l'avis de M. le Président en ce qui concerne le renvoi du projet de loi à la Commission des chemins de fer. Assurément, si l'on ne devait obéir qu'à un sentiment de lassitude, l'honorable membre consentirait à ce renvoi; mais il y a lieu de craindre que le Sénat ne s'implique pas ce désaisissement tardif, cet abandon du projet de loi après trois mois de discussions. Ce n'est là ni le vote, ni le désir de la Commission.

En troisième lieu, M. Lambert de St^e Croix, dit qu'il regarde comme une sorte d'hérésie parlementaire, la théorie de M. Ch. Brun en ce qui concerne le respect des

bases de la convention financière. Non seulement il n'y a pas, pour l'adjudicataire, de droits acquis, mais il n'y a même aucune espèce de droits. Les conventions ne sont jamais faites que sous réserve de l'approbation du Parlement. La question arrive donc entière devant le Parlement qui conserve, sur ce point, la liberté la plus absolue.

L'honorable membre ajoute que, pour sa part, il n'était pas partisan du premier projet qui exposait la vie de tant de braves officiers, de courageux ingénieurs qui se sacrifient à ces études périlleuses.

Ayant été battu dans la Commission, M. Lambert de St-Prix déclare qu'il n'insiste pas, et qu'il n'entend pas attaquer le plan général des chemins de fer du Sénégal, mais il demande à la Commission de voir à nouveau, s'il n'y aurait pas encore quelques modifications à introduire dans le projet tel que le Sénat l'a renvoyé.

M. Hébrard dit que le Sénat ayant renvoyé le projet sans indiquer qu'il y eût à lui faire subir telle ou telle modification spéciale, il faudrait au moins que les membres qui n'approuvent pas le projet tel qu'il est indiquent exactement ce qu'ils veulent.

M. Ch. Brun fait remarquer que c'est depuis que le Sénat a renvoyé le projet que les difficultés et les divergences se sont produites au sein de la Commission. On avait d'abord décidé de consulter le conseil des Ponts et Chaussées. Maintenant que l'on a sa réponse, on vient proposer un nouveau système financier. Tout cela entraîne des travaux et des études qui

pourront se prolonger pendant des années. M. Charles Brun réplique que la Commission des chemins de fer pourrait terminer beaucoup plus rapidement cette besogne ayant depuis longtemps entre les mains tous les éléments nécessaires.

M. Malens demande, comme membre de la Commission des chemins de fer, à présenter une observation. L'honorable membre dit que les difficultés qui surgissent aujourd'hui au sein de la Commission des Finances, se dresseront de même devant la commission des chemins de fer qui n'a pas, dans l'espèce, plus d'éléments d'appréciation que la première. Il s'agit maintenant, en effet, d'une question d'appréciation de systèmes financiers; la commission des chemins de fer devra donc reprendre une à une toutes les discussions qui ont déjà eu lieu dans le sein de la Commission des Finances et, arrivée au bout, elle n'aura pas plus de raison de se prononcer dans un sens plutôt que dans un autre. Puisque la Commission des Finances est déjà à l'œuvre depuis longtemps, il vaut mieux, au point de vue d'une prompt solution, continuer et aboutir.

M. de Varroy et Hébrard parlent dans le même sens.

(Le renvoi n'est pas prononcé.)

M. Goüin dit qu'il y a, actuellement, deux questions à examiner: la question du prix des travaux et celle de la garantie d'intérêts.

M. Caillaux a soulevé une question très-grosse; il pense qu'il y a, dans le prix du travail, une exagération de 10 %, soit 9 millions sur 18. Cela était grave. On a consulté le Conseil des Ponts et Chaussées, qui paraît trouver le prix parfaitement raisonnable vu le lieu où

seront faits les travaux. On pourrait déjà
présenter cette réponse, car les trois concurrents
qui s'étaient présentés pour l'adjudication
avaient proposé à peu près les mêmes conditions.
Cela doit avoir levé tous les doutes de la
Commission sur ce point. M. Caillaux était
là quand on a lu le rapport du Conseil des
Ponts et Chaussées, et il n'a fait aucune
observation.

M. Malens fait observer que
M. Caillaux est absent et qu'il vaudrait
mieux attendre sa présence pour reprendre
cette discussion.

M. le Président invite M.
Charles Brun à donner lecture de l'article
de la Convention relatif au coût de la
dépense de premier établissement.

M. Charles Brun donne
lecture de cet article.

M. le Président demande
si quelqu'un conteste les chiffres dont il
vient d'être donné lecture.

(Personne ne demande la parole, l'article
est adopté.)

M. Goirin dit que la
question des frais de premier établissement
étant réglée, il reste à examiner celle de
la garantie d'intérêt qui a surtout motivé
le renvoi du projet de loi à la commission
des Finances.

Tout le monde, dit M. Goirin,
est d'accord sur ce point qu'il doit y avoir
un capital actions et un capital obligations; la
loi exige d'ailleurs, qu'il y ait au moins
un quart du capital en actions. Pour les actions,
si la garantie n'est que de 4 $\frac{1}{2}$ à 5 pour
cent, ce ne sera pas un placement
très-séduisant; il faudrait porter le taux
de l'intérêt à 6, parce qu'il y a de grands

risques à courir et que l'on ne place pas volontiers son argent sur de tels aléas, s'il n'y a pas une compensation capable de tenter le capitaliste. S'il se produisait un événement extraordinaire, s'il survenait un malheur, la Compagnie sera obligée d'emprunter et le capital-actions courra des risques. Il faudrait au moins garantir $4\frac{1}{2}\%$ ou 5% quoi qu'il arrive, et 6 si les affaires marchent bien. Les obligations ne risquent rien, mais si l'on veut attirer les fonds des actionnaires, il faut leur garantir un intérêt sérieux. En garantissant le taux de l'intérêt des actions dans les proportions qui viennent d'être indiquées, l'Etat ne se trouverait en présence que d'une différence de 100.000 francs.

L'honorable membre estime que ce serait une grande faute de repousser la convention. C'est peut-être la première fois que l'Etat traite dans des conditions aussi régulières, aussi bonnes, aussi utiles! On a dit que le Ministre de la Marine avait outrepassé ses droits. Cela est inexact, jamais rien ne s'est passé aussi honnêtement, aussi loyalement, aussi avantageusement et l'on viendrait maintenant rompre les engagements du Ministre? Il fallait soulever ces questions là quand la concurrence n'avait pas encore paru!

M. Guin ajoute qu'il admet d'autant moins ces critiques que l'on n'a ni proposé, ni même peut-être cherché une combinaison meilleure, une règle nouvelle ou un nouveau principe. Quand on attaque, il faudrait proposer quelque chose pour remplacer ce que l'on veut faire disparaître. Ce sont là des questions fort compliquées; en pareille matière, les moyens ne s'improvisent pas.

L'honorable M. Guin pense que le chemin de fer de Dakar à St-Louis pourrait être considéré comme bon ou mauvais,

193
utile ou non, mais que les critiques auraient dû être faites avant le vote du chemin de fer de Médine à Safoulabé. Voulez-vous proposer de s'arrêter maintenant, cela n'est pas sérieux puisque le chemin de fer est concédé.

On propose alors de réserver la question, de l'ajourner. Mais où cela mènera-t-il? La Chambre des Députés va se trouver renouvelée, s'il faut qu'elle se remette à étudier la question et à reprendre toutes les études qui ont déjà été faites, on n'en aura pas fini avant 3 ou 5 ans.

M. Gouin termine en disant qu'il a longuement réfléchi sur tout cela et que, selon lui, la Convention ne prête, sur ce point, du moins, à aucune critique.

M. le Président fait observer que, cependant d'après le système proposé l'Etat court un risque qu'il ne courrait peut-être pas si l'on employait un autre procédé.

Si c'est l'Etat en effet qui donne à certains individus les fonds nécessaires à la construction du chemin de fer, et qu'à un moment donné il arrive quelque malheur, quelle garantie trouvera l'Etat ce jour-là? C'est lui qui aura fait tous les frais et il sera encore obligé de reprendre l'exploitation. Quand la ligne a, au contraire, été construite par la Cie, l'Etat, en cas de déconfiture se trouve toujours armé et couvert. Il y aurait donc là, peut-être, une amélioration à introduire.

M. Hébrard répond que le chemin de fer de Dakar à St Louis est commandé par celui qui a déjà été voté. Les conditions de la convention

sont, selon lui, très avantageuses ; ceux qui les critiquent aujourd'hui, les ont acceptées quand il s'agissait des chemins de fer d'Algérie pour la construction desquels on devrait rencontrer bien moins de difficultés. Il est du reste impossible de revenir sur le système d'adjudication qui a été adopté, d'autant plus que l'état du marché n'est plus déjà aussi favorable ; depuis 5 mois le taux de l'argent a augmenté, et l'on ne trouverait peut-être pas plus tard l'occasion de contracter l'emprunt dans des conditions aussi avantageuses qu'aujourd'hui.

L'honorable membre ajoute que l'objection du coût des travaux était plus spécieuse que réelle, il ne subsiste pas de critique vraiment sérieuse ; il est d'avis que l'on doit se borner à appeler l'attention de l'Etat sur la question des fonds fournis par l'Etat directement que pour le moment, il n'y a aucune autre difficulté, et qu'il faut adopter le projet de loi.

M. Lambert de St. Croix rappelle qu'il a combattu le projet de construction du chemin de fer de Médine à Bafoulabé. Maintenant qu'il est voté, l'honorable membre n'entend pas faire une opposition de parti pris au chemin de fer de Dakar à St. Louis ; mais il lui semble que l'on oublie un peu que ce qui a surtout décidé le Sénat à renvoyer le projet de loi à la Commission des Finances, c'est le souvenir de ce qui s'était passé pour le chemin de fer de Bone à Guelma. C'est donc de la garantie d'intérêts bien plus que du coût des travaux que le Sénat s'est préoccupé dans cette affaire. On s'est

135
demandé si l'on ne pourrait pas trouver une combinaison par laquelle l'Etat ne garantirait l'intérêt que sur le taux véritable de l'émission.

M. Lambert de St. Croix dit qu'il n'a pas d'avis à formuler là-dessus, mais qu'il croit que c'est sur ce point que la Commission devrait, si elle le jugeait à propos, concentrer toute son attention.

M. le Président demande que la commission veuille bien mettre de l'ordre dans ses délibérations. Chacun fait une proposition ou émet un vœu sans cependant rien préciser, il faudrait établir une base de discussions.

M. Hébrard demande avec insistance à la Commission d'adopter le projet de loi; jamais une émission ne s'est faite dans des conditions meilleures, jamais des travaux n'ont été exécutés à meilleur marché.

L'honorable membre ajoute qu'il serait bon de décider d'une façon définitive, si désormais il y aura un chiffre fixe pour le taux de l'intérêt, ou si c'est le gouvernement qui le fixe lui-même.

M. Gouin dit que l'on pourrait nommer une commission chargée d'examiner la question du taux de la garantie d'intérêts. Pour le moment, la question est de savoir s'il est possible de rejeter la convention purement et simplement pour se demander ensuite par quoi on la remplacera.

M. Gouin croit que cela n'est pas admissible.

M. Ch. Brun dit que c'est

précisément là ce qu'il a déclaré au début de la discussion, et ce que l'honorable M. Lamber de St. Croix a traité d'hérésie parlementaire. M. Ch. Brun dit qu'il pense que du moment que l'Etat a traité dans des conditions avantageuses, il n'y a aucune raison pour ne pas ratifier la convention. Cependant M. Ch. Brun estime que la question n'est pas résolue, en l'absence des principaux contradicteurs; il y en a encore beaucoup à résoudre; il est certain, par exemple, que si l'Etat pourrait construire lui-même au prix total de 17 millions, il bénéficierait de 4 millions puisqu'il aurait l'argent à un taux d'intérêts qui ferait cette différence. Cette question vaut la peine d'être examinée attentivement.

Il y a encore la question du mode financier. Le système proposé par M. Caillaud, système tout nouveau, n'a pas encore pu être examinée par le conseil des Ponts et Chaussées.

M. Varroy a proposé un autre procédé: celui de la réparation du capital actions et du capital obligations. La Commission ne s'est pas encore prononcée sur tout cela. Il y a encore des objections soulevées par M. Labiche qui n'a accepté qu'ironiquement les chiffres invoqués dans le rapport sur le coût probable de la ligne. Toutes ces questions restent donc à examiner.

M. Hébrard dit que la commission ne peut pas reprendre cette discussion sans un nouvel avis du conseil des Ponts et Chaussées.

M. le Président rappelle qu'à tort ou à raison, la commission a accepté les chiffres qui étaient contestés,

et que, par conséquent, la commission ne peut pas rouvrir une discussion à ce sujet. M. Parroy parle dans le même sens.

M. Roger M. arraise dit qu'en demandant l'avis du Conseil des Ponts et Chaussées, la Commission se proposait d'avoir l'appui d'une opinion considérée et autorisée. Maintenant que la Commission possède cet avis, elle ne se présentera pas devant le Sénat dans les mêmes conditions que la première fois. Il n'y a plus lieu de discuter les points de détail qui ont été tranchés par le Conseil des Ponts et Chaussées, il n'y a qu'à proposer purement et simplement l'adoption du projet de loi.

M. Ch. Brun insiste pour savoir quelle est l'opinion de la Commission au sujet des 4 millions qui vont être dépensés en plus.

M. le Président dit que c'est là le nœud de la question. Il faut démontrer au Sénat qu'il est impossible qu'il en soit autrement.

M. Roger M. arraise réplique que les conditions ne sont pas les mêmes que la première fois, la Commission n'a même plus à répondre aux objections qui pourraient être faites. Elle n'a qu'à présenter le rapport du Conseil des Ponts et Chaussées qui déclare que c'est un *frise minimum*. Quant à l'autre point, l'opposition dira évidemment que l'Etat va dépenser 4 millions de plus que s'il se chargeait lui-même des travaux. C'est ici que vont surgir les combinaisons nouvelles, il faudra entrer dans le détail des questions

qui pourraient se poser. La plus importante est celle-ci: L'Etat pourrait-il bénéficier de la différence entre le Credit de la Cie et le sien propre?

M. le Président dit que sur ce point, il prie la commission de réfléchir aux considérations qu'il a déjà développées à ce sujet. Si l'Etat fournit l'argent à la Compagnie, il court un risque, celui de n'avoir plus, en cas d'accident, aucune garantie, aucun gage, il est dans l'obligation de reprendre une affaire dont les frais de premier établissement ont été mis à sa charge pour les trois quarts. Il y a là une situation à apprécier avec soin.

M. Hébrard fait observer que la question que vient de poser M. le Président tend au même but que celle posée par lui antérieurement. Il s'agit, en somme, de savoir s'il vaut mieux avancer l'argent à la compagnie ou la laisser emprunter directement.

M. Govin appuie la thèse de M. le Président, en cas d'accident, l'Etat court un gros risque; et de plus, il faudra, pour cet entretien extraordinaire, prendre l'argent sur la somme qui reviendrait aux actionnaires, et alors l'Etat ne leur garantit rien.

M. Ch. Brun dit qu'il ne partage pas l'opinion de M. le Président. Le raisonnement serait juste s'il n'y avait que des actions; mais le capital est divisé en actions et en obligations. Or, l'Etat ne s'engage à rien, il ne paie aucun intérêt jusqu'au moment où il y a une section exploitée. Donc, s'il se substitue aux obligataires, il n'aura pas un sou à dépenser jusqu'au moment où il y aura une

129
ligne en exploitation

M. le Président persiste dans l'opinion qu'il a déjà émise et la développe de nouveau.

M. Ch. Brun donne lecture de l'art. 38 du cahier des charges qui détermine, selon lui, la garantie de l'Etat puisqu'il lui accorde le droit de repayer, en cas de non exécution du traité par les concessionnaires, non seulement le cautionnement, en tout ou en partie, mais les ouvrages exécutés, les matériaux approvisionnés et les parties du chemin de fer déjà livrées à l'exploitation.

M. Lambert de St-Croix fait observer qu'il faut aussi songer aux intérêts des obligataires qui sont garantis par l'Etat.

M. le Président dit que c'est une erreur absolue, que l'Etat n'a jamais garanti les obligations, il fait seulement à la Compagnie une rente à l'aide de laquelle celle-ci fait le service de ses obligations. Si la compagnie tombe, il ne reste absolument plus rien.

M. Varroy dit qu'il reste une créance sur l'Etat.

M. le Président répond que cela est inexact, attendu que l'Etat ne peut pas payer une rente à une Compagnie qui ne fait plus le service pour lequel elle a été fondée.

M. Roger-Marrasie appuie cette opinion.

M. Lambert de St-Croix dit que les obligations du chemin de fer de Bone à Guelma étaient garanties par l'Etat, que cela était imprimé sur les titres.

M. le Président pense que

c'est là, sans doute, une erreur de l'honorable M. Lambert de Ste Croix que, dans tous les cas, si l'on a fait cette mention sur les obligations de Bone à Guelma on a eu tort, attendu que l'Etat n'a jamais donné de semblable garantie.

M. Lambert de Ste Croix dit que le public a toujours cru à cette garantie. M. le Président répond que le public a mal compris; que cette garantie n'existe pas. La mention portée sur les titres indique simplement que l'Etat garantit l'intérêt tant que la Cie remplit ses engagements, mais il est impossible d'admettre que l'Etat continuerait à payer une subvention à une compagnie déchue, qui aurait cessé d'exister.

M. M. Guin et Hébrard, revenant au point de départ, disent qu'il est dangereux de modifier les bases de la convention avant de savoir si l'on trouvera mieux, alors surtout qu'il est probable que l'on ne pourra trouver que plus mal. Les personnes qui critiquent le projet de loi ont dit pas ce qu'elles voudraient substituer aux dispositions qu'elles proposent de rejeter. Il faut approuver l'ensemble de la Constitution ou la repousser tout entière; quant aux points de détail, on ne peut y toucher que si l'on a des propositions précises à présenter.

M. le Président dit qu'il ne pense pas que personne dans la commission propose d'une façon formelle que l'Etat se substitue aux obligataires. Si quelqu'un demandait la parole, dans ce sens, on pourrait s'expliquer immédiatement sur ce point, dans le cas contraire, il serait définitivement écarté de la discussion.

141
M. Lambert de Ste Croix fait observer qu'à la dernière séance on avait décidé d'entendre M. le ministre des Finances sur cette question.

M. le Président constate qu'actuellement personne ne soutient cette proposition et ne demande la parole pour la défendre, en conséquence, la proposition n'étant pas appuyée, est écartée.

M. le Président dit que l'on pourrait examiner la proposition de M. Caillaux à laquelle s'est ralliée M. Ruffe. Il s'agirait, pour l'Etat, au lieu de garantir à la Cie le taux des obligations et des actions, d'en garantir l'intérêt au taux effectif de leur émission. C'est une règle qui a été appliquée depuis quelque temps à quelques compagnies, notamment au chemin de fer de Charente-Pt. Les obligations sont aussi garanties non d'après le taux résultant de la constatation effective du taux de ces obligations.

M. Hébrard combat ce système. Non seulement, dit-il, on ne sait pas à l'avance à quel prix on fera l'émission, mais encore on ne saura pas quel sera le taux de l'argent au moment des échéances. On ne trouvera jamais un banquier qui garantisse un intérêt fixe sans savoir quel sera le taux de l'argent. Alors comment trouvera-t-on la garantie du taux de l'intérêt des obligations?

M. Gouin dit que quand on a fait l'émission Bone Guelma, c'était au moment de la guerre Turco-Russe; il y eut une telle panique que les obligations tombèrent à un prix très-bas, et la Cie fut obligée de racheter ses titres pour les empêcher de tomber.

tout-à-fait. M. Caillaux a demandé que l'Etat ne payât pas la garantie du taux d'intérêt que sur le prix d'émission, mais qui donc fixera le prix? - l'Etat aura-t-il le droit d'imposer un prix d'émission à la Compagnie?

M. Lambert de St Croix dit que ce qui préoccupe beaucoup de personnes c'est la différence entre le prix réel et le prix de bourse.

M. le Président répond qu'il est impossible d'empêcher cette différence d'exister.

M. Gouin déclare que c'est pour cela que l'intervention de l'Etat, ne lui paraît pas possible.

M. le Président dit que les membres de la Commission ont insisté sur ce point dans de tels termes qu'il lui paraît difficile que la commission prenne une décision définitive en leur absence.

M. le Président demande si quelqu'un est prêt à soutenir la combinaison proposée par M. M. Caillaux et Buffet.

M. Roger Marraige pense que ce système serait applicable s'il s'agissait d'une grande compagnie comme celle du Nord ou celle de Paris à Lyon et à la Méditerranée, mais pour une ligne comme celle de Dakar à St Louis, l'honorable membre n'hésite pas à trouver le forfait préférable. On a dit que l'Etat garantirait le dividende des actionnaires. - C'est là une erreur. l'article 3 de la Convention dit formellement que : « la garantie de l'Etat sera spécialement affectée au paiement des intérêts ainsi qu'à l'amortissement des obligations, et il ajoute que la Compagnie sera autorisée à faire mention, si elle le juge à propos, de

143
cette clause sur les titres à émettre etc »

M. Ch. Brun dit qu'il a trois objections à faire aux propositions de M. Caillaux.
1^o Qu'en définitive, on ne sait pas comment on émettra les obligations et qu'il y a des chances pour qu'elles soient émises, à quel prix ouvert, avec des différences de prix journalières;

2^o il paraît démontré que celui qui émettra les obligations pour son compte n'aura pas intérêt à émettre au plus bas prix possible. Si, au contraire, celui qui fait l'émission le fait pour le compte de l'Etat, il a plutôt intérêt à émettre au prix le plus élevé possible si les fonds sont dépréciés au moment où on se fait l'émission, il n'y a aucune raison pour qu'il s'arrête. Il vaut mieux se servir là encore du stimulant de l'intérêt privé.

3^o enfin cette question ne se rapporte pas à l'ensemble du projet, puisqu'elle ne concerne pas les actions. De plus, si on abaisse le prix des obligations, il faudra relever celui des actions dans une proportion considérable.

M. le Président dit que personne ne demandant plus la parole, pour ou contre la proposition de MM. Caillaux et Buffet, il y a lieu de mettre aux voix.

La pp.^{te} de M. Caillaux n'est pas adoptée.

M. le P.^r résumant la discussion, dit que la Commission a définitivement arrêté 3 points: 1^o les travaux ne seront pas entrepris par l'Etat, ils seront concédés à une Cie; 2^o l'Etat ne se substituera pas aux obligataires; 3^o il ne convient pas de substituer le taux d'émission

réel au taux conventionnel dont il est parlé dans la Convention.

M. Gonin propose d'admettre la proposition de 6% d'intérêt comme minimum.

M. Malen. dit que la Commission n'a pas à fixer cela.

M. Gonin insiste en disant que le capital se comparant pour les trois quarts, d'obligations, le taux maximum de l'intérêt du capital obligations se retrouvera globalement réduit à 5 ou 4 1/2.

M. le Président dit que la Com^{on} ne peut pas s'occuper de ces détails.

M. Lambert St. Croix parle dans le même sens. La Commission est réunie pour discuter sur l'adoption ou le rejet d'une convention et non sur le taux de l'intérêt des titres à émettre. L'honorable membre trouve que c'est créer un mauvais précédent que de faire porter une adjudication sur le taux de l'intérêt.

M. Gonin dit que si la Commission adopte la Convention, elle peut indiquer dans le rapport, son désir de voir, à l'avenir, les adjudications se faire sur une autre base.

M. le Président fait observer qu'il y aurait peut-être un danger à procéder ainsi; ce serait prêter le flanc à la discussion.

M. Ch. Brun dit que la Commission a encore à se prononcer sur la durée de 99 ans.

M. Lambert St. Croix dit que cette durée est excessive.

M. le Président fait observer que la Commission a adopté ce point.

L'ensemble de la convention est

mis aux voix et adopté.

M. le Président rappelle que la Commission a exprimé le désir d'entendre M. le Ministre des Finances. Il demande, la question étant assez secondaire, s'il ne suffirait pas de prier M. le rapporteur de s'entendre avec M. le Ministre et de transmettre le résultat de cette entente à la Commission.

(Adhésion unanime)

M. Ch. Bourn, rapporteur, est chargé de s'entendre avec M. le Ministre des Finances.

La séance est levée à 4 h 30 m.

Le Secrétaire,

Lambert de St Croix

Séance du 8 juin 1887.

Présidence de M. de Freycinet.

La séance est ouverte à 2 h.

Sont présents: MM. Bocher, Ch. Bourn, Buffet, Caillaux, Colmon, Foucher de Careil, de Freycinet, Hébrard, Garin, Cordier, Lambert de St Croix, Halens, Roger, Narvaize, Varroy.

M. Roger, Narvaize, l'un des Secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la dernière séance.

Le procès-verbal est adopté.

M. Foucher de Careil donne lecture d'un rapport sur des pétitions relatives au nouveau régime des sucres et devenues aujourd'hui sans objet.

Les conclusions du rapport sont adoptées.

M. le Président communique à la Commission divers documents qui lui ont été envoyés relativement au projet de loi portant création d'un nouveau service maritime postal entre la France et la Nouvelle Calédonie et au rétablissement d'un crédit au budget de 1882. Il communique également à la Commission une note adressée par M. le Ministre de la Guerre à la Commission des Finances du Sénat en réponse à une brochure parue récemment et intitulée, "la France ouverte".

M. Ch. Brun donne lecture du rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés et relatif à la concession du chemin de fer de Dakar à St. Louis.

A la suite d'observations échangées entre M. Buffet, Caillaux, Varroy, Bocher, Gouin, le rapporteur et le Président, la Commission décide que, puisqu'un nouveau système est proposé, il sera faite une épreuve pour il vient d'être donnée lecture et qu'un exemplaire de cette épreuve sera remis à chacun de ses membres, afin qu'il puisse étudier la nouvelle combinaison, et la discuter ensuite en connaissance de cause.

M. Corvier donne lecture du rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant création d'une nouvelle ligne maritime postale entre la France et la Nouvelle Calédonie, en passant par la Réunion et l'Australie.

M. Buffet dit qu'il ne veut pas éterniser une discussion épuisée. Il ne peut cependant s'empêcher de faire encore une fois remarquer

que l'intérêt administratif et postal n'est pas assez considérable pour imposer cette nouvelle dépense à l'Etat, que cette nouvelle ligne n'aurait de raison d'être que si elle donnait satisfaction à des intérêts commerciaux considérables, si elle avait pour résultat, par exemple, de déplacer de Londres le marché des laines de l'Australie, mais qu'avec son point d'attache à Marseille aucun résultat commercial ne serait atteint. Dans ces conditions, l'honorable membre ne croit pas devoir voter le projet de loi.

M. Lambert de St. Croix voudrait que la Commission exprimât plus nettement le vœu de voir le Gouvernement créer une 2^e ligne qui passerait par le Cap.

M. le Président répond que, bien que cette 2^e ligne partant du Havre et de Bordeaux et passant par le Cap soit dans l'esprit de la Commission, elle n'a pas voulu cependant en demander d'une manière formelle la création, avant de savoir quels résultats donnera, au point de vue commercial, la ligne partant de Marseille. Le Ministre étudiera la question, mais la Commission ne veut pas prendre une décision formelle à cet égard.

M. le rapporteur dit qu'il sera donné satisfaction à M. Buffet, en ce qui touche le terme, impropre, il est vrai, de cabotage subventionné.

Le rapport est mis aux voix et adopté.
La séance est levée à 5 1/2.

Le Secrétaire,
Lambert et Groux

Séance du 17 Juin 1881.

Présidence de M. de Freycinet.

La séance est ouverte à 1^h.

Sont présents : MM. Bernard, Bocher, Ch. Brun, Buffet, Calmon, Cordier, Fénouillet, Touches de Corail, Toge, Guin, Lambert de St. Croix, Mahens, Roger. Marvaire, Varray.

M. Roger, Marvaire, l'un des Secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la dernière séance.

Le procès-verbal est adopté.

M. le Président fait l'immédiation de divers documents relatifs au budget de 1882 et aux projets de loi en discussion, qui lui ont été adressés et dont les membres de la Commission pourront prendre connaissance au Secrétariat.

M. Cordier donne lecture du rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant l'annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les exercices 1877, 1880 et 1881 et l'ouverture de crédits supplémentaires, extraordinaires et spéciaux sur les exercices 1880 et 1881.

M. Lambert de St. Croix interrompt cette lecture et fait remarquer que le rapport n'est que la reproduction de celui de la Chambre des Députés. Le rapporteur abrégierait beaucoup son travail s'il se contentait de rapporter simplement les observations qui ont été échangées dans le sein de la Commission.

M. Guin trouve qu'il serait plus convenable, au lieu de reproduire in extenso le rapport de la Commission du budget, de ne faire d'observations que sur les crédits refusés ou modifiés par la Commission des Finances du Sénat.

149
M. le rapporteur dit qu'il a fait figurer en tête de son rapport les observations qu'il a eu devoir faire sur l'ensemble du projet de loi, et que, pour le reste, en reproduisant le rapport de la Commission du budget, il n'a fait que se conformer aux précédents. Il n'aurait pas, comme il a l'habitude de le faire, modifier les termes de ce rapport, mais le temps lui a manqué.

M. Bernard croit qu'il y a avantage, même pour les crédits qui n'ont donné lieu à aucune observation, à reproduire le rapport de la Chambre des Députés et à faire remettre tous les jours des sénateurs un document qui leur a été distribué depuis longtemps et qu'ils ont probablement oublié.

M. Buffet trouve que le rapporteur ne pouvait suivre une autre manière que celle qu'il a adoptée. Elle lui était commandée par ce fait que le projet de loi n'a pas été préalablement discuté en réunion générale. La rédaction des rapports serait singulièrement simplifiée et l'on ne serait pas obligé d'entrer dans tous les détails des projets ou des propositions de loi, si l'on commençait par examiner ces projets en commission. C'est ainsi que l'on procède en Angleterre et la discussion des lois de finances, débarrassée des petits détails, n'en est que plus vive, plus intéressante et plus animée.

M. Lambert de St. Croix dit que le rôle de la Commission des Finances, lorsqu'elle a à examiner des projets de loi de ce genre, est moins d'entrer dans les détails que de voir si les principes généraux ont été respectés, et si, sous la forme de crédits supplémentaires, on n'a pas introduit ce que M. Chierys appelait des allèges du budget.

M. Buffet appuie et développe cette observation. On a évidemment introduit dans le projet

de loi en discussion des dépenses qui ne sont ni supplémentaires ni extraordinaires et qui devraient figurer au budget ordinaire. M. le rapporteur, d'accord en cela avec son collègue de la Chambre, l'a fait remarquer au début de son travail, mais ces observations platoniques n'ont aucune sanction réelle. Il vaudrait mieux faire simplement rentrer dans le budget ordinaire, sans néanmoins être trop sévère, les dépenses qui n'auraient jamais dû en sortir.

M. le Président fait observer que l'on s'éloigne de la question. Ces observations pourront venir utilement après la lecture du rapport. Il s'agit, en ce moment, de décider si le rapport doit reproduire les termes du rapport de la Commission du budget pour les articles qui n'auront donné lieu à aucune observation, ou si, pour ces mêmes articles, il sera simplement déclaré que le crédit a été adopté sans observation.

La Commission décide qu'à l'avenir, sans que cette règle toutefois soit absolue, les rapports de la Commission des finances sur les crédits supplémentaires et extraordinaires ne reproduiront plus, lorsque les crédits n'auront pas été refusés ou modifiés les observations de la Commission du budget ou de l'exposé des motifs du projet de loi.

M. le rapporteur passe ensuite en revue les différents chapitres du projet en discussion et les crédits demandés, sauf un, sont adoptés sans observation, par la Commission.

Une discussion s'engage sur le ch. 29 : Lycées et collèges communaux.

M. Gouin fait remarquer que, si l'on adopte le § 1^{er} de l'art. 2 de ce chapitre :

151
Division en trois ordres et en 3 classes des professeurs des collèges communaux; voir, on va, par voie de crédits supplémentaires, voter une dépense qui est prévue et que l'on demande dans le budget de 1887. Ce procédé est contraire aux règles de toute bonne administration financière.

M. Walerys dit que la dépense n'est pas engagée et que la Commission a le droit d'accepter ou de rejeter le crédit, mais que la demande en est justifiée et conforme à tous les précédents.

MM. Garin, Bacher, Buffet et Lameur de St Croix combattent cette opinion et trouvent qu'une demande d'augmentation de traitement, parfaitement justifiée d'ailleurs, en plein exercice, est contraire aux principes.

La Commission s'écide qu'elle entendra sur ce point M. le Ministre de l'Instruction publique.

M. Ch. Brun, rapporteur du projet de loi relatif à la concession du chemin de fer de Dakar à St Louis, développe les observations contenues dans le rapport dont une épreuve a été distribuée à chacun des membres de la Commission.

A la suite d'observations échangées entre M. le rapporteur et MM. Varroy, Garin et le Président, sur l'exactitude de certains chiffres, M. le rapporteur est chargé de voir à ce sujet, M. le Directeur de la comptabilité au Ministère des Finances qui fera faire un travail de vérification.

M. Buffet demande qu'avant de discuter la combinaison (qui lui semble inadmissible, mais qu'il n'approufondit pas en ce moment) proposée par M. le rapporteur, la Commission entende M. le Ministre des Finances qui, après avoir pris connaissance du rapport, déclarera

s'il en adopte ou s'il en rejette les conclusions.
De la suite de cette audition, la discussion
pourra venir utilement.

Cette proposition est adoptée.

M. Haliez demande s'il ne serait
pas convenable en même temps de communiquer
le projet de rapport aux concessionnaires.

M. le Président répond qu'il n'est
pas possible de soumettre à une C^e, une
combinaison que la Commission n'adoptera
peut-être pas. Ce sera au Gouvernement,
lorsqu'une décision aura été prise, à
s'entendre avec les concessionnaires.

Sur la demande de M. le rapporteur,
la Commission décide qu'elle entendra,
en même temps que M. le Ministre des Finances,
M. le Ministre de la Marine.

M. Guin, chargé du rapport sur le
projet de loi adopté par la Chambre des
Députés, portant ouverture au Ministre de
la Guerre, sur l'exercice 1881, d'un crédit
extraordr. de 23,000,000^f. demande à présenter
à la Commission quelques observations.

L'honorable membre regrette d'abord
qu'on vienne encore augmenter de 191 millions
les dépenses nécessitées par notre reorganisation
militaire, alors que, l'année dernière, lors
du vote du crédit de 170 millions, on avait
déclaré que cette dépense serait la dernière
et que le compte de liquidation serait défi-
nitivement fermé. Il est impossible de
refuser ces crédits qui sont absolument
nécessaires à la sécurité du pays, mais la
forme dans laquelle ils sont demandés
rend toute comptabilité impossible.

Il fait ensuite observer que par l'art.
3, le projet de loi donne au Ministre de la Guerre
l'autorisation de faire 191 millions de travaux
et de changes, sans qu'aucune indication soit

donnée à cet égard, le système de fortifications
adopté par la Commission de défense de 1873.
M. le Ministre de la Guerre aura tort ou raison,
mais la Commission des Finances, qui n'est
pas compétente, peut-elle prendre une responsabilité
de ce genre?

M. le rapporteur examine ensuite
successivement les différents chapitres du
projet de loi, sur lesquels des observations de
détail ont été échangées entre les membres
de la Commission.

A la suite de ces observations, la Commission
décide qu'elle entendra M. le Ministre de la
Guerre, et, particulièrement, M. le Général Séré
de Rivières qui a demandé à présenter des
observations sur le système de fortifications
que préconise aujourd'hui M. le Ministre de
la Guerre.

La séance est levée à 5 $\frac{1}{2}$.

Le Secrétaire,
Ernest Marnier

Séance du 23 juin 1881.

Présidence de M. de Freycinet.

La séance est ouverte à 3 $\frac{1}{2}$.

Sont présents: MM. Bernard, Berthier,
Ch. Brun, Buffet, Calmon, Caillaux,
Cousier, Ferranillat, Fournes de Carville,
de Freycinet, Gouin, Hébrard, Lamart
de la Croix, Foye, Roger. Narvaize, Parroy.

M. le Président soumet à la Commission
le texte de la lettre qu'il adresse
à M. le Ministre de la Marine pour
l'informer des décisions prises dans

la dernière séance relativement
à la convention du chemin de fer
de Dakar à S.^t Louis.

La rédaction de cette lettre
est approuvée.

M. le Ministre de la Guerre est
introduit dans le sein de la Commission
et prend place au bureau.

M. le Président l'informe des motifs
pour lesquels la Commission a désiré
l'entendre. Dans le projet de loi qui est
discuté en ce moment, figure un article
1^{er} qui autorise le Ministre de la Guerre
à dépenser une somme de 191 millions
provenant de reports d'exercices antérieurs.
Dans ces 191 millions se trouve comprise
une somme de 68 millions qui, d'après
l'exposé des motifs, serait relative
à des travaux de fortifications non prévus,
paraît-il, dans le système de défense
primitivement arrêté et qui apporterait
à ce système de grandes modifications.
C'est sur ce point que la Commission,
qui a déjà entendu sur le même sujet
M. le G^{ral} Siré de Rivière, désirerait
avoir quelques explications de M. le
Ministre de la Guerre.

M. le Ministre de la Guerre répond
que les travaux de fortification pour
lesquels un crédit est demandé en ce
moment ont été arrêtés, après de longues
séances, par le Comité de défense qui a
remplacé l'ancienne commission. Les
propositions de ce Comité ont reçu l'appro-
bation de M. le Président de la République
qui s'est adjoint, pour les examiner,
M. le Président du Sénat et M. le Président
de la Chambre des Députés. Rien n'a été
changé au système de défense arrêté par

155
l'ancienne commission, aucun ouvrage
primitivement décidé n'a été supprimé;
on a seulement ajourné certains travaux
de deuxième ligne parce qu'on ne peut
travailler partout à la fois et que le Comité
est d'avis qu'il faut, avant tout, compléter
les ouvrages de la 1^{re} ligne, c'est-à-dire
ceux de la frontière. Or on a reconnu que
les fortifications de Verdun étaient évi-
demment insuffisantes et qu'il fallait
absolument les renforcer. Les ouvrages
qui se trouvent au nord de la ville
présentent des conditions de défense
véritablement déplorable, il y a des
fossés de 5 mètres de largeur qu'on
pourrait franchir d'un bond. Tout cela
a été improvisé après la guerre, on
s'est hâté d'occuper les positions que
les Allemands avaient eux-mêmes occupés
pour attaquer la ville, on a, de plus,
construit des forts qui ont une importance
réelle, mais qui sont au milieu des
bois, ce qui fait que, de ces forts, on ne
voit rien, enfin, en raison de sa situation
capitale la fortification de la place de
Verdun doit être complétée et renforcée.
L'opinion de M. le Ministre n'a jamais
varié à cet égard, c'était aussi l'avis
des généraux Douai, Clinchant et Saurier.

M. le Général Ministre de la Guerre
croit savoir que le G^{ral} de Rivière a
beaucoup critiqué les fortifications
de Nancy. M. le Ministre estime, pour son
compte, que ces fortifications sont
indispensables, mais il n'est pas le seul
de son avis. Cette question a été longuement
discutée dans l'ancienne commission.
C'est le général Douai qui, le premier,
déplorant la faiblesse de la place de

Vancy, a proposé les fortifications, mais le plus chaud partisan de ces fortifications a été le général de Rivières lui-même.

M. le Ministre donne lecture de la partie du procès-verbal de la séance du 27 mai 1876, dans laquelle M. le G^{al} de Rivières fait ressortir les avantages qu'il y aurait à fortifier Vancy qui peut former un vaste camp retranché enveloppé par un fleuve, rendant absolument inabordable le point central. M. le G^{al} Fauré partage l'opinion qui avait à cette époque M. le G^{al} de Rivières et croit, en outre, que la fortification de Vancy est le seul moyen qui ait la France de prendre l'offensive dans une guerre avec l'Allemagne. Or, il y a des moments où il ne faut pas rester sur les hésitations de la défense, l'attaque, au reste, est dans notre caractère national. Cette raison a été déterminante pour le Comité qui considère Vancy comme la seule base d'opérations que l'on puisse avoir pour agir au dehors. De plus, et comme considération accessoire, Vancy qui, au point de vue de la population, et du développement de sa richesse industrielle, n'a cessé de progresser depuis 1870, offre d'énormes ressources et semble tout indiqué pour devenir la plus importante de nos places militaires.

M. le Président dit qu'à l'ort aucune des fortifications prévues par la 1^{re} Commission n'est abandonnée par la nouvelle. Ainsi, les forts de Nogent, de la Fère, d'Épernay sont maintenus.

M. le Ministre répond qu'aucun de ces forts n'est supprimé et que l'on continue les travaux là où ils sont commencés. Seulement, ils ne sont pas poussés partout avec la même

19
activité parce qu'on ne peut tout faire à la fois, l'argent ne manque pas, mais les officiers du génie sont occupés aux travaux les plus urgents, sur la frontière de l'Est, et même au Nord, comme à Mauberge, par exemple, car la neutralité belge, en cas de guerre avec l'Allemagne ne serait, comme celle du Luxembourg (personne ne se méprend à cet égard), qu'un vain mot.

M. le Président demande si grande somme peuvent être exécutés ces nouveaux travaux de défense.

M. le Ministre répond qu'ils représentent précisément le chiffre de 68 millions que la Chambre des Députés, à son grand regret, a réduit à 64. Il y a des travaux de réparation urgents à faire aux places de Belfort et Epinal, et à différents forts qui demeurent incomplets. Il faudra bien trouver les fonds nécessaires pour pourvoir à ces besoins de première nécessité.

M. Tardieu appelle l'attention de M. le Ministre de la Guerre sur la question de la mobilisation et de la concentration des troupes dans le cas d'une guerre avec l'Allemagne. Est-ce que nous ne sommes pas, au point de vue des chemins de fer, et surtout au Nord de Verdun, dans une situation très inférieure à celle des Allemands? Il y a des tronçons qui manquent et certaines lignes des Ardennes sont encore à une seule voie. Il faut considérer, de plus, l'étendue immense qu'a le 6^e corps le long de la frontière, ce qui empêche les autres corps d'arriver, tandis que les Allemands, en face de cette même frontière, ont quatre corps qui pourraient immédiatement entrer en campagne. Si la situation est telle,

les travaux de défense et de fortifications dont on parle seraient peut-être prématurés. Se préoccupe-t-on de compléter le système de nos voies ferrées et à quelle époque compte-t-on l'avoir terminé?

M. le Ministre répond que l'on s'en est toujours préoccupé et que les plans sont arrêtés de manière à avoir un chemin de fer à double voie par corps d'armée. Ces plans sont entre les mains de M. le Ministre des travaux publics, qui fait faire les études des tronçons qui manquent encore. Les travaux évidemment ne seront exécutés que dans un certain temps, mais on a pris des mesures provisoires, par suite d'une entente avec les Compagnies de chemins de fer, pour qu'une concentration, même imprévue, puisse se faire dans les meilleures conditions et le plus rapidement possible. Quant au nombre des troupes qui sont actuellement sur la frontière, il existe, en effet à ce point de vue, une différence entre la France et l'Allemagne, mais elle n'est pas tellement grande qu'il faille s'en préoccuper, et nous avons sur la frontière plus de chevaux que les Allemands. Cette différence, du reste, disparaîtra bientôt, grâce aux 51 millions affectés par le projet de loi à la construction de casernes qui font absolument défaut en ce moment.

Les baraquements qui existent sur la frontière sont à peu près inhabitables. Il y aura aussi à créer des quai d'embarquement pour l'artillerie.

M. Varroy demande si, en ce qui touche les fortifications de Nancy, le projet de 1876 qui approuvait le général de Rivière, comprenait les fortifications complètes, telles qu'on veut les faire aujourd'hui.

M. le Ministre répond que le projet actuel est plus étendu, mais c'est justement là le point délicat. L'on ne fortifie que des positions fortes, on se trouve, par cela même, exposé aux incursions de l'ennemi.

M. Buffet dit qu'il a écouté avec la plus grande attention les explications données par M. le G^{ral} de Rivière et par M. le Ministre de la Guerre. Il en résulte, pour lui, ce fait que la Commission des Finances est appelée à se prononcer, implicitement, si l'on veut, sur une question qui est capitale pour le pays, mais qu'elle est absolument hors d'état de résoudre. Le crédit que l'on demande est inutile pour cette année et probablement pour l'année suivante, car les crédits primitivement ouverts et dont M. le Ministre a la disposition dépassent de beaucoup ce qu'il pourra employer. On n'arrivera donc par des travaux commencés et il n'y a aucune urgence à ce que la commission actuelle et ensuite le Sénat, se prononcent, en ce moment, sur cette question de principe.

Cependant il faudrait bien qu'un jour ou l'autre, la question soit résolue, et la Commission des Finances qui remplacera celle qui siège en ce moment se trouvera, au point de vue de la compétence, dans la même situation, dans le même embarras. Comment sortir de cet embarras ? Il n'y a évidemment qu'un moyen, pour la Commission de rendre, à ce point de vue, sa responsabilité moins lourde, c'est de s'en rapporter à la grande majorité des hommes les plus compétents. Or, il existait autrefois un conseil de défense qui comprenait les notabilités militaires les plus compétentes, tous les généraux qui avaient dirigé des corps d'armée ou qui s'étaient signalés par des services éclatants.

Si un tel comité était venu dire, après
une délibération, nous vous demandons
tel ou tel crédit que nous jugeons nécessaire,
il est évident qu'une Commission des finances
aurait pu voter ces crédits les yeux fermés.
Pourquoi ce comité n'a-t-il pas été réuni
et pourquoi en a-t-il formé un nouveau
dont les éléments sont tout à fait différents?

L'honorable membre ne veut faire
aucune personnalité et n'est ainsi, en parlant
ainsi que par des vues patriotiques, mais
il lui semble que le nouveau conseil,
composé de dix membres qui appartiennent,
en grande partie au Ministère de la Guerre,
n'offre pas des garanties, sinon d'incompétence,
du moins d'indépendance suffisantes.

On s'est étonné que les commandants de
corps d'armée n'y figurent pas et l'on a
même dit que, parmi les comités spéciaux,
plusieurs n'avaient pas été consultés.

M. le Ministre de la Guerre répond
qu'en ce qui concerne le Comité de fortification,
il l'a toujours consulté avec soin sur toutes
les questions de fortifications, tandis qu'au
contraire, avant son arrivée aux affaires,
on le laissait complètement de côté.

Depuis deux ou trois ans, l'ancien comité
de défense avait cessé de fonctionner. Il en a
été constitué un nouveau dans lequel on trouve
le commandement du corps d'armée de la
frontière de l'Est, deux autres commandants
de corps d'armée, le Président du Comité
d'armement, celui du Comité d'état-major,
celui du Comité de cavalerie et des Comités
d'artillerie et des fortifications et enfin le
chef d'état-major du Ministère de la Guerre.
Ce comité sous la composition a été
approuvé par le Conseil des Ministres,
offre toutes les garanties de compétence

et d'indépendance desirables. Il n'a pas
été nommé par décret pour éviter l'impression
que cette nomination publiée au journal
officiel aurait pu causer dans le public.

M. Lambert de St Croix dit que si
l'ancien comité de défense avait cessé
de fonctionner, si on ne l'avait pas réuni
depuis deux ou trois ans, c'est parce qu'on
croyait que notre système de défense
était définitif et qu'on n'y apporterait
aucun changement. On n'a évidemment
constitué le nouveau que parce que
l'on avait la pensée de modifier le
système primitif, de faire par exemple
les fortifications de Nancy, qui avaient
été rejetées par la 1^{re} Commission.

M. le Ministre répète qu'aucun
changement ne sera apporté au système
de défense arrêté par le 1^{er} Comité,
il s'agit simplement de donner plus
d'activité aux travaux de défense
qui sont insuffisants.

M. le Ministre discute de nouveau
la question des fortifications de Nancy.
Différentes observations sont échangées
à ce sujet entre M. le Ministre et M.
Bernard, Varroy, Lambert de St Croix
et Faye.

M. Gouin fait observer que dans
le projet de loi actuellement en discussion,
le crédit de 191 millions est indiqué
en bloc, tandis que, jusqu'à présent, on
avait toujours annexé au projet de loi
un tableau répartissant la somme
demandée par chapitres. Est-ce que le
Ministre verrait inconvénient à ce
que ce tableau soit annexé au projet
de loi?

M. le Ministre répond qu'il n'y voit

pas d'inconvénient et demande qu'on
s'en rapporte sur ce point aux précédents.

M. le Ministre de la Guerre se retire.

L'ordre du jour appelle la nomination
du rapporteur général du budget de
l'exercice 1882.

Il est procédé au scrutin et le
dépouillement des votes donne les résultats
suivants :

Nombre des votants : ... 15

Majorité absolue : ... 8

Ont obtenu

M. Varray : ... 13 voix.

Cordier : ... 1

Rocher : ... 1

M. Varray, ayant obtenu la majorité
absolue des suffrages, est nommé
rapporteur général de l'exercice 1882.

M. le rapp. général résume la
Commission et lui rappelle la décision
qu'elle a prise dans une de ses précédentes
séances au sujet des rapports partiels
sur les différents ministères que
doivent présenter successivement les
membres des Sous-Commissions auxquels
ressortissent ces ministères.

La Commission décide que sa 1^{re}
réunion aura lieu lundi, à 1^h.

La séance est levée à 5^h 1/2.

Le Secrétaire,

Dr Roger Marnier

163

Copie d'une lettre de M. de Freycinet
à M. le Ministre de la Guerre.

Paris, le Juin 1881.

Monsieur le Ministre,

Avant de se prononcer sur la demande
de crédit, au sujet de laquelle vous avez
été récemment entendu, la Commission
des Finances désirerait avoir connaissance
des délibérations, tant de l'ancien que
du nouveau Conseil de Défense, qui ont
porté sur les nouvelles fortifications
de Nancy et sur l'ajournement de la
seconde ligne de défense, notamment
à la Fère, Epervier et Vozent.

La Commission m'a donc chargé
de vous demander la communication
des procès-verbaux des séances où ces
questions ont été élucidées.

Elle désirerait également connaître
l'instruction à laquelle a donné lieu
le plan d'achèvement des voies ferrées
stratégiques dans l'Est de la France, ainsi
que les délibérations qui ont pu être prises
par la Commission militaire supérieure
des chemins de fer après une étude com-
parative des moyens de concentration
des armées française et allemande dans
cette région. Le Conseil de Défense a-t-il
lui-même été appelé à délibérer à la suite
de cette instruction, et, en ce cas, quels ont
été les termes de sa délibération?

Agnez, etc.

Signé: de Freycinet.

Séance du 27 Juin 1881.

Présidence de M. de Freycinet.

La séance est ouverte à 1 h.

Sont présents: M. M. Bernard, Bocher, Ch. Brun, Buffet, Corvieu, Faye, Fouches de Careil, Ferronillat, Gonin, Hébrard, Calmon, Lambert de St. Croix, Halens, Roger, Narvaize, Varray.

M. Roger, Narvaize, l'un des Secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la dernière séance.

M. Varray demande que l'on ajoute au procès-verbal, en ce qui concerne la question des fortifications, qu'un projet de complément de nos voies ferrées dans la région de l'Est avait été étudié par M. de Freycinet, que ce projet a été présenté au Ministère de la Guerre à la fin de 1879 et qu'il a été rejeté dans les premiers mois de 1880.

M. Bernard dit que, sans la partie de la séance que l'on a eu devoir passer sous silence dans le procès-verbal, il viendrait cependant que l'on mentionnât cette remarque qu'il a faite en réponse à certaines observations de l'honorable M. Buffet. L'ancien comité de défense s'en prononçait sur la question des fortifications de Nancy par trois contre deux. C'est la voix prépondérante du précédent qui a fait rejeter le projet. Dans le nouveau Comité, il y a en 9 voix pour les fortifications de Nancy et une contre. Si l'on fait le calcul, on trouve en somme que 17 voix se sont prononcées en faveur des fortifications de Nancy, parmi lesquelles celles du G^{at} de

165

Rivières et de ses canaux, et qu'il n'y en a
eu que de défavorables à ses fortifications.

M. le Président dit que ces rectifications
seront faites.

Le procès-verbal est adopté.

M. le Président annonce à la Commission
qu'il dépose dans ses archives la note
lue par M. le Gal de Rivières à son
avant-dernière séance.

M. Faye, rapporteur du projet de loi
ayant pour but d'indemniser les victimes
du 2nd républicain dit qu'il a été chargé par la
Commission spéciale de demander son
avis à la Commission des finances.

Il y a, en effet, dans le projet de loi,
tel qu'il a été amendé par la Commission
de l'Institut une ouverture de crédit
supplémentaire sur l'exercice 1887.

La Commission demande que les arriérés
des pensions qui seront accordées com-
mencent à partir du 1^{er} juillet de cette
année. Cette disposition entraînerait
une dépense supplémentaire ou extraor-
dinaire de 3 millions. Le Ministre des
Finances, consulté, a répondu qu'il
pourrait faire face à cette nouvelle
dépense.

M. le Président demande à la
Commission si elle veut délibérer
immédiatement sur l'avis qu'on lui
demande.

M. Buffet dit que la Commission,
m'a par, pour cela, les renseignements
nécessaires. Il faudrait qu'un rapport
préalable fût présenté.

M. Rocher trouve qu'il serait utile
pour se prononcer sur des questions
de ce genre, que la Commission eût un
état de la totalité des crédits supplémen-

et extraordinaires, déjà votés.

M. Gouin se demande si le Sénat a le droit d'ouvrir un crédit de 3 millions qui n'a pas été demandé par le Ministre et qui n'a pas été voté par la Chambre des Députés.

M. Buffet dit que le Sénat a parfaitement le droit de réduire ou d'augmenter un crédit qui lui est apporté par la Chambre des Députés, mais qu'il ne croit pas que le Sénat ait le droit d'ouvrir un crédit nouveau sur un exercice autre. Ainsi ce crédit supplémentaire de 3 millions sur l'ex. 1881 doit être voté d'abord par la Chambre des Députés.

M. Faugère dit que la Commission n'a pas ouvert de crédit, elle a seulement introduit dans le projet de loi un art., l'art. 14, qui vise un premier semestre d'arrérages que la proposition du Ministre n'a pas prévu.

M. Lamare et M. Croix démontrent que le projet de loi est un de ceux qui, suivant la décision prise récemment par la Commission des Finances, ne doivent pas lui être forcément renvoyés. L'honorable membre croit, en outre, qu'une ouverture de crédit, quelle qu'elle soit, doit être portée d'abord à la Chambre des Députés, il demande, en conséquence, que la Commission se détermine de l'examen du projet de loi.

M. le Président dit que s'il lui est permis de formuler un avis, il ne croit pas que la commission spéciale avait le droit d'introduire cet art. 14 qui anticipe sur le vote du budget, que c'était à la Chambre seule à le faire.

M. le Président se range, du reste, à l'opinion que vient d'exprimer M. Lambert de St. Croix et demande à la Commission si elle l'autorise à voter le projet de loi de l'ordre du jour de la Commission. (Assentiment)

M. Bocher est chargé de la rédaction du rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier le chiffre des avances que la Caisse des chemins vicinaux peut faire annuellement aux communes sur la somme de 300 millions créée par la loi du 10 avril 1879.

M. Cordier est chargé de la rédaction du rapport sur les projets de loi suivants:

1^o Ouverture au Ministère des Travaux publics d'un crédit de 13.104.228^{fr} 61^c pour le remboursement des avances faites à l'Etat pour travaux des ports maritimes, rivières et canaux;

2^o Ouverture au Ministère des Finances, sur l'exercice 1880, d'un crédit supplémentaire de 32.936.678^{fr} 74^c pour compléter le remboursement des obligations à court terme, échues en 1880.

3^o Ouverture au Ministère des Finances, sur l'exercice 1880, d'un crédit extraordinaire de 15.200.000^{fr} pour remboursement des droits relatifs aux sucres inventoriés dans les raffineries et entrepôts;

4^o Fixation des ressources affectées au budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1881.

M. Molens est chargé de la rédaction du rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'ouvrir au budget du Ministère de l'Intérieur un crédit extraordinaire de 2 millions pour venir en aide aux populations de l'Algérie, éprouvées par le manque de récoltes.

M. Hébrard donne lecture du rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Guerre, sur l'exercice 1881, d'un crédit supplémentaire de 1.844.000^f. pour les grandes manœuvres.

M. Bocher demande si cette somme, demandée par voie de crédit supplémentaire sur l'exercice 1881, figure dans les prévisions du budget de 1882.

M. Buffet dit qu'il ne contestera pas le crédit supplémentaire demandé pour cette année, mais que les considérations qu'a fait valoir le Ministre démontrent précisément que c'est là une dépense dont l'utilité est permanente et qui doit être, à ce titre, portée au budget ordinaire. Il demande, comme M. Bocher, si elle figure dans les prévisions du budget de 1882.

M. Varray répond que l'exposé des motifs semble l'indiquer.

M. le rapporteur dit qu'il s'en assurera près du Ministère. Si ces dépenses ne figurent pas au budget de 1882, il demandera qu'elles y soient introduites.

Le rapport est approuvé.

M. Hébrard donne lecture du rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture aux Ministres de la Guerre et de la Marine d'un crédit de pour couvrir les frais de l'expédition de Tunisie.

M. Bocher demande à M. le rapporteur s'il a pu se procurer quelques renseignements sur la manière dont les transports se sont effectués. On a eu recours, paraît-il, à des procédés excessivement coûteux. Il serait bon que le rapport dit quelque

chose à ce sujet, pour prouver que la Com^m s'est occupée de la question.

M. le rapporteur dit qu'il veut bien demander ces renseignements, mais la vérification des détails qui lui seront donnés sera bien difficile.

M. Bocher croit savoir que l'on a affrété des bâtiments dans des conditions très onéreuses pour l'Etat.

M. le rapporteur dit qu'on répondra qu'on était sous le coup d'une impérieuse nécessité, qu'il fallait effectuer ces transports avec une prodigieuse rapidité et qu'on a été obligé d'en passer par ce qu'ont voulu les armateurs.

Le rapport est adopté.

M. Hébrard donne lecture d'un 3^e rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'augmentation des croix et médailles à décerner pour les opérations militaires qui ont eu lieu en Algérie et en Tunisie.

M. Bocher fait observer que ce projet de loi est la condamnation de la loi votée récemment. Le Ministre de la Guerre devrait pouvoir prendre sous sa responsabilité cette augmentation de récompenses.

M. Buffet approuve, au contraire, la loi à laquelle M. Bocher vient de faire allusion. Il trouve qu'il eût été fâcheux de priver ces décorations, dont il ne conteste pas l'opportunité, bien que l'expédition ait été à peine une guerre, sur la part réservée à l'armée, mais il croit qu'on aurait parfaitement pu les prendre sur les décorations civiles.

M. Fouché de Careil fait remarquer qu'il eût été difficile de procéder ainsi.

à cause de la pension qui est attachée
aux dévotions militaires.

Le rapport est adopté.

M. Mébreux expose qu'il est
chargé d'un 4^e rapport relatif au
projet de loi ayant pour objet la
translation de l'école des sous-officiers
du camp d'Orvès à Saint-Maixent.
Il ne croit pas qu'il soit utile de
discuter dans le rapport la question
de fond, mais il se propose, si la Commission
l'y autorise, de renouveler le blâme
sévère, déjà infligé au Ministre par
la Chambre des Députés, relativement
à la manière dont les travaux de l'école
de St. Maixent ont été engagés.

M. Lambert de St. Croix dit que ce
projet de loi soulève deux questions.
Il y a d'abord la question du transport
de l'école des sous-officiers du camp
d'Orvès au château de Saint-Maixent
que l'on connaît par la discussion
qui a eu lieu à la Chambre des Députés.
Les détails qui ont été donnés sur
cette opération sont plutôt du domaine
de l'opérette que du domaine administratif.
Quatre fois, depuis 10 ans, le château
de St. Maixent a dû être vendu, quatre
fois on a réussi à la vente, et l'on a
successivement proposé d'y mettre
une école de dressage, une école
d'enfants de troupe, une garnison de
cavalerie, une école de sous-officiers
de cavalerie. Tous ces projets ayant
été successivement écartés, il allait
être vendu une 5^e fois, lorsqu'on a eu
l'idée d'y transférer l'école des sous-
officiers du camp d'Orvès. Mais, au moment
où les travaux d'appropriation allaient

131
commencées, on s'est aperçu que le château
ne tenait pas et il a fallu le raser. Et
tout cela a été fait sans que la Commission
du contrôle et de la comptabilité ait été
consultée, après que le comité du génie
et des fortifications avaient émis un avis
défavorable, et sans que le parlement ait
été consulté en quoi que ce soit sur la
question de la translation de l'école et
surtout sur celle des dépenses engagées.
C'est ici que surgit la deuxième question.

On s'est appuyé, pour engager les
travaux et la dépense, sur un crédit de
200.000^{fr} qui avait été prévu dans le compte
de liquidation pour la dépense des camps
et qui était destiné uniquement à augmen-
ter les baraquements insuffisants du camp
d'Oron. Le Ministre de la Guerre a
profité de cette ouverture de crédit
pour transporter à Saint-Naixent
l'école des sous-officiers du camp
d'Oron. Le crédit de 467.000^{fr} que l'on
demande par le projet de loi en discussion
est, à l'heure qu'il est (M. Le Faure l'a
déclaré à la Chambre) ni pas été
voté, ni, totalement dépensé, et
bien qu'un crédit n'ait encore été
voté par le Sénat. Le Ministre de
la Guerre a incidemment déclaré,
il y a deux jours, dans la discussion
de la loi sur l'avancement dans l'armée,
que les Chambres lui avaient accordé
tous les crédits nécessaires et que
l'école de St-Naixent fonctionnait depuis
8 jours.

On se trouve donc en présence de
l'illégalité la plus flagrante en matière
d'ouverture de crédits. Si la Commission
des Finances, dont le rôle est surtout

de veiller à ce que les grandes règles
financières soient rigoureusement
observées, peut passer condamnation
sur la question de fond, elle ne peut
rester indifférente devant l'irrégularité
de cette opération qu'il ne suffit pas
de blâmer d'une façon platonique et
pour laquelle il faut une sanction.
Cette sanction, suivant l'orateur, ne
peut consister que dans le refus du crédit
demandé.

M. Buffet est également d'avis
qu'une sanction est nécessaire. On
pourrait opérer une réduction de
1000^t, de 500^t de 200^t même sur le
chiffre du crédit demandé et l'on
mettrait ainsi le Sénat à même de
se prononcer sur les réserves que M.
le rapporteur propose d'introduire dans le rap^t.

M. Bocher trouve qu'avant de se
prononcer, on pourrait attendre la lecture
du rapport pour voir dans quels termes
seront formulées ces réserves.

M. Hébrard répond qu'il voudrait
savoir, avant de rédiger son rapport,
si la Commission entend que la question
de fond soit discutée. Il lui a semblé
que, de l'avis de tous les généraux
qui ont étudié la question, l'école
des sous-officiers était placée au camp
d'Arvor dans de très mauvaises conditions,
et que sa translation à St-Maixent est
parfaitement justifiée.

M. Vavroy se demande si l'on ne
pourrait pas obtenir une satisfaction
officielle en demandant au Ministre
de la Guerre, au point de vue de la comptabilité,
si cette translation a été opérée sans
qu'il fût averti qu'il n'y avait pas de

123
crédit ouvert.

M. Buffet se rallie à cette proposition, car les paroles du Ministre semblent indiquer qu'il croyait que les crédits avaient été régulièrement votés.

M. le rapporteur est chargé de voir, à cet effet, M. le Ministre de la Guerre.
La séance est levée à 3^h 1/4.

Le Secrétaire,
Ernest Roger-Marois

Séance du 28 juin 1881.

Présidence de M. de Freycinet.

La séance est ouverte à 1^h.

Sont présents: MM. Bernard, Bacher, Buffet, Calmon, Corvier, Caillaux, Ferronillat, Faye, Fonck de Careil, Gorin, Hébrard, Lambert de St. Croix, Molens, Roger-Marvais, Varroy.

M. Roger-Marvais, l'un des Secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la dernière séance.

Le procès-verbal est adopté.

M. Corvier donne lecture de deux rapports sur deux projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet:

Le 1^{er}, l'ouverture au budget ordinaire du Ministère des finances, sur l'exercice 1880, d'un crédit extraordinaire de 15.200.000^f, pour remboursement des droits relatifs aux sucres inventoriés dans les raffineries et entrepôts;

Le 2^e, l'ouverture, au Ministère

des Travaux publics, au budget
extraordinaire de 1881, d'un crédit
de 13f.109.228⁶⁵ pour le remboursement
en capital des avances faites à l'Etat
pour travaux des ports maritimes,
rivières, et canaux.

Les deux rapports sont successive-
ment mis aux voix et adoptés.

M. Malens donne lecture du
rapport sur le projet de loi tendant
à ouvrir au budget du Ministère de
l'Intérieur (Algérie) un crédit extraor-
dinaire de 2.000.000⁶⁵ destinés à venir en aide
aux populations de l'Algérie éprouvées
par le manque de récoltes.

Le rapport est adopté.

M. Gavini, rapporteur du projet
de loi sur les crédits extraordinaires du
Ministère de la Guerre, expose qu'ayant
été chargé par la Commission de conférer
avec le Ministre des Finances au sujet
du crédit demandé pour les bâtiments
militaires, il s'est acquitté de cette
mission. Il a répété au Ministre ce
qu'il avait dit dans le sein de la
Commission, à savoir: qu'il serait
plus régulier, suivant lui, de ne pas
se séparer des errements suivis depuis
1872, pour la construction des casernes,
c'est-à-dire de réaliser la dépense
nécessitée par ces constructions au
moyen d'emprunts faits à la Caisse
des Dépôts et consignations et amortis
en 15 ou 16 ans par une annuité à inscrire
au budget ordinaire de chaque exercice.
M. le Ministre des Finances a déclaré
qu'il donnait toute son adhésion
à cette manière de procéder. On emprun-
terait à la Caisse des Dépôts et

cautions, sur le pied de 4 %, les sommes
nécessaires qui seraient amorties en 15
ans. On retrancherait ainsi ces 28 à 29
millions des 192 millions de l'art. 3
et l'on allègerait d'autant le 3 %
amortissable.

Si la Commission adopte cette manière
de procéder, l'orateur lui soumettra,
dans une de ses prochaines séances,
la rédaction qu'il arrêtera avec M. le
Ministre des Finances. (Assentiment.)

M. Nalet fait observer qu'il sera
nécessaire, dans ce cas, d'introduire
dans le projet de loi un article spécial
pour autoriser le Ministre à faire l'opéra-
tion dont il s'agit. (Approbation.)

M. le rapporteur dit que la Commission
pourrait, en outre, indiquer une fois
de plus son intention formelle de
faire cesser ce procédé financier qui
consiste à faire supporter par le 3 %
amortissable des dépenses qui devraient
être couvertes par les ressources générales
du budget, ce qui jette le plus grand
trouble dans la comptabilité des
Ministères et particulièrement dans
celle du Ministère de la Guerre.

L'honorable membre propose, en conséquence,
d'introduire dans le projet de loi
un article déclarant que le compte
de liquidation est définitivement
fermé. M. le Ministre des Finances
et M. le Directeur de la Comptabilité
générale du Ministère des Finances
ont déclaré que rien ne leur serait
plus agréable qu'une mesure de ce
genre.

M. Caillaux fait remarquer que
ce n'est pas la première fois qu'on fait une

déclaration de ce genre et qu'on prenne
acte des paroles du Ministre, affirmant
qu'il va clore le compte de liquidation.

M. Malens se demande si l'on peut
insérer dans une loi que le Parlement
s'interdit de voter des crédits à nouveau,
sur un compte quelconque.

M. le rapporteur répond que l'on
n'entend pas dire qu'il n'y aura pas
à l'avenir des nécessités telles qu'il
faillle créer un nouveau compte de
liquidation. La Commission vivra seule-
ment par l'introduction de cet article
dans la loi qu'elle entend, en 1881,
fermer un compte qui a été ouvert,
en 1851, dans des conditions tout à fait
exceptionnelles et qui n'existent plus
depuis longtemps.

M. Malens dit qu'il ne se désolera
qu'après avoir pris connaissance
de la formule qui sera proposée par
M. le rapporteur.

La Commission, consultée par
M. le Président, approuve la proposition
de M. le rapporteur et l'autorise à
chercher une formule qui lui sera soumise
dans l'une de ses prochaines séances.

Une 3^e proposition de M. le rapporteur
relative à l'affectation ou plutôt à
la désaffectation des crédits portés en
bloc dans les 191 millions de l'art. 3
est ajournée jusqu'au moment où la
Commission aura pris une décision
sur la question des fortifications de
Tancarville et autres places de la frontière
de l'Est.

M. Bernard donne lecture d'un rapp.
qu'il a préparé, au nom de la C.^g. S. Com.
sur le budget du Ministère de la Justice.

125

Une discussion s'engage, à propos du ch. III, sur le vote que semble émettre le rapporteur, en faveur du rétablissement du traitement des conseillers d'Etat au chiffre de 11.000^f, contrairement au vote tout récent de la Chambre.

Après diverses observations échangées entre M. le Président, le rapporteur, Lambert de St. Croix et le rapporteur général, la Commission décide que personne n'a l'intention de demander ce rétablissement, il vaut mieux n'en pas parler.

M. le rapporteur général rappelle qu'il avait été entendu qu'il ne serait fait d'observations que sur les chapitres modifiés ou qu'on aurait l'intention de modifier.

M. Bocher demande que la Commission veuille bien préciser et fixer la forme dans laquelle devront être faits les rapports des sous-commissions.

M. le Président dit que cette question sera examinée après la lecture du rapport de M. Bernard.

M. Bernard continue la lecture du rapport.

La même discussion se reproduit à propos des ch. VI (Cours d'appel) et VIII (Tribunaux de 1^{re} instance).

M. Lambert de St. Croix n'est pas d'avis qu'à la veille de la réforme judiciaire, on traite, à l'occasion du budget et lorsqu'on ne veut rien modifier aux chiffres adoptés par la Chambre des Députés, des questions aussi complexes et aussi graves.

M. Fléhard parle dans le même sens.

M. le rapporteur dit qu'en entrant dans ces détails, il a rendu service à un grand nombre de ses collègues qui, n'ayant pas lu ou ayant publié les rapports de la Chambre des Députés ne sont pas fâchés de trouver le résumé des principales questions dans le rapport.

M. le rapporteur général fait remarquer que l'on fera ainsi un rapport général aussi volumineux que les précédents, et que le temps, cette année, s'y oppose d'une manière absolue.

Après une discussion à laquelle prennent part MM. le Président, Bernard, Lambert de St. Croix, Roger, Narvaize, Courcier, la Commission décide, en principe, et sans que cette règle soit absolue, qu'on se bornera, pour les crédits qui n'auront pas été modifiés, à les mentionner avec cette formule: par d'observations, et que l'on n'entrera dans les détails que pour les crédits modifiés. Le rapport relatera également, bien entendu, les discussions qui auront eu lieu dans le sein de la Commission sur un vote à émettre ou sur un point quelconque en budget.

M. Bocher donne ensuite lecture du rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier le chiffre des avances que la caisse des chemins vicinaux peut faire annuellement aux dép. et aux communes sur laotation de 200 millions, créée par la loi du 10 avril 1879.

Le rapport est adopté.

La séance est levée à 3 h 3/4.

Le Secrétaire,
Dr Regenmann

127

Séance du 1^{er} juillet 1877.

Présidence de M. de Freycinet.

La séance est ouverte à 1^h.

Sont présents: MM. Bernard, Ch. Brun, Buffet Colman, Cordier, Dauphin, Faye, Ferronillat, Touchet de Launay, Gonin, Mébrard, Lambert de St. Croix, Malen, Roger. Narvaire, Varroy.

M. Roger-Narvaire, l'un des Secrétaires, donne lecture du procès-verbal.

Le procès-verbal est adopté.

M. le Président fait savoir à la Comm^{on} qu'il a reçu:

1^{re} une lettre de la Chambre de Commerce d'Amiens se rattachant au projet de loi, aujourd'hui voté, portant création d'une nouvelle ligne maritime postale entre la France et la Nouvelle-Calédonie.

2^{re} une lettre de M. le Ministre de la Guerre, accompagnée d'une note remise à M. le rapporteur de la Commission du budget, en 9th 1879, par le général Séré de Rivières, l'adite note comprenant, parmi diverses augmentations de crédits demandés par ce général, une somme de 12 millions destinée à la fortification de Nancy;

3^{re} une lettre de M. le Général de Rivières, accompagnée d'une copie de la même note. Il résulterait de cette lettre, que le général a complété par ses explications verbales données à M. le Président, que le Ministre de la Guerre, voulant à la fin de 1879, fermer le compte de liquidation, lui avait demandé un état de tous les travaux

de défense qui restaient encore à faire dans la région de l'Est. On l'avait prié de faire cet état le plus large possible de manière à ce qu'on pût espérer que les dépenses qui y étaient prévues ne seraient pas dépassées. C'est ainsi que M. le G^{al} de Rivière a été amené à demander une augmentation de crédit de 40 millions, parmi lesquels il a fait figurer pour 10 ou 12 millions la construction d'une simple tête de pont qu'il voulait établir à Nancy, c'est-à-dire d'une fortification pouvant arrêter pendant 4 ou 5 jours l'armée ennemie, au début d'une invasion. Il y a loin, prétend le Général, de cette simple fortification au vaste projet actuel, et il n'existe pas de contradiction entre l'opinion qu'il avait alors et celle qu'il a aujourd'hui;

4^e une lettre de M. le Ministre de la Marine, accompagnée de la nouvelle convention arrêtée, conformément aux dernières décisions de la Commission des Finances, entre l'Etat et la C^{ie} concessionnaire du ch^{de} v. fer de Dakar à St-Louis.

Ces divers documents sont déposés aux archives où les membres de la Commission pourront en prendre connaissance.

M. Ch. Brun donne lecture des art. qu'il a fallu supprimer dans la convention dont il vient d'être parlé, par suite des récentes décisions de la Commission des Finances, relativement à ce projet de loi.

L'honorable membre lit ensuite les passages de son rapport ayant trait aux articles de la convention modifiée.

Le rapport est mis aux voix et adopté.

121
M. Buffet fait observer qu'il persiste à repousser le projet de loi.

M. Corvée donne lecture du rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des finances, sur l'ex. 1880, d'un crédit supplém^{re} de 32.936.678^{fr} 74^c pour compléter le remboursement des obligations à court terme échues en 1880.

Le rapport est adopté.

L'ordre du jour appelle la lecture des rapports des Sous-Commissions sur le budget des divers ministères.

M. le Président informe la S. Commission de l'Intérieur que M. le C.^{te} d'Hannoville a demandé à être entendu par celui de ses membres qui présentera le rapport sur le budget de l'Algérie, et ensuite par la Commission des Finances en réunion générale.

M. Faye, chargé du rapport sur le budget des cultes, demande, pour pouvoir le préparer, que la Commission veuille bien donner son avis sur les trois difficultés suivantes :

1^{re} On a demandé, à la Chambre des Députés, la suppression absolue du budget des cultes. Cette suppression n'a pas été votée. Le rapport devra-t-il parler de cet incident?

La Commission décide qu'il n'en sera pas parlé, de même que sur 2^e point relatif au rejet d'un amendement qui demandait la suppression du traitement des chanoines.

En 3^e lieu, la Chambre des Députés, tranchant ainsi une question de principe, a décidé la suppression, par voie d'extinction, des chanoines du chapitre de S.^t Denis.

quel est, à cet égard, le sentiment de la Commission?

M. Lambert de St. Croix dit que ceux qui ont parlé à la Chambre, sur cette question, ne la connaissent pas. Ce qu'on reproche surtout au chapitre de St. Denis c'est d'être une institution ultramontaine, relevant uniquement du Pape. Or, c'est absolument le contraire; les chanoines de St. Denis sont directement à la nomination de l'Etat, seulement comme, par cela même, ils ne relèvent d'aucune paroisse et ne sont sous la dépendance d'aucun évêque, ils ne pensent, pour le spirituel, relever que de Rome.

L'honorable membre rappelle qu'à une époque où l'on cherchait à réaliser des économies sur tout, la 1^{re} Commission du budget de l'Assemblée nationale a renoncé, à l'unanimité, sur les observations de M. Jules Simon, à chercher une économie en supprimant ou en réduisant le traitement des chanoines de St. Denis.

M. Lambert St. Croix demande, en conséquence, le rétablissement du crédit, tel qu'il a été proposé par le Gouvernement.

M. Varray signale à M. le rapporteur de la Sous-Commission une simple question de forme. Un amendement, qui, d'après le rapport de M. Liouville, a été adopté par la Commission du budget, ne se retrouve ni dans le rapport de M. Rouvier, ni dans le texte de la loi de Finances.

M. le rapporteur général fait ensuite observer que le chapitre de St. Denis a été établi par un décret. loi. Surgit alors la question de savoir si l'on peut, par une disposition budgétaire supprimer

une loi existante.

M. le Président demande à la Commission, si elle ne juge pas à propos, avant de s'engager dans la discussion de ces diverses questions, d'entendre M. le Ministre de l'Intérieur.

La discussion est ajournée jusqu'à ce que la Commission ait entendu sur ce point le représentant du Gouvernement.

La Commission décide qu'elle se réunira demain à 1^h.

La séance est levée à 2^h 1/2.

Le Secrétaire,
Dr Rogge Marvaux

Séance du 2 juillet 1887.

Présidence de M. de Freycinet

La séance est ouverte à 1^h.

Sont présents: MM. Bernard, Bocher, Ch. Brun, Buffet, Caillaux, Calmon, Cordier, Faye, Ferronillat, Fouches de Careil, Hébrard, Gourin, Lambert de St. Croix, Molens, Roger. Narvaize, Varroy.

M. Roger. Narvaize, l'un des secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la dernière séance.

Le procès-verbal est adopté.

M. Cordier donne lecture du rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés portant fixation des ressources affectées au budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'ex. 1887.

M. Caillaux dit qu'il comprend très bien que devant les critiques dont le 3^o amortissable a été l'objet, M. le Ministre des Finances veuille

réserver si la nouvelle législature
le soin de statuer sur le mode
d'emprunt, mais en présence de ces
deux faits : 1° que ce qui paraît exécuter
des travaux publics en 1881 est converti
et au delà par l'emprunt du 17 mars
1881, dont le dernier terme échait le
15 janvier 1881, dont le dernier terme
échait le 15 janvier 1882, 2° que la
faculté de report est supprimée dans
le budget de 1882, l'honorable membre
se demande quel est le but et quelle
peut être l'utilité de la mesure proposée.

M. Bocher ajoute que le projet
de loi soulève les questions les plus
complexes et les plus importantes,
que toute l'économie du budget s'y
trouve résumée et qu'il faudrait, avant
de le discuter, que chaque membre de
la Commission pût l'étudier, ainsi
que le rapport dont il vient d'être
donnée lecture. On pourrait faire tirer
une épreuve de ce rapport, dont un
exemplaire serait remis à chacun des
membres de la Commission.

M. le rapporteur répond qu'il comprend
toute la gravité de la question, qu'il
s'agit de l'art, 5 qu'on a appelé justement
la clé de voûte du budget et qu'il a
cherché à donner sur ce point le plus
de renseignements possibles. Il adhère
d'autant plus volontiers à la proposition
qui vient d'être faite que M. le Ministre
des Finances et M. le Directeur de la
Comptabilité lui ont manifesté le
désir de s'expliquer sur toutes ces questions.

La Commission décide que le
rapport sera imprimé et distribué aux
membres de la Commission qui le

193

discutent dans une prochaine séance.
M. Follivier, Sous-Secrétaire d'Etat au
Ministère de l'Intérieur, est introduit
dans le sein de la Commission et prend
place au bureau.

M. le Président l'informe que la
Commission a désiré l'entendre pour
savoir si M. le Ministre de l'Intérieur
accepte la diminution de 18.000^f. votée
par la Chambre des Députés sur le crédit
du chapitre des chanoines de St Denis,
et si elle accepte en même temps la
suppression par voie d'extinction du chapitre
de St Denis.

M. le rapporteur général fait observer
que le rapport de M. Liouville porte que
la Commission du budget a adopté l'amendement
de M. Camille Sée Or, cet amendement
devrait se trouver reproduit, sous
forme d'article, dans le texte de la loi
de Finances. Il ne se trouve ni dans le
rapport de M. Rouvier, ni dans le texte
de la loi de Finances.

M. le Sous-Secrétaire d'Etat répond
que le Gouvernement accepte la situation
faite par la Chambre au chapitre de St Denis
c'est-à-dire la diminution de 18.000^f
proposée pour le prochain exercice, et
la suppression, par voie d'extinction,
des chanoines de St Denis.

Quant à l'observation de M. le rappor-
teur général, M. le Sous-Secrétaire d'Etat
pense que la Chambre, en votant l'amendement
de M. Camille Sée, n'a pas entendu voter
un texte législatif, mais faire
une simple application du principe compris
dans l'amendement.

M. Bocher dit qu'on ne peut modifier
une disposition législative par voie

de réduction de crédit. L'observation
de M. le rapporteur général ne signale
donc pas seulement une lacune ou
une omission; elle porte beaucoup plus
haut et plus loin.

M. Bernard fait observer que la
loi de finances n'est pas encore complètement
votée, et que ce texte, s'il est nécessaire,
pourra trouver place dans la partie finale.

M. le Sous-Secrétaire d'Etat dit que,
lorsque la Chambre a voté ses chiffres,
elle ne pouvait introduire un texte
législatif au milieu de ces chiffres,
mais qu'il ne peut y avoir de doute sur
ses intentions; elle a voulu faire une
première application du principe de la
suppression, par voie d'extinction, du
chapitre de St-Denis. Le Gouvernement
accepte la situation qui en résulte.

M. Lambert de St-Croix demande
quels sont les motifs qui ont poussé
le Gouvernement à supprimer cette
institution.

M. le Sous-Secrétaire d'Etat répond
que le Gouvernement ne s'oppose pas
à cette suppression, parce qu'il ne voit
pas que la religion ou le clergé paroissial
ou diocésain y soient intéressés. Le
chapitre de St-Denis se compose de deux
ordres: le 1^{er} qui comprend les chanoines
évêques qui ne résident pas à St-Denis,
et qui reçoivent un traitement de 10.000^{fr}
et le second qui comprend les chanoines
prêtres qui reçoivent un traitement
de 4.000^{fr}. et qui résident à St-Denis
comme préposés à l'entretien de la
basilique. Or, le Gouvernement entend
conserver ces traitements aux anciens
évêques et aux prêtres distingués comme

13
ceux qui composent le 2^e ordre du chapitre
de S^t Denis. Il y a déjà, en ce moment,
trois évêques, qui ne sont pas chanoines
de S^t Denis et qui touchent sur les fonds
spéciaux une pension de 10.000^f. Quant
à la basilique elle-même, le Gouverne-
ment ne veut pas la laisser tomber
en ruines; elle est déjà classée parmi
les monuments historiques, et rien
ne serait plus facile que de l'ériger
en paroisse, comme elle l'a été pendant
quelques années sous l'Empire. Ainsi
rien ne sera changé à la situation
des anciens évêques et à celle des prêtres
qui auraient pu devenir chanoines de
S^t Denis; le Gouvernement a des fonds
suffisants pour leur service, non des pensions
de retraite mais des allocations annuelles
s'élevant à des sommes égales à celles
que l'on donne, en ce moment, au
chapitre de S^t Denis.

M. Lambert de S^t Croix dit qu'il
ne s'explique plus, s'il n'y a aucune
économie à réaliser, les motifs qui
portent le Gouvernement à changer
le caractère de cette vieille institution
que l'on a toujours respectée et que
des hommes comme M. Jules Simon
ont défendue en 1872, alors qu'on voulait,
comme aujourd'hui, et dans des circonstances
qui auraient pu être justifiées une
semblable mesure, diminuer le crédit
affecté au chapitre de S^t Denis.

M. le Sous-Secrétaire d'Etat répond
qu'il s'est reporté au discours prononcé
en 1872 à la tribune de l'Assemblée
Nationale par M. Jules Simon, et qu'il
n'y a trouvé que cet argument en faveur
de l'entretien de l'institution de Saint-

- Denis: c'est qu'il fallait donner
des secours aux évêques et aux vieux
prêtres méritants. L'orateur appelait
le chapitre de St Denis: les Invalides
des évêques.

M. Bocher fait la même observation
que M. Lambert de St. Croix, et ajoute
que si l'on donne le même traitement
aux évêques et aux prêtres méritants,
on leur enlève un titre honorifique
qui avait bien sa valeur, celui de
chanoines du chapitre de St. Denis.

M. Coilloux demande à M. le
Sous-Secrétaire d'Etat si cette déclaration
qu'il vient de faire: "que les évêques
qui ne pourront plus continuer leur
ministère, recevront une allocation
annuelle de 10.000 fr." et que le Gouvernement
a un crédit si il pourra trouver cette
somme ainsi que celle qu'il destine
aux prêtres a été faite devant la Com^m
du budget.

M. le Sous-Secrétaire d'Etat
répond affirmativement.

M. le rapporteur général demande
si le Gouvernement considère comme
ayant le caractère d'une loi le décret
de 1872 qui a organisé le chapitre de
St. Denis.

M. le Sous-Secrétaire d'Etat
répond qu'il ne connaît, quant à lui,
que le décret de 1872 qui a complètement
refondue le chapitre de St. Denis et qui
a fait disparaître celui de 1806 qui
avait créé l'institution et ceux de
1816, 1872, 1878. Le décret de 1872 était
seul un décret loi.

M. le Sous-Secrétaire d'Etat
se retire.

112
M. Buffet croit que des secrets successifs
ont pu modifier l'organisation du chapitre
de Saint-Denis, sans faire disparaître
pour cela le secret de 1872.

M. Faye dit que le secret de 1858
donne le texte sous les yeux statue
à nouveau et déclare formellement que
les secrets de 1806, 1816 et 1872 sont rapportés.
L'honorable membre donne lecture du
secret de 1858, et déclare qu'en présence
de ce texte, il n'hésitera pas à voter le
crédit tel qu'il l'a été par la Chambre
des députés, parce qu'on ne porte pas
atteinte, par cette diminution de crédit,
au principe qu'une loi ne peut être
abolie ou modifiée par une simple
disposition budgétaire.

M. Buffet et Lambert de St^e Croix
renouvellent les observations qu'ils
ont déjà présentées sur le caractère
anti-religieux d'une mesure qui ne
réalise aucune économie et qu'aucune
nécessité ne commande.

M. Buffet propose à la Commission
le rétablissement du crédit de 18.000^{fr}.

La proposition, mise aux voix, n'est
pas adoptée.

Le crédit du ch. 5: Chapitre de
St-Denis - est adopté tel que l'a voté
la Chambre des députés.

M. Toucher de Corvill donne lecture
du rapport sur le budget du ministère
de l'Agriculture et du Commerce.

Le rapport est adopté.

M. Lambert de St^e Croix donne lecture
du rapport sur le budget du service
des Beaux-Arts.

Le rapport est adopté, sauf la partie
relative à la question de la réorganisation

des services administratifs des Beaux-Arts. La Commission décide que, dans les circonstances actuelles et vu le peu de temps dont dispose le Sénat, cette grosse question de la réunion sous la même direction des deux services des beaux arts et des bâtiments civils est ajournée au prochain exercice. La séance est levée à 2^h 3/4.

Le Secrétaire,
Dr. Roge-Mauvais

Séance du 5 juillet 1887.

Le procès-verbal de cette séance a été déposé au Secrétariat général de la Présidence.

Séance du 7 juillet 1887.

Présidence de M. de Freycinet.

Sont présents: M. M. Bernard, Bocher, Ch. Brun, Caillaux, Calmon, Corbier, Dauphin, Ferronillat, Faye, Buffet, Fouché de Careil, Lambert de St^e Croix, Raben, Roger. Narvaize, Varroy.

M. Lambert de St^e Croix, l'un des Secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la dernière séance.

Sur la demande de M. Ferronillat et de plusieurs de ses collègues, la Commission décide qu'en raison de la nature des déclarations faites par M. le Ministre de la Guerre dans la dernière séance, le procès-

149

verbal qui relate ces déclarations sera déposé au Secrétariat de la Présidence du Sénat, où il pourra être communiqué sans déplacement aux membres seuls de la Commission.

Le procès-verbal est adopté.

M. Lambert de St. Croix demande si les votes émis par la Commission sur certaines questions budgétaires ou autres sont des votes absolument fermés et sur lesquels il n'est pas possible de revenir.

Ainsi la Commission, dans une de ses dernières séances, a pris une décision sur le crédit du chapitre de St. Denis. L'honorable membre a reçu, depuis, la visite de M. l'évêque de Lava, qui lui a présenté des observations et apporté des documents qui seraient peut-être de nature à modifier l'opinion de la Commission sur cette même question. La Commission se considère-t-elle comme enchaînée par son vote?

M. le Président répond qu'en ce qui touche le chapitre de St. Denis, la Commission n'a émis qu'un vote provisoire, dans le but de permettre à M. Faye, rapporteur de la Sous-Commission de préparer son travail sur le budget des cultes. La question reviendra tout naturellement lorsque ce travail sera soumis à la Commission.

M. Faye dit que précisément il allait, au moment où M. Lambert de St. Croix a pris la parole, présenter ses observations sur cette question du chapitre de St. Denis. Une lecture plus attentive des documents législatifs qui s'y rattachent et la discussion qui a eu lieu, à ce sujet, à la Chambre

des services administratifs des beaux-arts. La Commission décide que, dans les circonstances actuelles et vu le peu de temps dont dispose le Sénat, cette grosse question de la réunion sous la même direction des deux services des beaux arts et des bâtiments civils est ajournée au prochain exercice.

La séance est levée à 2^h 3/4.

Le Secrétaire,
G. Brugnot-Mauvais

Séance du 5 juillet 1881.

Le procès-verbal de cette séance a été déposé au Secrétariat général de la Présidence.

Séance du 7 juillet 1881.

Présidence de M. de Freycinet.

Sont présents: M. M. Bernard, Bocher, Ch. Brun, Caillaux, Calmon, Cordier, Dauphin, Fersonillat, Faye, Buffet, Fouches de Careil, Lambert de St. Croix, Nalens, Roger. Narvaize, Varroy.

M. Lambert de St. Croix, l'un des Secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la dernière séance.

Sur la demande de M. Fersonillat et de plusieurs de ses collègues, la Commission décide qu'en raison de la nature des déclarations faites par M. le Ministre de la Guerre dans la dernière séance, le procès-

199

verbal qui relate ces déclarations sera
déposé au Secrétariat de la Présidence du
Sénat, si il pourra être communiqué
sans déplacement aux membres seuls
de la Commission.

Le procès-verbal est adopté.

M. Lambert de St. Croix demande
si les votes émis par la Commission sur
certaines questions budgétaires ou autres
sont des votes absolument fermés et sur
lesquels il n'est pas possible de revenir.

Ainsi la Commission, dans une
de ses dernières séances, a pris une
décision sur le crédit du chapitre de St.
Denis. L'honorable membre a reçu, depuis,
la visite de M. l'évêque de Lava, qui
lui a présenté des observations et apporté
des documents qui seraient peut-être
de nature à modifier l'opinion de
la Commission sur cette même question.
La Commission se considère-t-elle
comme enchaînée par son vote?

M. le Président répond qu'en ce
qui touche le chapitre de St. Denis,
la Commission n'a émis qu'un vote
provisoire, dans le but de permettre
à M. Faye, rapporteur de la 3^{ème} Commission,
de préparer son travail sur le budget
des cultes. La question reviendra
tout naturellement lorsque ce travail
sera soumis à la Commission.

M. Faye dit que précisément
il allait, au moment où M. Lambert
de St. Croix a pris la parole, présenter
des observations sur cette question
du chapitre de St. Denis. Une lecture
plus attentive des documents législatifs
qui s'y rattachent et la discussion qui
a eu lieu, à ce sujet, à la Chambre

Paris, le 7 juillet 1887.

SÉNAT



Monsieur le Secrétaire
Général,

Conformément à une
décision prise par la Commission
des Finances, j'ai l'honneur
de vous adresser, sous pli
cacheté, le procès-verbal
de la séance du 5 juillet,
contenant une déposition
de M. le Ministre de la Guerre.

M. les Membres ~~seuls~~
de la Commission des Finances
pourront seuls en prendre
communication. (sans déplacement)

Je vous prie d'agréer, Monsieur
le Secrétaire Général,
l'assurance de mes sentiments
respectueux.

Le Secrétaire agt.
G. de la Motte

Président
du Sénat.



Monsieur le Secrétaire Général
de la Présidence du Sénat.

Séance Du 5 juillet 1881.

Présidence De M. De Freycinet.



La séance est ouverte à une heure.
Sont présents : M. M. Bernard, Bocher,
Ch. Brun, Buffet, Caillaux, Calmon, Cordier,
Dauphin, Faye, Ferrouillet, Foucher D. Caril,
Hébrard, Lambert De St Croix, Malant,
Roger-Marvaux, Varroy.

M. Bernard, au nom De l'un De M. M. les
secrétaires, donne lecture Du procès-verbal De la
dernière séance.

Le procès-verbal est adopté.

M. le général Fové, ministre De la guerre
est introduit Dans le sein De la commission et
prend place au bureau.

M. le ministre dit que conformément au
vœu exprimé par la commission il a apporté
les procès-verbaux Des séances De l'ancien et
Du nouveau comité De Défense. Ces documents
sont très volumineux ; M. le ministre croit qu'il
serait nécessaire que la commission indiquât les
points particuliers sur lesquels elle désire être
renseignée.

M. le Président répond que la commission
désirerait avoir des explications sur les trois
points suivants :

1^{er} En ce qui concerne la place De Nancy,
dans quel sens l'ancien plan, qui consistait à
n'avoir que certains points fortifiés en avant De
la ville, une simple tête De pont, comme a dit le
général De Rivière, a-t-il été modifié par le
nouveau comité De Défense ? Sous quelle forme
ces changements ont-ils été introduits et comment
est-on arrivé à vouloir faire De Nancy, etc.

D'une place fortifiée pour la Défensive, un véritable camp retranché devant servir de base d'opérations pour l'attaque.



1^{er} ment Pourquoi le nouveau comité a-t-il ajourné les travaux de Défense sur certains points de la 2^{me} ligne, comme Eprenoy, Nogent, Reims, etc. Comment, si ces travaux sont ajournés, défendra-t-on les lignes traditionnelles d'invasion qu'ils avaient pour but de couper ?

2nd ment Quel est le plan adopté pour combler les lacunes du réseau ferré devant servir à la mobilisation et à la concentration des troupes ? la Commission des chemins supérieurs des chemins de fer a-t-elle délibéré, quel est le sens de ses délibérations ?

M. le ministre annonce qu'il va s'expliquer successivement sur ces trois points ; mais il tient d'abord à déclarer ~~qu'il n'y a rien de changé~~, d'une manière générale, que rien n'a été changé au système de Défense adopté par le premier comité. Aucun des ouvrages antérieurement arrêtés n'est annulé ou supprimé. Le nouveau comité de Défense a seulement décidé qu'il était de la plus urgente nécessité de renforcer (tout d'abord les ouvrages de la première ligne, ~~c'est-à-dire~~ c'est à dire ceux de Verdun, d'Epinal et de Belfort. C'est sous le ministère de M. le général Gresley et ~~après une visite~~ à la suite d'un long rapport présenté sur les travaux de la frontière de l'Est par M. le président du comité des fortifications, le général d'Outrebois, que cette nécessité a été reconnue.

M. le ministre donne lecture de certains passages de ce rapport qui porte la date du 10 décembre 1879 et dit que c'est là le point de départ du travail que vient de faire la nouvelle commission.

En ce qui concerne la place de Nancy, M. le ministre rappelle les opinions du général Douai et de M. le général de Rivière qui ~~ont~~ sur les qualités tant offensives que défensives

De la place De Nancy. Tous deux faisaient ressortir l'avantage qu'elle présentait pour assurer le passage De la Moselle en aval De la ville et pour protéger D'une manière efficace la route qui se trouve entre Nancy et Epinal.



M. le Président dit que M. le général De Rivière proteste contre le caractère offensif qu'il aurait voulu donner aux fortifications De Nancy. Elles ont toujours été, dans sa pensée, purement défensives et De deuxième ou même De troisième urgence. Elles n'avaient pas, en outre, le développement qu'on veut leur donner aujourd'hui.

M. le ministre répond que les avis peuvent être différents sur la question De l'urgence. L'ancienne commission s'est partagée en nombre égal à cet égard; le nouveau comité s'est prononcé à la presque unanimité pour l'urgence.

M. le ministre lit différents passages Des procès-verbaux De l'ancienne commission qui établissent que Nancy est le seul point par lequel une armée française puisse déboucher ^{avec quelque} ~~en Allemagne~~ ^{en Allemagne} sécurité en Allemagne. De plus, comme c'est un point avancé, il ne faut pas le fortifier à moitié; il n'est pas possible avec 412 millions ~~comme~~ ^{qu'on demandait en 1879} à M. le général De Rivière De faire quelque chose à Nancy qui ait une résistance suffisante.

M. Buffet dit que M. le ministre serait strictement dans son droit en refusant De communiquer Des documents qui appartiennent à son ministère. Cependant l'honorable membre voudrait savoir si M. le ministre est venu pour faire la communication qui lui a été demandée par la commission ou s'il ~~n'est venu que pour~~ ^{est venu simplement pour} lire lui-même Des extraits Des procès-verbaux.

M. le ministre répond qu'il ne lui paraît pas convenable que Des documents De cette nature



restent dans les mains d'une commission. Il donnera connaissance à la commission de tout ~~ce qui~~ ce qui pourra l'intéresser dans ces procès-verbaux, dût-il revenir plusieurs fois devant elle, mais il croit sa responsabilité engagée à ce que ces documents ne sortent pas de son cabinet. Une communication semblable serait, du reste, contraire à tous les usages; elle n'a jamais été demandée.

M. ~~Buffet~~ le Président demande à la commission si elle est d'avis d'entendre la lecture de tous les procès-verbaux ou si elle se contentera de ~~demande~~ la lecture de certains procès-verbaux sur des points spéciaux, qu'elle indiquera elle-même à M. le ministre.

Cette dernière proposition est adoptée par la commission.

Sur la demande de M. Buffet, qui voudrait savoir comment la résolution qui s'est produite dans l'esprit du général D. Rivière s'est produite également dans celui du général Clinchamps, M. le ministre donne lecture du procès-verbal de la séance du 19 Xbre 1880, dans laquelle le général Clinchamps ^{trouve} ~~explique~~ que la place de Nancy devant absorber une armée de 150,000 hommes, il vaut mieux renoncer aux avantages qu présenteraient ces travaux qui pourraient déterminer, en outre, un casus belli.

M. le ministre dit que cette dernière question a été lancée, il y a quelques jours, dans le public par M. le général D. Rivière, mais qu'il ne croit pas que des fortifications élevées à 6 kilomètres de la frontière ~~allemande~~ puisse donner lieu à des observations de la part des allemands. Il y a tout le long de la frontière des ouvrages comme ^{celui de} ballon de Servance qui sont construits à une bien moindre distance et qui n'ont donné lieu à aucune observation. La

forteresse de Longwy est à deux kilomètres de la frontière. En ce moment les Italiens s'établissent à un ou deux kilomètres du Mont Cenis et les Espagnols sur la rive même de la Bidassoa.



M. Buffet ^{dit} trouve qu'il est extrêmement fâcheux que cette question ait été traitée devant le public et qu'il blâme l'auteur, quel qu'il soit, d'une pareille communication, mais il serait également fâcheux, ~~d'après l'honorable membre,~~ ^{d'après l'honorable membre,} que la commission ~~ne s'en préoccupât pas~~ ne discutât pas cette éventualité, M. le ministre croit que la Prusse ne fera aucune observation. En est-il sûr? Si ces observations se produisaient, on serait dans cette alternative ou de renoncer à des travaux votés implicitement par les deux chambres et de subir ainsi une très grande humiliation ou de continuer, malgré les menaces ^{de la Prusse} des travaux commencés et d'affronter ainsi une guerre qui pourrait être très périlleuse, alors précisément que les travaux de défense de la deuxième ligne ne sont pas complets.

M. le ministre répond qu'il est certain qu'aucune observation n'a jamais été faite pour les travaux de fortifications exécutés en France depuis la dernière guerre. Il s'en est informé au ministère des affaires étrangères et auprès des attachés militaires de l'ambassade française en Allemagne. Il croit, de plus, qu'à moins de vouloir engager une véritable querelle d'Allemands, la Prusse ne peut faire aucune objection à des fortifications qui sont placées à 6 kilomètres de la frontière.

M. le Président demande si pour éléver des réclamations de ce genre, les nations ne se basent pas sur ce fait que les canons d'un fort sont à une distance telle que leur portée dépasse la frontière.

M. le ministre répond qu'il ne connaît

aucun cas de réclamation basées sur des considérations de ce genre.



M. Lambert de Sainte Croix dit qu'il comprend très bien que la construction de petits forts comme celui du ballon de Servance ne puisse donner lieu à aucune réclamation de l'Allemagne, mais il n'en serait peut-être pas de même de l'établissement d'une place qui exigerait 150,000 hommes pour la défendre.

M. le Président fait observer que M. le ministre a déjà répondu à cette question. ~~Il~~ ~~est~~ ~~qu'~~ aucune observation ne peut être faite à cet égard de la part de l'Allemagne.

M. le ministre insiste sur la nécessité d'avoir une base d'opérations pour pouvoir prendre l'offensive, si nous sommes prêts les premiers. Or, on connaît les plans de concentration des Allemands ~~et de leur offensive~~ ~~sur la frontière~~, ils ne peuvent se concentrer sur la frontière qu'en douze ou quatorze jours et lorsque dans deux ou trois ans, quatre ans ou plus, tous nos travaux de défense seront terminés et notre réseau de voies ferrées complété, l'armée française pourra être concentrée sur la frontière huit jours après sa mobilisation.

M. le ministre donne lecture de certains passages du projet-verbal du comité de défense ~~en présence de l'Assemblée nationale~~.

M. Hébrard demande quelle serait la différence qui se produirait dans la marche d'une armée d'invasion ~~si Nancy~~ ~~était fortifiée~~ suivant que Nancy serait fortifié ou ne le serait pas.

M. le ministre répond que dans le cas d'une invasion, ~~Nancy même non~~ si Nancy



n'était pas fortifié, il serait néanmoins défendu à outrance; seulement il ^{ne} serait pas défendu avec des fortifications, mais avec des hommes, ce qui affaiblirait considérablement la défense. Une fois ces premiers défenseurs d'assés, l'ennemi trouverait dans l'occupation du plateau que l'on veut précisément fortifier en ce moment, des avantages qui lui donneraient la plus grande tranquillité pour ses opérations ultérieures.

M. le ministre ~~explique ensuite~~ ^{entre ensuite pour des détails} techniques pour démontrer quel puissant élément de défense ~~serait~~ constituerait la fortification de Nancy.

Sur la demande de M. Buffet, M. le ministre donne lecture de divers passages des procès-verbaux de l'ancienne commission où sont développées les opinions des généraux contraires à cette fortification.

M. le Président demande à M. le ministre, en ce qui concerne le deuxième point qui préoccupe la commission, c'est à dire l'ajournement des travaux de la 2^{me} ligne, il ne pourrait pas faire marcher ces travaux parallèlement à ceux de la première.

M. le ministre répond que l'on continue à travailler à Reims et à d'autres ouvrages commencés, mais il croit infiniment plus intéressant de s'occuper des ouvrages de la frontière qui ont une importance capitale et bien supérieure à ceux de la falaise de Champagne. On s'occupe de ces derniers travaux d'une manière continue et ils ne seront ni abandonnés ni ajournés, mais il faut avant tout fermer la frontière. C'est là qu'est le salut du pays.



Mr. le Président demande s'il n'y a pas une véritable nécessité à maintenir qu'il y aurait, ~~sur la frontière~~ à maintenir à Eprenay, à Nogent, à Reims Des obstacles aux communications par voies ferrées, lorsque l'ennemi aura franchi la frontière.

Mr. le ministre répond qu'il y a là certainement un certain intérêt, mais qu'il ne faut pas l'exagérer, car les moyens d'action de ces forts isolés sont très précaires et rendent douteuse leur résistance. Eprenay, du reste, n'a jamais été désigné par aucune commission de Défense.

Mr. le Président demande à M. le ministre si néanmoins ces travaux seront menés de front avec ceux de la première ligne.

M. le ministre répond qu'ils seront continués mais peut-être avec moins d'activité, car il faut avant tout fortifier la frontière.

M. Bernard demande désirerait, pour donner satisfaction aux deux opinions qui se sont produites sur la préférence à donner aux travaux de la première ou de la deuxième ligne, qu'on fit des efforts pour mener parallèlement tout ces travaux de manière à les avoir terminés en même temps.

M. le ministre répond que tous ces forts d'Eprenay, de Nogent, de Montreuil avaient été classés en deuxième urgence par l'ancienne commission.

Mr. Poincaré de St Croix demande quel nombre d'hommes sera nécessaire pour défendre ~~les travaux de la frontière~~ l'ensemble des fortifications.

M. le ministre répond qu'il faut de 7 à 900,000 hommes pour défendre ^{toutes} la frontière, mais qu'il ne faut pas prendre ce chiffre à la lettre, parce qu'on ne met de garnisons complètes que dans les places menacées. Dans ces conditions ce n'est plus 7 à 900,000 hommes qui seraient nécessaires, mais de 3 à 400,000.



M. Lambert D. 1^{er} Croix Demand. combien
il en faudrait pour défendre Nancy.

M. le ministre répond qu'il faudrait à
Nancy une garnison de 20,000 hommes
environ. Le chiffre de 150,000 hommes
donné par le général Clinchamps est un
chiffre lancé dans le feu de l'improvisation
~~imaginée~~ ^{imaginée} pour faire plus d'impression
sur l'auditoire.

En ce qui concerne le troisième point
des renseignements demandés par la commission,
c'est à dire l'achèvement du réseau stratégique
des chemins de fer, M. le ministre indique
sur la carte le plan de concentration adopté
par le nouveau comité D. Défense, ^{qui est à}
^{peu près, identique à celui qui avait été adopté par l'ancienne}
Commission. Il en résulte que chaque corps d'armée
aura à sa disposition une ligne à double
voie avec 3^e ou 4^e trains par jour qui le
portera à la frontière en trois jours et
même en deux jours et demi. ^{En attendant que}
^{le réseau soit complètement achevé, il existe}
^{un projet provisoire de concentration}
qui, au lieu de porter à la frontière les
groupes en deux ou trois jours, les y
transporterait en quatre ou cinq jours.

M. le ~~ministre~~ ^{Président} remercie D. ses
explications M. le ministre de la guerre
qui se retire.

M. Buffet renouvelle les observations
qu'il a déjà faites dans une précédente séance
sur la composition du nouveau comité D.
Défense, formé sans doute d'hommes très
compétents, mais moins nombreux et occupant
au ministère une situation qui les empêche
en quelque sorte de pouvoir se mettre en
contradiction avec leur supérieur, le ministre
de la guerre. ^(avis de) L'ancienne commission, beaucoup



plus nombreuses et complètes. De toutes les
sommités militaires de la France, présenteront
plus de garanties que ceux de la nouvelle
et diminueront ou supprimant presque
la responsabilité d'hommes incompetents
appelés à se prononcer sur une question
de cette nature. Ce n'est qu'avec la plus
grande anxiété que l'honorable membre
se voit dans la nécessité d'insérer un
vote sur les versements de l'art. 3 du projet de loi,
nécessaires versements qui autorisent, en
quelque sorte, les modifications apportées
à notre système général de défense par
la nouvelle commission.

Il y a de plus, reste ensuite la
grave question qui a été agitée tout à
l'heure. Est-on sûr que les Prussiens
ne profitent pas de ce fait que des
travaux, dont ils connaissent aussi bien que
nous l'importance, seront entrepris à Nancy
pour mettre la France dans cette alternative
d'une profonde humiliation ou d'une
criminelle folie.

La commission d'ordre
renvoie à sa prochaine
séance la suite de la
discussion.

La séance est levée à
3 heures.

~~l'honorable membre demandant
qu'avant de déposer le rapport m. le
ministre des affaires étrangères soit appelé
dans le sein de la commission et interrogé
sur ce point~~
~~M. Maule appuie cette proposition.
M. Bernard ne s'oppose pas à ce
que m. le ministre des affaires étrangères
soit entendu, il rappelle seulement que
m. le ministre de la guerre a dit qu'il
avait consulté son collègue sur ce point.
M. Doyen et autres après l'avoir entendu qu'il
a affirmé si nettement, il n'y avait rien à craindre.~~

des Députés, a fait naître certains doutes dans son esprit. Dans les orateurs qui ont pris la parole sur cette question dans l'autre Assemblée, M. Gambetta, M. Camille Sée, lui-même, ont semblé reconnaître que le chapitre de St-Denis existe en vertu d'un décret. Mais s'il en était ainsi, l'opinion que M. le rapporteur avait exprimée dans l'avant-dernière séance serait sensiblement modifiée. Il demande, en conséquence, qu'il lui soit adjoint pour examiner à nouveau ce point de droit délicat, ceux des membres de la Commission qui sont le plus particulièrement versés dans les questions de jurisprudence.

La Commission désigne MM. Bernard, Bocher, Dauphin, Halent et Roger. Narvaïse.

M. Bocher donne lecture du rapport qu'il a préparé sur le budget du Ministère de l'Intérieur.

Une discussion s'engage sur la question de savoir si l'augmentation de 5.000^{fr}, demandée par M. le Ministre et votée par la Chambre des Députés, pour la transformation du cabinet du Ministre en direction, sera maintenue.

M. Buffet émet l'opinion qu'il est absolument nécessaire que le chef du cabinet du Ministre, qui est l'homme de confiance de ce dernier et qui est obligé de le suivre dans sa retraite, qui ne peut survivre à celui qui l'a nommé, ne s'occupe en aucune façon des services administratifs et reste un personnage exclusivement politique. L'honorable membre se déclare absolument opposé à la transformation.

19

un chef de Cabinet du Ministère de l'Intérieur
en Directeur.

M. Hébrard fait observer qu'il y
a, en réalité, au Ministère de l'Intérieur
deux Ministères: celui de l'Intérieur
proprement dit et celui des Cultes qui
est sous la direction et qui absorbe
sous les moments de M. le Sous-Secrétaire
d'Etat. Le Ministre, qui ne peut suffire
à tout le travail administratif d'un
département aussi chargé, est obligé
de se débarrasser sur son chef de cabinet
d'une partie de la besogne. C'est pour
faciliter les rapports de ce dernier avec
les chefs des autres services qu'on demande
à l'investir du titre de Directeur.

M. Lambert de St. Croix regrette
qu'on ait supprimé les Secrétaires
général des Ministères pour créer
ces Sous-Ministres qu'on appelle des
Sous-Secrétaires d'Etat. On demande
aujourd'hui de créer un nouveau rang,
un chef de Cabinet qui remplacera le
Ministre près des Directeurs des différents
services. Ce n'est pas là l'idée qu'on se
fait, en général, d'un chef de cabinet
et il serait fâcheux que des jeunes
gens eussent cette prééminence
sur les anciens directeurs et fussent
investis d'une titre que l'on a toujours
regardé comme le bâton de maréchal
des fonctionnaires.

M. Hébrard répond qu'il ne s'agit
pas de donner au chef de cabinet la
prééminence sur les autres directeurs,
mais de lui faire une situation égale.

M. Bocher dit qu'il a eu des
signaler à la Commission cette innovation
que rien ne justifie et qui a une

une tendance factieuse qui a été
particulièrement signalée et
combattue par un journal important
comme le N. Ménéard.

M. Buffet renouvelle ses premières
observations et maintient que les
services administratifs du ministère
de l'Intérieur doivent rester hors
du contrôle de ce personnage de passage,
homme de confiance du Ministre
et n'ayant à s'occuper avec lui que
des questions politiques, qu'on appelle
le chef du cabinet.

M. Calmon dit que le chef du
cabinet est en même temps chef du
personnel et qu'il voit avoir une
certaine supériorité sur les préfets
qui viennent à Paris et qu'il reçoit
en l'absence du Ministre. Il ne s'agit
pas de lui donner une supériorité
sur les autres directeurs. Le chef
du cabinet, du reste, était déjà directeur
du personnel à la fin de l'Empire.

M. Bocher propose de réduire
de 5000 le chiffre du crédit voté
par la Chambre pour l'augmentation
du personnel.

Cette proposition, mise aux voix,
n'est pas adoptée.

M. Bocher continue l'examen
des autres chapitres qui ne soulèvent
aucune discussion.

M. Calmon donne lecture du
rapport sur le budget des Postes et
des Télégraphes.

M. Caillaux dit qu'il a l'intention
de présenter un amendement sur la
situation des facteurs postaux. Un certain
crédit est alloué, tous les ans, à M.

193
Le Ministre des Postes pour la création de
certains bureaux. Or, on ne crée plus que
des bureaux de recettes et on le fait avant
d'avoir nommé les facteurs boîtiers receveurs.
Ces derniers restent ainsi facteurs boîtiers,
bien qu'attachés cependant à des bureaux
plus importants que les nouveaux bureaux
de recettes.

M. Calmon répond que les mêmes
observations ont été présentées à la
Chambre des députés et que le Ministre
s'est engagé à convertir peu à peu tous
les facteurs boîtiers en receveurs. Il
n'y a pas de chiffres déterminés dans
le budget pour cette opération, mais,
tous les ans, le Ministre affecte une
partie des fonds qui lui sont alloués
pour les bureaux de postes à cette
transformation.

M. Corsier, rapporteur du projet
de loi sur les crédits extraordinaires
de l'exercice 1881, donne quelques expli-
cations sur les deux dates laissées
en blanc dans le projet de loi, et dit
que M. le Ministre des Finances à qui
il a fait l'observation qu'il aurait pu
satisfaire à tous les besoins par les
ressources du dernier emprunt, a déclaré
que toutes ces ressources étaient engagées
à deux millions près. L'autorisation
qu'il demande est donc parfaitement
normale.

M. Lambert de La Croix dit qu'il ne
blâme pas le Ministre de demander
cette autorisation, mais qu'il constate
que c'est la 4^e fois qu'il la demande.
Et cependant depuis deux ans il agit
de la même façon, et il est assez singulier
qu'il ait engagé les fonds provenant

d'un emprunt, avant que cet emprunt ait été fait.

M. Caillaux dit qu'il ne critique pas la demande d'autorisation du Ministre, qu'il trouve au contraire très régulière. L'année dernière, en attendant huit mois pour faire un emprunt d'un milliard, M. le Ministre pouvait assurer et faire assurer au Parlement une très lourde responsabilité, car il en pouvait résulter une perte énorme pour le Trésor. De plus, contrairement à la loi, il empruntait un milliard, lorsqu'il aurait dû faire des émissions successives, et il empruntait ce milliard, le 7 Mars 1880, alors que 800 millions, seulement, en 15 ou même mois, étaient richement dépensés.

Dans le crédit de 617 millions qu'il demande aujourd'hui d'autorisation de prélever sur les ressources de la dette flottante il y a deux parties. Il y a les dépenses à faire et les dépenses faites. Il n'y a rien à dire pour les dépenses à faire, mais les 135 millions de dépenses faites devraient être couverts par une émission de pareille somme de 3 % amortissable et l'honorable membre se demande pourquoi le Ministre n'a pas fait cette émission. Et ce pour quoi on ne puisse pas dire qu'il a augmenté de 135 millions le chiffre de nos dettes. Il est difficile de voir d'autre raison.

Maintenant pourquoi demander 417 millions pour les travaux publics, alors que l'on ne peut dépenser que 300 millions en plus et qu'il restait au 31^{er} Décembre une somme de 207 millions qui n'avait pas été dépensée.

195
et pour laquelle le Ministre avait la
faute de report? Donner ainsi à un
Ministre plus qu'il ne peut dépenser, c'est
faire, en réalité, qu'il n'y a plus de budget.

M. le Président dit qu'en effet, lorsqu'on
a créé le 3 % amortissable, on entendait
insister de tous points les grandes C^{ies} de
chemins de fer, c'est-à-d. dire que les émissions
devaient se faire en fait et à mesure des
besoins, d'une manière graduelle et
en quelque sorte continue aux guichets
des receveurs particuliers et des percepteurs.
Il serait d'avis de demander au
Ministre des Finances: 1^{er} si ces émissions
successives et pour ainsi dire continues
sont tout, à fait abandonnées et si
l'on n'empruntera plus désormais
que par grosses sommes; 2^o si, comme
pourrait le faire craindre l'exposé
des motifs du projet de loi en discussion,
le Gouvernement entend même
abandonner complètement le mode
d'emprunt du 3 % amortissable.

La Commission décide que
M. le Ministre des Finances sera
convocqué et entendu sur ce point
dans la prochaine séance.

La séance est levée à 4^h.

Le Secrétaire,
Or Roger Marvaux

Séance du 9 juillet 1881.

Présidence de M. de Freycinet.

Sont présents: M. H. Bernard, Bocher, Buffet, Caillaux, Calmon, Corviers, Dauphin, Faye, Ferronillat, Ch. Brun, Fouches de Coësil, Hébrard, Lambert, de S^t. Croix, Nalens, Roger. Narvaiss, Varroy.

M. Barthélémy S^t. Hilaire, Ministre des Affaires étrangères et M. le C^{te} Morau de Choiseul, Sous-Secrétaire d'Etat au même Ministère sont introduits et prennent place au bureau.

Cette 1^{re} partie du procès-verbal, contenant des communications confidentielles, a été déposée, sous pli cacheté, au Secrétariat G^{al} de la Présidence du Sénat.

M. le Ministre et M. le S. Secrétaire d'Etat se retirent.

M. Roger-Narvaiss l'un des Secrétaires donne lecture du procès-verbal de la dernière séance.

Le procès-verbal est adopté.

M. Magnin, Ministre des Finances, est introduit au sein de la Commission.

M. le Président rappelle d'une manière générale que depuis la création du 3 1/2 % amortissable, les emprunts n'ont jamais eu lieu sous la forme prévue par l'exposé des motifs du projet de loi et qui était celle adoptée en pareille matière, par les C^{ts} de chemins de fer. On a fait cette objection qu'il

137
était nécessaire, avant d'adopter ce mode
d'émission, de créer un marché et l'on
a fait des emprunts par lots importants.
M. le Président dit que la Commission
desirerait savoir si le Gouvernement
a l'intention d'abandonner complètement
la manière de procéder que l'on avait
en vue lors de la création du 3% amortissable
ou s'il a l'intention d'y remédier
lorsque le marché sera suffisamment
étendu.

M. le Ministre répond qu'en effet
on avait comparé le 3% amortissable
à un solin et que l'on ouvrirait et qu'on
fermerait suivant les nécessités du
moment. On a commencé l'opération
de cette façon, en jetant sur le marché
de la bourse 20 et quelques millions
de 3% amortissable, puis on a eu recours
à un autre moyen: le surplus de 439
premiers millions a été placé directement
à la Caisse des Dépôts et consignations
et entre les mains d'autres personnes.
Cette opération n'a pas très bien réussi,
mais M. le Ministre n'a rien à dire
parce qu'elle regarde surtout son prédécesseur.
Quant à lui, il est persuadé que le meilleur
moyen d'emettre un emprunt de ce genre
est le système de la souscription publique,
et c'est ce qu'il ferait encore aujourd'hui
si le Parlement l'autorisait à emprunter
telle ou telle somme en 3% amortissable.

Quant à la nature de cette valeur,
elle a un grand avantage: c'est celui
de contenir en elle-même son amortissement,
et de servir pour l'Etat cet amortissement
obligatoire. Elle a, en outre, cet inconvénient
que, vers les premières années, l'Etat
rembourse au prêteur une somme supérieure

SÉNAT

Paris le 11 *juin* 1881



Honorable le Secrétaire Général

J'ai l'honneur de vous adresser sous pli cacheté, conformément aux ordres de M. le Président de la République, le procès-verbal de la séance du 9 de ce mois, contenant ses déclarations confidentielles de M. le Ministre des Affaires Étrangères.

Ce document pourra être communiqué (sans déplacement), à MM. les Membres de la Commission de Finance, qui en feront la demande. Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'assurance de mes sentiments respectueux

Le Secrétaire génl.
A. CHARTIER



Président
du Sénat.

Monsieur le Secrétaire
Général de la Présidence
du Sénat.

SÉNAT

Paris, le 20 Juillet 1881



Le Secrétaire général de la
Présidence a l'honneur de déposer
entre les mains de M. l'Archiviste
du Sénat des documents contenus dans
un pli cacheté, qui proviennent
de la commission des finances et
qui avaient été déposés au Secrétariat
général pendant la discussion du
budget. Il prie M. l'Archiviste de
vouloir bien lui en faire récépissé.

Albert Sarrailh

Séance Du 9 juillet 1881.



Présidence De M. De Freycinet.

La séance est ouverte à une heure.

Sont présents : M. M. Bernard, Bocher, Buffet, Caillaux, Calmon, Cordier, Dauphin, Faye, Ferrouillat, Ch. Brun, Foucher De Careil, Mébrard, Lambert De St Croix, Molent, Roger-Marvaix, Varroy.

M. Barthélemy-Saint-Hilaire, ministre Des affaires étrangères et M. le comte De Choiseul, sous-secrétaire D'Etat au même ministère sont introduits et prennent place au bureau.

M. le Président Dit que la commission, saisie D'un projet De loi Dans lequel se trouvent implicitement compris les travaux De Défense qu'on se propose D'élever à Nancy, s'est préoccupée De la question De savoir si ces travaux ne serviraient pas De prétexte à Des réclamations De la part De l'Allemagne. Elles Désireraient savoir s'il y a Des précédents pour Des cas analogues et qu'il est, en somme, l'avis De M. le ministre Des affaires étrangères sur la question.

M. le ministre répond qu'il a eu, il y a cinq ou six mois, les mêmes appréhensions



que la commission. Il a fait rechercher dans ce but des précédents et a voulu savoir quels étaient les principes du droit international en pareille matière. M. le ministre donne lecture d'une note de laquelle il ressort que ~~les~~ les juristes allemands — reconnaissent le droit absolu que possède toute nation de se fortifier jusqu'aux limites extrêmes de la frontière. Il lit ensuite la nomenclature de travaux de défense exécutés avant et après la guerre à une distance moindre de la frontière que ne sont les fortifications projetées de Nancy; j'aurais ces travaux n'ont donné lieu à la moindre observation. Les étrangers, de leur côté, élèvent des fortifications à proximité de nos frontières; les Italiens se sont établis, du côté du mont Cenis, à deux kilomètres de la frontière et les Espagnols sur la rive même de la Bidassoa.

M. Fayat demande si les allemands ont élevé des ouvrages de ce genre à la même distance de notre frontière. Ce serait la solution des préoccupations de la commission.

M. le ministre répond qu'il n'a pas de renseignements sur ce point, dans tous les cas s'ils n'en ont point élevé, c'est qu'ils n'avaient pas besoin de le faire.

M. Buffet rappelle certains exemples

qui ont couru, il y a quelques années, dans les Départements de Rhur et Moselle et des Vosges. S'il n'y a pas en De-
 ptes Diplomatiques échangées à cet égard,
 n'y a-t-il pas en des lettres particulières,
 des conversations même où certaines observations
 auraient été faites par l'Allemagne au
 sujet de nos travaux de Défense.

M. le ministre croit pouvoir répondre
 qu'il n'y a jamais eu rien de ce genre;
 il en serait resté quelque trace au minis-
 tère et l'on n'a rien trouvé.

M. Ravy demande à M. le ministre
 si, étant donné le caractère offensif des
 fortifications de Nancy, qui, d'après M. le
 ministre de la guerre et d'autres généraux,
 constituerait ~~le seul point d'attaque~~ ^{la seule base d'opérations} que nous
 pourrions avoir pour déboucher en Allemagne,
 si ce caractère offensif étant donné, en
 présence de l'état des esprits en Italie,
 il n'y aurait pas à redouter quelque
 réclamation de la part de l'Allemagne.

M. le ministre dit qu'il n'éprouve aucun
 embarras à donner son appréciation personnelle
 sur ce point. Il est absolument convaincu que les fortifications
 de Nancy ne porteront aucun ombrage à
 l'Allemagne et qu'il n'y a rien à redouter
 à cet égard, les Allemands sont vigilants;

attentifs, mais ils sont corsets et ne
commettraient jamais une facile infraction
au Droit des gens.

D'autres observations sont encore échangées
entre M. le ministre et M. M. Lambert de
St Croix, Bocher, Bernard et le Président.

M. Page profite de la présence de M.
le ministre dans le sein de la commission
pour lui demander quelle est, à son
avis, la valeur diplomatique de la
Bulle papale qui a précédé le Décret de
1873 qui a constitué à nouveau le
Chapitre de Saint-Denis.

M. le ministre répond que n'ayant
point été prévenu, il ne peut répondre à cette
question. Il fera faire des recherches à cet
égard et en communiquera les résultats à
la commission.

M. le rapporteur de la sous-commission
est chargé de se mettre en rapport, à ce sujet,
avec M. le ministre des affaires étrangères.

Ce dernier se retire suivi de M. le
sous-secrétaire d'Etat.

M. Roger-Marvaite, l'un des secrétaires,
donne lecture du procès-verbal de la
dernière séance.

Le procès-verbal est adopté.

M. Moagnin, ministre des finances,
est introduit dans le sein de la commission.



à ceble qu'il a reçu de lui. Ce dernier inconvénient pourrait disparaître en émettant non plus du 3 mais du 4% amortissable.

M. Caillaux renouvelle sur ce sujet son projet de loi sur les crédits extraordinaires de 1881 dont est saisie la Commission, les observations qu'il a déjà présentées à la dernière séance.

L'honorable membre ne comprend pas que l'on n'emprunte pas, d'ores et déjà, comme le veut la loi, en 3% amortissable, les 19 millions qui constituent une dépense faite, et qu'on aux dépenses à faire, que M. le Ministre ait besoin de 41 millions, pour les travaux publics, alors qu'il avait, d'une part, au 31 ^{dec} 1880, 29 millions de disponibles, par suite de la faculté de report, et que, d'autre part, sur le milliard emprunté, le 7 mars dernier, il n'y avait au 15 mars 1881, d'après le rapport de M. Rouvier, que 800 millions de dépenses.

L'orateur dit qu'il approuve, en principe, la proposition de M. le Ministre d'imputer les dépenses à faire sur les ressources de la dette flottante, car il a désapprouvé ce que M. le Ministre a fait, l'année dernière, en se procurant 800 millions au moyen d'expédients de trésorerie. Il signale ensuite, comme dans la dernière séance, le danger que pourrait faire courir au Trésor M. le Ministre, en attendant 6 mois pour faire un emprunt d'un milliard.

M. le Ministre répond que, sur ce dernier point, on pourrait faire les mêmes reproches à un général qui vient

199

de gagner une bataille. On peut toujours lui dire: « Vous êtes vainqueur aujourd'hui, cela est vrai, mais en s'engageant par plus tôt le combat, vous risquiez peut-être d'être vaincu. »

M. le Ministre explique pourquoi il n'a pas fait l'emprunt à la fin de 1880, parce que, à cette époque, de l'année, comme au mois de janvier et de février, il est impossible d'émettre un emprunt public avec quelque chance de succès et comme il a fait, au mois de mai, une opération financière qu'il ne pouvait faire à aucun autre moment, et qui, en définitive, a parfaitement réussi.

L'orateur démontre ensuite que toutes les ressources de l'emprunt ont, dès à présent, leur affectation, et que ^{pour} les dépenses à venir des grands travaux publics et de la reconstitution du matériel et naval, il faut qu'il soit nanti, dès à présent, ou d'une autorisation d'émettre un 3 % amortissable ou d'une autorisation de prélever, comme il le demande, les sommes nécessaires sur les ressources de la dette flottante. Autrement, aucun comptable ne voudra payer, et il sera impossible au Ministre des Finances de payer les dépenses qui ont été votées par le Parlement.

M. Borchers critique la demande que fait M. le Ministre d'être autorisé à prélever sur les ressources de la dette flottante les sommes nécessaires aux grands travaux publics, en laissant à la nouvelle législature le soin de décider quel sera le mode de l'emprunt au moyen duquel les dites sommes seront remboursées. C'est là une innovation qui renverse

complètement les règles financières que l'on avait jusqu'à présent suivies. Toujours, sans le budget ordinaire, il y a, en face de la dépense prévue, la ressource correspondante, de même que, pour le budget extraordinaire, il y avait une dotation correspondante qui consistait dans l'autorisation donnée au Ministre, d'émettre en rentes 3% amortissables, un emprunt de telle ou telle somme, au fur et à mesure des besoins, et après que les dépenses auraient été effectuées. Cette autorisation, le Ministre n'était pas obligé de s'en servir, s'il avait, d'autre part, des ressources suffisantes, mais il était ainsi armé contre les éventualités de l'avenir. Il ne le sera plus en demandant qu'une loi l'autorise à prélever ces dépenses sur les ressources de la dette flottante. C'est la 1^{re} fois qu'un Ministre demande législativement une semblable autorisation, c'est la 1^{re} fois qu'on demande de créer des ressources, sans les voies et moyens correspondants.

M. le Ministre semble vouloir abandonner le mode d'emprunt en même temps que le système financier qui avaient été établis par la législation actuelle. Il laissera, dit-il, au parlement nouveau le soin de décider quel sera le nouveau mode d'emprunt. C'est marquer, en effet, beaucoup de déférence pour la nouvelle législature, mais c'est peut-être en marquer bien peu pour la législature actuelle.

M. le Ministre répond qu'il ne demande explicitement que ce qu'on lui a toujours accordé implicitement.

201
S'il n'avait pas demandé d'une façon formelle, et parce qu'il agit toujours ouvertement, cette autorisation de pouvoir imputer sur les ressources de la dette flottante les crédits extraordinaires de 1881, on n'aurait fait aucune réflexion, et il aurait continué à pouvoir se servir d'une faculté qui ne lui a jamais été contestée. S'il ne demandait pas d'être autorisé à faire de nouvelles émissions de 3% amortissable, c'est qu'il n'en a pas besoin en ce moment, et qu'il prévoit même la possibilité de passer l'année 1882 sans faire d'emprunt, surtout si, ce qui n'est nullement arrêté encore, mais ce qui peut avoir lieu, la conversion de la rente 5% s'opère par la réduction du taux de l'intérêt, et par le paiement de certaines soultes, de nouvelles remises au Trésor.

On accuse toujours le Ministre de ne pas être prudent et de ne pas envisager l'avenir. On ne fait pas, en définitive, un budget pour la guerre, mais la préoccupation constante du Ministre, s'inspirant en cela des règles posées par M. Varroy dans le rapport général sur le budget de 1880, a toujours été d'augmenter la dotation du ch. 5. D'un autre côté, la faculté de report, qui lui a été donnée par la loi de finance, lui a semblé excessive, dangereuse et beaucoup trop lourde pour sa responsabilité. Il a déclaré y renoncer et propose sa suppression dans le projet de budget soumis en ce moment aux délibérations du Parlement.

M. le Ministre ne croit pas manquer de respect envers la législature actuelle en réservant à la Chambre nouvelle

le soin de décider si elle conservera le mode d'emprunt actuel jusqu'à ce jour, ou si elle croira devoir en adopter un meilleur. Quant au Sénat, il est désintéressé dans la question, puisqu'il survit à la nouvelle législature.

M. le Président remercie de ses explications M. le Ministre qui se retire.

M. Buffet dit qu'il a écouté avec attention M. le Ministre des Finances, qu'il n'est pas un partisan bien enthousiaste du 3 %, amortissable, mais qu'il croit, comme M. le Ministre, que les émissions de cette valeur doivent se faire par souscriptions publiques, afin que le public soit bien et dûment averti.

L'honorable membre croit, en outre, comme M. Bocher, que toutes les fois qu'on crée une dépense, il faut indiquer la ressource correspondante. Or ce ne sont pas ^{tant} des ressources réelles que des moyens de trésorerie. Et puis, on va augmenter, si la proposition du Ministre est adoptée la dette flottante qui est déjà d'un milliard d'une nouvelle somme de 610 millions. Cela est d'une gravité extrême, car quelque soit l'optimisme de M. le Ministre des Finances, il ne peut savoir et personne ne peut savoir si l'on n'aura pas besoin, pour des éventualités, qui ne sont pas actuellement à craindre, l'orateur le croirait, mais qui peuvent se produire dans un avenir plus ou moins éloigné, de ces mêmes ressources de la dette flottante. Cela, du reste, donne toujours mauvaise campagne aux finances d'un pays. L'honorable membre demande, en terminant, que,

197

dans la formule législative du projet de loi en discussion, on n'indique que des ressources connues.

L'amendement de M. Caillaux, consistant à distraire de l'art. 1^{er} du projet de loi la somme de 13.109.228^{fr} 65^c, n'est pas adopté.

Un 2^e amendement du même membre demandant la suppression de l'art. 2 est également mis aux voix et repoussé.

Les différents paragraphes de l'art. 1^{er} et l'ensemble du projet de loi sont mis aux voix et adoptés.

La séance est levée à 4^h moins un quart.

Le Secrétaire,
Er. Roger Marvaux

Séance du 11 juillet 1881.

Présidence de M. de Freycinet.

La séance est ouverte à 1^h.

Sont présents: MM. Bernard, Bocher, Buffet, Ch. Bism, Caillaux, Calmon, Dauphin, Faye, Ferranillas, Gouin, Hébrard, Lambert de S^t Croix, Malens, Roger. Marvaux, Varroy.

M. Roger. Marvaux, l'un des Secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la dernière séance.

Le procès-verbal est adopté.

M. le C^{te} d'Haussonville, introduit dans le sein de la Commission, demande à présenter quelques observations sur le budget de l'Algérie. Il fait ressortir l'inefficacité du contrôle que peut exercer le Parlement sur les affaires Algériennes, par suite de

la situation anormale de M. le Gouverneur général de l'Algérie. Ce dernier dirige comme il l'entend, les affaires de la colonie, il peut, par simple arrêté, prendre des mesures que son supérieur hiérarchique, M. le Ministre de l'Intérieur, ne peut prendre qu'à la suite d'une loi, et cependant il n'est pas responsable, et le Ministre de l'Intérieur, qui ne peut être au fait de ce qui se passe, dans la Colonie, a seul la responsabilité.

L'honorable sénateur rappelle que cette situation dure depuis 10 ans et passe en revue les divers gouvernements généraux qui se sont succédé depuis cette époque en Algérie. Il désirerait que la Commission des Finances du Sénat, qui a plus d'autorité qu'un simple sénateur, voulût bien entretenir de cette question M. le Ministre de l'Intérieur et lui demander s'il compte, en donnant une certaine responsabilité au Gouverneur général de l'Algérie, rendre plus efficace le contrôle du budget de cette colonie. M. Albert Grisy, auquel l'honorable sénateur en a parlé, lui a déclaré qu'il n'était pas du tout opposé à cet ordre d'idées.

M. le Président se demande si la Commission a le droit de se saisir de questions de ce genre.

M. le C^{te} d'Haussonville croit que ce n'est pas seulement son droit mais son devoir. Elle peut même, en laissant les choses dans l'état actuel, assurer une véritable responsabilité. L'honorable sénateur la met respectueusement en demeure de le faire, afin de lui éviter, lorsque viendra la discussion du budget de l'Algérie, la peine de monter à la tribune et d'y apporter un débat qu'il

serait peut-être l'opportunité de soulever en ce moment.

M. le C^{te} d'Haussonville rappelle ce qui s'est passé l'année dernière, comment, à la suite de ses observations, une Commission extra-parlementaire a été nommée pour étudier la question et comment, après de nombreuses réunions, elle a d'abord repoussé la responsabilité du Gouverneur général de l'Algérie, comment, ensuite, elle a refusé d'en faire un sous-Secrétaire d'Etat responsable, comment elle a repoussé également la responsabilité du Ministre de l'Intérieur, et décidé que les services de l'Algérie seraient rattachés aux services analogues des divers départements ministériels.

M. le Président fait observer à la Commission que le temps manquerait absolument, en ce moment, pour pouvoir examiner à fond une question de cette importance. (Consentiment). Il demande à M. le C^{te} d'Haussonville s'il pourrait faire connaître à la Commission les conclusions pratiques auxquelles il voudrait aboutir.

M. le C^{te} d'Haussonville donne lecture d'une formule tendant à rendre responsable M. le Gouverneur général de l'Algérie, et à permettre aux deux Chambres de contrôler sérieusement les actes de son administration, en entendant ou en lui demandant, lors de la discussion du budget de la Colonie, toutes les explications qu'elles jugeront nécessaires.

M. le Président dit qu'une semblable motion ne peut être discutée par la Commission des finances, mais qu'elle est du ressort de la Commission d'initiative parlementaire.

M. Buffet dit qu'il n'est pas possible, en effet, de faire entrer une formule comme celle que vient de lire M. le C^{te} d'Haussonville

dans une loi de finances. La Commission ne peut donc ni l'adopter ni se l'approprier, mais elle peut, comme le demande l'honorable sénateur, en se plaçant au point de vue budgétaire, qui est le sien, faire observer à M. le Ministre de l'Intérieur que la situation anormale, au point de vue de la responsabilité, du Ministre de l'Intérieur et du Gouverneur général de l'Algérie, rend le contrôle du budget de cette colonie excessivement difficile, pour ne pas dire impossible. Elle peut lui demander s'il entend modifier cette situation, et dans quel ordre d'idées il veut la modifier. La réponse serait consignée dans le rapport général du budget, et, de cette façon, la Commission n'aurait pas perdu beaucoup de temps, et M. le C^t d'Haussonville aurait reçu satisfaction.

M. le Président partage cet avis. La C^{on} ne peut suggérer au Ministre de l'Intérieur aucune réforme déterminée du Gouverneur général de l'Algérie, mais elle peut très bien lui demander si la situation signalée par M. le C^t d'Haussonville a appelé son attention et s'il compte y porter remède. (Assentiment).

M. le Président fait connaître à M. le C^t d'Haussonville l'intention qu'a la Commission de s'entretenir avec M. le Ministre de l'Intérieur des affaires de l'Algérie, de l'interroger sur la situation du Gouverneur général qui vient d'être signalée et de consigner sa réponse dans le rapport.

M. le C^t d'Haussonville dit que cette manière de procéder lui donnera entière satisfaction. Il remercie la Commission et se retire.

M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Général de Rivière, lui demandant

20^x

de lui donner l'occasion de relever devant la Commission des finances les accusations portées contre lui par M. Blandin, dans une des dernières séances de la Chambre.

M. Buffet demande que le général de Rivières soit entendu.

M. Faye dit que, si ces accusations avaient été portées par M. Blandin dans une des Commissions de la Chambre, il comprendrait, à la rigueur, que M. le général de Rivières demandât à être entendu devant cette Commission, contradictoirement avec M. Blandin, mais il ne peut admettre que M. le général de Rivières fasse juger de ce qui a été dit à la tribune d'une autre Chambre la Commission des Finances du Sénat.

M. Buffet répond que ce n'est pas pour juger une question personnelle qu'il demande que M. le général de Rivières soit entendu, mais, à la Chambre des députés, sans que la question des fortifications de Nancy ait été soulevée, M. Blandin, dans la discussion générale du budget de la Guerre, a cru devoir formuler ses assertions sur la valeur desquelles, dans l'intérêt même du projet qu'elle discute en ce moment, la Commission a le devoir d'être renseignée.

M. Lambert de St. Croix parle dans le même sens.

M. Bernard ne voit aucune utilité à ce que M. le général de Rivières soit entendu, dans l'intérêt du projet de loi, puisque, dans l'incident auquel on fait allusion, il était question de l'abandon des travaux de défense de la 2^e ligne et que M. le Ministre de la Guerre a déclaré à la Commission que ces travaux n'étaient nullement abandonnés, prenant même, en quelque sorte, l'enga-

gement de les mener de front et parallèlement avec ceux de la 1^{re} ligne.

M. Bocher demande qu'on précise la question sur laquelle la Commission peut avoir intérêt à interroger M. le G^{al} de Rivières.

M. le Président croit que M. le G^{al} de Rivières ne peut guères donner d'autres renseignements que ceux qu'il a déjà fournis soit verbalement soit par écrit à la Commission.

M. Buffet insiste sur l'importance qu'il y aurait pour la Commission à être renseigné sur les contradictions de M. le G^{al} de Rivières signalées par M. Blandin à la tribune de la Chambre.

M. le Président consulte la Commission sur la question de savoir si elle entend adhérer à la demande contenue dans la lettre de M. le G^{al} de Rivières.

La demande de M. le G^{al} de Rivières n'est pas acceptée.

M. le Président demande ensuite à la Commission si elle veut appeler le G^{al} de Rivières pour lui demander ses explications.

La Commission décide que M^r. le G^{al} de Rivières ne sera pas appelé.

M. Gouin, rapporteur du projet de loi sur les crédits extraordinaires du Ministère de la Guerre, demande à la Commission de vouloir bien statuer définitivement sur le projet de loi. La question des fortifications est seule restée en suspens. Le rapport est prêt sur tous les autres points.

263
M. le rapporteur donne lecture.

M. Varroy n'a rien dit que le blâme, mais il semble donner au Ministre de la Guerre pour l'emploi de toutes les sommes reportées des exercices précédents sans distinction entre les travaux nouveaux et les anciens. Il est disposé à voter, s'il le faut, des crédits nouveaux, mais il croit nécessaire que les 24 millions de report conservent leur affectation spéciale.

M. Buffet dit qu'avant de chercher une formule législative, il faudrait savoir exactement quelle est la pensée de la Commission sur les questions que soulève le projet de loi. Il y a d'abord la question des travaux nouveaux de la 1^{re} ligne que M. le Ministre demande à être autorisé à entreprendre. Ces travaux sont-ils utiles, ou inutiles ou nuisibles même? La Commission évidemment n'est pas compétente pour se prononcer à cet égard. Elle ne peut que s'appuyer sur les opinions émises par les hommes de métier les plus autorisés, et le 1^{er} Comité de défense, à ce point de vue, présente suivant l'orateur, beaucoup plus d'autorité que le second.

Reste maintenant la question des fortifications de la deuxième ligne. M. le Ministre de la Guerre a déclaré qu'il ne les abandonnerait pas et qu'il chercherait même à les mener de front avec celles de la 1^{re} ligne. Mais il a déclaré, en même temps, que si ces travaux n'avaient pas été poussés tous à la fois, ce n'est pas que l'argent, mais parce que les

officiers d'ingénieur n'auraient. Or, il est clair que si M. le Ministre de la Guerre commence les travaux de la 1^{re} ligne qui semblent avoir sa préférence, les travaux de la 2^e ligne seront ajournés. Ces dépenses de la 1^{re} ligne, notamment les fortifications de Nancy, doivent avoir, a-t-on dit, un caractère offensif. Ne tombe-t-il pas sous le sens, sans être thélogiste, qu'avant de commencer les travaux offensifs, il faudrait au moins avoir terminé ceux qui ont un caractère de défense?

Comment cette pensée pourrait-elle être formulée législativement? En supprimant dans le projet de loi toute espèce de faculté de virement, et en invitant le Ministre à demander qu'on ajoute aux 23 millions qu'il sollicite un crédit dont il fixera le montant et qui sera destiné à commencer les ouvrages nouveaux qu'il juge indispensables. De cette façon, les anciens crédits resteront affectés, à leur destination primitive et la Chambre n'aura autorisé, même en apparence, ni l'abandon, ni l'ajournement des travaux de la 2^e ligne.

M. Varron voudrait qu'en même temps, pour les crédits anciens, la faculté de report ne fût pas supprimée, ainsi qu'il est dit dans l'art. 4.

Il est d'avis que M. le Ministre demande qu'on ajoute ^{aux} 23 millions un crédit nouveau dont il fixera lui-même le montant, mais il croit qu'il y a là une question à examiner, c'est la question constitutionnelle.

111
N'est-ce pas la Chambre seule qui peut
prendre une mesure de ce genre ?

L'honorable membre déclare que, quant à lui, si les travaux de la 2^e ligne sont exécutés, il est tranquille. Il faut seulement que les 7 à 800 kilomètres de chemins de fer qui restent à exécuter pour compléter notre réseau stratégique soient faits le plus rapidement possible. Il approuve, en principe, le plan de concentration qui est venu présenter, dans une précédente séance, M. le Ministre de la Guerre, mais il regrette que sur des sections d'une certaine longueur, il y ait des parours de corps d'armée qui viennent se confondre. Il en résulte des retards fâcheux au moment de la mobilisation. Dans le plan proposé par M. de Freycinet, toutes les lignes étaient à double voie et véritablement indépendantes les unes des autres. Il est regrettable qu'on ait, pour certains parours, eu pouvoir s'écarter de ce principe.

M. Bernard déclare qu'il se rallie d'avance à un système qui laisserait disponibles tous les fonds réservés aux anciens travaux et qui procurerait au Ministre les sommes nécessaires pour commencer les nouveaux.

M. Goussier développe son système qui consiste à autoriser le Ministre à employer une somme de tant sur les 90 millions affectés aux fortifications, à la condition de restituer cette somme de tant sur les premiers crédits qui lui seront ouverts. De cette façon, la Commission montre bien qu'elle n'entend rien s'attribuer et la question constitutionnelle reste intacte.

M. le Président dit que cette réaffectation même d'une portion des anciens crédits et dans les conditions indiquées par M. le rapporteur a toujours l'inconvénient qu'on veut éviter: celui de toucher à la votation des anciens travaux et de paraître autoriser, au détriment de ces derniers, l'exécution des travaux nouveaux.

M. Terronillat dit qu'il est très préoccupé du rôle que prend, en ce moment la Commission des Finances, pour une forme financière, on va décider, en somme, des questions de stratégie et prendre parti pour le premier comité de défense contre le nouveau.

M. le Président dit que la Commission n'a pas du tout à discuter une question de stratégie. Elle est disposée à voter tous les crédits qu'on lui demandera pour les travaux nouveaux que peut demander la défense du pays, mais elle entend, au contraire, ne pas se prononcer sur la question stratégique, en laissant intégralement leur votation aux anciens travaux.

M. Caillaux dit qu'il approuve cette manière de voir.

Après diverses observations sur le même sujet, échangées entre M. R. Darroze, Rocher, Buffet Lambert de La Croix et le Président, ce dernier met aux voix l'art. 1^{er}, en consultant successivement la Commission sur les crédits déterminés formant le total des 195 millions.

M. Buffet demande qu'on n'adopte pas les 64 millions proposés pour le

113

génie et les fortifications, parce que la Commission n'est pas sur ce point suffisamment éclairée.

Tous les chiffres du projet de loi sont successivement adoptés, sauf celui de 51 millions, demandé pour les bâtiments militaires, qui, sur la proposition de M. le rapporteur, est réduit à 42.

M. Buffet demande que M. le rapporteur supprime de son rapport la phrase par laquelle il invite M. le Ministre de la Guerre à demander aux villes des subventions pour les casernes.

L'art. 2 est ensuite mis aux voix et adopté.

MM. Hébrard et Ferronillat demandent qu'avant de prendre une décision sur l'art. 3, M. le Ministre de la Guerre soit entendu de nouveau. Si ce dernier avait donné des explications plus claires et plus nettes, il est probable que la Commission ne serait pas aussi embarrassée pour trouver une formule qui ne puisse faire supposer qu'elle autorise le Ministre à entreprendre certains travaux plutôt que certains autres.

Cette proposition, appuyée par M. Faye, est adoptée.

La séance est levée à 2^h.

Le Secrétaire,
Ernest Germain

Séance du 12 juillet 1884.

Présidence de M. de Freycinet.

La séance est ouverte à 1^h.

Sont présents: MM. Bernard, Bocher, Ch. Brun, Buffet, Caillaux, Colson, Coovier, Ferronillat, Gonin, Hébrard, Dauphin, Lambert de St. Croix, Malens, Roger, Narvaire, Varroy.

M. Roger - Narvaire, l'un des Secré.aires, donne lecture du procès-verbal de la dernière séance.

Le procès-verbal est adopté.

M. le Président rappelle qu'il a reçu, dans le cours de la dernière séance, une lettre de M. le G^d de Rivier, dont il ignore la teneur, mais qui doit être le résumé des observations que ce dernier se proposait de présenter à la Commission, si elle avait accepté de l'entendre, en réponse aux assertions formulées par M. Blondin à la tribune de la Chambre des Députés. M. le Président rappelle en même temps que la Com^{te} a ajourné à sa prochaine séance sa décision sur le sort qui elle entendait réserver à cette lettre. Le moment est venu de prendre une décision à cet égard. Trois solutions se présentent naturellement à l'esprit: 1^{re} donner lecture de la lettre, 2^{de} la déposer aux archives, à titre de renseignement, 3^{de} ne pas l'accepter et la renvoyer à son auteur.

M. Buffet demande qu'il soit donné lecture de la lettre.

M. Roger - Narvaire dit que cette

lecture serait une manière indirecte
d'entendre M. le G^{al} de Rivière.

M. Bernard exprime l'avis que non
seulement cette lecture ne doit pas avoir
lieu, mais qu'il est impossible même
de la déposer aux archives où chacun
pourra en prendre connaissance. En autori-
sant ce dépôt, la Commission se déjugerait
et annulerait, pour ainsi dire, son vote
de la veille. Si M. le G^{al} de Rivière voit
avoir à se défendre contre les accusations
dont il se plaint, il a la voie de la presse
dont il s'est déjà servi une première fois.

M. Buffet soutient que cette lettre
ne peut être renvoyée à M. le G^{al} de Rivière.
Elle contient sans doute des renseignements
très intéressants sur la question soumise
en ce moment aux délibérations de la
Commission, et la Commission ne peut
refuser d'être éclairée à cet égard, et,
en 2^e lieu, ce renvoi constituerait une
injure imméritée faite à un officier
général dont personne ne peut contester
les services ni la haute capacité.

M. Bocher dit que cette lettre ayant
déjà paru dans les journaux, il n'y a
pas d'inconvénient à la déposer dans
les archives, à titre de renseignement.

La Commission, consultée par
M. le Président sur les trois solutions
qui ont été introduites, décide que la lettre de
M. le G^{al} de Rivière ne sera pas lue
devant la Commission, mais qu'elle
restera déposée aux archives, à titre
de renseignement.

M. le G^{al} Torre, Ministre de la Guerre,
est introduit et prend place au bureau.

M. le Président expose que la Commission
desire se renseigner en rien tout ce

qui touche à la défense du pays, est
disposée à accorder à M. le Ministre
de la Guerre tous les fonds qu'il réclame.
Ses lenteurs ne pouvant se faire juge
de l'urgence ou de l'utilité des travaux,
elle ne voudrait pas qu'on pût croire
qu'elle autorise le Ministre à faire
passer certains travaux avant certains
autres. Or, dans le projet de loi dont
elle est saisie en ce moment, il existe
un article 3 qui autorise précisément
le Ministre de la Guerre à faire face
aux nouveaux travaux de défense avec
une partie des ressources prévues
pour les anciens. Dans ces conditions,
la Commission s'est demandée, s'il
ne vaudrait pas mieux, pour éviter
cette désaffectation, et les conséquences
qu'on en pourrait tirer, ouvrir un crédit
spécial et nouveau pour couvrir la dépense
des nouveaux travaux de défense que
M. le Ministre de la Guerre se propose
de faire faire cette année.

M. le Ministre répond qu'il ne
s'explique pas bien ses scrupules, car
non seulement il est décidé à ne rien
changer aux travaux primitivement
arrêtés, mais il se considère comme
lié par les anciennes affectations qui
seront minutieusement conservées.
Surtout, comme, d'un côté, il ne peut
employer, cette année, la totalité des
fonds qui forment comme on sait, un total
de 254 millions environ, et comme, d'un
autre côté, la faculté de report va lui
être supprimée, il a eu pouvoir demander
à être autorisé à prélever sur ces 254
millions les sommes nécessaires pour
faire face aux travaux les plus urgents.

218
Maintenant il ne s'oppose pas à ce qu'on lui
donne ces sommes sous la forme d'un crédit
nouveau ou de toute autre manière. Il
tient seulement à dire à la Commission
qu'il se considère comme lié aussi bien
par les programmes anciens que par
les nouveaux.

M. Bocher rappelle à M. le Ministre
qu'il a déclaré, dans l'une de ses précédentes
séances que, s'il ne pouvait pas tous les
travaux à la fois, ce n'était pas parce
que les fonds lui manquaient, mais les
hommes: les officiers du génie et les
ingénieurs. S'il affecte à des travaux
nouveaux le crédit qu'il sollicite en
ce moment, ce sera évidemment au
détriment des anciens.

M. le Ministre explique que les
travaux de défense exigent, dans les
premières années des dépenses considéra-
bles pour acquisition de terrains,
travaux de grosse maçonnerie etc., et
que ces dépenses vont en s'amoindrissant,
à mesure que l'on marche vers la fin.
C'est aussi que, l'année dernière,
sans dépenses des sommes relativement
importantes, mais en employant un
nombreux personnel, on a pu travailler
simultanément à 166 ouvrages.

Après diverses observations échangées
entre M. le Président et M. L. Gorin, Bocher,
Buffet et le Ministre, M. Gorin résume
la discussion et dit qu'il ressort d'une
conversation qu'il a eue avec M. le Directeur
G^{ral} de la Comptabilité qu'il faudrait au
Ministre pour les travaux qu'il se propose
d'entreprendre une somme de 40 à 50
millions. Si M. le Ministre partage le
sentiment de la Commission, le projet de

Loi pourrait être renvoyé à la Chambre
des Députés qui ouvrirait par un art.
additionnel, un crédit de pareille somme.

M. le Ministre répond qu'il ne
fait aucune opposition à cette manière
de procéder.

M. le Ministre se retire.

Les 3 1^{ers} articles du projet de loi
sont successivement mis aux voix et
adoptés.

Sur la demande de M. Varroy,
l'art. 4 est supprimé afin de laisser
entière la question de la suppression
de la faculté de report qui sera tranchée
lors de la discussion du budget.

L'ensemble du projet de loi,
présenté par M. le rapporteur, est mis
aux voix et adopté.

M. Bernard remet entre les mains
de M. le rapporteur général le rapport
qu'il a préparé sur le budget du ministère
des Affaires étrangères.

La séance est levée à 2^h 1/2.

Le Secrétaire,
Dr Roger Marvaux

Séance du 16 Juillet 1881.

Présidence de M. de Freycinet.

La séance est ouverte à 1^h.

Sont présents: MM. Caillaux, Calmon, Corvier, Bocher, Bernard, Ch. Brun, Buffet, Dauphin, Faye, Ferronillat, Fouchier de Careil, Hébrard, Lambert de St Croix, Nolens, Roger-Narvaize, Varroy.

M. Roger-Narvaize, l'un des secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la dernière séance.

Le procès-verbal est adopté.

M. Roger-Narvaize donne successivement lecture des rapports sur le budget de l'Imprimerie Nationale et sur celui de la Légion d'Honneur.

Ces deux rapports sont adoptés:

M. Faye, rapporteur du budget des Cultes, dit qu'en présence de la disposition législative, introduite dans la loi de finances par la Chambre des Députés, pour déclarer que le chapitre de St Denis sera supprimé par extinction, il n'y a plus à s'occuper de la thèse juridique consistant à savoir si le vœu de 1806 est un simple vœu ou un vœu loi. La Commission doit, suivant l'honorable membre, se placer devant le fait accompli et examiner que cette question de fait, et si, il intéresse à maintenir ou à supprimer le chapitre de St Denis? Au point de vue financier, on ne peut invoquer, en faveur de la suppression, une question d'économie, puisque le Gouvernement est décidé à donner des allocations équivalentes aux évêques

et aux prêtres qui représentent
ce que sont aujourd'hui les chanoines
de St. Denis. Au point de vue politique,
il peut être bon de maintenir entre
les mains du Gouvernement un certain
nombre de retraites destinées à
récompenser le zèle des ecclésiastiques
les plus distingués. Enfin M. le Ministre
des Affaires étrangères, que l'orateur,
pour se conformer au vœu de la Commission,
a interrogé sur ce point lui a répondu
que c'était le Gouvernement français
qui avait pris l'initiative vis-à-vis
de la cour de Rome, et qu'il était
arrivé, sans trop de difficulté, à faire
distraire de l'ordinaire le chapitre
de St. Denis et à lui faire donner cette
sorte d'indépendance spirituelle qui
constitue le privilège dont jouissent
les chanoines de St. Denis. Pour toutes
ces raisons, M. le rapporteur conclut
au maintien du chapitre de St. Denis
et à la suppression de la loi de finances
votée par la Chambre des Députés.

M. Roger. Narvaïe croit qu'il y
a, au contraire, un certain intérêt
à rechercher quel est le caractère
juridique du décret de 1806. Or, il
suffit d'en lire le titre pour voir que
ce décret a eu pour objet et simplement
pour objet que l'affectation politique
de la basilique de St. Denis à un service
déterminé. Elle a été affectée, sous
la monarchie, à la sépulture des rois
et, sous l'Empire, à la sépulture des
Empereurs. Tous les Gouvernements
qui se sont succédés ont toujours réglé,
par de simples décrets, tout ce qui
concerne la cathédrale de St. Denis.

On se trouve donc ici en présence d'une
matière purement réglementaire. Le
Gouvernement est venu dire à la Com^{on}
qu'il acceptait l'amendement de M.
Camille Sée. Dans ces conditions, l'hono-
rable membre ne voit pas qu'il y ait
utilité à supprimer l'art. 36 et à ne
pas accepter, sur ce point, la décision
de la Chambre des Députés.

M. Bernard fait observer que la
Commission se trouve en présence d'une
double question: une question de droit
et une question de fait. Sur la question
de droit, l'honorable membre éprouve
certaines doutes et n'est pas aussi convaincu
que son collègue, M. Roger-Marnasse,
que le décret de 1806 n'est pas un décret-
loi. En 1876, des hommes d'une grande
autorité, comme M. le Président actuel
de la Chambre des Députés, reconnaî-
saient que c'était en vertu d'un
décret-loi que le Chapitre de St Denis
avait été constitué.

M. le Président propose à la Commission
de suspendre l'examen de cette
question pour entendre M. le Ministre
de l'Intérieur sur le budget de l'Algérie
(Assentiment).

M. Constant, Ministre de l'Intérieur
et des Cultes et M. Fallières, Sous-Secrétaire
d'Etat au même Ministère, sont introduits
et prennent place parmi les membres
de la Commission.

M. le Président expose que l'examen
du budget de l'Algérie présente quelque
difficulté à cause de la responsabilité
mal définie et plutôt nominale qu'effective
du Ministre sous les ordres duquel se
trouve placé M. le Gouverneur général.

de l'Algérie. La Commission des finances
du Sénat désirerait avoir de M. le
Ministre de l'Intérieur quelques expli-
cations à cet égard.

M. le Ministre répond que la Com^m
extra. parlementaire, nommée, il y a trois
mois, pour étudier cette question, vient
de terminer ses travaux. Elle a décidé
que les différents services de l'Algérie
seraient rattachés désormais aux
Ministères auxquels ils ressortissent.
Il n'y aura plus, dès lors, de budget
spécial de l'Algérie, mais il se subdivi-
siera en autant de budgets qu'il y
a de ministères. Si cette décision
avait pu être prise plus tôt, ces différents
budgets auraient figuré dans le projet
de budget général de l'exercice 1882,
mais la Commission peut être certaine
qu'elle n'aura pas à examiner, l'année
prochaine, un budget spécial de l'Algérie.
Reste maintenant la question de savoir
si cette réforme sera opérée par un
décret ou par une loi. On a toujours,
jusqu'à présent, procédé, en pareil cas,
par des décrets.

La question de responsabilité a été
également posée dans la Commission.
Quelques membres voulaient que le
Gouvernement^{al} fût responsable, cette
solution a été écartée parce que, d'après
la Constitution, il ne peut y avoir de
responsabilité en dehors des Ministres.

Ces rattachements, du reste, que
l'on applique aujourd'hui à tous les
Ministères, existent déjà depuis longtemps
pour la Guerre, l'Instruction publique,
la Justice des Postes et Télégraphes, etc.
Ainsi, pour la Guerre, bien que le Gouvernemen

113

général, aux termes du décret de 1870, dispose
des troupes de terre et de mer, les opérations
militaires ont toujours relevé du ministre
de la guerre. Il en est de même de la
marine; il n'y a guère qu'en matière
de finances qu'il n'y avait aucun rattachement.

M. Lambert de St. Croix demande à
M. le Ministre s'il ignore que, dans ce
moment, les conseils généraux de l'Algérie
protestent unanimement contre ce système
de rattachement. L'honorable membre
vient d'apprendre avec étonnement
que, depuis longtemps déjà, le Gouverneur
général, qui, par son cabinet politique,
est seul à savoir ce qui se passe dans
les tribus, n'a aucune action sur les
opérations militaires. Si, d'un autre côté,
sa responsabilité, qui n'existait déjà
pas, est éparpillée entre les divers
ministères, on peut se demander quelle
seront les fonctions d'un Gouverneur
général de l'Algérie.

L'orateur se demande, en outre,
si quels que soient à cet égard, les
précédents, on peut opérer une pareille
réforme par décret et sans s'adresser
à la loi.

M. le Ministre répond que si la
protestation des conseils généraux
de l'Algérie ne s'était pas produite
sous une forme quelque peu inattendue,
cette protestation ne l'aurait pas surpris,
parce que le Conseil supérieur de l'Algérie,
qui est composé des conseils généraux,
aurait une action moins considérable
sur les affaires algériennes qu'avec la
situation actuelle. Mais si les conseils
généraux ont unanimement protesté

les députés et les Sénateurs de l'Algérie, qui faisaient partie de la Commission, se sont, par contre, prononcés avec la même unanimité pour le système des rattachements. L'orateur explique comment, en matière de travaux publics, par exemple, ce système sert à favoriser la bonne et prompte expédition des affaires. Il en est de même pour tous les autres services.

M. le Ministre répète que le Gouverneur Général de l'Algérie, malgré les termes du décret de 1876, n'a jamais eu aucune action sur les opérations militaires, sur les mouvements de troupes et qu'il ne s'est jamais cru le droit de rien commander à cet égard. Il tient autant que possible, au moyen de son cabinet politique, l'autorité militaire au courant des événements, qui se passent dans la colonie, mais c'est à cela seul que s'est toujours borné son rôle.

M. Lambert de St. Croix demande si M. le Ministre si le Gouvernement se rallie aux décisions de la Commission.

M. le Ministre répond qu'il l'espère mais que la question n'a pas encore été portée devant le Conseil.

M. Lambert de St. Croix demande de nouveau si l'institution de gouverneur général de l'Algérie, au lieu de constituer un avantage, n'est pas, dans ces conditions, une difficulté de plus, et, en second lieu, si le Gouvernement n'a l'intention de faire cette réforme des rattachements, sans s'adresser au Parlement.

135
M. le Ministre répond que, comme il est impossible d'administrer directement de Paris la colonie algérienne, il faut bien qu'il y ait sur les lieux un fonctionnaire chargé de cette administration. Seulement, comme il doit y avoir une responsabilité effective, cette responsabilité pour chacun des Ministres et pour les affaires qui les concernent, s'exerce par délévation. Il y a, en outre, des cas prévus par le secrétaire le gouverneur général peut agir seul et sous lequel, il n'a à prendre les avis de personne. La responsabilité des différents services de l'Algérie appartiendra donc désormais aux divers ministères respectifs; il ne restera à celui de l'Intérieur que la colonisation et le règlement des affaires indigènes.

En ce qui concerne la 2^e question, M. le Ministre répond que tous les membres de la Commission sont d'avis que cette réforme peut être opérée par décret. Il ne sait pas quel sera, à cet égard, l'avis du Gouvernement, mais il a l'intention, en s'appuyant sur les décrets de 1860 et de 1876, de lui proposer de faire les rattachements par simples décrets.

M. Buffet dit que, s'il a bien compris les explications que vient de donner M. le Ministre, on n'assimile pas l'Algérie aux départements français. Il y aura en Algérie un gouvernement général qui se superposera aux trois préfets d'Alger, de Constantine et d'Oran et qui aura, par conséquent, une certaine autorité. Il faut bien qu'il y ait quelqu'un qui réponde de l'usage qu'il fera de cette

autorité. Il y a, par exemple, cette
partie du décret qui l'investit de la
disposition des troupes de terre et de
mer qui n'est pas rapportée. Il y a,
de plus, un bureau politique, au moyen
duquel il peut savoir s'il n'y a pas
utilité, pour prévenir une insurrection,
de faire une manifestation sur tel
ou tel point du territoire, il a le
droit et le devoir de prendre certaines
mesures de précautions, enfin il a un
pouvoir propre et très considérable
et qu'il peut mal exercer. Il faut,
dans ce cas, qu'il y ait une responsabilité
et cette responsabilité ne peut être
que celle du Ministre dont il relève,
c'est-à-dire du Ministre de l'Intérieur.

M. le Président dit que l'orateur
sort du cadre des questions que la Comm.
se plaçant au point de vue budgétaire,
avait l'intention d'adresser au Ministre
de l'Intérieur. Il n'est jamais entré
dans ses vues de l'interroger sur
l'organisation générale de l'Algérie.

M. Buffet soutient qu'il est resté
dans les limites de la question pour
laquelle on a fait venir M. le Ministre
de l'Intérieur.

M. le Président dit qu'il va consulter
sur ce point la Commission.

M. Buffet répond qu'il n'admet
pas, quand il traite une question de
cette nature, que son droit soit limité
même par l'unanimité de la Commission.

M. le Président dit que si chaque
membre se faisait juge lui-même
de ce qu'il a le droit de dire, la discussion
deviendrait impossible.

M. Buffet réplique qu'il s'en fait

228

juger lui-même en ne disant plus rien.
Il veut savoir que l'incident soit mentionné
au procès-verbal.

M. Foye dit que, s'il a bien compris
M. le Ministre, M. le Gouverneur Général
de l'Algérie va devenir une sorte de
chef de service centralisant et faisant
exécuter tous les ordres qu'il reçoit
des différents ministres qui lui délèguent
pour cela une partie de leur autorité.
C'est un pas de plus dans la voie où l'on
s'est engagé en 1876, mais M. le Ministre
doit se rappeler qu'on a beaucoup
critiqué, à cette époque, l'établissement
par décret, d'une réforme beaucoup moins
radicale que celle d'aujourd'hui. Ne
voudrait-il pas mieux, dans la circonstance
présente, recourir à une loi?

M. le Ministre dit qu'il a déjà
répondu à cette question. Il se propose
d'inviter le Gouvernement à opérer cette réforme
par décret, mais il ignore ce que le
Gouvernement décidera à cet égard.

M. Hébrard dit qu'on se trouve
évidemment, en ce qui concerne
l'Algérie, dans une situation anormale.
La combinaison que l'on propose a
l'air d'une véritable chimie.
On a devant soi une responsabilité
qui tantôt se présente et tantôt
mais il faut prendre les choses telles
qu'elles sont et ce n'est pas le moment
pour la Commission des Finances
d'aborder une pareille question.

M. Fallières ajoute aux explications
données par M. le Ministre que M. le
Général d'Hannoville ayant proposé de
rendre le Gouvernement général de
l'Algérie responsable, on s'est demandé,

la loi et la constitution à la main,
si cette mesure était réalisable.
Or, la constitution porte que les
Ministres seuls sont responsables.
Il fallait donc faire un Ministre
du Gouverneur général de l'Algérie.
Mais tant les Ministres résident à
Paris et se réunissent en Conseil
3 fois par semaine, était-il possible,
dans ces conditions, de faire du gouver-
neur général un ministre qui serait
soumis, d'ailleurs, à toutes les fluctuations
politiques qui font disparaître un
cabinet?

M. Bocher suppose que les affaires
de l'Algérie sont mal menées, qu'il
en résulte une situation qui rende
le pays inquiet, si qui devra-t-on s'en
prendre de la mauvaise gestion des
affaires de la Colonie? Est-ce au Ministre
de la Guerre? Non, répondra-t-on, parce
que le Gouverneur général a conservé
le cabinet politique et qu'il influence,
à ce titre, sur les décisions à prendre
par l'autorité militaire. Est-ce au
Gouverneur général? Non, puisqu'il
ne peut être responsable et ne dispose,
en outre, que nominativement des forces
de terre et de mer. L'honorable membre
demande au Gouvernement de lui dire
où est la responsabilité.

M. le Ministre répond que si l'on
 veut rechercher où est la responsabilité
en pareille matière, on peut adresser
à ce sujet une interpellation à M. le
Président du Conseil.

M. le Ministre et M. le Sous-Secrétaire
d'Etat se retirent.

M. Calmon donne lecture au Sénat

229

un rapport sur le projet de loi, adopté
par la Chambre des Députés, tendant à
ouvrir au Ministre de l'Intérieur et des
Cultes, sur l'exercice 1857, un crédit
de 500.000 francs pour la célébration de la
fête nationale du 14 juillet.

Le rapport est adopté.

La discussion est reprise sur la
question du chapitre de St Denis.

M. Foye dit que le secret de 1806
a toujours été considéré comme un
secret. loi par tous les orateurs qui
ont traité cette question.

M. Narbonne dit que c'est une erreur
manifeste et cite, à l'appui de sa thèse,
le chapitre de St Genesève qui a été
supprimé par un simple vote budgétaire.

M. Dupleix croit que le secret
de 1806, dans la partie qui institue
le chapitre de St Denis, est une véritable
secret. loi. Les secrets dits inconstitutionnels
du 1^{er} empire étaient parfaitement
des lois, au moins dans leurs parties
essentielles. On les a supprimés sous
la Restauration au moyen des ordonnances.
Une discussion remarquable a eu
lieu à cette époque et tout le monde
a reconnu que c'était à tort que les
ordonnances avaient supprimé des
secret. lois. Parce qu'un secret postérieur
a supprimé une loi, ou un secret, il
ne s'ensuit pas que cette loi n'existe
pas réellement.

M. le rapporteur général pense
que, puisqu'on ne s'est pas mis d'accord
sur la question juridique, il vaudrait
mieux ajourner à une autre année
la solution du problème, pour ne pas
compromettre le droit budgétaire.

du Sénat, tel qu'il a été reconnu,
il y a quatre ans, par la Chambre
des Députés. Il demande, en conséquence,
que l'on vote dans la situation
actuelle.

M. Bernard complète les expli-
cations qu'il avait commencé de
donner au début de la séance. Il
lit un passage d'un discours de
M. Gambetta où ce dernier reconnaît
formellement au Sénat de 1876
le caractère d'un Sénat, loi.

L'honorable membre croit qu'une
loi est nécessaire pour supprimer
le chapitre de St-Denis. Il y a, dit-il,
un intérêt politique à la faire en
ce moment. L'orateur ne le croit
pas et demande le maintien du chapitre
de St-Denis.

M. le rapporteur général rappelle
ce qui a eu lieu en 1876 pour l'annexion
militaire et renouvelle la proposition
de laisser, cette année, les choses
en l'état pour ne pas compromettre
le droit budgétaire du Sénat.

M. le Président croit qu'il y a lieu
d'émettre deux votes: l'un sur le chiffre
adopté par la Chambre des Députés,
l'autre sur l'art. 36 qui tranche la
question de principe.

M. le rapporteur général demande
que l'on vote d'abord sur la suppression
ou sur le maintien de l'article. On
voterait ensuite sur le chiffre. (Amen!)

L'art. 36 est mis aux voix et repoussé.

M. Lambert v. S.^e Croix demande
la parole sur le chiffre.

L'honorable membre ne croit pas
qu'on puisse assimiler ce qui s'est passé

pour l'annuïerie militaire avec ce
qui se passe aujourd'hui pour le chapitre
de St Denis. La question de l'annuïerie
était une question d'ordre intérieur,
donc celle du chapitre de St Denis, il y
a des engagements pris par le Gouvernement
français vis-à-vis de la cour de Rome.
Admettre le chiffre réduit de la Chambre
des Députés, c'est faire un premier pas dans
la voie de la suppression du chapitre, et,
par conséquent violer ces engagements.

L'orateur propose le rétablissement
du chiffre proposé par le Gouvernement.

M. le rapporteur général croit
qu'on peut voter le chiffre adopté par
la Chambre des Députés, sans trancher
la question de principe. Le décret de 1806
fixait à six le nombre des chanoines
de St Denis. Il en reste encore dix,
malgré la réduction de 18000^{fr} votée
par la Chambre.

M. Dauphin réplique qu'il faut distinguer
dans les décrets inconstitutionnels du
premier empire la partie qui est loi
de celle qui n'est que réglementation.
Or, dans le décret de 1806, la partie loi
est celle qui institue le chapitre de
St Denis, ce qui touche au nombre des
chanoines ou à certains détails d'orga-
nisation du chapitre est purement
réglementaire et peut être modifié par
décret ou par de simples dispositions
budgétaires.

L'amendement de M. Lambert de
St Croix est mis aux voix et repoussé.

Le chiffre voté par la Chambre des
Députés est adopté.

La séance est suspendue à 3^h 1/4.

Elle est reprise à 4 heures.

M. le rapporteur général venant à la Commission, afin de hâter l'impression et le dépôt du rapport sur le budget, se vouloit bien entendre la lecture du préambule de ce rapport qui contient l'exposé de la situation financière du pays. M. Ch. Brun, pour la Marine, et Ferranillat, pour l'Instruction publique, ont, on le sait, sur les budgets de ces deux ministères, des réserves à faire et des observations à présenter, mais comme ils ne proposent pas des chiffres nouveaux et que leurs observations ne modifient guère la situation financière, M. le rapporteur croit qu'il y aurait avantage à remettre ces observations à une séance ultérieure et à faire connaître à la Commission la partie générale du rapport.

M. Buffet demande à présenter une observation générale sur l'inconvénient qu'il y a à porter, en ce qui concerne la Marine, des dépenses ordinaires comme celle du renouvellement de la flotte au budget sur ressources extraordinaires. Cette remarque devra d'abord être corrigée dans le rapport, mais on pourrait préalablement faire venir les Ministres des Finances et de la Marine pour leur demander s'il n'y a pas dans les dépenses extraordinaires des dépenses que l'on doit faire rentrer dans le budget extraordinaire. Si l'on n'agit pas ainsi, on finira toujours par mettre sur les fonds d'emprunt des dépenses qui doivent être couvertes par les ressources générales du budget.

M. Ch. Brun appuie la 1^{re} proposition.

se M. Bruffet d'indiquer dans le rapport que certaines dépenses extraordinaires de la Marine sont de véritables dépenses ordinaires.

L'honorable membre expose certains détails techniques tirés du rapport de la Chambre des Députés sur le budget de la Marine et en fait le commentaire.

M. le rapporteur général demande que ces observations de détail ne soient présentées que dans la séance de lundi et qu'on veuille bien, pour le bon ordre des travaux, lui permettre de lire, dès aujourd'hui, le préambule de son rapport (Essentiellement.)

M. le rapporteur général donne lecture du préambule du rapport général du budget de l'exercice 1882, contenant l'exposé détaillé de la situation financière du pays.

M. le rapporteur général, après cette lecture, est vivement félicité par la plupart des membres de la Commission.

M. Bruffet demande que la partie du rapport qui vient d'être lue soit imprimée en épreuve et remise à chacun des membres de la Commission qui pourra l'étudier et présenter dans la séance de lundi, si c'est possible, les observations que lui aura suggérées une lecture plus attentive de ce document.

Cette proposition est adoptée.

La séance est levée à 6^h.

Le Secrétaire,
Er. Roger Marvaux

Séance du 18 juillet 1881.

Présidence de M. de Freycinet.

La séance est ouverte à 10 h.

Sont présents: MM. Bocher, Besmar, Ch. Brun, Buffet, Caillaux, Calais, Darnaud, Faye, Fouchet de Careil, Ferravillat, Gouin, Mébrard, Lambert de St. Croix, Nalens, Roger. Narvaize, Varroy.

M. Roger. Narvaize, l'im. ver. secrétaire, donne lecture du procès-verbal de la dernière séance.

Le procès-verbal est adopté.

M. Nalens donne lecture du rapport sur le budget de l'Algérie.

M. Buffet dit qu'en dehors de la question d'organisation de l'Algérie, soulevée par M. le C^{te} d'Hausmannville, il y a une autre question qui intéresse bien plus vivement le pays. Or, si le rapport restait muet sur ce point, on s'étonnerait à coup sûr que la Commission ayant fait venir le Ministre de l'Intérieur, dans son sein, ne l'ait point interrogé sur cette question.

M. Faye croit que le rapport pourrait résumer d'une façon plus nette les explications données par M. le Ministre de l'Intérieur sur le système des rattachements et ne devrait pas surtout engager la Commission en lui faisant approuver des projets qu'elle n'a jamais entendus apprécier et de l'examen desquels elle n'est nullement saisie.

M. le Président partage cette manière de voir. C'est le motif qui l'a fait

235
interrompre, sans la dernière séance, l'honorable
M. Buffet, parce qu'il lui semblait que
ce dernier anticipait sur une discussion
qui ne pouvait venir utilement en ce moment.
Il est évident que la Commission n'a qu'une
chose à faire: montrer qu'elle s'est
préoccupée de la question.

M. Buffet dit qu'il a cru devoir
poser au Ministre cette question qui préoccupait
en ce moment toute la France: à qui
pourra-t-on demander compte de ce qui
se passera en Algérie, lorsque l'existence
même de la colonie sera menacée.
Cette question, il ne l'a pas posée seul;
MM. Lambert de St. Croix et Bocher l'ont
adressée également à M. le Ministre d'une
façon plus étendue encore et plus nette.
Il serait regrettable qu'on n'en parlât
pas sans le rapport.

M. Faye dit que la situation de
l'Algérie est celle qui existait déjà
à l'époque où l'honorable M. Buffet était
Ministre de l'Intérieur.

M. Buffet répond que si, à cette époque,
on lui avait posé une pareille question,
il n'aurait accepté aucun partage de
responsabilité pour les actes des fonctionnaires,
placés sous ses ordres.

M. Faye explique que le Ministre
de l'Intérieur n'a pas non plus décliné
la responsabilité. Il a dit seulement:
"Nous êtes beaucoup trop justes pour la
faire peser sur moi."

M. le Préident dit que la majorité
de la Commission n'avait pas l'intention,
en appelant M. le Ministre de l'Intérieur,
de l'interroger sur la question de responsabilité,
mais de lui demander quelles mesures
il entendait prendre pour rendre plus

efficace et plus régulier le contrôle que le Parlement a le droit d'exercer sur le budget de la Colonie. Le Ministre a répondu en faisant l'historique des travaux de la Commission extra-parlementaire nommée à cet effet. La Com^m, suivant M. le Président, ou plutôt le rapport de la Commission n'a qu'à enregistrer ces déclarations.

M. le rapporteur général donne lecture d'une note, sans le même sens qu'il avait préparée sur ce sujet.

La rédaction de cette note est mise aux voix et adoptée.

M. Lambert de St^e Croix demande qu'il soit dit, dans le rapport, que M. le Ministre a reconnu qu'en ce qui concerne les affaires de l'Algérie, la responsabilité, à l'heure qu'il est, est mal définie.

M. Buffet renouvelle et précise ses premières observations.

M. Lambert de St^e Croix voudrait qu'on laissât de côté la question du Gouverneur général de l'Algérie.

M. Bocher propose de mentionner dans le rapport l'intervention de M. le C^{te} d'Hamonville. (Assentiment.)

La note de M. Varroy, avec cette addition, est adoptée.

M. Malen terminant la lecture de son rapport.

Le rapport est adopté.

M. Varroy donne lecture du passage du rapport sur le budget des cultes relatif au chapitre de Saint-Denis.

Après quelques observations de M. M. Bocher et Lambert St^e Croix, la rédaction de ce passage est approuvée.

228

M. Buffet demande que l'on y substitue aux mots: la Commission, ceux-ci: la majorité de la Commission. (Adopté).

M. Ch. Brun donne lecture du rapport sur le budget de la Marine. Dans la 1^{re} partie de ce rapport l'honorable membre formule des réserves tant au point de vue de l'utilité ou de l'exacte classification des dépenses qu'au point de vue de l'époque à laquelle le budget extraordinaire de la Marine est présenté.

M. Bocher voudrait savoir à qui incombe la responsabilité de ces ajournements qui se reproduisent tous les ans. Il y a un très grave inconvénient à être obligé d'examiner après coup et de voter le budget extraordinaire de la Marine qui a une influence évidente sur le budget ordinaire.

M. Buffet dit que M. le rapporteur général a précisément constaté, au commencement de son rapport, qu'une des principales attributions du Sénat était de veiller au maintien des règles qui présidaient à toute bonne administration financière. Le moment est venu d'exercer cette attribution, en signalant avec plus de précision que ne l'a fait M. Brun, les dangers d'un pareil système. C'est ainsi qu'on ne peut faire rentrer dans le budget ordinaire des dépenses qui ont un caractère permanent, prévus, certains, qui sont, en un mot, de véritables dépenses ordinaires.

L'honorable membre demande que l'on entende sur cette question

M. M. les Ministres de la Marine
et des Finances.

M. le rapporteur général
ne croit pas qu'on puisse laisser
dire comme on l'a fait, à la
dernière séance, que l'état
de la marine française est inférieur
à celui des autres nations. L'état
de la marine a toujours été
en augmentant depuis 1870. Cette
année encore, M. le Ministre de
la Marine est autorisé à dépenser
166 millions en argent et à prêter
6 millions dans les vieilles matières,
ce qui constitue un crédit de 172
millions inscrit au budget ordinaire
pour maintenir la flotte dans
l'état actuel.

M. Rocher répond qu'il ne
discute pas le chiffre de la dotation
du budget de la Marine, il demande
seulement pourquoi les deux budgets,
ordinaire et extraordinaire, de ce
département ministériel ne sont
pas présentés au Parlement ministériel
en même temps, comme on le fait,
par exemple, pour le ministère
des Travaux publics.

M. le rapporteur général dit
que cela tient à ce qu'il n'y a
pas de programme pour le Ministère
de la Marine.

M. Lambert de S.^t Croix appuie
les observations de MM. Buffet et
Rocher.

M. Ch. Brun donne lecture d'une
nouvelle note exprimant les regrets
de la Commission à cet égard.

M. Buffet dit que cette rédaction

ne le satisfait pas entièrement. Il ne demande ni l'accroissement ni la diminution des crédits à mettre à la disposition de M. le Ministre de la Marine. Il n'est pas compétent pour se prononcer sur une question de ce genre. Il voudrait simplement savoir si les 35 millions qui, d'après le vire du Ministre du Finances, vont être demandés aux ressources extraordinaires du budget, concernent bien les dépenses extraordinaires et non des dépenses prévues et destinées à se reproduire indéfiniment. Il ne voudrait pas que le rapport se contentât d'exprimer des regrets platoniques à ce sujet, mais il demande formellement que l'on interroge sur cette question M. le Ministre des Finances et de la Marine et que leur réponse soit consignée s'il y a lieu, dans le rapport.

M. le Président dit qu'il va consulter la Commission sur cette proposition.

M. Carllaux fait observer que cela généralement ne se refuse pas.

M. Walery s'oppose, pour sa part, à ce qu'on interroge les Ministres à ce sujet, leur réponse pouvant se trouver en contradiction avec la résolution que va prendre sur ce sujet la Chambre des Députés.

M. le rapporteur général parle dans le même sens.

La Commission décide que les Ministres des Finances et de la Marine ne seront pas entendus sur cet objet spécial.

Le passage du rapport de M. Ch. Bours ayant trait à cette question est approuvé.

M. Ch. Brun termine la lecture de son rapport.

Après une discussion à laquelle prennent part M. le Président, le rapporteur général et M. Brun, il est décidé que ce dernier résumera, d'accord avec M. le rap.^r général, les observations qu'il vient de présenter.

M. Ferronillat expose qu'il n'a pas fait sur le budget du Ministère de l'Instruction publique un rapport qui, quelque succinct qu'il eût été, aurait pu gêner la rédaction du rapport général. Tous les chapitres de ce Ministère, en effet, ou presque tous, ont été examinés par la Chambre des Députés, mais ils ont tous été adoptés sans discussion et M. le Ministre de l'Instruction publique ne les a pas combattus. Cependant il croit devoir saisir la Commission de la seule question importante qui s'est présentée sans le vote de ce budget et pour la solution de laquelle il ne voudrait prendre à lui seul aucune espèce de responsabilité.

L'honorable membre résume la discussion qui a eu lieu à la Chambre des Députés sur un amendement présenté par MM. Armez, Jarrien et plusieurs de leurs collègues, et tendant à ce que l'excédent libre de 16 millions sur le budget de 1882, soit attribué aux communes pour les dépenses du prélèvement du cinquième des ressources vécues dans la loi établissant la gratuité de l'enseignement primaire. Il rappelle que cet amendement,

241

combattu par le Ministre et par le rapporteur général, et néanmoins triomphé et qu'on en a fait le chapitre 36, intitulé : subvention aux communes pour la gratuité de l'instruction primaire.

M. le rapporteur ne croit pas qu'au moment de la session où l'on est arrivé, le Sénat puisse refuser d'adopter cet amendement, qui diminue peut-être un peu, au point de vue de l'enseignement primaire, la surveillance communale, mais qui laisse subsister, en somme, l'art. 3 de la loi du 16 juin dernier, qui a établi le prélèvement du cinquième. Autrement, le Sénat abandonnerait la théorie qu'il a déjà sanctionnée par ses votes, qu'on ne peut abroger une loi par une disposition budgétaire.

L'orateur pense, en effet, qu'en l'art. 36 met simplement entre les mains du Ministre une somme de 16 millions, au moyen de laquelle il pourra, non pas exonérer toutes les communes du prélèvement du cinquième, mais venir en aide à certaines d'entre elles.

M. Gouin ne comprend pas qu'on puisse ainsi donner 16 millions au Ministre qui les emploiera comme il l'entendra.

M. Buffet dit qu'il est impossible, en présence d'une disposition aussi manifestement, de ne pas interroger sur cette question M. le Ministre de l'Instruction publique.

La Commission décide que M. le Ministre de l'Instruction publique sera convoqué pour être entendu à ce

sujet dans la prochaine séance.

M. Buffet informe la Commission qu'il déposera, sur le ministère de l'Instruction publique, un amendement tendant au rétablissement des foyers affectés au traitement de l'annuaire de l'école normale.

Après une discussion à laquelle prennent part MM. le rapporteur général, Buffet, Malens, le Président, la Commission décide que M. Varray déposera le rapport général à la séance publique de demain. Cette formalité n'empêchera pas, bien entendu, la continuation de la discussion du rapport par la Commission.

M. le rapporteur général, sur la demande de M. Bocher, donne lecture de la partie du rapport qui concerne le budget du ministère des finances.

M. Buffet demande pourquoi les sommes qui forment le total des 190 millions, portés au ch. 5, et qui ont une destination différente, sont réunies dans le même chapitre. Le 3% amortissable, bien qu'il soit remboursable en 7 ans, est une sorte de dette consolidée, et l'annuité correspondante devrait figurer au chapitre de cette dette. Cette confusion fait, en outre, que le public ne peut se rendre un compte exact de la situation des emprunts.

M. Bocher dit que ce chapitre 5 est, en somme, en déficit. Sur les 190 millions, il faut prélever d'abord 62 millions pour les intérêts et l'amortissement du 3% amortissable, ensuite 25 millions pour les intérêts des obligations à court terme. Il reste 103 millions

243

pour rembourser celle des obligations dont l'échéance vient en 1882. Or, il y en a pour 170 millions à rembourser. On se trouve donc en face d'une dépense de 170 millions, et, en regard de cette dépense, il n'y a au budget qu'un chiffre de 103 et même que 100 millions.

L'honorable membre sait bien qu'on compte parfois cette somme au moyen des excédents de recettes et que, si ces excédents ne suffisent pas, le Ministre pourra recourir à l'emprunt, mais c'est précisément ce système qui lui fait dire que ce n'est plus là un budget ordinaire, que ce n'est un budget basé sur des hypothèses, sur des chances et que cela est en dehors d'une bonne administration financière.

M. le rapporteur général répond à M. Buffet et s'étonne que la réunion en un seul chapitre des sommes destinées aux intérêts et à l'amortissement des obligations à court terme et du 3 % amortissable qu'il combat aujourd'hui, il ne l'ait pas combattue, lorsqu'elle a été établie en 1879. Cette réunion fut jugée indispensable, à cette époque, par suite de l'adoption du programme de grands travaux publics présenté par M. de Freycinet.

L'orateur explique comment on s'écria que l'amortissement du milliard pour le réarmement devrait bien en 10 ans et non en 6, comme le voulait d'abord l'Assemblée Nationale, que les 6 milliards de travaux publics seraient demandés à l'emprunt et que l'amortissement de ces dépenses servirait

fait avec les 170 millions du ch. 5.
Ce plan a été facilement exécuté
et l'on n'a cessé de maintenir
l'amortissement énergique qu'avait
désiré l'Assemblée Nationale.

M. le rapporteur général démontre
ensuite que les deux votations ne
peuvent être séparées parce qu'elles
sont le même crédit, elles s'entraînent
mutuellement et vont en chapitre
5 une élasticité qui permet au ministre
de poursuivre avec plus de facilité
l'amortissement dont il était question
tout à l'heure.

M. Caillaux partage absolument
la manière de voir de M. Buffet, et
croit que la séparation des deux votations
en chapitre 5 est absolument indispensable
et l'on veut que le public puisse com-
prendre quelque chose à nos finances.

L'honorable membre propose un
amendement tendant à ce que le chapitre
5 soit divisé en deux chapitres : le 1^{er}
où l'on insérerait le crédit de 62 millions
pour intérêts et amortissement des
rentes 3 % amortissables et le 2^e qui
comprendrait 128 millions pour les
intérêts et l'amortissement des obligations
à court terme.

Après de nouvelles observations
de MM. Buffet, Gouin, Lambert et de M. Croix,
l'amendement de M. Caillaux est mis
aux voix et n'est pas adopté.

M. Buffet fait quelques observations
de forme sur la rédaction de certains
passages du rapport. L'honorable membre
voudrait qu'on en supprimât les phrases
qui contiennent un éloge direct de
l'autre Chambre. Cela est contraire

245

aux usages et la Commission des Finances
du Sénat n'a pas plus à louer qu'à critiquer.
La Chambre des Députés ou sa commission
du budget ou le rapporteur de cette dernière.

M. le rapporteur général dit qu'il
fera droit, dans la mesure du possible,
aux observations de l'honorable M. Buffet.
La séance est levée à 6^h.

Le Secrétaire,
Ernest Marnay

Séance du 19 juillet 1881.

Présidence de M. de Freycinet.

La séance est ouverte à 7^h.

Sont présents: MM. Bernard, Bocher,
Ch. Brun, Buffet, Caillaux, Calmon, Cordier,
Dauphin, Faye, Ferronillet, Fournier
de Careil, Gouin, Hébrard, Lambert de
St Croix, Nalens, Roger. Marnay, Varroy.

M. Hébrard, l'un des Secrétaires,
donne lecture du procès-verbal de la
dernière séance.

Le procès-verbal est adopté.

MM. Jules Ferry, Président du
Conseil, Ministre de l'Instruction publique
et des Beaux-Arts et Magnin, ministre
des Finances, sont introduits et prennent
place parmi les membres de la Commission.

M. le Président dit que la Commission
a désiré entendre M. le Ministre de l'Instruc-
tion publique pour savoir s'il acceptait
les 15 millions que le ch. 36, voté par
la Chambre des Députés par suite de

l'adoption de l'amendement Larrion, mettait à sa disposition et quel usage il entendait faire de ces fonds.

M. le Ministre de l'Instruction publique dit qu'il s'est d'abord défendu très énergiquement contre cette libéralité et qu'il a fini par l'accepter sans la pensée, qui a été également celle de la Chambre, que le don de cette somme n'aurait pas pour but de supprimer le prélèvement du cinquième prévu par la loi du 16 juin dernier (elle serait d'ailleurs insuffisante pour cela) mais ne constituerait qu'un allègement, passager de sa nature, que le Gouvernement pourrait rapporter à l'exécution de cette mesure pour les communes sur lesquelles pèse trop lourdement le fardeau de la gratuité. M. le Ministre croit que la répartition de cette somme doit être faite entre les communes les moins riches, celles, par exemple, dont le centime est inférieur à 500^t, conformément à l'esprit de l'art. 3 de la loi du 16 juin 1887 qui ne demande rien aux communes dont le centime ne produit pas 20^t. Il a l'intention, du reste, de demander au Conseil d'Etat de faire cette répartition par un règlement d'administration publique.

M. Buffet dit que la discussion qui a eu lieu à la Chambre des députés lui avait semblé, au contraire, donner à cette disposition ce caractère que toutes les communes profiteraient proportionnellement de cette somme de 15 millions et tout le monde a cru que la Chambre voulait exonérer les communes du prélèvement du cinquième, que les 15 millions pourraient être

267
insuffisants, mais qu'on les compléterait
au moyen d'un crédit supplémentaire.

L'honorable membre dit que l'intention
manifestée par M. le Ministre de demander
au Conseil d'Etat de faire la répartition
est une institution très raisonnable, mais
il ne croit pas que la Chambre ait voulu
donner à cet égard un blanc-seing au
Gouvernement, elle a entendu simplement
supprimer le prélèvement du cinquième.

M. le Ministre répond qu'en donnant
cet excédent de 15 millions à l'instruction
publique, la Chambre a surtout voulu
ne pas les affecter au dégrèvement de
l'impôt sur le papier que proposait la
Commission du budget. Ce qui montre
que c'est un secours partagé qu'elle
a entendu donner aux communes les
moins riches, c'est qu'elle a placé
ces 15 millions dans un chapitre spécial.

M. Hébrard croit que la majorité
de la Chambre a entendu exonérer
les communes du prélèvement du cinquième
et si l'on adopte la proposition de M. le
Ministre de l'Instruction publique, il
se demande si les Députés s'accommodent
d'une combinaison qui ne leur a pas
été proposée.

M. le Président répond que la Chambre
n'a pas voté l'amendement d'arriver,
mais le ch. 36, qu'il accepte, qui met
à sa disposition une somme de 15 millions
pour venir en aide aux communes
sur lesquelles pèse le plus lourdement
le prélèvement du cinquième. On n'abroge
pas ainsi, par une disposition budgétaire
un article de loi, l'art. 3 de la loi du
16 juin dernier subsiste et M. le Ministre
est heureux de constater que le vote

se la Chambre se concilie avec les
bons principes.

M. Buffet demande à M. le Ministre
s'il verrait un inconvénient à ce que
l'on mit dans la loi les bases de
la répartition.

M. le Ministre répond qu'il pourrait
alors insérer dans la loi le règlement
d'administration publique.

M. Lambert de St Croix dit qu'on
pourrait mettre par exemple, subvention
pour les communes dont le centime
est inférieur à 500^t.

M. le Ministre répond qu'en pourrait
peut-être dire cela dans le rapport,
mais pas dans la loi.

M. le rapporteur général voit un
grand inconvénient à dire dans la loi
que le prélèvement du cinquième
est supprimé pour les communes
dont le centime est inférieur à 500^t.
On supprimerait ainsi, en partie,
l'art. 3 de la loi du 16 juin 1881 et
c'est précisément ce que l'on veut
éviter. Il faut conserver à ces 17 millions
le caractère d'un secours et non celui
d'une exonération.

M. le Ministre de l'Instruction
publique se retire.

M. le Président demande à M. le
Ministre des Finances s'il accepte l'amendement
proposé voté par la Chambre des Députés.

M. le Ministre répond qu'il l'accepte
comme adjonction à l'art. 31 qui donne
au Ministre l'obligation d'employer
les excédents à l'amortissement des
obligations à court terme dont le
remboursement n'aura pu être imputé
sur les crédits ouverts au chapitre 5;

249

mais c'est là une disposition absolument
platonique, c'est une illusion, un mirage
qu'on fait braver aux yeux des agriculteurs
et M. le Ministre est décidé à demander
l'année prochaine, la modification de
cet article.

M. Lambert de St. Croix dit qu'il faut,
avant tout, que le budget soit clair. Ne
pourrait-on trouver une formule pour
faire comprendre au public que ce légè-
rement en faveur de l'Agriculture est
purement platonique et ne signifie rien.

M. le Président fait observer que M.
le Ministre l'a dit à la fin de la
Chambre des Députés.

M. Bocher trouve que cette disposition
n'est peut-être pas aussi illusoire que
le pense M. Lambert de St. Croix. Dans
tous les cas, c'est le même système
que celui du chapitre 5, qui consiste à
faire, par anticipation, emploi de prévision
d'excédents, qu'on ne connaît d'une
manière certaine que lorsqu'on fera
le règlement de l'exercice.

Après diverses observations échangées
sur le même sujet entre M. le Ministre
des Finances et MM. Buffet et Bocher,
ce dernier demande s'il peut interroger
M. le Ministre sur les crédits extraordinaires
ou plutôt sur les crédits ordinaires
de la Marine.

M. le Président répond qu'il faudrait
pour cela que la Commission revint
sur la décision qu'elle a prise dans
sa dernière séance.

M. le rapporteur général rappelle
les motifs qui ont décidé la Commission
à prendre cette résolution. Il ne serait
pas convenable d'interroger le Ministre

sur une question qui est encore
pendante devant une autre Chambre.
Les décisions de cette dernière pourraient
se trouver en contradiction avec ce
qui aurait déclaré M. le Ministre.

M. Buffet dit que le Sénat tout
entier ne pourrait l'empêcher de
poser une question à un Ministre,
une Commission doit le pouvoir encore
moins.

M. le Président dit qu'il y a une
décision prise à cet égard et que le
devoir du Président est de faire exécuter
les décisions de la Commission.

M. le rapporteur général ajoute
qu'il y a de nombreux précédents
d'une semblable décision.

M. le Ministre des Finances se retire.

M. Lambert de St. Croix dit qu'on
empêche les membres de la minorité
de poser une question à M. le Ministre
des Finances sur le déficit du budget.
La sténographie le constatera.

M. le Président répond que la
sténographie ne constatera que ce qui
a été dit. Or, la question n'a pas été
posée sous cette forme. On n'a pas
demandé à interroger M. le Ministre
des Finances sur le déficit du budget,
mais sur les crédits extraordinaires
de la Marine.

M. Lambert de St. Croix dit qu'il
n'a pas entendu dire que la question
avait été posée en ces termes, mais alors
que le Ministre lui-même a reconnu
que certains des crédits extraordinaires
de la marine étaient des crédits ordinaires,
demander à interroger le Ministre
sur ces crédits, c'est demander à

l'interroger sur le déficit du budget.

M. le Président vit que c'est une interprétation après coup du vote de la Commission.

L'incident est clos.

M. Ferronillat est chargé par la Commission de réviser, de concert avec M. le rapporteur général, le passage du rapport ayant trait à l'aménagement Lorrain, en se conformant aux déclarations faites par M. le Ministre de l'Instruction publique et sans chercher à vouloir interpréter le vote de la Chambre.

M. Caillaux donne lecture du rapport sur le budget du Ministère des Travaux publics.

À la suite des explications données par M. le rapporteur sur les trois systèmes successivement adoptés pour l'exploitation des chemins de fer par l'État, la Commission décide que le rapport demandera au Gouvernement que l'exploitation de ces chemins de fer fasse désormais l'objet de budgets spéciaux annexés au budget général et qu'ils soient subdivisés en autant de catégories qu'il y a de genres d'exploitation.

Sur les observations de M. M. Caillaux, Lambert de St. Croix et Bocher, la Commission décide également que la Commission des Finances appellera dans le rapport général, l'attention du Gouvernement sur la nécessité d'augmenter les crédits d'entretien de toutes les voies de communication.

Une discussion s'engage sur la question de savoir si l'on maintiendra au budget extraordinaire du Ministère des Postes et Télégraphes le crédit de

10 millions demandé pour les lignes télégraphiques souterraines. La Commission avait consenti une première fois à placer cette dépense dans le budget sur ressources extraordinaires qu'à la condition que cette demande ne se renouvelerait pas.

M. Buffet demande qu'avant de statuer sur cette question, on interroge M. le Ministre des Postes et Télégraphes.

Cette proposition n'est pas adoptée.

Le chiffre de 10 millions pour les lignes télégraphiques souterraines, voté par la Chambre et accepté par le Gouvernement, est ensuite mis aux voix et maintenu.

M. Caillaux donne lecture du rapport, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'éclairage électrique des places et à l'établissement de signaux sonores.

La même discussion se renouvelle sur la nature de ces dépenses qui sont des dépenses ordinaires, et sur la nature de l'impôt qui est demandé pour y faire face. Après avoir adopté l'art. 1^{er}, la Commission décide que, dans l'art. 2, les mots « ressources extraordinaires » seront remplacés par ceux-ci « ressources générales du budget de chaque exercice ».

La séance est suspendue à 4^h.

Elle est reprise à 4^h 1/2.

M. le rapporteur général, en présence des observations qui ont été faites tant sur la forme de certaines phrases du rapport que sur l'exactitude de certains chiffres, demande à recommencer la lecture, afin d'avoir un vote formel qui en

approuve le texte d'une manière définitive.
M. Buffet renouvelle ses précédentes
observations.

M. le rapporteur général répond
qu'il consent volontiers à changer certaines
formules de phrases mais qu'il ne peut
pas ne pas dire que la situation budgétaire
établie par le rapporteur général de la
Commission du budget qui a satisfait
la Chambre satisfait également le
Sénat et que toutes ses assertions
paraissent justifiées.

M. Buffet réplique que le rapporteur
a certainement le droit de constater
ce fait, mais que, suivant lui, le
rapporteur général ne doit pas faire,
c'est apprécier ce qui a fait l'ordre
Chambre et lui décerner, à ce sujet,
un éloge ou un blâme.

L'honorable membre demande,
dans tous les cas, que dans les parages
ayant trait à des questions où la
Commission s'est divisée, on ait
bien soin de mettre: la majorité
de la Commission.

MM. Lambert de St. Croix et Bocher
ajoutent quelques observations analogues
à celles que vient de présenter M.
Buffet sur la rédaction de certains
passages du rapport.

La Commission décide qu'elle
s'en rapporte à M. le rapporteur
général pour intervenir, dans le sens
qui vient d'être indiqué par M. Buffet,
Lambert de St. Croix et Bocher, les
modifications qu'il jugera convena-
bles.

Le rapport général est ensuite
mis aux voix et adopté.

La séance est levée à 5 h.

Le Secrétaire,
Er. Pruyrmauvau

Séance du 25 Juillet 1881.

Présidence de M. de Freycinet.

La séance est ouverte à 1 h.

Sont présents: M. Bocher, Buffet, Bernard, Caillaux, Calmon, Dauphin, Faye, Ferronillat, Gouin, Lamberk de St Croix, Nabens, Varroy.

M. Nabens, au nom de l'un des Secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la dernière séance.

Le procès-verbal est adopté.

M. Bocher donne lecture du rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la répartition du fonds de 4 millions pour venir en aide aux départements.

Le rapport est adopté.

M. Faye donne lecture du rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'étendre le régime de l'admission temporaire aux eaux-de-vie et esprits introduits sous l'avis pour être transformés en liqueurs et autres spiritueux composés.

Le rapport est adopté.

M. Ferronillat est chargé de la rédaction du rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ouvrir au Ministre de l'Instruction

publique, sur l'exercice 1881, un crédit supplémentaire de 1.451.875.¹

M. le Président rappelle que la Commission est saisie d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies d'un crédit de 2.417.875.¹ pour renforcer les forces navales françaises au Tonkin.

M. Lambert de St Croix dit que cette question est excessivement grave. Il ne peut pas se dissimuler que c'est le commencement de l'occupation du Tonkin. Or, en se lançant dans une occupation de ce genre, on peut s'exposer à de grands dangers parce que, tout près de là, il y a les Chinois et, derrière les Chinois, une puissance européenne.

L'honorable membre croit que la Commission doit prendre tout son temps pour étudier un semblable projet de loi, il propose d'en renvoyer l'examen à la rentrée du Parlement.

M. Gouin demande à M. le Président, s'il ne pourrait pas fournir à ce sujet quelques explications.

M. le Président fait l'historique de la question du Tonkin. La France, à la suite d'un traité passé avec le vice-roi d'Annam, exerçait au Tonkin un protectorat de fait, mais les forces militaires qui y étaient établies ayant été réduites peu à peu pour aller renforcer les troupes de l'Indo-Chine, les maraudeurs chinois, d'un côté, sont venus exercer leurs pirateries à l'embouchure du fleuve rouge, et le vice-roi d'Annam et ses sujets, d'un autre côté, n'ont pas craint

d'insulter le pavillon français
et de faire subir à notre consul
toutes sortes de vexations et même
de mauvais traitements. C'est cette
situation qu'il s'agit de faire cesser.

L'amiral Jauréguiberry avait
en outrefois la pensée d'une occupation
complète du Tonkin, et c'est sous
cette forme qu'il se proposait d'en
présenter le projet aux Chambres.
Il estimait et il estime encore
qu'avec une dépense de 7 à 8 millions
on pourrait mener à bien une opération
de ce genre et avoir au Tonkin des
forces militaires suffisantes pour
purger le delta du fleuve Rouge
des pirates chinois et pour tenir en
respect les Annamites. Quant à
la population même du Tonkin, elle
accueillerait les Français comme
des libérateurs. Le projet actuel
n'a pour but que l'envoi dans le delta
du fleuve Rouge de quelques canonnières,
à vapeur d'un modèle approprié pour
chasser de l'embouchure du fleuve
les mauvais desseins. Aussi l'amiral
Jauréguiberry, tout en s'attachant
par le projet de loi, n'a pas l'intention
non plus de le dépenser.

M. Lambert de St. Croix renouvelle
ses premières observations et cite l'opinion
d'un officier de marine ayant longtemps
résidé en Chine, M. Gickel, qui tenait
d'un avis tout opposé à celui de
M. l'amiral Jauréguiberry et regarderait
l'occupation du Tonkin comme une
opération très dangereuse pour la
France.

L'honorable membre demande

58

que M. le Ministre de la Marine soit
entendu sur cette question. (Approbation)

La Commission décide que M. le
Ministre de la Marine sera entendu
demain, à 1^h. On pourra également
demander à M^r l'amiral Jauréguiberry
s'il désire être entendu.

M. Caillaux donne lecture du rapport
sur le projet de loi, adopté par la Chambre
des députés ayant pour objet la déclaration
d'utilité publique et la concession du
dessèchement du marais de Fos et du
colonatage de 20,000 hectares de terrain
de la Crau (Bouches du Rhône).

Le rapport est adopté.

La séance est levée à 2^h.

Le Secrétaire,
Ernest Marvaux

Séance du 26 juillet 1887.

Présidence de M. de Freycinet.

La séance est ouverte à 1^h.

Sont présents: MM. Ch. Brun, Buffet,
Caillaux, Calmon, Ferronillat, Hébrard,
Gouin, Fournes de Careil, Lambert de
St. Croix, Molens, Roger. Marvaux,
Varroy.

M. Roger Marvaux, l'un des Secrétaires,
donne lecture du procès-verbal de la
dernière séance.

Le procès-verbal est adopté.

M. l'amiral Cloué, Ministre de
la Marine et des Colonies, est introduit
et prend place parmi les membres de

La Commission

M. le Président l'informe que la Commission a désiré l'entendre pour avoir quelques explications sur le projet de loi dont elle est saisie et qui a pour objet l'ouverture d'un crédit de 2 millions au Ministre de la Marine pour renforcer les forces navales françaises au Tonkin.

La première question dont s'est préoccupée la Commission est celle de savoir si l'on doit s'en tenir à l'envoi de la flottille demandée par le projet de loi ou s'il ne faudra pas, plus tard, comme le pensait l'amiral Jamaisguier, faire une expédition plus complète et occuper militairement le Tonkin. Le projet de loi, dans ce dernier cas, ne serait que le commencement d'une opération qui ne produirait peut-être pas les résultats correspondant aux sacrifices qu'elle demanderait.

M. le Ministre répond qu'il n'est pas nécessaire de faire une expédition dans le Tonkin, qu'il y a, dans ce pays, des forces suffisantes pour assurer notre sécurité, mais qu'il est nécessaire de maintenir entre ces forces une communication constante et que c'est pour cela qu'il demande trois petites canonnières à vapeur pouvant toujours marcher dans l'intérieur du fleuve Rouge. Avec cette flottille on pourra maintenir ces communications, faire la police du fleuve et empêcher des actes de piraterie et de traite que nous sommes impuissants à réprimer en ce moment.

M. le Ministre de la Marine raconte

ensuite comment le Tonkin fut pris avec une poignée d'hommes par M. Francis Garnier et comment la mort tragique de ce brave mais imprudent officier fit croire que notre conquête était compromise quand il n'en était rien et nous fit faire une folle entreprise renouvelée. Ce n'est pas une armée, mais quelques hommes qu'il faut pour maintenir l'ordre au Tonkin, dont la population, gouvernée par les missionnaires, regarde les Français comme des libérateurs, et réclame leur protection contre les pirates chinois et les bandes du vice-roi d'Annam.

M. le Président dit qu'à l'heure M. le Ministre est convaincu que l'entretien de cette flottille à vapeur sera suffisant pour maintenir les communications entre nos garnisons, faire la police du Delta et maintenir notre situation telle qu'elle est en ce moment dans le Tonkin, sans qu'il soit nécessaire de recourir à des opérations militaires plus étendues.

M. le Ministre répond qu'il en est absolument convaincu.

M. le Président dit que la Commission s'est également demandé s'il n'y avait pas quelques difficultés à résoudre du côté de la Chine.

M. le Ministre répond que dernièrement les Annamites, contrairement au traité de 1874, ont envoyé une députation à la Chine pour faire acte de vassalité, qu'il a fait tout son possible pour empêcher cette députation de partir, mais que sa dépêche est arrivée trop tard. La Chine, bien entendu, a un avec

plaisir cette démarche, mais elle n'a jamais prétendu avoir des droits sur le Conkin. Surtout, en présence de notre impuissance à faire la police du fleuve Rouge, par suite du manque de bâtiments appropriés, elle est venue l'y faire elle-même et y a exercé une surveillance qui nous appartenait. M. le Ministre de la Marine a informé de ces faits son collègue des Affaires étrangères, et ce dernier a chargé notre ambassadeur à Pékin de faire au Gouvernement Chinois des observations à cet égard.

M. le Ministre donne lecture d'une lettre, en date du 19 Mai, de M. Bourée, ambassadeur de France à Pékin, qui répond qu'il ne juge pas à propos de faire ces observations en ce moment, mais d'attendre que l'on ait les forces suffisantes pour faire efficacement la police du fleuve, c'est-à-dire d'attendre que le projet de loi qui, depuis deux ans est pendu devant le Parlement, ait été voté définitivement.

M. le Ministre fait également passer sous les yeux de la Commission des documents ayant trait au commerce de chair humaine qui a lieu entre Hongkong et le Conkin.

M. le Ministre se retire.

M. le Président dit qu'il va consulter la Commission sur le crédit demandé par M. le Ministre de la Marine.

M. Buffet demande la parole et dit qu'il voterait sans difficulté une somme de 2 millions pour faire la police du fleuve Rouge, mais il se demande si l'envoi de la flottille dont on a parlé

ne va pas entraîner la France à des opérations militaires plus importantes, à une véritable guerre même avec la Chine. Les explications que vient de donner M. le Ministre ne l'ont pas complètement édifié à cet égard, et l'exemple de ce qui vient de se passer en Russie le décide à ne rien faire qui puisse encourager le Gouvernement à marcher dans cette voie d'expéditions dont on ne comprend ni l'importance, ni l'utilité.

M. Lambert de St. Croix parle dans le même sens et trouve que la lettre de M. Bourée est d'une extrême gravité et doit faire réfléchir la Commission. Alors, nous avons une question de Chine comme on a une question de Tunisie. Il ne faut pas oublier que derrière la Chine il y a une puissance européenne.

L'honorable membre supplie la Commission de prendre son temps et de ne rien décider avant d'être absolument sûr que l'envoi de ces commissaires n'est pas le commencement de l'occupation du Tonkin jugée nécessaire par M. l'amiral Jauréguiberry.

M. Fouquet de Careil fait remarquer que M. Bourée dans sa dépêche, dit qu'il n'attend, en somme, que la réponse du Parlement à la demande dont il est saisi depuis deux ans, réponse que l'amiral Jauréguiberry juge nécessairement immminente et qui lui permettra de faire plus à propos au Gouvernement Chinois les représentations dont il s'agit. Il ne faut pas voir dans cette lettre une gravité qui n'y existe pas.

M. M. Lambert de St. Croix et Buffet renouvellent leurs observations, et

demandant que M. l'amiral Jauréguiberry soit entendu.

La Commission décide que M. l'amiral Jauréguiberry sera prié de venir, sans la prochaine séance, donner à la Commission toutes les explications qu'il jugera convenables sur le projet de loi actuellement en discussion.

La prochaine séance est fixée à demain, 1^h.

M. Feronvillat donne lecture d'un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ouvrir au Ministre de l'Instruction publique, sur l'exercice 1881, un crédit supplémentaire de 1.145.875.

Le rapport est adopté.

La séance est levée à 2^h 1/2.

Le Secrétaire,
Ernest Narvaix

Séance du 27 juillet 1881.

Présence de M. de Freycinet.

La séance est ouverte à 1^h.

Sont présents: MM. Ch. Drum, Buffet, Caillaux, Calmon, Cordier, Faye, Feronvillat, Foucher de Careil, Gouin, Hébrard, Lambert de St. Croix, Molens, Roger, Narvaix, Varray.

M. Roger, Narvaix, l'un des Secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la dernière séance.

Le procès-verbal est adopté.

263
M. Cordier donne lecture du rapport sur
un projet de loi, adopté par la Chambre des
Députés relatif à certains crédits supplé-
mentaires et extraordinaires.

Le rapport est adopté.

M. le Président dit que, pour se conformer
au désir de la Commission, il a prié M.
l'amiral Gauréguiberry de vouloir bien
venir donner à la Commission quelques
explications sur la question du Tonkin.
M. l'amiral Gauréguiberry lui a répondu,
que, malgré son désir d'être agréable
à la Commission, la situation de pré-
sents du Ministre de la Marine actuel
lui commandait une entière réserve
sur le projet de loi soumis en ce moment
au Sénat et destiné à renforcer les
forces navales françaises au Tonkin.

M. le Président dit qu'il va consulter
la Commission sur cette demande de
crédit.

M. Lambert de St. Croix s'élève
que, n'étant point suffisamment
éclairé, il ne prendra pas part au vote.

M. Ch. Brun fait les mêmes réponses.

Le crédit de 2 millions, demandé
par M. le Ministre de la Marine, est
mis aux voix et adopté.

M. Gouin donne lecture du rapport
qu'il a préparé sur le même projet de
loi.

La rédaction du rapport est approuvée.

M. Gouin remet à la Commission
la question suivante: M. le Directeur
du Matériel du Ministère de la Guerre
est venu lui dire que l'on avait oublié
d'insérer dans le projet de loi tendant
à ouvrir au Ministre de la Guerre un
crédit de 23 millions un article indiquant

par il y avait une annexe au projet
de loi consistant dans le tableau
de toutes les fortifications déclassées
par le nouveau Comité de défense.
M. le Directeur l'a prié, en lui annonçant
que pareille chose avait été faite
à la Chambre, de monter à la tribune
du Sénat pour lui demander d'adopter
ce tableau qui serait placé à la fin
à la fin de l'art. 3. M. le rapporteur
demande à la Commission s'il doit
ou non s'opposer au désir de M. le Directeur
du matériel.

M. Lambert de St. Croix fait observer
que l'on ne peut introduire, après coup,
dans une loi, un tableau qui aurait
certainement donné lieu à une discussion
et qui aurait pu avoir une certaine
influence sur le sort de cette loi.

M. le Président et M. le rapporteur
parlent dans le même sens. C'est au
Ministre à faire, à ce sujet, s'il le
juge à propos, une demande officielle.

La Commission décide qu'il ne
sera pas donné suite à la demande
de M. le Directeur du Matériel du Ministère
de la Guerre.

M. le Président dit qu'il a reçu de
M. le Ministre de la Marine une lettre
très pressante pour que la Commission
veuille bien examiner et rapporter
immédiatement le projet de loi relatif
aux 24 millions de crédits extraordinaires
de la Marine. La Commission n'ignore
pas que ce projet de loi est revenu hier
à la Chambre des Députés, qui n'a pas
accepté la manière de voir du Sénat et
a maintenu sa première décision,
c'est-à-dire le caractère extraordinaire

de la totalité des dépenses qui doivent être
couvertes par ces 24 millions. M. le Ministre
de la Marine s'est mis à la disposition
de la Commission, dans le cas où elle
aurait besoin de nouvelles explications,
mais M. le Président a eu pouvoir lui
répondre qu'aucun membre de la Commission
n'avait manifesté ni ne manifestait
probablement le désir d'entendre le
nouveau M. le Ministre de la Marine.

La Commission est, elle s'est avisé d'adopter
le projet de loi tel qu'il revient de la
Chambre des Députés ou de maintenir
ses premières conclusions et, sur les 24
millions du crédit demandé, d'en faire
rentrer 16 dans le budget ordinaire?

M. Lambert de St. Croix dit qu'il
est étonné de ce vote de la Chambre,
le Ministre de la Marine et celui des
Finances s'étant complètement opposés
au vote du Sénat.

M. Vassay explique comment la
Chambre des Députés, tout en reconnaissant
que beaucoup de ces dépenses avaient
un caractère ordinaire, a été amenée
cependant à les placer, cette année,
dans le budget extraordinaire. Se
se croyant pas suffisamment éclairée,
elle n'a pas voulu consolider, en quelque
sorte, les 16 millions que le Sénat
veut faire rentrer dans le budget
ordinaire, elle dit au Ministre: je
vous accorde ces 16 millions parce
que je reconnais qu'ils vous sont
nécessaires, mais je ne veux pas qu'ils
soient considérés, d'ores et déjà,
comme une dépense permanente.

M. Gossin ajoute que la Chambre
n'a pas voulu mettre ces 16 millions

au budget ordinaire pour un autre motif encore, c'est qu'elle ne croit pas qu'il y ait sur le budget de 1882 une somme suffisante pour couvrir la dépense. Or, le Ministre des finances a dit le contraire.

M. Faye dit qu'il ne peut pas s'occuper, comme l'a fait la Chambre, à propos de la transformation de la flotte et du programme financier qui sera suivi à cet égard. La question est beaucoup plus limitée. Sur un crédit de 24 millions demandé par le Ministre et porté au budget sur ressources extraordinaires, le Sénat a pensé qu'il fallait faire rester 16 millions au budget ordinaire. Le Ministre des Finances, que l'on a consulté à cet égard, a déclaré qu'il acceptait cette solution et qu'il avait des ressources suffisantes pour faire face à la dépense. Dans ces conditions, il est étrange que la Chambre des Députés ait maintenant, sa première manière de voir, il serait étrange également que la Commission des Finances porte de l'appui au Gouvernement maintenant par la même également.

M. Buffet parle dans le même sens et rappelle que, dans la discussion générale du budget, M. le Ministre a dit qu'il acceptait cette situation avec reconnaissance.

M. Brun dit qu'en théorie tout le monde est d'accord, mais que cette manière de voir doit plutôt s'appliquer à l'avenir qu'au passé. L'honorable membre craint que, si

268

Le Sénat maintient son premier vote
ce projet ne soit pas définitivement
voté et que le Ministre ne soit fort
embarrassé en présence des dépenses
réalisées ou engagées et qu'il ne
puisse pas payer.

M. Walrus croit également qu'à
point de vue pratique il faut accepter
le projet de loi tel qu'il a été voté
par la Chambre des Députés.

M. le Président prononce aux voix
la question de savoir si la Commission
entend maintenir ses premières
conclusions.

La Commission décide que ses
conclusions sont maintenues.

M. Gouin est chargé de la rédaction
du rapport qu'il demandera la
permission de lire aujourd'hui
même à la tribune et pour lequel
il demandera la discussion immédiate.

M. Roger. Narvaire donne lecture
du rapport sur le projet de loi, adopté
par la Chambre des Députés, ayant pour
objet d'ouvrir au budget du Ministère
des affaires étrangères l'un crédit
supplémentaire de 20.000^{fr}.

Le rapport est adopté.

M. Ferronvillat donne lecture du
rapport sur le projet de loi, adopté par
la Chambre des Députés, ayant pour
objet d'augmenter de 120 millions de
francs le fonds de dotation des caisses
des lycées, collèges et écoles primaires.

Le rapport est adopté.

La séance est levée à 2^h 1/2.

Le Secrétaire,
G. PUGET MARVAIS

Séance du 24 juillet 1877.

Présidence de M. de Freycinet.

La séance est ouverte à 1^h.

Sont présents: MM. Bernard, Faye, Hébrard, Gorin, Malens, Roger, Narvaize, Varroy.

M. Roger. Narvaize, l'un des Secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la dernière séance.

Le procès-verbal est adopté.

M. Faye donne lecture du rapport sur un projet, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention du parc de l'Exposition passée entre l'Etat et la Ville de Paris pour la conservation du parc de l'Exposition du Champ de Mars et ouverture au Ministre des Travaux publics d'un crédit extraordinaire de 834,981^{fr} 75.

Le rapport est adopté.

M. Roger. Narvaize donne lecture du rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser l'érection en Algérie d'un monument commémoratif de la mission Flebbers et l'allocation de subides aux familles des membres de la mission.

Le rapport est adopté.

M. Gorin, rapporteur du projet de loi relatif aux 24 millions des crédits extraordinaires versandés pour la marine dit que M. le Ministre des Finances désirerait que la Commission adoptât

le projet de loi, tel qu'il a été voté à la Chambre des députés. M. le Ministre déclarerait à la tribune du Sénat qu'il reconnaît que, sur ces 14 millions, il y en a 16 qui devraient être pris sur les ressources ordinaires du budget et prendrait l'engagement de présenter, à la rentrée du Parlement, un projet de loi régularisant cette situation et ayant pour objet de prendre, sur les excédents de l'exercice 1881, par exemple, la somme de 16 millions pour faire face à ces dépenses, ce qui lui permettrait de ne mettre sur le budget extraordinaire que la somme de 8 millions.

M. le rapporteur demande à être autorisé à déclarer qu'en présence de cet engagement, la Commission des Finances, tout en persistant dans sa manière de voir, consent, sur l'urgence, à ce que le projet de loi soit adopté, comme le demandent M. le Ministre des Finances.

La Commission autorise M. le rapporteur à faire cette déclaration.

La séance est levée à 4 1/2.

Le Secrétaire,
Dr Roger Marvaux

Séance du 29 Juillet 1881.

Présidence de M. de Freycinet.

La séance est ouverte à 1^h.

Sont présents: M. M. Bernard, Ch. Brun,
Calmon, Faye, Ferrouillat, Fouches de
Careil, Guin, Lambert de St Croix,
Malem, Roger. Narvaize, Varroy.

M. Roger. Narvaize, l'un des Secrétaires,
donne lecture du procès verbal de la
dernière séance.

Le procès verbal est adopté.

M. Buffet expose qu'au début de
la séance publique de ce jour, M. le
Président demandant au Sénat de
vouloir bien combler une lacune existant
dans l'art. 3 du projet de loi portant
ouverture à son département d'un crédit
de 23 millions et de voter, en conséquence,
l'annexion audit projet de loi des tableaux
A, B et C.

L'honorable membre explique qu'il
a pris alors la parole pour s'opposer
au vote de cette addition, avant que la
Commission des Finances n'en ait été
saisie et n'ait délibéré. Le sujet,
du reste, n'est pas nouveau pour elle,
elle a déjà examiné cette demande
d'addition et a été à peu près unanime
à la repousser pour deux raisons. La
première, c'est qu'il est impossible
d'ajouter après coup à une loi une
disposition qui a une certaine gravité,
la seconde, c'est que la Commission
des finances n'a pas voulu engager
la responsabilité du Sénat pour une

mesure qui doit rester tout entière
à la charge de M. le Ministre de la Guerre.

M. le Président rappelle qu'il n'y
a pas eu, si proprement parler, de décision
prise à ce sujet. M. le Ministre de la Guerre
avait officiellement parlé à M. le rap-
porteur et au Président de la Commission
des Finances de ce qu'il considérait
comme une simple rectification qu'il
pouvait demander au Sénat de voter.
M. le Président lui a répondu qu'il
croyait que cette demande d'addition
séparait les limites d'un erratum
et que le Sénat ne pouvait le voter
sans que la Commission en ait délibéré.

Maintenant la Commission est
saisie de l'incident par une lettre
de M. le Président du Sénat qui vient
d'être apportée à l'instant même.

M. Buffet fait observer qu'il ne
s'agit pas là d'une simple correction
grammaticale, de l'addition d'un mot
mis, dont le rétablissement est de
nature à préciser le sens de la loi,
sans en changer l'esprit, mais d'une
modification importante engageant
précisément le Sénat sans la responsabilité
qu'on ne voulait pas lui faire prendre.
Dans ces conditions, la lettre que peut
écrire un Ministre au Sénat est
qu'un chiffon de papier, il faut lui dire
du Président de la République pour
saisir valablement une Chambre légis-
lative d'une question de ce genre.

M. Bernard dit que l'honorable
président a peut-être raison en principe,
mais qu'il faut tenir compte de ce fait
que la Chambre des Députés, à tort
ou à raison, a déjà statué sur la

demande du Ministre qu'elle a transformée
en l'acceptant, en disposition législative.

M. le Président fait remarquer
que la Commission est parfaitement
saisie, dans tous les cas, par la lettre
de M. le Président du Sénat, de la question
de savoir si la demande du Ministre
ne porte que sur un simple erratum,
ou si elle constitue, au contraire, une
véritable modification apportée au projet
de loi. Si l'examen de cette question
révèle qu'il y a quelque chose de plus
qu'un erratum dans la demande du Ministre,
la Commission pourra répondre alors que
c'est une modification au projet de loi
et qu'un décret du Président de la République
lui semble nécessaire pour que le Sénat
et la Commission des Finances soient
valablement saisis.

M. Buffet dit qu'il partage cette
manière de voir, mais il considère,
quant à lui, l'addition demandée comme
un véritable changement au projet de loi
primitif. Les tableaux pour lesquels
on demande la sanction législative,
ne figuraient pas dans le projet de loi
et n'ont jamais été communiqués à
la Commission.

M. Roger Narvaize dit que l'adoption
de ces tableaux ne changera pas le but
de la loi primitivement votée par les
deux Chambres. Les travaux qui y
sont indiqués ont été, en effet, implicitement
votés, en même temps que le
projet de loi, car le Ministre ne pourrait
se servir des crédits qui lui sont accordés
s'il n'avait pas une base pour demander
aux tribunaux l'expropriation des terrains
sur lesquels doivent s'exécuter les travaux.

243
Or, cette base, ce sont les tableaux qui
lui donnent.

M. Lambert de S^e Croix dit qu'il
résulte précisément de ce qui vient
d'être dit que la Commission n'est pas
saisie d'une question de rectification
matérielle, mais d'une véritable disposition
qu'on lui demande d'introduire dans
la loi.

M. Faye appuie l'opinion exprimée
par M. Roger. Marvaux. En votant l'ar-
t. 1^{er}, le Sénat a implicitement voté
les travaux auxquels s'appliquent
les crédits visés dans ce même article.
Autrement on aurait voté un article
de loi que M. le Ministre de la Guerre
serait dans l'impossibilité d'appliquer.

M. Bernard dit qu'il n'y a,
en effet, que cette seule question à
examiner: en votant le projet de loi,
a-t-on ou n'a-t-on pas voté implicitement
les tableaux.

M. Buffet répond qu'on a si peu
voté les tableaux que M. le Président
lui-même dans une précédente séance,
était d'avis que le Sénat ne prit
pas la responsabilité de la détermination
des travaux.

M. Hebert croit que la lacune
que M. le Ministre de la Guerre demande
au Parlement de combler a été volontaire
en ce sens qu'au moment où le projet
de loi a été présenté, on a pensé qu'il
valait mieux ne pas parler des travaux
classés dans les tableaux.

M. le Président dit qu'il existe,
dans tous les cas, une question préjudicielle
sur laquelle il est indispensable de
statuer: s'agit-il, dans l'espèce, d'un

simple erratum ou d'une simple modification au projet de loi?

(La Commission, consultée sur ce point, décide que la demande de M. le Ministre de la Guerre porte sur une véritable modification au projet de loi et non sur un erratum.)

M. le Président dit que, pour se conformer à ce vote, il va faire savoir à M. le Ministre de la Guerre que la Commission n'a pas pu délibérer sur une demande de modification à un projet de loi dont elle n'a pas été saisie par la voie constitutionnelle.

MM. Faye et Ferruillat sont autorisés à déposer les rapports qu'ils ont rédigés, le premier, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Guerre d'un crédit extraordinaire de 6 millions pour rétablissement d'une ligne stratégique, se ralliant au chemin de fer d'Orzenu à Saïda; le 2^e, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés relatif à la reconstruction et à l'agrandissement des bâtiments de la Sorbonne.

La séance est levée à 2^h 1/4

Le Secrétaire,
Georges Mauvais

25

Séance du 15 g^{re} 1881.

Présidence de M. de Freycinet.

La séance est ouverte à 2^h 1/2.

Sont présents: M. R. Borcher, Ferronillat, Touches de Carail, Foye, de Freycinet, Gouin, Hébrard, Halens, Varray.

M. Ferronillat, en l'absence des Secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la précédente séance.

Le procès-verbal est adopté.

M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Ministre des Finances en date du 5 g^{re}, présent mois, dans laquelle ce dernier, rappelant que le Sénat, dans sa séance du 28 g^{re} dernier, ayant maintenu la procédure de 1877, et décidé qu'il resterait saisi des projets de loi votés par la Chambre des Députés avant son renouvellement et présentés par le Gouvernement en vertu de divers, invite la Commission à vouloir bien examiner les deux projets de loi suivants, de manière à ce que les rapports soient déposés le plus tôt possible et que la discussion puisse s'engager à bref délai en séance publique.

1^{er} Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification des ressources affectées au budget extraordinaire de l'exercice 1880, pour parer à la dépense de la reconstruction de l'Hôtel des Postes.

2^o Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant: 1^o la part de la garantie incombant à la France dans l'emprunt Ottoman de 1855; 2^o l'ouverture

au Ministre des Finances, sur l'ex. 1887,
d'un crédit extra de 771.676.884 pour
le même objet.

M. le Président pense qu'aucune
difficulté ne peut s'élever à cet égard
et invite la Commission si possible
bien désigner les rapporteurs de
ces deux projets de loi.

M. Faye est chargé de la rédaction
du rapport sur le projet de loi relatif
à la reconstruction de l'Hôtel des
Postes; M. Guin est désigné pour
rapporter le projet de loi concernant
la part de garantie incombant à
la France dans l'emprunt ottoman
de 1855.

La séance est levée à 3 h.

Le Secrétaire,
J. Roger Narvaire

Séance du 5 N^{bre} 1887.

Présidence de M. de Freycinet.

La séance est ouverte à 2 heures.

Sont présents: M. M. Bernard,
Bocher, Ch. Brun, Buffet, Calmon,
Cordier, Faye, Ferronillat, Fouches
de Careil, Guin, de Freycinet,
Lambert de St. Croix, Molens, Roger,
Narvaire, Varroy.

M. Roger Narvaire, l'un des
Secrétaires, donne lecture du procès-
verbal de la dernière séance.

Le procès-verbal est adopté.

M. le Président informe la Commission
qu'il lui a été adressé deux pétitions:

228

l'une, de la Chambre de Commerce de
Cantres, demandant l'abolition de l'impôt
sur le papier; l'autre, de la Chambre
de Commerce de Rouen, réclamant
la révision des lois de 1816 à 1872, sur
l'impôt des boissons.

Ces pétitions sont renvoyées
à l'examen de la Commission des finances
qui sera nommée au commencement
de la prochaine législature.

M. le Président déclare la
discussion ouverte sur le projet de
loi portant ouverture de crédits
supplémentaires pour subvenir aux
frais des expéditions de Tunisie et du
Sud-Oranais.

M. Buffet dit qu'il lui semble
indispensable d'entendre les ministres
de la Guerre et des Finances au sujet
d'une assertion qui s'est produite dans
le cours de la discussion qui a eu
lieu, sur le même projet de loi, à
la Chambre des Députés, assertion
qui a paru être admise par tout le
monde ou du moins que personne
n'a contestée. Elle consiste à dire
qu'il n'est pas possible, dans les ordon-
nancements, d'établir la distinction
entre la dépense ordinaire qui aurait
entraînée l'armée qui opère en Tunisie,
et le surcroît de dépenses qui résulte
de ce qu'elle opère en pays étrangers,
ce qui, sauf pour certaines dépenses
spéciales comme les transports, a obligé
le Gouvernement à faire des imputations
provisoires sur le budget ordinaire, sauf
à les réimputer ultérieurement sur le
budget extraordinaire. Cette séparation des
deux natures de dépenses, immédiatement :

possible pour la solde, serait impossible pour les hôpitaux, les vivres, les fourrages et toutes les dépenses dont on ne connaît le montant réel qu'à la fin de l'exercice.

L'honorable membre désirerait avoir, sur ce point, des explications des Ministres ou des directeurs de la Comptabilité des différents ministères. Sent-on, dès le début des opérations, et au fur et à mesure que les dépenses s'effectuent, faire la séparation des deux natures de dépenses, ce qui constituerait un système parfait tant au point de vue de la comptabilité qu'au point de vue du contrôle parlementaire. Si l'on ne peut arriver à ce résultat d'une manière complète, ne pourrait-on pas trouver un système intermédiaire qui en approcherait le plus possible. Il y a, par exemple, celui de l'amendement Bienvenu, qui n'est pas sans inconvénient, mais qui est meilleur assurément que le système proposé par la Commission et celui qui a prévalu, le système du Gouvernement. Ces deux systèmes, du reste, sont absolument identiques quant à leurs conséquences. On peut, avec l'un ou l'autre, tant que les crédits du budget ordinaire ne sont pas épuisés, aller jusqu'à la fin de l'année sans demander un centime au Parlement et sans lui fournir, par conséquent, une seule occasion d'exercer son contrôle. Cet inconvénient n'existe pas dans le système de l'amendement Bienvenu: on ne peut alors marcher sans obtenir des ouvertures de crédits, aucune dépense de l'expédition de l'Union ne pouvant, dans ce système, être imputée sur le budget ordinaire.

M. Bocher, appuie les observations

27

de M. Buffet. Lorsque le législateur crée un chapitre spécial et vote un crédit extraordinaire, son intention évidente est que la dépense inverte à ce chapitre soit distincte des chapitres ordinaires et des services normaux. En ce qui concerne, par exemple, l'expédition de Tunisie, c'est un moyen qu'il donne au pays de se rendre compte des sacrifices que cette expédition lui impose. Or, comment établir ce compte si l'on ne peut séparer les dépenses ordinaires des dépenses extraordinaires? Cette distinction, d'ailleurs, a été reconnue par le Gouvernement dans les demandes de crédits qu'il a faites aux mois d'avril et de juillet, et l'on a toujours eu que les dépenses supplémentaires occasionnées par l'expédition de Tunisie pourraient faire l'objet de comptes spéciaux et ne pas se confondre avec les dépenses ordinaires du budget du ministère de la Guerre. A quel moment le Gouvernement s'est-il aperçu de cette indivisibilité et de l'insuffisance, à ce point de vue, de la loi de 1879? Y a-t-il un mode de comptabilité qui permette de réaliser dans l'avenir ce qui n'a pu être fait dans le passé? Celles sont les questions sur lesquelles il serait intéressant d'avoir les explications du Gouvernement.

M. Buffet complète ses premières observations et démontre que la garantie qui résulterait de l'offre faite par le Gouvernement de donner, tous les trois mois, le compte des dépenses de l'expédition de Tunisie est une garantie insignifiante. Ces comptes, d'abord, M. le S. Secrétaire d'Etat l'a dit à la Chambre, seront très approximatifs; ils ne peuvent donner lieu, par conséquent, à un contrôle sérieux.

M. Faye demande quel est le système

auquel s'arrêterait M. Buffet.

M. Buffet répond que le système auquel il donnerait la préférence, s'il était praticable - et c'est sur ce point surtout qu'il désire interroger le Gouvernement, serait celui qui consisterait à faire immédiatement la séparation des dépenses à imputer, au fur et à mesure qu'elles s'effectuent, les dépenses extraordinaires sur les crédits extraordinaires et les dépenses ordinaires sur le budget normal. Maintenant, si ce système était reconnu impraticable, il se rallierait, mais subsidiairement, à celui de l'amendement présenté et abandonné ensuite par M. Bienvenu.

M. Faye rémontre que le système de cet amendement produirait, s'il était adopté, les mêmes inconvénients en sens inverse que ceux que vient de signaler M. Buffet, c'est, à dire qu'au lieu de masquer les dépenses réelles de l'expédition, ce qu'on reproche au système du Gouvernement, il les exagérerait et les grossirait outre mesure. Le système que vient d'exposer M. Buffet serait certainement le meilleur, mais l'impossibilité de séparer les deux natures de dépenses en ce qui concerne les hôpitaux, les vivres, les fourrages etc. le rend certainement impraticable.

M. Buffet répond qu'il serait toujours, et personne ne le conteste, applicable pour la solde dont on connaît immédiatement l'excédant. Il y a donc là déjà une impossibilité de séparation partielle. Jusqu'au point

211

soulever cette possibilité, peut-elle même
être totale? L'orateur désirerait être
éclairé à ce sujet.

M. Rocher demande à quoi peuvent
servir des crédits extraordinaires et
des chapitres spéciaux, si l'on ne peut
distinguer les dépenses extraordinaires
des dépenses ordinaires.

M. Ch. Brun dit qu'il existe
une catégorie de dépenses sur laquelle
il n'est certainement pas possible
de ne pas faire des imputations provisoires,
ce sont les dépenses du matériel,
qu'il est impossible de suivre au
jour le jour et pour lesquelles il
y a nécessité de faire ce qu'on appelle
des cessions de chapitre à chapitre.

M. Varray dit qu'il ne s'oppose
pas à ce qu'on entende sur ce point
les ministres, mais qu'il lui semble
impossible d'agir autrement qu'on
ne l'a fait, d'indivisibilité de ces
dépenses ayant été d'ailleurs prévue
par la loi de 1879.

M. Gouin croit qu'il est bien
difficile de présenter, au point de vue
de la comptabilité, un tableau exact
des dépenses qui entraînera l'expédition
de Tunisie et la question de trouver
un système au moyen duquel on
pourrait séparer immédiatement
les dépenses ordinaires des dépenses
extraordinaires le préoccupe beaucoup.
Enfin que celle que M. Kerguire a
soulevée au début de la discussion
qui a eu lieu sur les crédits de Tunisie
à la Chambre des députés. Quelle
quantité de matériel et d'approvisionne-
ments de toute nature a-t-on pris

dans les magasins? L'honorable membre
craindrait qu'on ne retrouve par, au jour
des dangers, ce que la prudence patrio-
tique de la nation a eu devoir
accumuler dans ces magasins, en
prévision d'une grande guerre.

M. Varray répond que les Chambres
ont voté une loi qui déclare que
tout ce qui sera enlevé aux magasins
devra leur être rendu. Il reste à
vérifier si cette loi, qui est formelle,
est réellement appliquée.

M. Gonin dit qu'il aurait voulu
voir à la tête de ces réserves du compte
de liquidation un personnel spécial,
un caissier qui fût un vrai caissier
et ne dépendît pas du ministère de
la guerre.

M. Varray répond que les Chambres
ont attaché une telle importance
à cette question qu'une loi autorise
la Commission des Finances à déléguer
deux de ses membres chargés de vérifier
si les lois sur le compte de liquidation
sont rigoureusement observées.

M. Buffet dit que, tout en reconnaissant
la gravité de la question soulevée
par M. Gonin, il attache une plus
grande importance encore à celle
du mode de comptabilité à employer
pour empêcher le Gouvernement
de faire une expédition sans demander
un centime de crédit supplémentaire
au Parlement, en faisant des imputations
provisoires sur le budget ordinaire
de la guerre, en réduisant l'effectif
de l'armée qui reste en France, en la
désorganisant en somme, et en prenant
indéfiniment dans les approvisionnements

183

des magasins de l'Etat. Sans doute il existe une loi qui dit que ces objets enlevés aux magasins doivent être remplacés au moyen des ressources du budget ordinaire et il n'est pas douteux qu'on les remplacera ultérieurement, mais en attendant, on ne le fait pas et l'on échappe ainsi à tout contrôle sérieux du Parlement, en même temps qu'on entretient des illusions dans le public. Que cette distinction entre les dépenses ordinaires et les dépenses extraordinaires ait déjà lieu pour la solde, — et l'on ne peut présenter aucune objection à cet égard, — et l'on aura déjà une garantie sérieuse parce que toutes les autres dépenses sont couvertes de celle-ci.

L'honorable membre conclut en demandant à la Commission d'entendre à ce sujet M. M. les Ministres de la Guerre et des Finances.

M. Lambert de St. Croix demande que M. le Ministre de la Marine soit également entendu. Il voudrait l'interroger sur un point qui a été effleuré à la Chambre des Députés par M. Farcy, auquel il n'a pas été répondu.

Le Préfet maritime de Toulon avait reçu l'ordre de préparer sept transports pour transporter 15,000 hommes en Algérie. En cinq jours, — et cela fait le plus grand honneur à la marine française, — les sept transports étaient à quai, prêts à recevoir les troupes armées. Elles ne sont pas venues parce que, pendant ce temps, elles s'embarquaient à Marseille, sur des navires de la C^{ie} transatlantique.

Il paraît que d'après le traité postal intervenu entre cette C^{ie} et l'Etat, ce dernier s'est engagé à faire faire par la C^{ie} ses transports de la marine. La dépense aurait ainsi été simplifiée, en ce qui concerne le transport des troupes. Le fait est-il vrai? Il serait très intéressant d'avoir à cet égard l'avis du Gouvernement.

La Commission décide que M. les Ministres des Finances, de la Guerre et de la Marine seront entendus mercredi, à 2^h.

M. Varray est nommé rapporteur du projet de loi en discussion.

La séance est levée à 3^h 3/4.

Le Secrétaire,
Er. Roger Marvaux

Séance du 7^e K^{ve} 1881.

Présidence de M. de Freycinet.

La séance est ouverte à 2 heures.

Sont présents: M. M. Bernard, Bocher, Ch. Brun, Buffet, Cordier, Ferronillat, Fouché de Careil, Gosin, Mébrard, Lambert de St. Croix, Malens, Roger. Marvaux, Varray.

M. M. Allain. Vargé, Ministre des Finances, Gougeard, Ministre de la Marine, Blandin, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Guerre, et M. M. les directeurs de la comptabilité des mêmes ministères assistent à la séance.

235
M. Roger Narvaize, l'un des Secrétaires
général, donne lecture du procès-verbal de
la dernière séance.

Le procès-verbal est adopté.

M. le Président donne la parole
à ceux des membres de la Commission
qui désireraient adresser à M. le Ministre
des questions précises sur les
différents points du projet de loi relatif
aux crédits extraordinaires pour l'expé-
dition de Tunisie dont il est question
dans le procès-verbal.

M. Buffet demande à M. le Ministre
des Finances à quelle époque, dans
sa pensée, doit se faire la réimputation
des crédits extraordinaires provisoirement
imputés sur les chapitres du budget
ordinaire. Est-ce dans le cours de
l'exercice ou après sa clôture que
doivent être établis les comptes
définitifs?

M. le Ministre des Finances
croit que dans la pensée de l'ancien
cabinet, avant la nomination de la
Commission des crédits supplémentaires,
et la discussion du projet de loi à
la Chambre des Députés, cette réimputation
devrait se faire après la clôture de
l'exercice. Quant au cabinet actuel,
c'est pour apporter à cet égard la
plus grande sincérité et la plus
grande clarté qu'il a pris l'engagement
d'apporter au Parlement des comptes
trimestriels en ce qui concerne les
dépenses de l'expédition de Tunisie.
Il faut toutefois faire cette réserve
que ces comptes, en raison même de
l'indivisibilité de la plupart des dépenses,
ne peuvent qu'être approximatifs.

M. Buffet demande si, au moment où l'on présentera ces comptes trimestriels, la réimputation pourra se faire.

M. de Lanafieu, Directeur de la Comptabilité au Ministère de la Guerre, répond qu'elle est, en ce moment, absolument impossible.

M. Buffet fait observer qu'en ce cas, le cabinet sera obligé de faire pour l'exercice 1882 ce qui a été fait en 1881, c'est-à-dire d'imputer d'abord la totalité des dépenses pour le service des hôpitaux, les vivres et les pourrages sur le budget ordinaire, sans ensuite, en fin d'exercice, à faire la réimputation sur les crédits extraordinaires et spéciaux.

M. de Lanafieu dit qu'il est impossible de faire autrement.

M. Buffet répète ce qu'il a dit dans la dernière séance et ce que personne ne peut contester: c'est que le meilleur système à adopter en pareille matière serait celui qui consisterait à faire la distinction entre les dépenses ordinaires et les dépenses extraordinaires au fur et à mesure que ces dépenses s'effectuent. Le Gouvernement croit-il ce système absolument impraticable? Est-ce que, par exemple, pour la solde, dont on peut connaître immédiatement l'excédant, ce système ne pourrait pas être appliqué?

M. de Lanafieu répond que cela pourrait se faire à la rigueur pour la solde, mais à la condition d'imposer aux payeurs une double comptabilité,

ce qui, dans la pratique, offrirait les plus grandes difficultés, car des troupes en campagne ne peuvent guère se livrer à des travaux de comptabilité aussi considérables et aussi compliqués. Si cette répartition de la dépense est possible si la rigueur pour la solde, elle est absolument impraticable pour le service des hôpitaux, des vivres et des fourrages. On ne connaît en effet le prix réel des journées d'hôpital et des rations de vivres et de fourrages qu'à la fin de l'exercice et c'est seulement lorsque le prix réel est connu que l'on peut établir exactement la différence entre la dépense ordinaire et l'extraordinaire. En ce qui concerne les dépenses fermes, comme achat de chevaux et de mulets, transports etc., toutes ces dépenses ont été prélevées sur le crédit spécial. Quant à la solde, on n'a pas jugé possible d'imposer au corps expéditionnaire cette double comptabilité.

M. Bocher demande si, en oubliant momentanément qu'il existe en France des services correspondants et en faisant abstraction des imputations et de la comptabilité future, on ne pourrait pas établir exactement le compte de ce qu'on dépense et de ce qu'on paye en Tunisie pour la solde, les subsistances, les hôpitaux, et savoir ainsi, ce qui serait très intéressant pour le Parlement et le public ce que coûte une expédition faite en dehors du territoire français.

M. de Roussy, Directeur de la Comptabilité au Ministère des Finances, répond que cela pourrait se faire si les hommes qui composent l'armée expéditionnaire n'appartenaient pas en même temps à l'armée continentale.

et ne prennent point part au budget ordinaire, mais en donnant mois par mois le chiffre des dépenses faites en Tunisie, par exemple, on ne fera pas connaître par ce chiffre ce que coûte en réalité cette expédition. Il faudra toujours arriver, pour atteindre ce résultat, à faire la distinction entre l'ordinaire et l'extraordinaire, et cette distinction, pour un grand nombre de dépenses, est, on vient de le dire, matériellement impossible.

M. Briffet revient sur la possibilité de faire immédiatement la distinction des dépenses en ce qui concerne le soldé. Si l'on adoptait ce mode de procéder, la totalité de la dépense ne pourrait être imputée sur le budget ordinaire, et l'on ne pourrait augmenter l'effectif de l'armée sans un crédit particulier. Le Parlement aurait alors un contrôle sérieux, car toutes les autres dépenses se rattachant à la question de l'effectif et n'ont plus qu'un intérêt accessoire.

M. Blandin fait observer que si l'on faisait ce que désire l'honorable sénateur, il faudrait payer en Tunisie aux officiers et aux soldats leur soldé ordinaire sur le budget ordinaire par un premier ordonnancement, et le supplément de soldé sur les crédits extraordinaires au moyen d'un second ordonnancement. Cela exigerait l'établissement de feuilles qui n'existent pas aujourd'hui.

M. de Sanafra ajoute que si ce mode de procéder n'est pas absolument impossible, il présente dans la pratique, surtout en cours d'expédition, les plus grandes difficultés.

M. Rocher demande quelles sont

289

les dépenses auxquelles a servi le chapitre spécial.

M. de Lamoignon répond qu'il a servi aux remontes, et qu'il est, à cet égard, totalement épuisé et même dépassé. On a acheté 1000 et quelques mulets.

M. Bocher constate qu'en somme le chapitre spécial, que le parlement avait considéré comme un moyen de contrôle efficace, n'a servi qu'à des imputations partielles et ne porte que sur une très petite partie de la dépense. Il servira à rendre compte, mais dans l'avenir seulement, au moment où se feront les réimputations.

M. Lambert de St Croix demande si toutes les imputations faites sur le budget ordinaire ont suffi pour couvrir la dépense, et si il est vrai, comme on l'a dit, que, les imputations n'ayant pas suffi, on ait délivré un nombre tellement exagéré de congés aux hommes restés en France qu'il ne serait resté dans certaines Compagnies que dix hommes et un caporal. L'honorable membre se affirme rien, mais ces allégations ont été portées à la tribune de la Chambre des Députés par M. Amédée Lefèvre et elles n'ont pas été démenties.

M. de Lamoignon dit que sa réponse sera très simple. Il n'y a rien de vrai dans ces bruits, et, au 31 ^{dec} prochain, l'effectif total de l'armée sera non seulement celui qui a été voté par le parlement, mais il sera même augmenté de quelques milliers d'hommes. Maintenant, il n'est pas étonnant que certains régiments se soient trouvés vidés, 102,000 hommes opérant en Tunisie et dans le Sud-Oranais et le Ministre de la Guerre n'ayant, au moment de l'expédition, rappelé aucun

aucun disponible, tout cela ajouté au
renvoi de la classe de 1867.

M. Bocher demande comment alors
on a pu payer les services ordinaires
et extraordinaires.

M. de Donafieu répond que l'ad-
ministration n'a pas été gênée parce
que si le budget normal est clos
le 31 ^{oct} ¹⁸⁶⁷, on paye encore sur ce budget
du 1^{er} janvier au 31 Août plus de 60
millions.

M. Bocher dit que, dans tous
les cas, on a marché sans crédits
et demande pourquoi, puisque ces
crédits supplémentaires étaient
nécessaires, le Gouvernement, en
l'absence des Chambres, ne les a pas
demandés au Conseil d'Etat, le cas
est prévu par la loi.

M. de Roussy répond que la
chose était contestable et que le
Conseil d'Etat aurait peut-être
beaucoup hésité. Ce n'est été pour le
Gouvernement une chose grave
qu'un échec essuyé dans ces conditions.

M. Gougeon dit qu'il ne parle
pas en ce moment en qualité de
Ministre de la Marine, mais comme
Conseiller d'Etat. Il n'est pas de
l'avis de l'honorable Directeur de
la Comptabilité et croit pouvoir ajouter,
au contraire, que si le Gouvernement
était venu, avec de bons raisons,
demander ces crédits au Conseil
d'Etat, ce dernier n'eût pas hésité
un instant à les lui accorder. Mais
le Gouvernement en avait pas
besoin, parce qu'il avait sur le
budget de 1867, des crédits largement

241
suffisants jusqu'à la rentrée du Parlement.

M. Bocher répond que le Gouvernement depuis le 10 juillet jusqu'au 9 ^{sept}, n'a certainement pas eu besoin de moyens de trésorerie, mais qu'il ne pouvait régulièrement se passer de crédits, celui qu'on lui avait voté étant de beaucoup dépassé.

M. Gougeard dit que c'est à l'ancien cabinet qu'il fallait enlever cette question.

M. Allain-Cargé fait observer que des explications très plausibles ont été données, à cet égard, par l'ancien cabinet à la Chambre des Députés qui les a acceptées.

M. Buffet dit qu'il ne s'agit pas de réviser sur le passé, mais ce qu'il importe de savoir, c'est si le Gouvernement actuel trouve régulière et normale la marche qui a été suivie au point de vue financier et si il entend la continuer dans l'avenir.

M. le Ministre des Finances fait remarquer que ce fait en ce moment même le Gouvernement en demandant un crédit pour le quinze premiers jours de janvier, est une réponse topique. Il ne fera rien sans avertir les Chambres et sans leur autorisation.

M. Buffet répond qu'il ne conteste pas ces bonnes intentions, mais qu'il n'en est pas moins vrai qu'avec le système de comptabilité suivi aujourd'hui, le Gouvernement perd tout au commencement de l'exercice, mais même à la fin, en reprenant

une expédition et en payer toutes
les dépenses sans un vote du Parle-
ment. Ce dernier n'a aucun
contrôle sérieux parce qu'il n'a
pas de contrôle préventif et qu'on
vient, comme dans le cas actuel,
lui présenter après coup des dépenses
faites qu'il est bien obligé de payer.
Parmi les systèmes qui ont été
proposés à la Chambre des Députés,
pour obvier à cet inconvénient,
il n'y en a qu'un d'efficace, c'est
celui qui avait été présenté sous
forme d'amendement par M. Bienvenu
et qui a été retirée ensuite par
son auteur. On ne peut faire qu'une
objection à ce système, c'est que,
en apparence, il exagère la dépense,
mais rien n'est plus simple que
de détruire cette apparence en insérant
dans la loi l'annulation des crédits
correspondants du budget ordinaire
et en indiquant au public la soustraction
qu'il soit faite pour avoir le chiffre
exact de la dépense.

M. le Ministre des Finances dit
que le but que poursuit M. Briffet
est d'avoir des crédits de prévision
absolument sincères et qu'on ne puisse
pas dépenser. Pour cela, il propose
un système qui présente des crédits
gonflés d'une façon excessive et
de nature à troubler l'opinion publique.
Un gouvernement qui ne serait pas
sage serait peut-être tenté, en même
temps, d'absorber tous ces gros crédits
de prévision, même sans qu'il y ait
nécessité absolue. M. le Ministre
croit que ce qu'il y a de mieux à faire,

283
à cet égard, c'est de rester dans les règles
de tous les temps, c'est à dire de tenir
le Parlement au courant de ce qui se
passe et de ne pas engager de dépenses
sans avoir un crédit correspondant.
C'est pour obéir à la première de ces règles
que le Gouvernement s'est engagé à
présenter ces comptes trimestriels
qui sont une innovation et qui ont été
qualifiés de congruë par l'ancien sous-
secrétaire d'Etat au Ministère des finances.

M. Buffet dit que le rôle des membres
de la Commission, en ce moment, est
moins de discuter que de poser des
questions. Il n'insiste pas, mais il
n'est pas convaincu.

M. Blondin fait remarquer
qu'avec le système de M. Buffet
les prévisions du chapitre spécial
auraient un caractère aussi instable
que les imputations provisoires. On
calculerait par exemple, les dépenses
sur le montant de l'effectif envoyé
en Tunisie, mais si, quelque temps
après, on faisait revenir en France une
partie des troupes, ne serait-on pas
obligé de rétablir en budget ordinaire
une partie des crédits d'abord annulés?
On ne sortirait pas ainsi des imputations
provisoires.

M. Garin demande si l'intention
du Gouvernement est de solliciter
le plus tôt possible du Parlement les
crédits nécessaires pour remplacer
ce qui a été pris dans les magasins
pour l'expédition de Tunisie et si ces
crédits seront pris sur le budget ordinaire
ou devront être supportés par le 3 %
amortissable.

M. Blandin répond que l'administration de la Guerre fait dresser, en ce moment, le relevé exact de tout ce qui a été pris aux magasins et qu'au moment que cette constatation aura été faite et qu'on saura exactement ce qui ne rentrera pas, les demandes de crédits vont par le M. Gouin seront présentées aux Chambres. Ces crédits seront imputés sur le budget ordinaire.

M. Lambert de St. Croix fait remarquer qu'aux termes de la loi qui a créé le compte de liquidation, ce remplacement doit se faire immédiatement. Aussi les couvertures que l'on a prises aux magasins, et l'on a parfaitement fait, pour l'expédition de Tunisie auraient dû être déjà remplacées.

M. Blandin répond que cela serait vrai si les crédits que l'on a votés au compte de liquidation étaient totalement dépensés et si les approvisionnements étaient au complet, mais il n'en est pas ainsi, même pour l'habillement qui peut disposer encore d'un crédit de 33 millions. En même temps que l'on prend aux magasins des matières pour les envoyer en Tunisie, il s'en fabrique d'autres qui rentrent dans les magasins et remplacent, au moins en partie, celles qui viennent de sortir. Il y aura donc aussi un compte à faire à ce sujet.

M. le rapporteur demande à M. le Sous-Secrétaire d'Etat s'il n'y aurait pas intérêt à connaître la totalité des matières qui sont sorties des magasins.

125
M. Blansin répond que l'administration aura ce compte très prochainement, demain ou après, demain et qu'elle pourra le communiquer à la Commission. Mais peut-être voudrait-il mieux ne pas indiquer ce chiffre, car pour l'artillerie, par exemple, il y aurait un gros chiffre; 14 de matières qui se réduisent en somme à 100.000 t., chiffre représentant l'usure et les réparations du matériel emprunté.

M. le rapporteur demande s'il serait possible d'indiquer dans les comptes trimestriels l'état des effectifs réalisés en 1887, soit en France, soit en Algérie, soit en Tunisie. On répondrait ainsi aux critiques formulées à la Chambre par M. Amédée Le Faure, dont M. Lambert de S^t Croix vient de parler.

M. de Sanaïen répond que rien n'est plus facile.

M. Lambert de S^t Croix rappelle les faits qui se sont passés à Roulon, au mois d'avril dernier, en ce qui concerne les transports de la marine, faits dont il a déjà parlé dans la précédente séance et demande à adresser à M. le Ministre de la Marine les trois questions suivantes:

1^{re} le Gouvernement est-il engagé par un traité avec plusieurs compagnies et avec la C^{ie} transatlantique entre autres, à faire faire par ces C^{ie} tous ses transports de troupes en Algérie.

M. de Sanaïen répond qu'un traité de cette nature a été passé, en effet,

par le Ministre des postes avec la
C^{ie} transatlantique. Ce traité donne
à la C^{ie} le monopole des transports
vis-à-vis des autres compagnies,
mais non à l'exclusion de la marine
de l'Etat.

M. Lambert de S^{te} Croix. Vient
alors ma deuxième question: Lorsque
cette clause n'existant pas, ne
s'est-on pas servi des transports
que la marine avait armés à
London au lieu de se servir des
bâtimens prêtés à Marseille à
des prix considérables?

3^e Est-ce que la marine de
l'Etat n'est pas en mesure de trans-
porter elle-même nos troupes en
pays étrangers, sans qu'on ait recours
à ces C^{ies} particulières?

M. le Ministre de la Marine
répond sur la 2^e question, M. le Direc-
teur ayant répondu sur la 1^{re}, que
ces transports armés à London dans
des conditions parfaitement prévues,
ont été mis à la disposition de M. le
Ministre de la Guerre, qui en a usé.

Ces transports auraient-ils été
suffisants pour l'expédition de Tunisie?
M. le Ministre n'hésite pas à répondre:
Non. Maintenant, la marine eût-elle
été en état de faire tous les transports?
Oui, mais à une condition dont le
Gouvernement ne voulait à aucun
prix, à la condition de faire appel
aux réserves, et pour la marine, d'appeler
une partie de l'inscription maritime.

Se plaçant au point de vue
général et budgétaire, M. le Ministre
fait observer que le Dép^t de la Marine

298
s'est trouvé en présence des mêmes
difficultés que celui de la guerre.
Il n'a pas eu d'imprévu et il a toujours
eu qu'un nombre déterminé de navires
devant lui suffire. Dès lors on a pu
imputer la dépense sur les chapitres
ordinaires et on pourrait la reimputer
dès aujourd'hui sur le chapitre spécial.
De telle sorte que si on le demandait
en ce moment, on pourrait savoir exac-
tement pour la marine, ce que coûte
l'expédition de Tunisie.

M. Lambert de St. Croix dit qu'il
se retournera alors vers le Ministère
de la Guerre et demande ce qu'il
a fait des transports que la Marine
de l'Etat mettrait à sa disposition.

M. de Sinaïen croit que l'état
major général a employé commun-
ment les transports de la marine
et ceux des Compagnies.

M. M. les Ministres se retirent.

M. le Président demande à la
Commission si elle considère comme
suffisamment édifiée et si elle veut
passer au vote du projet de loi.

M. Buffet dit que les raisons
qu'a données M. le Ministre des Finances
contre le système Bienvenu ne l'ont
pas nullement convaincu et propose,
à titre d'amendement, d'appliquer
ce système à une seule nature de
dépenses, à la solde.

M. le rapporteur dit que, pour
son compte, il se préoccupe beaucoup
moins des écritures que du prompt
succès de l'expédition. Or, le système
de M. Buffet pourrait, pendant une
intervention, mettre le Gouvernement

sans l'impossibilité de faire si l'effet,
une augmentation absolument
nécessaire.

(Après une discussion à laquelle
premierement part M. Buffet, le Président,
le rapporteur, l'amendement proposé
par M. Buffet est mis aux voix et repoussé)
La séance est levée à 5 h.

Le Secrétaire,
Rogier Marvaux

Séance du 8^h 1881.

Présidence de M. de Freycinet

La séance est ouverte à 2^h.

Sont présents: MM. Bernard, Brun,
Buffet, Calmon, Cordier, Dauphin,
Faye, Ferroviillat, Fonches de Careil,
Garin, Lambert de St. Croix, Kallens,
Rogier, Narvaize Varroy.

M. Varroy donne lecture du rapport
sur le projet de loi portant ouverture
de crédits supplémentaires et extraord^s
aux Ministres de la Guerre et de la marine
pour l'expédition de Tunisie et du
Sud. Oranais.

Une discussion s'engage sur la
réduction du passage du rapport qui
est ainsi conçu: "il ne saurait appartenir
à une Commission des finances l'encourager
l'application d'une jurisprudence financière
non compatible avec l'exercice du contrôle
parlementaire."

M. Buffet dit qu'il n'est pas possible
de faire moins que le rapporteur de la
Chambre des députés, qui s'est prononcé

de la manière la plus nette contre la légalité des procédés employés par le Gouvernement. Il demande qu'on remplace le mot "encourager" par le mot "approuver".

M. le rapporteur défend sa rédaction et explique comment il a été naturellement amené à se servir du mot "encourager".

M. Nolens demande le maintien du mot: encourager.

La rédaction du passage en discussion avec le mot: encourager est mise aux voix et maintenue.

M. le rapporteur termine la lecture du rapport, qui ne donne lieu à aucune observation.

Les conclusions du rapport sont ensuite mises aux voix et adoptées.

La séance est levée à 3 heures.

Le Secrétaire,
Cyriel Germain

Séance du 12^{me} 1881.

Présidence de M. de Freycinet.

La séance est ouverte à 1^h.

Sont présents: M. Bernard, Ch. Brun, Buffet, Caillaux, Calmon, Dauphin, Faye, Ferronillat, Fouches de Careil, Gonin, Hébrard, Bocher, Lambert de St. Croix, Malens, Roger, Narvaire, Varroy.

M. Roger-Narvaire, l'un des Secrétaires, donne lecture des procès-verbaux des deux dernières séances.

Les procès-verbaux sont adoptés.

M. le Président rappelle que la Commission est saisie de deux projets de loi, l'un ayant trait au crédit supplémentaire à ouvrir pour les dépenses du personnel de l'administration départementale de l'Algérie, l'autre relatif aux crédits supplémentaires nécessités par l'augmentation du nombre des Députés et par l'organisation des nouveaux Ministères.

M. le Président informe la Commission que les Ministères intéressés et leurs chefs de service ont été convoqués pour 1^h 1/2, pour être interrogés sur ce dernier projet de loi, si la Commission le juge convenable.

La discussion est ouverte sur le projet de loi, tendant à ouvrir un crédit de 90.400^f destinée aux dépenses du personnel de l'administration départementale de l'Algérie.

201
M. Roger Narvaize est chargé de présenter le rapport sur ce projet de loi.

L'honorable membre en fait l'historique et en expose les motifs et le but.

A ce moment, sont introduits dans le sein de la commission: MM. Adolphe Gargé, Ministre du Commerce et des Colonies, Front, Ministre des Arts, Caze pour le Secrétaire d'Etat ou Ministres de l'Agriculture et différents chefs de service de ces trois Ministères.

M. le Président donne la parole à ceux des membres de la Commission qui auraient des questions à adresser aux Ministres sur le projet de loi relatif à l'organisation des nouveaux ministères.

M. Briffet dit que cette question peut être envisagée à deux points de vue, au point de vue politique et au point de vue purement financier. Le côté politique, la question de savoir s'il est bon de créer deux nouveaux ministères ne pourrait être discutée qu'avec M. le Président du Conseil. Comme il n'a pas été convoqué, l'honorable membre se bornera à traiter la question financière. Cette question se réduit, en somme, à celle du logement des Ministres. Est-il indispensable de donner des hôtels aux Ministres? L'orateur admet que le Ministre des Affaires étrangères ait un hôtel et même des frais de représentation. Le Ministre de l'Intérieur et, si l'on veut, le Ministre de la Guerre, pourraient également occuper l'hôtel même où sont installés leurs services,

mais pour les autres ministères,
ces hôtels n'ont aucune utilité et
présentent plutôt certains inconvénients.
Que les ministres résident dans les
hôtels qui existent actuellement,
rien de mieux, mais il est parfaitement
inutile d'en créer de nouveaux.

L'honorable membre ajoute
qu'en ce qui concerne le Ministère
de l'Agriculture, il croit pouvoir dire,
ayant été chargé deux fois dans sa vie,
de ce département, alors qu'il était
rattaché au Ministère du Commerce,
qu'aujourd'hui qu'il en est réparti,
le Ministre qui se rendra dans ses
bureaux à 10 heures du matin et
qui les quittera à deux heures,
pourra faire de la manière la plus
conscientieuse toute la besogne
dont il est chargé.

M. Lambert de S.^e Croix demande
à M. le Ministre du Commerce s'il
a trouvé un local pour son ministère.

M. le Ministre du Commerce,
répondant d'abord à M. Buffet, fait
observer que M. le Président du Conseil
a donné devant la Chambre des députés
les explications que semblait demander
tout à l'heure l'honorable sénateur
sur le fond même de la question.

M. Buffet trouve les hôtels minis-
tériels parfaitement inutiles, mais
au-dessus des avis qu'on peut avoir
personnellement sur cette question,
il y a les textes législatifs qui mettent
à la disposition des Ministres les immeubles
où leur administration est installée.

En ce qui concerne personnellement,
M. le Ministre du Commerce est d'autant

203

plus à l'aise pour parler, qu'il n'avait
pas d'abord l'intention d'habiter un hôtel
quelconque, mais la dispersion des différents
services des différents services de son dépt.
l'ont fait revenir sur cette détermination.
Il est nécessaire de réunir ces services
épars et le cabinet du Ministre ne peut en
être éloigné d'un ou de deux kilomètres,
comme il le servirait si l'on laissait les
choses en l'état.

En créant un ministère spécial
le département de l'Agriculture, le
Gouvernement n'a pas entendu créer
un Ministère pour le donner à un homme
chargé de le diriger, il a eu réponse
à un sentiment général, à un mouvement
d'opinion qui depuis longtemps se manifeste
parmi les agriculteurs. On a voulu,
en même temps, donner à l'Agriculture
un essor qu'elle n'a pas eu jusqu'à
présent, et l'on a adjoint, dans ce but,
aux trois anciennes divisions du Minis-
tère de l'Agriculture le service de
l'ensemencement des eaux et des irrigations.
Dans ces conditions, le Ministre de
l'Agriculture aura ses occupations
suffisantes et de nature à remplir
toute sa journée, l'honorable M. Buffet
peut être rassuré à cet égard.

À la question posée par M. Lambert
de St. Croix, M. le Ministre répond qu'il
n'a pas encore trouvé de local, et explique
pourquoi il s'est mis, pour ainsi dire,
lui-même à la porte du ministère
du Commerce. Il s'agissait de rapprocher
un service des Colonies installé
place de la Concorde, non seulement
le cabinet du Ministre, mais les services
du Ministère du Commerce, qui sont,

comme on le sait, une de Varennes.
Si l'on voit nécessaire de rattacher
le service des colonies au ministère
du Commerce, il faut bien donner au
Secrétaire de ce ministère la possibilité
de s'occuper des deux branches de son
administration.

M. Lambert de St. Croix dit que
ni lui ni aucun membre de la Commission
n'a entendu traiter la question de
personnes ni dire que le Gouvernement
avait créé des Ministères pour faire des
Ministres. S'il s'est permis de demander
à M. le Ministre du Commerce s'il avait
trouvé un logement, c'est qu'avant de
voter les crédits, il faut savoir s'ils seront
appliqués. Or, la réponse négative de M.
le Ministre laisse la Commission dans
un certain embarras.

M. le Ministre du Commerce répond
qu'il a bien trouvé différents immeubles
où l'on aurait pu réunir les deux services
du commerce et des colonies, mais qu'il
a jugé les devis trop élevés et qu'il s'en
arrête à la solution d'une location
provisoire en attendant qu'on puisse
installer tous les services ministériels
dans les bâtiments neufs que l'on
construit en vertu du projet de loi dont
M. Buffet parlait tout à l'heure.

M. Foucher de Careil dit qu'il
croyait que les attributions nouvelles
du Ministère de l'Agriculture étaient
encore plus étendues que ne vient de
le dire M. le Ministre du Commerce.
Il pensait qu'à cette division de l'hydraulique
agricole, qui justifierait, si elle seule,
la création d'un ministère spécial de
l'agriculture, on devait joindre un service

305

qui n'a existé jusqu'ici qu'à l'état d'embryon, celui de la statistique agricole.

M. Caze, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Agriculture, dit qu'il peut donner toute satisfaction à cet égard à l'honorable M. Fouché de Careil. Le service de la statistique sera organisé sur des bases nouvelles et demandera à donner, non pas en août, mais un mois après la récolte, les renseignements qui peuvent être utiles aux agriculteurs.

M. Lambert de St. Croix demande si, en ce qui concerne l'hydraulique agricole, ce service restera entre les mains des ingénieurs des travaux publics, ou s'il est dans la pensée du nouveau ministère de créer un corps spécial d'ingénieurs agricoles.

M. le Sous-Secrétaire d'Etat répond que cette question est complexe, que le Ministère de l'Agriculture ne saurait avoir la pensée de se priver des lumières des ingénieurs des travaux publics, mais que, pour assurer la constitution d'un grand réseau d'irrigation, il croira devoir pousser à la formation d'un corps d'ingénieurs hydrauliques dont le corps des Forêts et celui des ingénieurs civils fourniront les éléments.

M. Bruffet dit que, comme M. Lambert de St. Croix, il n'a pas voulu, lui non plus, faire de questions de personnes dans les observations qu'il a présentées au début de la séance. Il a fait allusion au peu d'occupation qu'aurait le nouveau ministre de l'Agriculture, on lui a répondu, qu'il serait, au contraire, très occupé, par suite du rattachement à ce ministère, de services intéressant l'agriculture, comme ceux de l'hydraulique et de la statistique

agricoles. L'honorable membre craint alors que l'homme qu'on placera à la tête de ce département ne veuille encore en agrandir le champ et ne cherche à attirer à lui tous les autres services qui peuvent intéresser aussi l'agriculture, comme celui des chemins vicinaux, des chemins de fer, des tarifs, etc.

M. Bacher demande quelle est la situation des Conseillers d'Etat qui viennent d'entrer, soit comme Ministres, soit comme Secrétaires généraux, dans le nouveau cabinet.

M. Antonin Proust, Ministre des Arts, répond que le Secrétaire général du Ministère des Arts, M. Estébeur, ayant trois ans de services comme conseiller d'Etat, pouvait, aux termes de la loi du 23 juillet 1879, accepter pendant trois ans des fonctions publiques, tout en continuant de siéger au Conseil d'Etat.

Quant à M. le Ministre de la Marine, qui n'a pas ces trois ans de services, il vient de donner sa démission.

M. Bacher demande quelle est la situation de M. Castagnary. Est-ce qu'il n'est pas Directeur des Cultes ?

M. le Ministre des Arts répond que la situation de M. Castagnary n'est pas officiellement réglée.

M. le Ministre ajoute qu'il est prêt à répondre aux questions qui pourraient lui être adressées au sujet de son ministère.

M. Lambert de S^{te} Croix dit qu'il ne trouve pas le Ministère des Arts nécessaire, mais qu'il ne peut pas demander au Ministre des Arts pourquoi il y a un Ministère des Arts.

M. le Ministre et les différents chefs

708
de service se retirent.

M. Faurer de l'avis est nommé rapporteur du projet de loi en discussion.

M. Buffet demande qu'un vœu analogue à celui qui se trouve exprimé dans le rapport de la Commission des Finances du Sénat, à savoir: que la création de nouveaux départements ministériels soit réservée à l'avenir par le pouvoir législatif.

M. le Président dit qu'il convient d'abord de mettre aux voix le projet de loi tel qu'il a été voté par la Chambre des députés.

Le projet de loi est mis aux voix et adopté.

La discussion s'engage ensuite sur la proposition de M. Buffet qui est soutenue par son auteur et par MM. Lambert de St. Croix et Caillaux. Elle est combattue par MM. Faye, Vauroy, Bernard, Nalens, Hébrard et Dauphin, qui sont opposés à toute espèce de réserve impliquant un blâme direct ou indirect infligé au Gouvernement. De deux choses l'une: ou le Gouvernement avait le droit de faire ce qu'il a fait, ou il n'avait pas ce droit. Si le parlement se rangeait à cette dernière manière de voir, il aurait autre chose à faire que de vaines réserves.

La proposition de M. Buffet est mise aux voix et repoussée par treize voix contre quatre.

M. le Président consulte ensuite la Commission sur le point de savoir si la question de principe sera posée dans le rapport.

La Commission décide que cette question ne sera pas traitée dans le rapport qui ne renfermera, à cet égard, ni approbation ni improbation.

M. Buffet demande que l'opinion de la minorité soit consignée dans le rapport.

M. le Président répond que cette mention est de droit.

La séance est levée à 3^h 1/4.

Le Secrétaire,
Ed. Roger-Marvaux

Séance du 13^e mai 1889.

Présidence de M. de Freycinet.

La séance est ouverte à deux heures.

Sont présents: MM. Ch. Brun, Buffet, Calmon, Fersonillat, Fouches de Careil, de Freycinet, Guin, Bernard, Lambert de St. Croix, Nakens, Roger-Marvaux, Varroy.

M. Roger-Marvaux, l'un des Secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la dernière séance.

Le procès-verbal est adopté.

M. Roger-Marvaux donne lecture du rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1889, un crédit supplémentaire de 90.400^f, destiné aux dépenses du personnel de l'administration départementale de l'Algérie.

Le rapport est adopté.

M. Fouches de Careil donne lecture

393

Le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture à divers ministères de crédits supplémentaires, sur l'exercice 1881, montant à 141.704.^{fr} 30^{cs} et nécessités: 1^{re} par l'augmentation du nombre des Députés; 2^e par l'organisation des nouveaux ministères créés ou transformés.

Le rapport est adopté.

M. les rapporteurs sont autorisés à déposer leurs rapports à la séance publique de ce jour, et la Commission décide que la lecture immédiate en sera demandée afin que la discussion puisse avoir lieu à la séance de jeudi.

M. Gorin est autorisé, si les projets de loi, ouvrant des crédits supplémentaires et extraordinaires à la Guerre et à la Marine sont adoptés par la Chambre des Députés à la séance de ce jour, à préparer le rapport sur ces projets de loi, en se maintenant dans la jurisprudence adoptée par la Commission des Finances, en ce qui touche la distinction entre les crédits ordinaires et les crédits extraordinaires. Dans ce cas, la Commission se réunirait jeudi une heure avant la séance pour en entendre la lecture et en adopter les conclusions, s'il y a lieu.

La séance est levée à 3 h.

Le Secrétaire,
Georges Marvaux

Séance du 15^e X^{bre} 1887.

Présidence de M. de Freycinet.

La séance est ouverte à 1^h 1/2.

Sont présents: MM. Bernard, Bocher, Ch. Brun, Cordier, Colson, de Freycinet, Fouché de Careil, Faye, Guin, Méron, Molens, Roger. Narvoise.

M. Cordier donne lecture du procès-verbal de la dernière séance.

Le procès-verbal est adopté.

M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Sous-Secrétaire d'Etat du Ministère des Finances, invitant la Commission à examiner deux projets de loi, votés par la Chambre des Députés, contenant des ouvertures de crédits à divers ministères, qui seront déposés, ce jour même, sur le bureau du Sénat.

M. Faye est chargé de la rédaction du rapport sur le projet de loi, voté par la Chambre des Députés, concernant: 1^o la régularisation des décrets rendus en conseil d'Etat qui ont ouvert des crédits sur les exercices 1880, 1887, 2^o l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires sur le budget ordinaire de l'exercice 1880, 3^o l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires sur l'exercice 1887, 4^o l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices périmés et clos, 5^o l'annulation de crédits affectés au budget annexes rattachés pour ordre au budget général de l'Etat.

M. Molens est nommé rapporteur du second projet de loi, concernant: 1^o

211

l'annulation au budget du Ministère des Finances, sur l'exercice 1880, d'un crédit de 80.000^{fr.}, 2° l'ouverture au budget du même ministère d'un crédit de 80.000^{fr.} sur l'exercice 1881, pour la construction des bâtiments annexés à l'hôtel du Limbre à Paris.

M. Gossin donne lecture de trois rapports sur les projets de loi suivants adoptés par la Chambre des députés:

1° Projet de loi portant 1° annulation au budget extraordinaire de l'ex. 1881 de crédits montant à 16.2/3.013^{fr.} concernant le Ministère de la Marine; 2° report des mêmes crédits au budget ordinaire du même exercice;

2° Projet de loi portant ouverture au Ministère de la Guerre d'une 1^{re} provision de 81.400.000^{fr.} au titre du budget sur ressources extraordinaires de l'ex. 1882;

3° Projet de loi portant ouverture au Ministère de la Marine de crédits supplémentaires et de crédits au titre du budget sur ressources extraordinaires s'élevant à la somme de 35.40.000^{fr.}

Ces trois rapports sont successivement mis aux voix et adoptés.

La séance est levée à 2^h 1/4.

Le Secrétaire,
Ernest Marnier